

Relève au Pentagone

Caspar Weinberger s'en va, et ce départ est vécu à Washington comme un événement de première importance. Pas seulement parce que la vieille garde réaganienne s'effrite un peu plus, pas seulement parce que le président perd en lui un homme difficile mais loyal et fidèle, mais surtout parce que l'obstiné secrétaire à la défense incarnait la résistance à toutes les sirènes du désarmement, un scepticisme et une méfiance profonde à l'égard des Soviétiques.

Son départ à quelques semaines d'un sommet Est-Ouest longtemps attendu inquiète tous ceux qui redoutent de voir Ronald Reagan, poussé par le désir de faire une belle fin, se laisser entraîner sur le terrain glissant des concessions. Ce qui a conduit le président à essayer de rassurer ses alliés en leur expliquant, mercredi 4 novembre, avant même l'annonce officielle de la démission du secrétaire à la défense, qu'il n'était pas question de brader la sécurité de l'Europe à la table des négociations.

Derrière la pudique raison officielle du départ de M. Weinberger - la santé, très chancelante, de sa femme - il est difficile de ne pas entrevoir d'autres raisons, plus politiques.

Il y a d'abord ce budget de la défense pour lequel Caspar Weinberger a toujours exigé le maximum sans la moindre diplomatie et qui est un passe, pour la troisième année consécutive, de subir des coupes sévères. Ce qui revient, sous prétexte de réduire le déficit, à remettre directement en cause les coûteux choix du secrétaire à la défense, qui avait sorti des oubliettes les programmes contestés comme la missile intercontinental mobile MX, le bombardier stratégique B-1 et les fusées Trident tirées à partir de sous-marins.

Enfin, il y a surtout ces négociations sur le désarmement qui font le pari d'un secrétaire d'Etat George Shultz, auquel l'oppose une rivalité qui date même d'avant la Maison Blanche. Le plus va-t-en-guerre des deux n'étant pas forcément le « faucon » Weinberger, plus nuancé sur la politique au Proche-Orient qu'un secrétaire d'Etat résolument pro-Israélien et moins pressé, surtout, d'exercer des représailles au Liban. En toute logique, M. Weinberger pouvait craindre que le prochain traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (FNI) ne soit qu'un hors-d'œuvre destiné à étendre très vite les négociations à l'initiative de défense stratégique, cette guerre des étoiles dont, après un doute initial, il était devenu le partisan le plus résolu.

S. Caspar Weinberger, cet admirateur fervent du combattant Churchill, abandonne la partie sans plus lutter, c'est sans doute qu'il la croit jouée d'avance. Et ce départ sonne comme un signal d'alarme pour tous ceux que le charme transparent de M. Gorbatchev laisse froid. Le président, lui, gagné peut-être en tranquillité d'esprit avec l'arrivée du compétent mais plus « pragmatique » Frank Carlucci, mais il perd irrémédiablement un de ses conseillers en lequel il avait le plus confiance. Il se retrouve bien seul, avant d'entamer sa dernière année à la Maison Blanche.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 1106 0 - 4,50 F



3790147004500 11060

Rebondissements dans la crise financière

- Washington laissera glisser le dollar
- La RFA baisse ses taux d'intérêt

Dans le différend Washington-Bonn sur la crise financière, l'Allemagne fédérale a choisi de prouver sa bonne volonté en annonçant, le 5 novembre, de baisser l'un de ses taux directeurs, le « Lombard », ramené de 5 % à 4,5 %. Elle laisse inchangé son taux d'escompte. Simultanément, la Banque de France a relevé ses taux d'intervention de 0,75 point. M. Balladur, ministre des finances, et son homologue allemand, M. Stoltenberg, ont publié

un communiqué commun pour expliquer ces décisions, destinées « au renforcement de la stabilité des taux de changes au sein du SME ».

A Washington, où les négociations pient entre la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire, le secrétaire au Trésor, M. Baker, a déclaré que les Etats-Unis préféraient une baisse du dollar à une récession provoquée par des taux d'intérêt élevés.

L'hiver des privatisations

par Eric Le Boucher

Un « petit porteur » qui aurait acheté des titres de sociétés privatisées le jour de l'offre publique (10 titres Saint-Gobain, 4 Paribas, 6 Sogefal, etc.) aurait dépensé 17 000 francs. S'il avait revendu au meilleur cours chaque des actions, il aurait empo-

ché 5 270 F net (1). S'il s'était « dégaï » en bloc juste avant le « lundi noir » du 19 octobre, comme par une intuition géniale, son gain eût été de 2 744,50 F. Au cours du 4 novembre, son portefeuille vaut 17 004,50 F. Il n'a pas plus « gagné » que le prix d'un numéro du Monde.

M. Balladur a utilisé l'exemple de ce portefeuille théorique à plu-

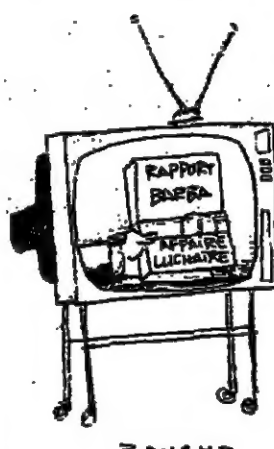
sieurs reprises ces dernières semaines, notamment devant l'Assemblée nationale, pour démontrer que la chute des valeurs restait limitée et que les privatisées, entreprises solides, ne se portaient pas si mal.

(Lire la suite page 32.)

(1) Hors commissions des banques.

L'affaire des ventes d'armes à l'Iran

Le siège de l'Elysée



PANCHÉ



M. Jacques Chirac a « défilé », le jeudi 5 novembre, les ex-cis auxquels conduit l'explication des « affaires ». Le premier ministre, qui effectuait un déplacement en Bretagne, a affirmé qu'en de telles circonstances il fallait « essayer de maîtriser » et empêcher « l'explosion de la présentation », qui « porte atteinte à tout le monde ».

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhormeau

Bombardé à l'obus de 155 depuis le début de la semaine, le paysage politique menace de n'être bientôt plus qu'un champ de ruines. L'assaut vient d'être lancé contre la casemate élyséenne de M. Mitterrand. Les socialistes savent qu'ils auront du mal à se remettre des coups qui leur sont portés. La zizanie menace le cœur du dispositif de M. Chirac, puisque le ministre de la défense, M. André Girard, est en désaccord avec la stratégie choisie. La justice est pié-

tiée, une fois de plus. Les Français, pris à témoin d'un conflit dont tous les ressorts ne sont pas encore connus, ne pourront être que confortés dans le désintérêt, voire le mépris, qu'ils éprouvent envers leur classe politique. Nul n'en sortira indemne, pas même M. Barre malgré sa superbe indifférence affichée.

quête totale du pouvoir. Qu'il soit contraint à la capitulation, c'est-à-dire à la renonciation en avril 1988, et la voie de l'Elysée sera grande ouverte devant ceux qu'il a vaincus en 1981. C'est maintenant qu'une dégringolade de la confiance s'organise. Ou jamais.

Les premières offensives avaient été insuffisantes. En une comptabilité d'artificier, on ajoutait aux relances de Greenpeace, l'affaire Nucci et l'inculpation du supergendarme de l'Elysée, Christian Prouteau. Coups nuls, puisque les affaires de la CNCL et Chaumet-Chalandon sont tombées à point nommé pour rétablir l'équilibre de la terreur. Il fallait franchir un degré décisif dans l'escalade. C'est fait. « Ce n'est pas compliqué », expliquait M. Robert Pandraud, au début de l'été. Après Nucci, il y aura Prouteau. Après Prouteau, il y aura Luchaire. Le programme est parfaitement respecté.

(Lire la suite page 11 et nos informations page 10.)

L'URSS et le SIDA

Un entretien avec le docteur Pokrovski, Président de l'Académie de médecine d'Union soviétique

Le SIDA, à son tour, est touché par la « glasnost »... Fini le temps où la presse soviétique affirmait que ce virus avait été « fabriqué » par les Américains, lors d'expériences menées à Fort Detrick (Maryland) pour la mise au point d'armes bactériologiques. Aujourd'hui, les scientifiques soviétiques cherchent, au contraire, à « innocenter » les Etats-Unis. Cette maladie a une origine « naturelle », affirme le docteur Valentin Pokrovski, président de l'Académie de médecine de l'URSS, dans l'interview qu'il nous a accordée. Selon lui, la « transparence de l'information » en URSS doit également s'appliquer au SIDA. Les autorités américaines se félicitent de ce changement d'attitude. En avril dernier, elles avaient indiqué, par la voix du chirurgien général des Etats-Unis, le docteur Everett Koop, que toute coopération scientifique entre les deux pays serait « impossible tant que continueraient les campagnes de désinformation en URSS ».

(Lire page 23.)

La mort de Pierre Seghers

L'homme de Babel

Le poète et éditeur Pierre Seghers, qui, depuis près de cinquante ans, jouait un rôle de grand découvreur, est mort, le mercredi 4 novembre, à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne). Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Ses obsèques auront lieu le lundi 9 novembre, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

Pierre Seghers avait la ferveur communicative, l'amitié enracinée et le regard toujours ébloui par une merveille nouvelle. Dans l'âme, il était sourcier ; il suivait d'instinct tous les chants souterrains : ceux qui allaient surgir tourments, comme ceux qui resteraient tourments. Il accueillait les tempêtes verbales avec fougue et la rosée de la pensée avec délicatesse.

Ami de Cendrars, il ciselait aussi en français les haïkaï japonais les plus fragiles. Il aimait le cri et la

noblesse du refus, il célébrait la douceur de Saadi, partageait l'ivresse mystique de Hafiz et contemplait les étoiles avec Omar Khayyam. Il avait le sang hanté par toutes les voix du monde et savait combien la poésie est l'accès le plus soudain à la citoyenneté universelle. Révélant d'accents fraternels, d'harmonies

partagées, de trésors inouïs jetés au soleil et au secret des nuits. Pierre Seghers avait son lieu en chaque terre inconnue pourvu qu'il y eût là un homme prêt à dire sa joie, ses souffrances, sa raison, sa déraison et son amour de la vie.

ANDRÉ VETTER.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

LIVRES

- La conspiration du silence : un livre de Peter Sichrovsky sur les enfants de nazis et de déportés. ■ Lettres latino-américaines : Juan Carlos Onetti, Mario Vargas Llosa, Reinaldo Arenas. ■ Le Canada des anglophones : le romancier John Saul évoque la littérature de ces Américains minoritaires. ■ La chronique de Nicole Zand. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 13 à 22

Le Japon et nous

A propos du livre « les Dents du géant », de Christian Sautter

par JACQUES DELORS (*)

Le consentement du Japon est devenu indispensable pour la stabilisation des taux de change des grandes monnaies. Sa contribution au recyclage des excédents financiers en faveur des pays en voie de développement apparaît décisive. Le Japon est bien le nouveau poids lourd de l'économie mondiale. Mais quel est donc ce grand pays ? Les observateurs occidentaux hésitent entre le modèle et le repoussoir, selon qu'ils cherchent à valoriser ou à démythifier la société japonaise. Or le Japon ne fait ni l'ange ni la bête ; il se caractérise d'abord par sa différence.

Christian Sautter, dans son dernier livre *Les Dents du géant* (1), a le don d'apprivoiser cette différence. Déjà, il y a quatorze ans, il avait attiré notre attention sur l'effort consenti par tout un peuple pour acquiescer à la force qu'on lui connaît aujourd'hui (2).

Ce droit que donne Christian Sautter à la différence permet de mieux discerner ce qui, pour nous, Européens, peut servir d'exemple. Pour ma part, je retiens trois idées qui peuvent guider notre action.

Aucun retard industriel n'est jamais définitif. — Il ne faut pas oublier qu'en 1963 le Japon exportait moins de cent mille voitures de tourisme et camion alors qu'en 1985 il a battu le record des six millions sept cent mille. En 1974, les Américains régnaient sans partage sur le marché des composants semi-conducteurs, alors qu'ils accusent aujourd'hui un déficit commercial dans ce secteur vis-à-vis des Japonais. Confrontés à des retards moins importants et dotés d'outils non négligeables, les industries de la Communauté ne doivent donc pas céder à l'euro-pessimisme.

L'information est la clé de l'innovation des stratégies. — Les grandes entreprises japonaises ont constitué, chacune pour son compte, des réseaux mondiaux d'information ; ils complètent les efforts du MITI, qui consacre des ressources considérables à la collecte et au tri des renseignements publics accessibles dans le monde entier. Cet « intelligence service » voit transiter les meilleurs agents de l'administration et des entreprises. Grâce à lui, les entreprises et les laboratoires

japonais accèdent en temps réel à cinq cent mille résumés rédigés chaque année à partir de onze mille revues, dont sept mille étrangères venant de cinquante pays, de cinquante rapports techniques, de cinq cents rapports de conférences, de plus de cinquante mille brevets intelligemment sélectionnés chaque année.

Pour certains économistes « post-industriels », l'information est désormais le troisième facteur de production, au même titre que la main-d'œuvre et le capital ; c'est sans doute du Japon qu'ils tirent leur inspiration.

Le rôle de l'organisation prime celui de la robotisation. — Un exemple frappant en est donné dans le cas de l'industrie automobile : « General Motors a fait deux essais : le premier a été, toute honte bue, de confier à Toyota la modernisation d'une vieille usine californienne, à Fremont ; le second a été de construire une usine entièrement robotisée à Hamtramck, dans son fief du Michigan ». Les résultats ont été « horribles » : les dirigeants de General Motors. L'entreprise conjointe avec Toyota était deux fois plus performante que la moyenne des usines du groupe, et surpassait facilement l'usine robotisée.

Telle est sans doute la leçon fondamentale que nous inspire l'exemple japonais. Trop souvent, nous mettons en avant la dureté des conditions de vie, la faible couverture sociale, les torts de la sous-traitance, toutes choses qui tendent à s'estomper lentement dans une société japonaise en évolution profonde. Mais, ce faisant, nous ignorons les véritables ressorts du dynamisme japonais que sont la prépondérance de la gestion des ressources humaines sur celle des machines et la recherche constante de la cohésion sociale.

Pour autant, le Japon n'est pas invulnérable. Il connaît des tensions et des hésitations ; il est le théâtre d'importants débats intérieurs entre les générations, sur le modèle de développement futur et sur la relation au monde extérieur.

La Communauté européenne, le Japon et les États-Unis composent

un monde tripolaire. La cohésion politique occidentale se double d'un réseau dense de relations scientifiques, industrielles et financières. L'extraordinaire agilité japonaise, s'insérant dans la trame de ses partenaires, y est pour beaucoup. Mais s'agit-il encore d'un triomphe ? Ne voit-on pas se constituer depuis quelques années entre les deux rives du Pacifique un formidable duopole ? Qu'en sera-t-il de l'Europe, si la puissance militaire et scientifique des États-Unis s'allie avec le savoir-faire socio-organisationnel du Japon ?

L'Europe ne s'adresse pas au Japon en plaignante. Il y va, en fait, de la santé profonde de l'économie mondiale que le triangle Communauté-Etats-Unis-Japon repose sur des bases mieux équilibrées.

Un sentiment d'insularité

Pour des raisons économiques et financières d'abord : le cœur du commerce mondial bat en Europe, d'où sont issus 30 % des échanges mondiaux. Aucun accord monétaire durable et efficace ne peut être conclu sans la participation de l'espace financier stable constitué grâce à l'accord de change du système monétaire européen, depuis 1979.

Pour des raisons politiques également, le triangle devra se rééquilibrer : le Japon pourra-t-il accepter longtemps de subvenir aux besoins du Trésor américain, tout en subissant sa tutelle politique ? Et combien de parlementaires aux États-Unis, s'exprimant en faveur du protectionnisme, ne se souviennent-ils pas des ambitions de l'Empire du Soleil Levant ?

Qui, le temps d'un approfondissement réciproque des relations entre la Communauté européenne et le Japon est venu. C'est l'esprit des nouveaux contacts que j'ai cherché personnellement à établir, depuis 1979.

(*) Président de la Commission européenne.

deux ans, avec les responsables politiques du Japon, en tant que président de la Commission européenne.

Au-delà d'un affrontement pointilliste sur les multiples obstacles non tarifaires aux échanges, l'enjeu véritable est celui d'une reconnaissance mutuelle de deux anciennes civilisations à vocation internationale. Les Européens doivent comprendre la spécificité culturelle de la société japonaise, la force de sa vie intérieure et de sa tradition. Mais ils attendent de leurs partenaires qu'ils promettent progressivement, mais significativement, leur véritable place dans la construction d'une économie mondiale prospère. De nombreux signes montrent que cet enjeu a été perçu au plus haut niveau. Mais les résistances sont très fortes et l'Europe est légitimement impatiente de voir s'ouvrir les marchés japonais.

En d'autres termes, le Japon doit comprendre que l'on ne peut pas être une des trois principales puissances économiques du monde et refuser, dans le même temps, de partager les responsabilités mondiales. Il n'est pas normal que l'exportation des produits européens courants relève encore de l'exploit ; il n'est pas acceptable que cinq des dix premiers banques opèrent en Europe soient japonaises, alors que la réglementation interdit pratiquement aux banques européennes de dépasser 4 % du marché financier nippon.

Nos amis japonais doivent aujourd'hui surmonter le sentiment d'insularité auquel ils doivent jadis d'avoir fait face à de graves crises internes. A ce prix, l'Europe demeure ouverte et s'ouvrira encore davantage avec la réalisation du grand marché intérieur. Elle peut constituer un lieu d'accueil privilégié du savoir-faire industriel et social du Japon, par une coopération plus intense, mais sur un pied d'égalité, sur une base de réelle réciprocité. Relations qui ne doivent pas se limiter à l'économique et au financier, mais s'approfondir dans les champs du politique et du culturel.

(1) Ed. Orban, Paris 1987, 322 p., 98 F.

(2) Le Prix de la puissance, Ed. du Seuil, Paris, 1973.

L'hypnose du petit porteur

par PHILIPPE SIMONNOT (*)

« TANT qu'on n'a pas vendu, on n'a pas perdu. » Combien de fois avons-nous entendu, durant les journées fastidieuses, ce slogan répété sur les ondes par les bourses les plus savantes, les plus autorisées ! Peut-être les experts qui, dans la panique, se raccrochaient à ce truisme auraient-ils été plus crédibles s'ils avaient dit sur un ton aussi assuré quand la Bourse flamboyait à la hausse : « Tant qu'on n'a pas vendu, on n'a pas gagné. » Si aujourd'hui l'appauvrissement du petit porteur, comme on dit, est fictif, c'est que son enrichissement hier était une illusion. Mais qui oserait le dire ?

Sans doute croit-on bien faire maintenant en conseillant de ne pas vendre à la baisse, de résister au désir collectif. Mais ce discours très raisonnable a de dangereux effets secondaires qu'il importe de prendre en compte dès aujourd'hui.

Où est le danger ? Un exemple concret peut le faire toucher du doigt beaucoup mieux que maintes considérations abstraites que l'on entend à longueur de journée. Il y a seulement quelques semaines, M. Dupont était un homme heureux. Ayant gagné, au moins sur le papier, beaucoup d'argent à la Bourse, il avait décidé de faire repeindre son appartement. L'entreprise Durand avait établi à cet effet un devis de quelque 30 000 francs. Et M. Dupont s'apprêtait à vendre des actions d'un montant équivalent.

Si l'opération s'était faite, on peut supposer que M. Durand ou ses salariés auraient remplacé cet argent à la Bourse pour profiter à leur tour de la hausse des cours. Au terme de cet aller-retour, tout se serait passé comme si ces 30 000 francs n'avaient pas quitté le palais Brongniart tout en finançant une activité tout à fait réelle.

Mais voici le krach. Obéissant au truisme répété plus haut, M. Dupont renonce à son projet. Du même coup, M. Durand est

condamné à l'inactivité. Si les six millions de petits porteurs sont aussi prudents que M. Dupont, il est facile d'imaginer les ravages qui s'ensuivront dans l'économie. Ainsi, en préchant la sagesse, s'en embouche sans s'en rendre compte les troupes de la récession.

Quand la Bourse flamboyait, les docteurs ont beaucoup glissé sur les divergences croissantes entre la « sphère financière » et la « sphère de l'économie réelle ». Or c'est aujourd'hui que cette terminologie si souvent scientifique, du moins poétique, risque de prendre vraiment du sens. La finance étant pour de bon, cette fois, déconnectée de l'économie. La Bourse est, en effet, devenue un piège d'où les malheureux qui y sont encore ne peuvent sortir et où les chanceux qui ont réussi à s'échapper sans perte ne risquent pas de revenir avant longtemps.

Justement, diront les optimistes, cet argent qui n'a plus à la Bourse, il faudra bien qu'il aille quelque part. On se rassure comme on peut, mais, ce faisant, on oublie un élément à peu près connu du circuit économique : la circulation de la monnaie. D'actives, comme disent les théoriciens, les émissions risquent de devenir « passives », la vieille « trappe monétaire » tant dénoncée par Keynes entre les deux guerres s'ouvrant à nouveau sous nos pas apeurés. Or il faut bien se rendre compte qu'un relâchement de la vitesse de circulation équivaut à une destruction de monnaie, génératrice elle-même d'une spirale récessionnelle suicidaire.

La ramède à une telle situation est archi-connue. Il s'agit pour nous dans le passé l'euthanasie du rentier. Mais chut ! C'est le moment le moins idoine pour le crier sur les toits. Raison de plus pour répéter : « Tant qu'on n'a pas vendu, etc. » Avant l'euthanasie, l'hypnose !

(*) Journaliste.

Au Courrier du Monde

CIVILISATION

Scandales et justice

Il n'était pas nombreux, en 1958, ceux qui pensaient que jamais la Constitution n'aurait dû ramener le pouvoir judiciaire au rang de simple service public. On sait trop ce qu'il en coûte des services et surtout des « petits services » toujours prêts à rendre aux puissants.

Entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, seul un pouvoir judiciaire fort garantissait une démocratie propre. Le désenchantement et le fatalisme ont pris la place de la passion et de la volonté et les juges sont devenus les outils des règlements de comptes politiques. Il n'y a plus à se salir les mains en faisant de la politique puisqu'on saute celles des juges.

La machine judiciaire se met en marche sur ordre, ou se grippe sur ordre contraire. Elle vous sert, à la demande, de la forfaiture ou de la subornation de témoins, comme un distributeur automatique.

Si l'on mesure le degré de civilisation d'un pays au nombre de scandales que l'on y découvre, la France n'a plus d'effort à faire, elle a retrouvé sa place dans le monde.

Mais si l'on mesure le degré de civilisation d'une nation à l'indépendance de sa justice, la France devra faire un gros effort pour la garantir. Cela doit se traduire en particulier dans le budget de l'Etat. Il n'est pas encore trop tard.

C'est le seul moyen d'éviter la guerre des juges.

YVES MARCHAND,
avocat, maître de Sète.

INNOCENCE

Tout inculpé...

On parle sans cesse de réforme de notre code pénal. Ne pourrait-on au moins le modifier sur un point capital qui touche au vocabulaire ? Il est urgent de substituer un autre mot au mot « inculpé ». Même si « tout inculpé est présumé innocent », cet adage est tombé en désuétude, et le simple emploi du mot porte préjudice à la personne. Un témoignage récent : votre titre « Michel Droit menacé (sic) d'inculpation ».

D'autant que — et c'est là le scandale — il suffit qu'un hurluberlu quelconque dépose — moyennant une caution dérisoire — une plainte contre vous pour que le seul moyen

d'avoir accès au dossier soit de demander à être inculpé ! Pour être passé par là et avoir été naturellement relaxé, je connais cet aspect ubuesque de notre droit. Un peu d'imagination linguistique le ferait disparaître...

Et, en attendant, que la presse utilise son quatrième pouvoir (disséminer) à être aux côtés de l'innocent... donc de l'inculpé, serait-il ministre ou académicien.

YVES REY-HERME
(Paris).

COMPTES

TPG et communes

Dans le Monde du 24 octobre, vous évoquez les termes d'une lettre adressée à tous les sénateurs par l'Association des magistrats des chambres régionales des comptes au sujet de l'éventuelle restitution sur trésoriers-payeurs généraux du jugement des comptes des communes de moins de 2 000 habitants.

J'aimerais rappeler que les trésoriers-payeurs généraux n'ont jamais disposé d'un droit de tutelle sur les collectivités locales ; au contraire, l'exercice de leur magis-

trère a souvent atténué les prises de position des autorités préfectorales.

D'un autre point de vue, si leur rôle de juge (partiel) des comptes a pu donner lieu, dans le passé, à quelques critiques de la part des collectivités locales, c'est parce qu'ils transmettaient les décisions et demandes d'information de la cour, lesquelles étaient en bien des cas postérieures et le plus souvent trop tardives. Néanmoins, ils ne consacrent, par commentaires verbaux, de textes d'attente, généralement avec efficacité, le caractère parfois irritant de certaines interventions de la cour.

En tout état de cause, comment ne pas souligner que, en élevant au niveau de la région ce qui était déconcentré au stade départemental, la création des chambres régionales des comptes s'inscrit à contre-courant de l'entreprise de décentralisation ?

ANDRÉ NEURISSE
(Paris).

HÉLIOPTÈRES

Rafles au Pays basque

On connaît maintenant le prix des soixante-trois réfugiés basques expédiés il y a quelques semaines par la police française : dix-huit hélicoptères de combat Super-Puma. Les Espagnols sont un peu radins, le jour où, grâce à la France, ils décrochaient la présidence de l'UNESCO ! Tout juste un hélicoptère pour quatre réfugiés ! Il est vrai qu'il s'agit de Super-Puma et non de Puma tout court. Il n'empêche que ça met la vie et la liberté des hommes à pas très cher.

Est-ce pour cela qu'à l'aube du samedi 3 octobre on a lancé des centaines de policiers sur le Pays basque encore endormi ? Est-ce pour cela qu'on a forcé des portes à coups de pied ou même de hache ? Est-ce

pour cela qu'on a tiré de leur lit des hommes, des femmes et des enfants ? Est-ce pour cela qu'on les a parqués dans une caserne qui rappelle certains camps de sinistre mémoire ? Est-ce pour cela qu'on a livré certains d'entre eux, menottes aux poignets, à une police espagnole qui, selon Amnesty International, continue de pratiquer la torture ?

Triste France des droits de l'homme, triste démocratie ! Elle n'a même pas de pudeur. Au moment même où elle transfère au Pays basque les ordres de René Cassin, père de la Déclaration universelle des droits de l'homme et originaire du Pays basque, elle bradait ces mêmes droits de l'homme pour fourguer une escadille d'hélicoptères !

Dix-huit Super-Puma pour une rafle au petit jour. Tout bien pesé, les réfugiés basques ont de la chance. Aux yeux de leurs gouvernements, tant d'autres humains valent tout juste une simple carotide !

DENIS LANGLOIS,
avocat et écrivain (Paris).


LA JEUNESSE ETERNELLE.

UN RÊVE QUI NOUS EST CHER...

PHILIPPE MEYER

LE MYTHE DE JOUVENCE

EDITIONS ODILE JACOB



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650672 F

Tél. MONDOPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 69

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 932 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
2 - SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser vos publications d'écriture tous les deux ans en capital de l'abonnement.

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wons.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sintes.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Etranger

Le Monde • Vendredi 6 novembre 1987 3

ÉTATS-UNIS : en remplacement de M. Weinberger

M. Carlucci est nommé secrétaire à la défense

La nouvelle devait être rendue officielle dans la journée du jeudi 5 novembre, lorsque le président Reagan recevra Caspar Weinberger à la Maison-Blanche : le secrétaire américain à la défense part après près de sept ans à la direction du Pentagone. Et sous les raisons personnelles se profilent les

motifs politiques qui conduisent le dernier « fancon » de l'administration Reagan à quitter le navire. Son successeur, Frank Carlucci, diplomate de carrière qui occupa de nombreuses fonctions tant à la CIA qu'au Pentagone, est plus connu pour son pragmatisme et son efficacité au sein d'une

administration dont il vient de remettre en ordre, après la défection politique de l'irragate, le Conseil national de sécurité. Le successeur de Frank Carlucci devrait être son adjoint actuel au NSC, le général Colin Powell, qui sera du même coup le premier officiel noir à occuper pareille fonction.

Le démissionnaire

Superman et Disraeli

A la voir passer tout seul son chariot dans un supermarché, on a du mal à le distinguer des autres acheteurs. Qui pourrait s'imaginer que cet homme élégant, correctement habillé, le cheveu soigneusement ondulé, était Caspar Weinberger, le « Superman du Pentagone », la tête de la plus puissante machine militaire du monde capable de faire sauter la planète. Son visage aux traits fins, ses lèvres serrées et son petit gabarit lui donnent l'air d'un fœtus de pouvoir.

Mais, sous la frêle enveloppe d'un suave patricien (il n'avait jamais la voix) cultivant un sens de l'humour acéré et même une certaine désinvolture, on trouvait un homme d'acier, de principe et de conviction, convaincu que la tâche prioritaire des États-Unis est de fermer « la fenêtre de vulnérabilité » que le grand effort militaire soviétique a ouverte dans les défenses de l'Occident.

« Cap the Knife »

Ce brillant sujet, diplômé de droit d'Harvard, avec la plus haute mention, n'avait qu'une faible expérience des affaires militaires. Avocat californien, il travailla, comme le secrétaire d'Etat Smith, dans la grande firme Bechtel. Mais il ne s'imposait aux militaires, impressionnés par ce « petit », ce juriste potelé, que réussit par sa ténacité à obtenir du Congrès une augmentation massive du budget militaire passant de 130 milliards de dollars en 1982 à 274 milliards en 1987.

Paradoxalement, en Californie, aux côtés du gouverneur Reagan, son rôle à couper dans les dépenses publiques lui valut le surnom de « Cap the Knife » (Cap le Contain) par assimilation à Maciste, héros de l'Opéra de Quai-Sous. Il est vrai qu'il comptait surtout les dépenses sociales. Caspar Weinberger a toujours été Churchill pour justifier sa profonde méfiance de l'Union soviétique. « Certains de nos alliés européens s'inquiètent de ce qu'ils appellent notre rhétorique belliqueuse... Mais nous devons tenir compte de la menace militaire que la pu-

sance soviétique fait planer sur l'Occident. » Pour ce Californien de naissance, l'Europe stratégique ne se limite pas à l'Europe, sa conception est globale, il associe l'Amérique à une ligne dont les lignes de communication doivent être protégées par une puissante marine et dont les forces aéronavales sont en mesure de faire face à toutes les situations. Bref, si la nécessité l'exige, l'Amérique doit être prête à agir seule. Néanmoins, au fil des années, il a étroitement travaillé avec les pays de l'OTAN, donnant la priorité au renforcement de l'Alliance atlantique.

« C'est mon Disraeli » (1), a dit un jour le président Reagan. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps et, à partir de cette relation privilégiée, Cap était en mesure d'influencer le président, de le détourner des sirènes de la détente. Au Pentagone (familièrement appelé petit département d'Etat), il avait groupé des spécialistes de politique étrangère sous l'autorité de Richard Perle, son premier adjoint, démissionnaire depuis quelques mois, recommandant la plus grande fermeté à l'égard du Kremlin. Ses relations avec le Congrès étaient difficiles, les parlementaires se méfiaient de son autorité, de ses relations personnelles avec le président, de son opposition sourde mais tenace au département d'Etat.

Cap menait une vie discrète avec sa femme malade et ses deux enfants. A l'écrit du « circuit social » de la capitale, il développait des intérêts variés. Il a été critique littéraire pour plusieurs journaux californiens : « Je suis un journaliste frustré », a-t-il dit un jour, cédant l'espace d'un instant. Mais il est un grand amateur de théâtre, d'opéra, de musique classique. Dans son bureau du Pentagone, il travaillait sur un fond sonore permanent : Mozart... préféré à Wagner.

HENRI PIERRE

(1) Premier ministre conservateur britannique en 1867-1868 et de 1874-1880.

Le nouveau chef du Pentagone

Un loyalisme efficace

De ce petit homme grisonnant, à l'allure modeste qui semble vouloir faire oublier qu'il est « sorti » de Harvard et Princeton, Henry Kissinger, lorsqu'il présidait aux destinées de la diplomatie américaine, disait à chaque crise inextinguible : « Allez me chercher Carlucci pour débrouiller tout ça. »

Voté aux missions impossibles et, de même coup, pas toujours très nettes (de son propre aveu, on l'a ainsi faussement accusé d'avoir participé au complot pour assassiner Patrice Lumumba au Congo ; au renversement d'Allende au Chili ; d'Abdell Karume au Congo ; de Goulart au Brésil), Frank Carlucci, ce diplomate de carrière, entreprend à soixante-sept ans une nouvelle opération difficile : succéder à Caspar Weinberger aux commandes du Pentagone dans la tourmente des derniers mois de mandat d'un président affaibli.

Il est vrai que, nommé le 2 janvier dernier comme conseiller pour les questions de sécurité à la Maison Blanche, où il était le cinquième à occuper ce poste depuis 1980, il a déjà fait merveille en redonnant du crédit à un Conseil national de sécurité quelque peu déstabilisé après son implication directe dans le scandale de l'irragate. Car, derrière ses allures effacées et ses sourires lusitains, qui lui cachent le visage, Frank Carlucci est un homme d'expérience, à la ténacité parfois pugnace, et surtout un loyalisme à toute épreuve.

Approche pragmatique

Après des débuts assez modestes au Congo belge, au Tzanie et au Brésil, Frank Carlucci a surtout fait ses premières armes au Portugal, où il sera nommé ambassadeur en 1974, en pleine révolution aux couleurs. Il succéda à Lisbonne à un ambassadeur réticent par Kissinger pour avoir envoyé des rapports jugés trop « rassurants », et la presse accusait, insinuant que Carlucci agit selon les injonctions de la CIA, l'accuse de vouloir « récupérer » un Portugal décidément trop tenté par le communisme, le plaçant dans une situation intenable. Il fera front avec beaucoup d'adresse et de courage pour finir... par se ranger aux conclusions de son prédécesseur.

Aussi, lorsque Jimmy Carter, en 1977, le nomma numéro deux à la tête de la CIA - dont il avait après tout mis les efforts au Portugal - au-delà de l'ironie de la situation, le président américain read en fait hommage à la lucidité et au sens politique de celui qui va devoir entreprendre dans l'agence de renseignements le plus grand ménage de son histoire, après la désastreuse affaire de Watergate.

Le Pentagone, dont Frank Carlucci va prendre très bientôt les commandes, n'est pas à franchement parler une nouveauté pour lui. Il a été en effet le collaborateur direct de Caspar Weinberger pendant deux ans, au début du premier mandat Reagan. Plus technicien et moins idéologue que son ancien « patron », il a sur les problèmes de désarmement une approche plus pragmatique dont il a pu faire état lors des consultations préliminaires au futur sommet Reagan-Gorbatchev, auxquelles il a été largement associé. Sa présence au secrétariat à la défense, même si elle est moins forte que celle de Weinberger, devrait au moins permettre, espérons-le, d'harmoniser un peu plus les vues de l'administration.

MARIE-CLAUDE DECAMPE

URUGUAY

Les ambiguïtés d'une loi d'amnistie contestée

BUENOS-AIRES de notre correspondant

La loi d'amnistie, votée en Uruguay au mois de décembre dernier en faveur des militaires et des policiers accusés d'avoir violé les droits de l'homme sous la dictature, continue de soulever de nombreuses critiques. L'opposition de gauche et les organisations des droits de l'homme en appellent à la révision. Les ambiguïtés de la loi permettent, en effet, toutes les interprétations concernant les bénéficiaires éventuels de ce texte.

Pour certains juristes, qui se réfèrent au premier article indiquant que l'amnistie est accordée aux militaires et policiers accusés dans le cas « d'actions ordonnées par leurs supérieurs », la loi ne concerne pas les officiers et les présidents militaires qui ont gouverné le pays entre 1973 et 1985. Le procureur José Luis Barbagelata soutient cette thèse.

En revanche, l'un des principaux rédacteurs de la loi, le député Martin Sauria, affirme que rien dans ce texte ne permet d'exclure les officiers supérieurs du bénéfice de l'amnistie. Il admet simplement que « l'urgence avec laquelle elle a été élaborée, cette loi peut présenter des défauts ». Le président uruguayen Julio María Sanguinetti n'a, pour sa part, jamais caché son intention de ne pas poursuivre les principaux responsables de la dictature.

Dans ce contexte, le Frente Amplio (gauche) a lancé une campagne pour soumettre la loi d'amnistie au référendum. Cette possibilité prévue par la Constitution nécessite une pétition signée par 25 % du

corps électoral, soit 548 000 électeurs. Avec l'aide de trois groupes du Parti national (Blanco, centre) et un secteur du Parti libéral au pouvoir (Colorado), le Frente Amplio est parvenu à réunir 580 000 signatures. Il ne fait donc aucun doute que, à la fin du délai légal, fixé le 22 décembre, il pourra présenter formellement sa demande au Congrès.

Le président Sanguinetti se trouve donc désormais dans une position difficile. Il avait affirmé que le Frente Amplio ne parviendrait pas à réunir les signatures nécessaires. Aujourd'hui, il soutient que « le référendum sera une couteau à double tranchant ». Dans le cas contraire, cependant, les autorités judiciaires seraient contraintes d'entreprendre des poursuites contre les responsables de violations des droits de l'homme, et le conflit avec les militaires serait alors inévitable.

Les militaires uruguayens étaient en bien meilleure posture que leurs homologues argentins, qui avaient connu un triomphe éphémère lorsque militaire et social, au moment de la transition civile. Ils avaient pu, en conséquence, négocier leur retrait avant la passation de pouvoir. Les dix-sept généraux actuellement à la retraite et l'ancien président Gregorio Alvarez, qui avait, il y a un an, publiquement assumé la responsabilité des douze années de dictature, n'ont pas été poursuivis, mais comparés devant un tribunal, et cela d'autant moins qu'un accord avait été conclu à ce sujet entre la quasi-totalité de la classe politique et les autorités militaires.

CATHERINE DERIVERY

ARGENTINE

Une grève pour rien ?

Les principales entreprises ont été paralysées dans toute l'Argentine, le mercredi 4 novembre, par une grève générale de douze heures organisée par la CGT (Confédération générale de travail). Toutefois, la journée s'est passée sans incident majeur.

Présentée par l'opposition péroniste comme une nouvelle protestation contre la politique économique du gouvernement de M. Raúl Alfonsín, cette grève résultait surtout des convulsions internes vécues par chacun des deux grands mouvements politiques. Aucun dirigeant syndical ou politique n'avait, en effet, en privé, le moindre espoir que l'arrêt de travail modifie en quoi

que ce soit la politique de rigueur soigneusement réaffirmée par le pouvoir. Depuis trois semaines, les prix et les salaires sont à nouveau bloqués pour tenter de maîtriser une inflation qui a repassé depuis juillet la barre des 10 % mensuels.

La population dans sa grande majorité voit dans cette action une expression stérile d'un combat des chefs. C'est en effet la neuvième grève (la deuxième depuis le début de l'année) sur le même thème depuis le rétablissement de la démocratie il y a quatre ans, et le gouvernement n'a pas plus varié d'orientation que l'opposition n'a proposé de politique concrète de relance. — (A.P.P.)

HAÏTI : nouveaux incidents

préélectorales. — De nouveaux incidents liés à la campagne présidentielle ont été signalés, mercredi 4 novembre, à Haïti, où le maire d'un responsable du Conseil électoral provisoire (CEP) a été attaqué par des vandales et la permanence d'un candidat mise à sac. Selon Radio-Soleil, des inconnus ont attaqué la résidence de M. Emmanuel Ambrósio, porte-parole du CEP, où ils n'ont eu le temps que de briser des fenêtres avant l'intervention des voisins. La veille, à Port-au-Prince, un immeuble appartenant à M. Ambrósio avait été incendié. Par ailleurs, un groupe de civils et de militaires en uniforme a saccagé la permanence électorale de M. Sylvio Claude, candidat aux élections du 29 novembre et ancien chef de file de l'opposition au régime Duvalier.

Le gouvernement américain a déploré, mercredi, les actes de violence de ces derniers jours, qui visent, selon lui, à « faire dériver » la transition vers la démocratie.

KIM GORDON-BATES

Asie

Réunis à Katmandou

Les pays du sous-continent indien ont signé une convention sur la répression du terrorisme

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

La bouteille est à moitié vide ou à moitié pleine, c'est selon. Le troisième sommet des sept pays membres (1) de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) s'est achevé, le mercredi 4 novembre à Katmandou, par l'adoption d'une déclaration qui fourmille de bonnes intentions. Mais il faut se garder de juger ses résultats à l'aune des décisions concrètes, à moins d'abandonner dans le sens des commentateurs de la presse indienne pour qui le bilan des discussions se résume à « beaucoup de bruit pour peu de gain ».

Le seul élément tangible est la constitution d'une réserve alimentaire de 219 000 tonnes. Théoriquement, ce stock-tampon pourra être utilisé par ceux des États membres confrontés à une situation d'urgence. L'efficacité de ce dispositif est cependant aléatoire, la décision de libérer cette aide supposant un consensus d'autant plus difficile que les partenaires de cette « communauté des pauvres » sont régulièrement - et souvent au même moment - victimes de catastrophes naturelles.

Une prudence similaire s'impose pour évaluer les effets de la convention sur la répression du terrorisme signée par les ministres des affaires étrangères. Ce texte prévoit l'extradition des terroristes, à condition qu'un traité bilatéral existe entre

deux gouvernements. Or, actuellement, seuls l'Inde et le Népal sont liés par un tel accord. Dans l'avenir, New-Delhi pourra invoquer l'« esprit » de la convention de Katmandou pour réclamer, par exemple, aux autorités pakistanaïses l'extradition des terroristes sikh du Pendjab qui se réfugient de l'autre côté de la frontière. Tous les signataires ont pris l'engagement de ne pas accorder de « sanctuaire » à des terroristes cherchant à déstabiliser leurs voisins.

Mais il reste un « détail » à régler : cette convention ne sera applicable que si elle est ratifiée par chaque pays. L'Inde, notamment, doit au préalable modifier sa législation nationale. Enfin, lorsque ces arcanes de la procédure seront surmontés, chaque signataire pourra refuser d'extrader tel ou tel individu s'il apparaît que la requête dont il est saisi est basée sur un motif « futile » ou « déraisonnable ».

M. Gandhi a eu des conversations avec le président sri-lankais Jayawardena. Mais, contrairement au souhait de ce dernier, la question d'un traité militaire et diplomatique n'a, semble-t-il, pas progressé. Les conversations entre les deux hommes vont se poursuivre puisque M. Jayawardena séjourne à New-Delhi jeudi 5 et vendredi 6 novembre.

LAURENT ZECCHINI

(1) Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Bhoutan et Maldives.

PHILIPPINES : renforcement de la guérilla

Les communistes ont durci le ton à l'égard de M^{me} Aquino

MANILLE correspondance

Après une phase de flottement, Ang Bayan a retrouvé ses certitudes d'antan. Dans son dernier numéro, l'organe clandestin du comité central du Parti communiste philippin (PCP) estime que le putsch avorté du 28 août « n'a fait que renforcer le recours aux méthodes de répression ouvertement fascistes du régime US-Aquino ». En fait, le PC a renoué à tout dialogue avec M^{me} Aquino depuis le durcissement de la situation, au début de l'année, avec la fin de la trêve militaire.

Pourtant, les chefs du parti demeurent divisés sur la stratégie à suivre : après dix-huit longues années de « combat populaire », la situation « objective » avait changé avec le retour à des « institutions démocratiques ». Mais si de nombreux cadres intermédiaires sont partisans d'une certaine souplesse, il semblerait que la direction du PCP ait décidé de mettre un terme à la « flexibilité politique ». Les figures apparues dans l'édition gouvernementale, le 28 août, auraient confirmé ce choix.

Les communistes philippins jugent aujourd'hui fragile le pouvoir de M^{me} Aquino et l'échec de son entreprise pratiquement consommé. Ainsi, l'Ang Bayan estime que « l'impérialisme américain et les réactionnaires locaux ne peuvent tout simplement pas gouverner selon les méthodes de la démocratie libérale... ». Dans les collines, les combattants de la NAP (Nouvelle armée du peuple, branche armée du PCP) n'ont pas attendu l'analyse du comité central pour se remettre à l'œuvre. Selon certaines sources

militaires, entre le 1^{er} janvier et la fin de juillet 1987, il y a eu 2 040 accrochages entre la guérilla philippine et la NAP, provoquant la mort de plus de 800 soldats et de 640 fonctionnaires, en plus de la saisie, par les insurgés, de « plus de 1 300 armes automatiques ». De son côté, la NAP aurait perdu près de 1 000 hommes et 730 fusils.

L'armée, qui comprend les forces paramilitaires, compte 240 000 hommes. En face, selon des estimations américaines, la NAP serait formée de 22 500 « réguliers », mais l'état-major de cette dernière n'affiche que 14 500 hommes. Les communistes sont présents, à divers degrés, dans 68 des 73 provinces du pays. Mais un attaché militaire européen, spécialiste de la contre-guérilla, juge, pour sa part, que l'activité militaire de la NAP « n'est que la partie visible de l'iceberg. La pénétration politique dans les communautés rurales est bien plus inquiétante. Tout ce qui se résout ne sera pas démentiel, il n'y aura aucun succès durable pour M^{me} Aquino ».

C'est précisément sur le terrain politique que les communistes ont durci le ton ces derniers mois : le PCP a même organisé des conférences de presse conjuguées avec les représentants de la rébellion musulmane (Front de libération islamique Moro) au cœur de Manille. Le parti cherche également à consolider ses positions sur la scène internationale, au-delà de son champ d'influence traditionnel chez les socialistes européens et nord-américains.

Pour la première fois, une délégation du PCP s'est rendue cette année à Tripoli à l'invitation du colonel Kadhafi. En juillet, un haut respon-

sable du PCP a déclaré que le parti cherchait à établir des relations avec l'Europe de l'Est. Rompant avec le maximalisme maoïste d'une époque révolue, le PCP se dit aujourd'hui prêt à réviser son jugement sur le « révisionnisme soviétique » et l'espoir avoué d'accéder à de nouvelles sources d'approvisionnement d'armes. Récemment, un dirigeant du PCP nous a déclaré que la NAP avait

« besoin d'armes modernes pour contrebalancer les fournitures d'armes américaines à l'armée philippine... ». La NAP ne peut plus se contenter de fusils « pris à l'ennemi ». « Aquino ou pas Aquino », la « conviction historique » des communistes philippins n'aura été que momentanément ébranlée.

KIM GORDON-BATES

Maryse Condé

La vie scélérate

roman



Le roman des Antilles par l'auteur de *SEGOU*

Seghers

Proche-Orient

M. Raimond rejette sur l'Iran la responsabilité de l'échec du processus de libération des otages

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a rejeté, mercredi 4 novembre, sur l'Iran la responsabilité de l'échec du processus de libération des otages français du Liban, accusant Téhéran de s'être livré à « des tentatives de pression et d'intimidation » à l'égard de la France.

Intervenant au cours de la séance des questions orales à l'Assemblée nationale, M. Raimond a avancé deux principales raisons au blocage entre Paris et Téhéran : « Les conséquences de l'irratisme » [le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran] ont entraîné un certain refroidissement de la part de nos interlocuteurs iraniens », a-t-il dit, ajoutant que l'Iran s'est livré à « des tentatives de pression et d'intimidation inacceptables sur la France et auxquelles nous avons refusé de céder ».

Selon M. Raimond, la position française dans les négociations pour la libération des otages français se résume à ces « quelques règles fondamentales » :

« Le recours à des contacts avec des Etats susceptibles de jouer un rôle, en utilisant pour cela des émissaires officiels ;

« Le refus de tout marchandage ou compromission qui remettrait en cause notre politique dans la région, en particulier nos engagements envers les Etats de la région ;

« La discrétion, condition indispensable de l'efficacité de toute action avec, pour corollaire, le maintien de contacts confidentiels et réguliers avec les familles des Français détenus ».

■ **Nouvel ambassadeur américain en Irak.** — Le président Ronald Reagan a désigné, le mercredi 4 novembre, M. April Catherine Glaspi comme ambassadeur à Bagdad, en remplacement de M. David George Newton. Diplomate de carrière depuis 1986, M. Glaspi dirigeait depuis 1986 le bureau des affaires jordanaises, libanaises et syriennes au département d'Etat. Elle a été en poste à Damas (1983-1985), à l'ONU (New-York), Londres, Le Caire et Tunis. — (AFP.)

LIBAN : la débâcle économique

La grève générale illimitée illustre le « ras-le-bol » de la population

BEYROUTH
correspondance

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le Liban est paralysé depuis jeudi matin 5 novembre par une grève générale de durée illimitée décrétée par la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL). L'arrêt de travail affecte toutes les branches d'activité, à l'exception du secteur médical et hospitalier et des boulangeries.

Craignant de se trouver à court de vivres, la population a, pendant les derniers jours, littéralement pris d'assaut les supermarchés pour se constituer des provisions. L'objectif des syndicats est de protester contre l'immense débâcle économique, qui se traduit, notamment, par l'effondrement du cours de la livre libanaise (jadis une des plus solides monnaies du monde), une grave pénurie en matière de combustibles, de pain, d'électricité, d'eau et de médicaments, ainsi que par un chômage galopant. Au début de la guerre civile, en 1975, une livre libanaise valait 2 francs français ;

aujourd'hui, il faut 70 livres libanaises pour se procurer 1 F. Le salaire minimum garanti, qui vient pourtant d'être doublé, ne représente plus que 114 F par mois.

En décrétant une grève générale illimitée, la CGTL entend, non seulement manifester l'immense détresse de la population, mais aussi faire pression sur les responsables politiques pour les amener à adopter un plan de sauvetage économique en attendant qu'ils règlent leurs querelles. L'objectif fixé à la grève révèle à lui seul les limites de l'action syndicale et empêche de nourrir des illusions sur ses résultats.

Au bord de la disette et du démenbrement

La principale cause de la crise est d'ordre politique et non économique. C'est en raison de la guerre civile que se poursuit depuis douze ans et demi, l'effacement des milices qui, chacune dans la région qu'elle contrôle, s'en prend aux fondements de l'Etat, des conflits politi-

ques et personnels qui opposent les dirigeants du pays et de la quadruple minorité (maronite, palestinienne, syrienne et irakienne) sur le pays, que le Liban se trouve au bord de la disette et du démenbrement.

Le facteur économique est devenu un des moyens de la guerre. Chaque camp s'emploie, directement ou indirectement, à accélérer le processus d'appauvrissement en espérant que, devant la famine qui guette, l'adversaire capitulera. Du reste, les diverses forces locales tentent, chacune de leur côté, de « récupérer » la grève à leur profit. L'opposition (alliée de la Syrie) demande que la grève se poursuive jusqu'à la chute du président Gemayel. Les Forces libanaises (milices chrétiennes) continuent qu'elle exprime « le refus de l'occupation syrienne ». L'unité syndicale risque de ne pas résister longtemps face aux pressions politiques et militaires. Le Liban, tel un navire faisant eau de toutes parts, pourrait continuer à s'enfoncer dans son drame.

ROGER GEHCHAN.

Le conflit du Golfe

Reprise des raids irakiens contre des objectifs économiques iraniens

L'Irak a repris, mercredi 4 novembre, ses raids aériens contre des objectifs économiques iraniens, après une pause de quelques jours. Selon Bagdad, l'aviation irakienne a ainsi attaqué trois navires au large des côtes iraniennes, bombardé le terminal pétrolier de l'île de Kharg — le plus important d'Iran — et pilonné des installations sur des champs pétroliers du sud-ouest de ce pays.

Téhéran ayant confirmé les raids irakiens contre Kharg et accusé Bagdad d'avoir bombardé des objectifs civils dans le sud-ouest, affirme avoir abattu deux avions irakiens.

L'Irak a reconnu la perte d'un seul appareil. Le gouvernement iranien a pour sa part fait état du bombardement par son aviation de concentrations de troupes irakiennes dans le sud de l'Irak, leur « infligeant de lourdes pertes ». Une seule des trois attaques contre des navires iraniens — ou affrétés par l'Iran — a pu être confirmée par les Lloyd's.

La reprise des attaques irakiennes contre des cibles économiques — à quatre jours de la tenue du sommet arabe extraordinaire d'Amman dont les travaux doivent essentiellement porter sur le conflit Iran-Irak — a

coïncidé avec l'organisation, en Iran, de nombreuses manifestations, selon les médias officiels iraniens, pour commémorer le huitième anniversaire de l'occupation par des « étudiants dans la ligne de l'imam » Khomény de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Cette occupation, qui a débuté le 4 novembre 1979, s'est accompagnée de la prise en otage du personnel diplomatique américain qui ne fut libéré que plus d'un an plus tard. Elle a surtout marqué la radicalisation du pouvoir islamique et la rupture officielle entre l'Irak et les Etats-Unis. Ces manifestations ont donné lieu à un incident : l'explosion d'une bombe dans la ville kurde de Mahabad (nord-ouest du pays) a fait deux morts et vingt-six blessés, selon l'agence IRNA.

Outre la multiplication des attaques verbales contre Washington, cet anniversaire a donné l'occasion au régime iranien de décréter une « semaine de lutte contre l'agression américaine dans le golfe Persique ».

Dans le Golfe justement, l'erreur de la marine américaine qui, croyant repousser l'attaque de vedettes irakiennes, a en fait tiré sur un bateau civil et tué un marin indien, a été confirmée mercredi de plusieurs sources et notamment par les marins ayant survécu à l'incident. Selon eux, trois embarcations rapides appartenant à un ressortissant des Emirats arabes unis ont croisé, dimanche soir, des navires de guerre, dont l'un a tiré sur elles. S'ils n'ont pu identifier la nationalité des navires, l'heure et l'endroit correspondant à ces tirs par les navires américains lorsqu'ils ont affirmé avoir tiré sur des vedettes irakiennes, Washington a d'ailleurs exprimé mercredi ses regrets pour le meurtre du marin indien, sans toutefois en revendiquer formellement la responsabilité. — (AFP, AP, Reuters.)

Prudence tunisienne

Ce ballet maghrébin intervient peu de temps après la reprise des relations consulaires entre Tunis et Tripoli et la réouverture du poste frontière de Ras Agadir, à peu près équidistant de Tripoli et de Gabès sur la route du littoral, en plus de la reprise des liaisons aériennes. Une reprise des relations diplomatiques — interrompues depuis septembre 1985 — dans les prochaines semaines ne signifierait pas forcément que Tunis accepte l'adhésion de la Libye au traité de fraternité et de concorde conclu en 1983 par l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie. Tunis veut d'abord des assurances. Tout comme il est hors de question qu'un quelconque accord se fasse au détriment du Maroc.

En dépit du volontarisme algérien et de l'obsession unioniste libyenne, la constitution d'un vaste ensemble régional maghrébin n'est donc apparemment pas pour demain. D'autant qu'à tour de rôle Algériens et Libyens ont donné à leurs voisins l'impression de privilégier les relations bilatérales Alger-Tripoli au détriment des relations régionales. La traditionnelle prudence algérienne a pu être prise en défaut depuis le printemps dernier.

En juin, le commandant Jalloud, numéro deux du régime libyen, a séjourné à Alger pour y signer des accords économiques et étudier un document qui stipule qu'un conseil présidentiel serait créé et dirigé alternativement par les deux chefs d'Etat chacun pour une durée d'un an avec, sous leur responsabilité directe, des organismes ministériels fédéraux chargés des affaires étrangères, de la défense, de l'économie et du plan. Un Parlement mixte serait créé ainsi qu'un tribunal fédéral, tandis qu'une capitale serait choisie pour cette fédération.

Ni les Tunisiens ni les Mauritaniens n'avaient été consultés. Finalement, le colonel Kadhafi, à son tour, arrive à Alger et ne peut s'exprimer que devant l'Assemblée nationale populaire. « Rédigez toutes les clauses de l'union, je les signerai en toute confiance », a-t-il

(Publicité)
LIBAN : ÉCHÉANCES CRUCIALES
L'ex-ministre libanais Michel Eddé, candidat à la présidentielle de 1988, mesure l'impact sur le Liban des prochaines échéances électorales en Israël, aux Etats-Unis, en France.

Dans le numéro de novembre d'ARABES, en kiosque et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. 46-22-34-14

(Publicité)
MAROC : UNE AUTRE RÉVOLUTION
Les réformes se succèdent. Décentralisation, ré-allocation des ressources, éducation. C'est une révolution dans la tradition.

Dans le numéro VI de GÉOPOLITIQUE AFRICAINE 6 à 8, square Saint-Germain-de-la-Grande, 75004 Paris

En vente en librairie ou par correspondance contre 90 F et « Une Poète » 2, rue R. Richer, 75016 Paris

Afrique

ALGÉRIE : Le ballet diplomatique au Maghreb
Le président Chadli n'a pas donné suite aux offres d'union avec la LibyeALGER
de notre correspondant

Le vœu du colonel Kadhafi n'a pas été exaucé. Il avait pourtant clairement annoncé à deux reprises dans une interview au quotidien libyen *Al Rai Al Aam*, le 25 juin dernier et dans son discours du 1^{er} septembre à Tripoli que l'union entre son pays et l'Algérie serait prononcée le 1^{er} novembre. Le trentième anniversaire de l'insurrection armée algérienne a été célébré à Alger sans qu'officiellement il soit fait allusion à cette union.

Pourtant une grande effervescence a régné sur la scène maghrébine ces derniers jours. Le numéro deux du FLN, M. Mohamed Cherif Messadia, vient de séjourner à Tripoli où il a remis au colonel Kadhafi un message du président Chadli Bendjedid. De son côté le ministre algérien de l'Industrie lourde, M. Fayçal Boudria, en marge de la première réunion de la commission mixte algéro-libyenne, a signé avec son homologue libyen, M. Fethi Chetouane, un protocole d'accord pour la création de plusieurs sociétés d'économie mixte (construction d'autocars et de voitures particulières, de véhicules tout terrain, de boîtes de vitesse et de moteurs Diesel). Un accord de coopération a été conclu dans le domaine sidérurgique entre les complexes libyens de Mesrata et algériens d'El-Hadjer. Enfin, et c'est peut-être le plus important, un accord prévoyant l'établissement d'une stratégie commune à long terme pour la coopération et la complémentarité économique a été signé.

Tout se passe comme si les Algériens, à défaut d'engagement politique, tenaient à donner à leurs voisins libyens des assurances en matière économique. Une compensation en quelque sorte. Tout comme ils ont tenu à rassurer leurs partenaires tunisiens plutôt indisposés par les annonces successives du colonel Kadhafi. Le ministre algérien de l'Intérieur, M. El Hadi Khediri, s'est rendu à Tunis à la fin de la semaine dernière pour remettre au président Bourguiba un message du président Chadli. Il s'est également entretenu avec le premier ministre, M. Zine El Abidine Ben Ali, sur la création « d'une commission chargée d'examiner et de faciliter la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays », ainsi que sur « l'élaboration d'un nouveau plan d'action dans le cadre de la politique de développement des zones frontalières ».

Prudence tunisienne

Ce ballet maghrébin intervient peu de temps après la reprise des relations consulaires entre Tunis et Tripoli et la réouverture du poste frontière de Ras Agadir, à peu près équidistant de Tripoli et de Gabès sur la route du littoral, en plus de la reprise des liaisons aériennes. Une reprise des relations diplomatiques — interrompues depuis septembre 1985 — dans les prochaines semaines ne signifierait pas forcément que Tunis accepte l'adhésion de la Libye au traité de fraternité et de concorde conclu en 1983 par l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie. Tunis veut d'abord des assurances. Tout comme il est hors de question qu'un quelconque accord se fasse au détriment du Maroc.

En dépit du volontarisme algérien et de l'obsession unioniste libyenne, la constitution d'un vaste ensemble régional maghrébin n'est donc apparemment pas pour demain. D'autant qu'à tour de rôle Algériens et Libyens ont donné à leurs voisins l'impression de privilégier les relations bilatérales Alger-Tripoli au détriment des relations régionales. La traditionnelle prudence algérienne a pu être prise en défaut depuis le printemps dernier.

En juin, le commandant Jalloud, numéro deux du régime libyen, a séjourné à Alger pour y signer des accords économiques et étudier un document qui stipule qu'un conseil présidentiel serait créé et dirigé alternativement par les deux chefs d'Etat chacun pour une durée d'un an avec, sous leur responsabilité directe, des organismes ministériels fédéraux chargés des affaires étrangères, de la défense, de l'économie et du plan. Un Parlement mixte serait créé ainsi qu'un tribunal fédéral, tandis qu'une capitale serait choisie pour cette fédération.

Ni les Tunisiens ni les Mauritaniens n'avaient été consultés. Finalement, le colonel Kadhafi, à son tour, arrive à Alger et ne peut s'exprimer que devant l'Assemblée nationale populaire. « Rédigez toutes les clauses de l'union, je les signerai en toute confiance », a-t-il

déclaré aux députés, visiblement déçu par le manque d'enthousiasme algérien.

Finalement le chef de l'Etat libyen a écourté son séjour. A ce moment, l'Algérie bête entre deux attitudes. La première privilégie l'axe Alger-Tripoli, répondant aux aspirations de ceux qui souhaitent l'union entre les deux pays. La seconde semble donner la priorité à l'établissement de liens économiques si étroits qu'ils puissent rapidement déboucher sur ce que les Algériens appellent « l'unité » et qui pourrait à terme conduire à l'adhésion de la Libye au traité de fraternité et de concorde.

Idéologie et économie

La résolution de politique générale qu'il a adoptée, est diffusée au terme des travaux du comité central ne fut publiée que quinze jours après la session, en même temps que le compte rendu de la réunion du bureau politique du 16 juillet. Ce dernier document mettait en exergue « la fonction historique que remplit par ce traité de fraternité et de concorde comme jalon de l'action soutenue de construction unitaire », donnant apparemment gain de cause aux tenants d'un pragmatisme prudent.

Que s'est-il passé entre le comité central du 30 juin et le bureau politique du 16 juillet ? Simplement le président Chadli, en visite en Tunisie à l'occasion de la fête nationale, s'est entretenu avec le président Bourguiba et ses collaborateurs. Les discussions auraient été plutôt franches, les Tunisiens indiquant clairement qu'il n'était pas question pour eux d'accepter un processus unitaire qui hypothéquerait l'identité de chacun des pays du Maghreb. Le message fut entendu et les deux parties se séparèrent avec un programme et un calendrier assez précis.

D'abord, il fallait apaiser définitivement, dans les quinze jours, les contentieux tuniso-libyens, ensuite rétablir les relations diplomatiques entre les deux Etats, puis créer une instance regroupant les présidents des trois pays signataires du traité de fraternité et de concorde et le colonel Kadhafi. Les quatre hommes devaient se réunir le 3 août — jour anniversaire du président Bourguiba — à Monastir pour décider de l'adhésion de la Libye au traité.

Le problème vint de Tripoli. Le colonel Kadhafi, estimant avoir un document suffisamment détaillé pour servir de base à une union en à une fédération avec Alger, considéra qu'il était plus simple que la Tunisie et la Mauritanie viennent rejoindre l'Algérie et la Libye. Après cette série d'annonciements, le filon estival s'installa jusqu'à ces dernières semaines où les premières mesures concrètes dans le rapprochement tuniso-libyen vinrent confirmer que, très certainement, la « ligne » définie à Monastir le 7 juillet avait prévalu. L'Algérie en tout cas se trouve maintenant à la tête d'un réseau de relations bilatérales avec la Tunisie, la Mauritanie et la Libye qui en font un point de passage obligé sinon le centre d'un embryon d'ensemble régional. Peut-être ne faut-il pas chercher ailleurs les raisons de ces grandes manœuvres qui pour l'instant, assurent à Alger une certaine prééminence sur la scène maghrébine.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Les Français en Afrique noire
de Richelieu à Mitterrand

Pierre Blomès

Blomès se préoccupe moins de juger que de remettre les choses à leur place.

Jean-Marc Kallèche
Le Quotidien de Paris

Mine de rien, à petites touches, il fait tomber une idole : celle de « de Gaulle l'Africain ».

Mireille Duval - Le Point

ARMAND COLIN

Petite et Géniale.

Psion Organiseur II
La petite machine géniale

C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez "toto" et il retrouvera Tchikovsky par exemple).

C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

C'est une horloge et un calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oublierez plus jamais rien.

C'est une calculatrice

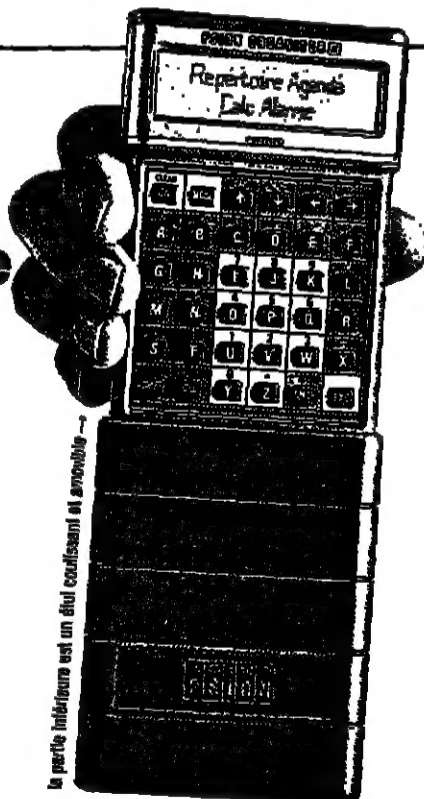
Précision à 12 chiffres. 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, mid, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.



Offrez-vous un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC (990 F HT), avec manuel en français et garanti un an. Il est en vente dans les FNAC, les NAS, la Règle à Calcul et dans d'autres magasins. Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12 (10 lignes groupées).

Aware

21 rue Le Peletier 75009 Paris
Prix généralement constatés Aware est une marque déposée

مكتبة الشارقة

Europe

RFA : après le meurtre de deux policiers

Bonn pourrait faire intervenir la police d'élite contre les manifestations d'autonomes

Le gouvernement ouest-allemand a décidé, mercredi 4 novembre, de se doter de nouveaux moyens répressifs pour arrêter l'escalade de la violence dans laquelle sont engagés les autonomes de RFA, après la mort de deux policiers, tués lundi soir par balles lors d'une manifestation contre l'extension de l'aéroport de Francfort. A l'issue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Friedhelm Ost, a déclaré qu'« une nouvelle dimension de la brutalité terroriste » a été atteinte en RFA et qu'elle ne saurait « demeurer sans conséquences ».

Bonn s'est donné jusqu'au 2 décembre pour fournir ses armes. Sont notamment envisagées une loi punissant le seul fait de se rendre masqué aux manifestations et une remise à jour du droit de rassemblement et de la répression de la violence publique. Bonn pourrait également décider un renforcement des effectifs et de l'armement policiers et autoriser l'intervention des troupes d'élite de la police des frontières, GSG-9, contre les groupes autonomes.

Andreas Eichler (trente-trois ans), au domicile duquel les enquêteurs ont retrouvé un pistolet de calibre 9, dont il est établi qu'il a tué le

commissaire Thorsten Schwalm, devait être déferé mercredi devant le juge d'instruction. On ignore, pour le moment, s'il a lui-même tiré. L'enquête n'a toujours pas permis d'établir les conditions exactes de la tuerie ni si une ou plusieurs personnes ont ouvert le feu. Vingt et une perquisitions ont été effectuées dans les milieux d'extrême gauche de la région de Francfort et dix-neuf personnes ont été interpellées. Outre Andreas Eichler, quatre d'entre eux sont encore gardés à vue.

Fiché depuis longtemps dans les ordinateurs de la police judiciaire ouest-allemande, Eichler était jusqu'à soupçonné d'avoir participé à des opérations de sabotage et de destruction violente de la centrale nucléaire. Selon le président de l'Office de protection de la Constitution (sécurité du territoire) de Hambourg, M. Christian Lochte, c'est un hyper-marginal, n'appartenant à aucun des groupes autonomes structurés de RFA, qui comptent quelque deux mille militants. M. Lochte estime que les affrontements meurtriers de lundi soir ne sauraient d'ailleurs être mis au compte d'un plan délibéré des autonomes. — (AFP.)

ITALIE : les cinq référendums du 8 novembre sur le nucléaire et la justice

Comment répondre par « oui » ou « non » à des questions abstraites et interminables ?

Près de 46 millions d'Italiens sont convoqués ad referendum le dimanche 8 novembre pour donner leur sentiment sur deux thèmes : l'énergie nucléaire (trois questions) et la justice (deux questions). Les réponses « oui » ou « non » auront pour conséquence, dans le premier ordre de préoccupation, d'abolir les lois facilitant l'implantation de centrales sur le territoire national ou la participation de l'Office italien d'électricité (ENEL) à des installations à l'étranger. Sur ce point, les Verts, qui avaient obtenu 2,5 % des voix aux législatives de juin,

menaient une campagne dynamique hostile à l'atome industriel.

De l'avis général, les électeurs italiens n'ont pas la tâche facile, car les questions qui leur sont posées sont complexes et techniques, comme lors des neuf précédents référendums organisés entre 1974 et 1985 sur différents sujets. Autre critique formulée contre ces consultations du 8 novembre : elles ne permettent pas de résoudre les problèmes auxquels les Italiens sont censés répondre. Au contraire,

elles pourraient les compliquer. On fait ainsi observer que le nucléaire ne représente que 3 % de la fourniture d'électricité de la péninsule et que le pays se retrouvera, au lendemain du référendum, face à la même absence de politique énergétique (et au même déficit en énergie) que celle dont il souffre depuis des décennies.

En dehors du débat sur le nucléaire, la question de la responsabilité des juges, soumise à trois référendums, donne lieu à des vives polémiques.

ROME de notre correspondant

De façon surprenante, les passions se sont surtout concentrées au cours de la campagne sur le thème judiciaire. Non sur la question de l'abolition de la commission parlementaire dite « inquirente », chargée de donner le feu vert (et en pratique le feu rouge) aux poursuites éventuelles contre des ministres : cette instance n'est défendue par personne. Mais le débat est fort vif sur le problème dit de la « responsabilité civile des magistrats ».

Les socialistes sont les plus ardents à réclamer l'abolition de la norme actuelle jugée trop limitative. Officiellement, seul le Parti républicain (centre gauche), Démocratie prolétarienne (extrême gauche) et le groupe parlementaire de la gauche indépendante (quelques personnalités éhues sur des listes communales mais gardant leur autonomie) défendent le statu quo : trois articles de code prévoient l'obligation pour les magistrats de réparer pécuniairement envers les citoyens qu'ils ont lésés en cas de « dol, fraude et concussion » ou « non-accomplissement d'actes dus dans l'exercice de leurs fonctions ». Les partisans du « oui » souhaiteraient que la responsabilité des juges soit étendue aux cas de « faute grave ». La Démocratie chrétienne et le Parti communiste (représentant plus de 60 % des électeurs) ont rejoint le camp des « abrogationnistes », uniquement pour ne pas laisser au PS le bénéfice d'une victoire des « oui » que les observateurs, il y a quelques semaines, donnaient pour certaine.

Pourtant, un comité d'opposants s'est formé au début de la campagne regroupant des noms prestigieux de toutes les tendances politiques, sous la présidence honoraire du philosophe socialiste Norberto Bobbio, sénateur à vie, une des personnalités les plus respectées du pays. La presse s'est, dans sa majorité, rangée sous cette bannière, soit pour des raisons de fond, soit par hostilité à M. Bettino Craxi, le leader du PS, champion de l'abrogation. Le « déluge de oui » que le leader socialiste appelle de ses vœux face aux « quatre petits » du comité des « non » s'est donc plus aujourd'hui à probable.

Une fuite en avant

Deux séries d'observations ont émaillé la campagne. La première est que les électeurs se trouvent devant une tâche impossible : les cinq questions sont, en effet, ou très abstraites (« Voulez-vous l'abrogation des articles 55, 56 et 74 du code de procédure civile approuvé par le décret royal du 28 octobre 1940, n° 1443 ? ») ou d'une grande complexité (le référendum portant sur l'éventuelle abrogation des incitations financières aux communes acceptant d'accueillir des centrales nucléaires comporte soixante-six lignes).

Deuxième remarque : aucun problème ne sera réglé après le 8 novembre. S'agissant de la justice, une abrogation des modestes normes actuelles de responsabilité des magistrats rendrait ceux-ci totalement irresponsables en attendant le vote d'une nouvelle loi — que tout le monde s'accorde à prévoir très difficile puisque les référendums, précisément, voudraient sanctionner l'incapacité du législateur à faire évoluer la situation, unanimement reconnue comme désastreuse, de la justice italienne (1). Le risque minimum est que les tribunaux se retrouvent, au lendemain du scrutin, paralysés par une avalanche de recours de citoyens s'estimant lésés par des décisions de magistrats.

L'institution du référendum est ainsi en passe de trouver ses limites. Dans 100 % des cas jusqu'à présent, les citoyens ont voté « non », confirmant le statu quo. Une victoire des « oui » le 8 novembre, créerait pour la première fois une situation de vide juridique dans un domaine sensible. L'appel au peuple ne saurait dispenser le législateur de faire son métier, qui est de légiférer. Et le système de coalition qui gouverne l'Italie depuis des lustres ne peut même pas cacher son inefficacité dans la fuite en avant qu'est le référendum.

Il reste une évidence reconnue par les magistrats eux-mêmes : « L'Italie, berceau du droit, est le tombeau de la justice ». Conjonction de l'esprit procédurier national, de l'inadéquation des codes, de la lourdeur des procédures et de l'insuffisance des moyens en personnel et en matériel de la justice : les tribunaux sont engorgés de façon à peine imaginable, au point que les procès civils mettent près de dix années en moyenne à aboutir — à peine moins au pénal (2). C'est cette lenteur que les citoyens mettent au premier chef en accusation, surtout lorsqu'ils doivent en subir les effets... en prison préventive. S'en prendre à la feuille de paie du magistrat ayant ordonné la détention, lorsque le procès aboutit à une relaxe, voilà qui a le mérite de la simplicité et les apparences d'une justice expéditive.

Les voix les plus compétentes du pays ont beau jeu pourtant de faire observer que la solution ne résoudrait ni les problèmes de la justice (nullement réduites à la légèreté indéniable ou au désir de publicité très perceptible de tel ou tel magistrat) ni même ceux des citoyens lésés (comme le modeste traite-

ment d'un juge rembourserait-il un citoyen d'années de privation indue de liberté ?).

Le soupçon est donc venu que cette affaire de responsabilité civile des magistrats ne soit qu'un épisode supplémentaire de la guerre sans trêve que se livrent, presque depuis l'établissement de la République, juges et politiciens, chaque groupe soupçonnant l'autre de vouloir le plier à ses raisons. L'un des enjeux profonds du débat serait en particulier l'indépendance du ministère public par rapport au garde des sceaux, garantie par l'article 104 de la Constitution. Pour leur carrière, les juges dépendent en effet exclusivement d'un conseil supérieur de la magistrature, où leurs pairs ont la majorité et qui n'a certes jamais exercé une discipline de fer sur la corporation. Cette totale autonomie en agace plus d'un dans la classe politique. Le Parti socialiste a, en particulier, à plusieurs reprises, montré son exaspération devant une forme d'« acharnement judiciaire » manifesté par certains magistrats à l'encontre de ces élus locaux pris la main dans le sac.

JEAN-PIERRE CLERC.

Diplomatie

Sécurité de l'Europe

Le président Reagan réaffirme l'engagement « inébranlable » des Etats-Unis

« L'engagement des Etats-Unis envers l'alliance atlantique et la sécurité de l'Europe — avec ou sans traité sur les FNI — demeure inébranlable », a réaffirmé mercredi 4 novembre le président Reagan, en soulignant le fait que la « garantie nucléaire » américaine en faveur de la sécurité européenne serait maintenue.

Le président américain s'adressait aux Européens, dans un discours de vingt-cinq minutes transmis par satellite, de la Maison Blanche, dans plusieurs capitales européennes, au cours duquel il a cité Goethe, Heine et Victor Hugo. M. Ronald Reagan, tout en rappelant que l'accord sur les missiles à moyenne portée, qui doit être signé début décembre à Washington lors du sommet américano-soviétique, constituerait « la première réduction mutuelle des arsenaux nucléaires dans le monde », a fait état des « crises extrêmement strictes » qui devront l'accompagner pour que Washington « place avant et pendant le démantèlement des FNI, ainsi que des inspections assorties de temps de préavis très brefs ». « Le régime des vérifications que nous avons soumis [aux Soviétiques] est le plus contraignant de l'histoire des négociations sur la maîtrise des armements », a dit M. Reagan, qui tenait à donner l'assurance à ses alliés européens que le traité en préparation serait « réaliste et dans l'intérêt à long terme de tous les membres de l'alliance atlantique ».

Répondant visiblement à une des préoccupations majeures des quatorze pays européens de l'alliance atlantique, M. Reagan a souligné que des progrès dans la diminution des arsenaux stratégiques des deux superpuissances dans le cadre des négociations START faisaient partie des objectifs prioritaires des Etats-Unis, les INF ne constituant de ce point de vue qu'« un premier pas ».

Il a également cité la menace que fait peser, selon les experts de l'OTAN, la supériorité écrasante de l'URSS dans les domaines des armements conventionnels et chimiques, et souligné la nécessité de négocier un « rééquilibrage » des forces avec Moscou.

M. Reagan s'est félicité en outre que les sept pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) — France, Royaume-Uni, RFA, Italie et Benelux aient affirmé la semaine dernière à La Haye leur identité en matière de défense et de sécurité collective, tout en maintenant leurs engagements envers l'OTAN. Il a également exprimé sa satisfaction à propos de la coopération croissante entre Paris et Bonn en matière de défense, qu'il a jugée « positive », ainsi que de la collaboration nouvelle entre la France et le Royaume-Uni, les deux alliés européens qui détiennent des forces nucléaires indépendantes.

Le soutien de l'OTAN au traité FNI

Lors de la réunion des ministres de la défense des pays membres de l'OTAN (moins la France), qui s'est achevée mercredi à Monterey, en Californie, les représentants des

pays européens ont veillé à ce que le communiqué final souligne l'« enthousiasme » avec lequel ils approuvaient le projet de traité FNI, après les interrogations et les hésitations qui s'étaient exprimées depuis un an. Cette prise de position devait faciliter le débat sur la ratification du traité FNI au Sénat américain; les ministres de la défense européens ont d'ailleurs accepté d'aller soutenir l'accord lors des consultations tenues par le Sénat le moment venu.

Les ministres n'ont, en revanche, pas pris de décision sur la façon dont sera modernisée l'arsenal nucléaire encore à la disposition de l'alliance après le traité FNI. Une décision majeure n'était pas prise sur ce point », a déclaré lord Carrington, le secrétaire général de l'OTAN. Le groupe d'experts chargé de proposer des solutions aurait besoin encore de plusieurs mois de travail, selon un responsable américain. Lord Carrington, au cours de sa conférence de presse, a insisté sur le fait que l'OTAN, dans sa recherche d'une modernisation des forces nucléaires en Europe visant à préserver leur efficacité et leur capacité de riposte, « garderait à l'esprit l'accord FNI » et qu'il n'était pas question « de tricher ou de le contourner ».

L'OTAN entend conserver juste ce qu'il faut pour se « protéger de la riposte graduelle », a-t-il déclaré.

Durant la réunion, M. Weinberger avait mis en garde les alliés contre tout arrêt du déploiement des missiles intermédiaires avant la ratification officielle du traité par le Sénat américain, vraisemblablement plusieurs mois après sa signature.

Tous les pays membres ne l'entendent cependant pas ainsi et le ministre belge de la défense a affirmé, pour sa part, qu'il généraliserait toute décision liée à ce déploiement dès la signature du traité début décembre. Son homologue néerlandais, sans être aussi catégorique, a demandé à l'OTAN une étude sur l'avenir des armes militaires en Europe où des FNI ont été ou devaient être déployés.

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, n'a pas évoqué l'idée d'une négociation avec l'URSS sur les armes à très courte portée (moins de 500 kilomètres), démarche réclamée par plusieurs de ses compatriotes ces derniers mois. « La première priorité, a-t-il dit, doit être la parité conventionnelle. Si nous progressons dans ce domaine, nous pourrions négocier sur les forces nucléaires à très courte portée. » — (AFP, Reuters.)

TURQUIE

Attentats à la bombe contre le parti gouvernemental

Une bombe a explosé, mercredi matin 4 novembre, dans une permanence de parti au pouvoir, l'ANAP (Parti de la mère patrie), dans le quartier populaire de Fatih, à Istanbul, faisant un mort et un blessé parmi les employés chargés du nettoyage. Vendredi dernier, des attentats visant également l'ANAP avaient eu lieu dans les villes de Izmir, Kayseri et Iskenderun, sans faire de victimes graves.

Orientée un moment vers les milieux islamistes, l'enquête sur ces premiers attentats semble actuellement privilégier un groupe d'extrême gauche qui les a revendiqués depuis Francfort. A moins d'un mois des élections législatives, le premier ministre, M. Turgut Ozal (qui a mis en cause des « soutiens étrangers ») et les responsables de l'opposition ont été tentés à condamner toute tentative de mise à l'écart de processus actuel de démocratisation, par un retour à la terreur qui avait précédé le coup d'Etat militaire de 1980. — (Corresp.)

Michel Caraminot devrait être acquitté

Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a demandé l'acquiescement de M. Michel Caraminot, guide de tourisme français, accusé de meurtres et de tentative d'affaiblir les sentiments nationaux, un délit passible de cinq à quinze ans d'emprisonnement (le Monde des 24 septembre et 6 octobre).

Au cours de l'audience du 3 novembre, le procureur a mis l'accent sur les nombreuses contradictions des déclarations de l'unique témoin, l'accompagnateur turc dénonciateur de son homologue français. En particulier, les services de renseignements cités par le témoin, à l'appui de sa dénonciation, ont formellement démenti s'être intéressés à Michel Caraminot et avoir enregistré ses propos. L'avocat général a demandé que le tribunal ne tienne pas compte du départ illégal de Turquie du guide, qui est resté en France après sa mise en liberté provisoire, le 5 octobre. Le verdict sera rendu à la fin du mois. — (Corresp.)

« Mondes en devenir »
DIAMANTS NOIRS AU PAYS DU MATIN CLAIR
Découvrir la Corée du Nord
PIERRE BOUDOT
13,5 x 20 cm - 208 p. - 90 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75008 PARIS

Micro-ordinateurs :
LES PORTABLES LES PLUS PUISSANTS AU BANC D'ESSAI
Compaq Portable 386 contre Toshiba T 5100



DANEMARK

La visite du chef de l'Etat israélien a été perturbée par un incident

COPENHAGUE de notre correspondante

La visite de trois jours que le chef de l'Etat hébreu, M. Chaim Herzog, effectuait cette semaine au Danemark — c'est la première fois qu'un président israélien était accueilli au royaume de Margrethe II — a été marquée par un incident. Alors que le président et les membres de la famille royale étaient repus à l'hôtel de ville de Copenhague, des cris ont fusé du balcon réservé au public, tandis que des cailloux étaient déployés, qui évoquaient le sort réservé par le gouvernement de Jérusalem aux Palestiniens, ainsi que les tortures utilisées contre des prisonniers arabes.

La police, qui avait pourtant pris toutes les précautions pour éviter de pareilles bavures, s'apprêtait à intervenir quand les représentants de

l'ordre se sont aperçus que les manifestants du balcon n'étaient autres que deux membres du conseil municipal de la capitale, appartenant au petit parti d'extrême gauche VS. Les éditoriaux étant couverts par une semi-immunité, les deux contestataires ne pouvaient donc être appréhendés et expulsés. D'où un grand embarras.

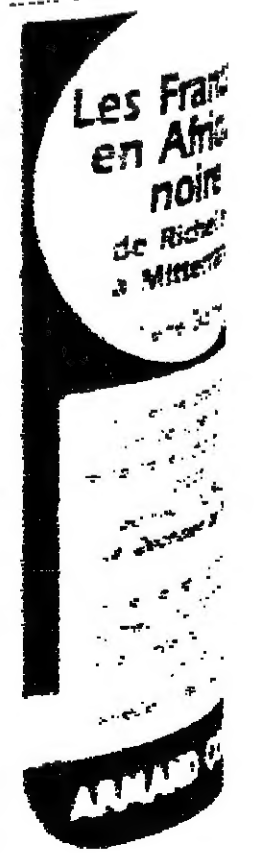
Depuis 1948, il existe des liens privilégiés entre Israël et le Danemark à cause du sauvetage exceptionnel des juifs danois qui, en 1943, ont été transportés clandestinement en Suède sur des bateaux de pêche. Le président Herzog s'est d'ailleurs rendu au petit port des environs d'Elseuer où ont eu lieu la plupart de ces embarquements (ce sont près de cinq mille juifs qui, en quelques semaines, avaient pu être ainsi évacués de l'autre côté du détroit).

CAMILLE OLSEN.



DOSSIER SPECIAL
GORBATCHEV
PEUT-IL VRAIMENT CHANGER L'URSS ?
EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les Français en Afrique
de Richard A. Mimms





Europe

L'Union soviétique soixante-dix ans après la révolution d'Octobre

Quand des historiens débattent du stalinisme

MOSCOU
de notre envoyé spécial

En attendant les résultats de cette rencontre, un épisode intéressant de la journée de mercredi a été une conférence de presse donnée par quatre historiens soviétiques par M. Smirnov, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme. Comment cet organisme, qui est à la fois le gardien de l'orthodoxie idéologique, le principal conservateur des archives et le porte-parole de l'histoire officielle, réagit-il au changement promis dans cette branche ? Où en est-on des réhabilitations ? Est-il normal que les historiens attendent des instructions de M. Gorbatchev pour faire ce qui est, après tout, leur travail ? Quand donc pourra-t-on critiquer Lénine ? A ces questions et à d'autres plus sacrées encore, posées non seulement par la presse « bourgeoise », mais par des journalistes d'Europe de l'Est, des experts présents ont tenté de répondre avec une très nouvelle bonne volonté, mais sans sans embarras.

Ainsi, en ce qui concerne le nombre des victimes de Staline, l'acadé-

Seconde étape des manifestations commémoratives de la Révolution de 1917, la « rencontre des partis et mouvements ayant pris part aux célébrations » devait se terminer jeudi 5 novembre dans la soirée au Kremlin. Le nombre total de délégations, a précisé M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du PC soviétique, est de cent soixante-dix-huit, contre cent soixante-trois qui avaient été décomptées lors du meeting du 2 novembre. Ces délégations représentent treize partis communistes au pouvoir (seules la Chine et l'Albanie manquant à l'appel, mais une délégation des sociétés chinoises d'amitié avec l'étranger, attendue jeudi à Moscou, devait être présente pour le défilé de samedi) et cent sept partis communistes non au pouvoir. Le reste se répartit entre les mouvements de libération, les partis sociaux-démocrates et d'autres formations inclassables telles que le Parti du Congrès indien ou les Verts d'Allemagne fédérale. Le Parti socialiste français est représenté par M. Le Pen, qui devait prendre la parole jeudi.

micien Poliakov commence par affirmer qu'il est « très inférieur aux dix-neuf millions dont parle Soljenitsyne », mais il avance tout de même le chiffre d'un million. C'est sûrement insuffisant, mais tout de même en progrès par rapport aux « millions » dont avait parlé M. Gorbatchev. Aux réhabilitations récentes mentionnées antérieurement par M. Lakoviev (le Monde du 5 novembre), il convient d'ajouter le trotskiste Smilga ; mais là encore on n'en avait rien su.

D'une manière générale, M. Smirnov fait une distinction entre la réhabilitation pénales et ce qu'il appelle la réhabilitation « com-

plète ». A propos de Boukharine, il est clair que les accusations qui lui ont valu le peloton d'exécution en 1938 n'avaient aucun fondement. Mais la question est de savoir s'il est réhabilité idéologiquement et si ses œuvres devant être publiées nécessitent « un nouvel examen et une décision du comité central ». Les textes restent donc affaire d'Etat, même si les archives commencent à être mises à la disposition des chercheurs. C'est ainsi qu'à la bibliothèque Lénine, selon M. Smirnov, de nouveaux documents passent chaque semaine de la « réserve spéciale » à la salle commune.

Le printemps de Prague

Une réponse faite à une question sur le printemps de Prague a attiré l'attention. « Il faut en vérité réviser à cet événement », dit M. Smirnov. J'ai ma propre opinion à ce sujet, mais il est trop tôt pour la partager. » Ce propos est à rap-

procher de l'attitude remarquablement prudente observée par M. Gorbatchev, notamment lors de son séjour en Tchécoslovaquie cette année. « Nous avons été avec vous dans ces moments difficiles », se contentait de dire à ses hôtes le secrétaire général du PC, sans évoquer l'intervention militaire ni employer le terme de « contre-révolution » utilisé jusque pour décrire les événements qui l'avaient précédée. Une réserve bien compréhensible dans la mesure où les aspects les plus audacieux de la « glasnost », telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui à Moscou, évoquent irrésistiblement le climat de Prague au printemps 1968. Mais il convient en même temps de tenir compte de la situation de M. Husak et de l'équilibre délicat en Europe de l'Est. Une affaire à suivre en tout cas.

Notons encore, à propos de la collectivisation, que l'accent est mis maintenant sur l'amalgame injusti-

fiabilité fait par Staline entre paysans riches (koulaks) et paysans moyens : « Les koulaks représentaient 4 % de la paysannerie de l'époque, a dit un expert. Or on a réprimé environ 15 % de celle-ci. » Fallait-il pour autant « liquider » les koulaks ? « Cela résultait d'une nécessité objective, fut-il répondu, et il y a bien eu instruction de les déporter. Mais la question des moyens à employer est une autre affaire. »

Après bien de la peine, un académicien se risque à admettre que l'« idolâtrie » de Lénine n'est pas la meilleure solution, et il énumère certaines de ses erreurs : jusqu'en 1920, par exemple, il a surestimé les perspectives de révolution en Europe. Il est arrivé aussi au parti dans son ensemble de se tromper : notamment dans ses « décrets limités » de 1947 et, plus récemment, dans ses analyses (brejneviennes) sur le « socialisme développé ». Un début de polémique éclate entre deux académiciens lorsque l'un d'eux juge avec quelque commisération le travail des journalistes et des écrivains qui traitent de ces questions délicates avec plus d'« émotion » et de hâte que les historiens. « Ne dévalions pas leur travail, répond aussitôt un collègue, et, après tout, les historiens aussi ont leurs émotions. » L'incident est vite clos par cette constatation en forme d'excuse : « Notre démocratie est encore jeune. »

MICHEL TATU.

Les « félicitations » de M. Dubcek

Le premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque lors du « printemps de Prague » de 1968, M. Alexandre Dubcek, a adressé ses « félicitations » au forum international des partis et mouvements communistes et révolutionnaires qui se tient à Moscou pour le 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre. L'ex-número un tchécoslovaque salue « toutes les forces en Europe et dans le monde qui déploient leurs efforts en faveur du socialisme démocratique », a indiqué mercredi 4 novembre à Prague M. Venek Sihan, ancien membre du présidium du PC, qui avait assuré l'entrevue de M. Dubcek lorsque celui-ci se trouvait à Moscou en août 1968.

Une vingtaine d'exclus du Parti communiste tchécoslovaque, dont M. Sihan, ont signé une autre lettre adressée aux participants de ce forum, leur demandant de « ne pas oublier le printemps de Prague et sa répression ».

Cette rencontre de Moscou, estimant-ils, devrait contribuer à ce que « les partis et groupes qui ont pu pourvoir à leur liberté pour les autres et le dialogue démocratique sont nécessaires ». — (AFP.)

Le livre de M. Mikhaïl Gorbatchev dans quelques jours en France

Le livre de M. Mikhaïl Gorbatchev, dont Michel Tatu a rendu compte (le Monde du 3 novembre) et qui est paru en Union soviétique le 2 novembre, sera publié en français chez Flammarion, comme nous l'avions annoncé (le Monde du 6 octobre). La date de sortie mondiale — Union soviétique exclue — a été fixée au 18 novembre, mais il est désormais possible que la mise en vente soit avancée de plusieurs jours.

En français, le livre portera, comme en Union soviétique, le titre

de *Perestroïka* (restructuration), avec comme sous-titre *Vues nouvelles sur notre pays et le monde*. Sur la couverture figure une photo « autorisée » du secrétaire général, mais sans que soit effacée, comme il était d'usage jusqu'ici, la tache qu'il a sur le front.

Perestroïka, qui a été initialement tiré à quatre-vingt mille exemplaires, a été traduit par Jean Bonnefoy et William Desmond. Il sera vendu 89 F pour 372 pages.

IRLANDE DU NORD

La saisie de l'« Eksund » aurait permis de déjouer une attaque contre la prison de Belfast

Transférés de Brest à Paris, les cinq membres irlandais de l'équipage du caboteur *Eksund* ont été inculpés, mercredi 4 novembre, par M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction, de « transport d'armes en réunion, en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

L'identité des Irlandais, qui ont été placés sous mandat de dépôt, a été, semble-t-il, établie avec certitude, pour au moins trois d'entre eux. Il s'agit d'Adrien Hopkins, capitaine du bateau, d'Henry Cairns et de Gabriel Cleary. Selon le quotidien *Ouest-France*, qui cite une « source irlandaise sûre », les deux autres membres de l'équipage seraient James Coll et James Doherty.

Les trois derniers seraient des militants de l'organisation terroriste républicaine irlandaise, l'IRA. Coll et Doherty étaient porteurs de passeports provenant d'un stock volé au ministère irlandais des affaires étrangères il y a trois ans et établis aux noms de Desantis Boyle et Edward Friel.

Gabriel Cleary est présenté à Dublin comme un « important responsable de la logistique de l'IRA ». De source policière irlandaise, on indique qu'il avait été

condamné en 1976 à cinq ans d'emprisonnement pour recel d'armes.

Les enquêteurs s'efforcent actuellement de déterminer si tout ou partie de la cargaison était destinée à l'IRA et si une partie au moins ne devait pas aboutir à une autre destination. Compte tenu de la quantité et du type d'armes retrouvées, plusieurs hypothèses circulent sur l'utilisation qu'en aurait pu faire l'IRA.

De source proche de la police irlandaise, on affirmait mercredi soir que les informations fournies par la police française auraient permis de déjouer une attaque de grande envergure contre la prison de haute sécurité de Maze, à Belfast, où sont emprisonnés trois cents membres de l'IRA. A Londres, on estime également que les missiles soviétiques SAM trouvés dans les cales du bâtiment auraient pu permettre aux républicains irlandais d'attaquer les hélicoptères utilisés par l'armée britannique en Irlande du Nord.

Quoi qu'il en soit, on estimait mercredi dans les milieux officiels britanniques que la saisie de l'*Eksund* constituait un nouveau revers sérieux pour l'IRA. Les Britanniques ont déjà saisi, en 1987, 5,6 tonnes d'explosifs en Irlande du Nord, la plus grosse quantité depuis 1976. — (AFP, Reuter.)

ODOUL AGENT DE **demeco**
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Le Monde
sur minitel
ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS
au MONDE et aux publications périodiques
3615 TAPEZ **LEMONDE** puis ABO

Nationalisme géorgien et « perestroïka »

Tbilissi, loin de Moscou...

sement qu'il avait entreprise dans son pays natal.

Jusqu'à quel point, au reste, la nouvelle direction, qui lui a succédé, est-elle réellement disposée à jouer le jeu de la « transparence » et de la « nouvelle mentalité » ? On se montre sceptique à cet égard à Tbilissi, où une affaire toute récente est jugée significative. Voici les faits, brièvement résumés. Au début de l'été dernier, un groupe d'artistes et

nom de quelle loi ? Mystère. Le biographe vient-il de Moscou ou de Tbilissi ? Aller savoir... A tout hasard, les fondateurs de Niamouri ont lancé un appel au secours à Ratsia Gorbatcheva, que cette affaire pourrait concerner au titre de ses fonctions culturelles.

Ce genre d'incident se produit dans un climat où l'extrême sensibilité du nationalisme géorgien joue son rôle. Cela peut prendre des



d'intellectuels décidaient de fonder — comme cela s'est déjà fait à Moscou — une « coopérative culturelle » baptisée Niamouri (La Licorne, en géorgien), qui se propose d'organiser des spectacles et de publier divers ouvrages, anciens ou modernes, y compris en réédition.

L'autorisation est accordée, très officiellement, en juillet par la municipalité de Tbilissi, et, au début du mois d'octobre, trois représentations sont données d'un spectacle « spontané », dit d'« imagination », sur le thème de la solitude et de l'amour. Il y a quelques réactions devant l'audace de la formule, mais rien de grave car tout cela est au fond très sage et très pudique.

En même temps, la nouvelle coopérative a envoyé à l'imprimerie deux premiers ouvrages, dont une réédition des *Croisés en Géorgie*, d'Avallchvili. Les matrices sont prêtes. C'est alors que la censure locale intervient. Elle n'existe plus, en principe, pour le contrôle des articles de presse, mais son visa est nécessaire pour qu'une nouvelle maison d'édition puisse commencer à publier.

Or, annonce le censeur anonyme, les activités d'ordre idéologique (culturelles ?) n'entrent pas dans la sphère de l'économie privée. Au

formes bizarres. Au mois de septembre, les autorités de la République estimèrent opportuna, compte tenu du nouveau vent de déstalinisation qui semblait souffler au Kremlin, d'abriter la statue de Staline qui se dresse à Gori, ville natale du Petit Père des peuples, la seule à notre connaissance qui soit encore debout en URSS. Mal leur en prit. Les habitants de Gori se mobilisèrent, organisèrent des piquets et défendirent leur statue. Attachement au stalinisme ? Les Géorgiens ont au moins autant souffert que d'autres pendant ces sombres années, mais il ne faut pas oublier que l'homme était lui aussi géorgien et que l'on peut toujours voir son portrait dans un certain nombre de maisons, de bureaux de Tbilissi.

« Complaisance aristocratique »

Il y a plus sérieux. A l'université, la défense de la culture nationale conduit à une hostilité plus ou moins déclarée à l'influence russe. Ce n'est plus l'heure des grandes confrontations comme il y a une dizaine d'années mais, exception faite des cours de langue russe proprement dits, l'enseignement est presque exclusivement donné en géorgien (y compris pour les matières scientifi-

ques) et il y a eu des cas de boycottage contre des professeurs qui voulaient ignorer cet usage. De même, des milieux très divers se sont mobilisés contre un projet — conçu à Moscou — de chemin de fer transcaucasien. Au nom de l'écologie, en principe...

Les plus avertis voient bien ce qu'il peut y avoir de malin dans ce conflit de nationalismes. Car s'il existe un nationalisme « grand russe » — voir le mouvement Famiat à Moscou — il existe aussi ce qu'un ami appelle une certaine « complaisance aristocratique » en Géorgie où l'on aurait volontiers le sentiment d'être « mieux né », « plus civilisé » que les voisins du Nord. De là à s'accuser mutuellement de tout ce qui ne va pas...

Dans ce contexte, la conversation avec Eldar Chenguelata, premier secrétaire de l'Union des cinéastes géorgiens, a quelque chose de rafraîchissant. Voici au moins un secteur où les choses bougent. « Il n'y a pas, dit E. Chenguelata, d'art réel sans vrai talent. Or la bureaucratie a longtemps favorisé la sélection des médiocres. Elle ne joue plus ce rôle aujourd'hui et toute une nouvelle vague de jeunes réalisateurs est en train de se former dans une nouvelle atmosphère de liberté. »

« Bien entendu, poursuit-il, comme il faut du temps pour faire un film, nous sommes encore dans une phase de transition, même si quelques « premières œuvres » ont déjà été primées en URSS et à l'étranger. Mais Goskino [l'organisme d'Etat qui, à Moscou, coiffe le cinéma] n'exerce plus de censure sur le contenu des scénarios et se borne à approuver le plan de production et son financement [huit grands films tournés en Géorgie en 1987, neuf prévus en 1988]. Il restait à différencier la diffusion, à multiplier notamment les « clubs » pour la projection de films d'art, un peu plus difficiles, et contribuer ainsi à faire évoluer le goût des spectateurs. »

La censure a-t-elle vraiment disparu ? « Elle ne subsiste que pour interdire la pornographie, la propagande belliste et la sécurité nationale. Encore existe-t-il une commission mixte d'appel, où siègent des réalisateurs, pour juger les cas litigieux. »

Les thèmes du nationalisme géorgien pourraient-ils être abordés au cinéma ? Le cas, apparemment, ne s'est pas présenté. Autocensure ? Eldar Chenguelata se range personnellement, en tout cas, dans ce camp des sages pour qui la défense, de part et d'autre, des cultures nationales, des mœurs, des traditions est parfaitement compréhensible — elle se manifeste tout naturellement dans le cinéma géorgien — mais ne saurait justifier des antagonismes qui friserient le racisme. Et cela vaut, estime-t-il lui aussi, aussi bien pour le sentiment national des Géorgiens que pour celui des Russes.

ALAIN JACOB.

مكتبة المجلد

Sondages

M. Mitterrand intouchable

Selon un sondage BVA-Paris-Match (réalisé du 15 au 20 octobre auprès de neuf cent trente-cinq personnes), 53 % des Français souhaitent que M. François Mitterrand soit candidat à l'élection présidentielle de 1988. Pour les intentions de vote au premier tour, M. Mitterrand atteint 40 % des voix (+1), M. Raymond Barre 25 % (+2), M. Jacques Chirac 17 % (-3).

Au second tour, M. Mitterrand est vainqueur dans tous les cas, face à M. Chirac (58 % contre 42 %) et face à M. Barre (53 % contre 47 %).

Selon le baromètre présidentiel de l'Express-Louis Harris (mille huit personnes interrogées entre les 21 et 25 octobre), M. Mitterrand atteint 39 % (+2) des intentions de vote au premier tour, M. Chirac devançant M. Barre (21 % contre 20 %). MM. Jean-Marie Le Pen et André Lajoinie obtenant respectivement 11 % (+2) et 6 %.

Au second tour, M. Mitterrand l'emporte sur M. Barre (53 % contre 47 %) et plus nettement encore face à M. Chirac (55 % contre 45 %).

Les lézards dans le Front national

Une lettre de M. Michel Schneider

A la suite de l'article de Daniel Caron intitulé « Des lézards dans le Front national » (Le Monde du 1^{er} octobre 1987), M. Michel Schneider nous écrit :

1) Je ne suis pas un « transfuge de la nouvelle droite », n'ayant jamais appartenu au GRCE ni à aucune de ses organisations affiliées. Je n'ai également jamais appartenu au RPR. J'ai connu M. Jean-Pierre Sturbols il y a presque vingt ans au mouvement Jeune révolution.

2) Membre du bureau fondateur avec Michel Aurillac et Alain Juppé des clubs 89 au sein desquels je m'occupais de l'organisation, j'ai

quitté celui-ci pour des raisons politiques, avec éclat mais sans emporter de fichiers. J'ai sans doute été exclu du RPR par M. Bernard Pons, encore que je n'en ai jamais reçu la notification, pour avoir participé aux élections municipales d'Aix-en-Provence en mars 1983 sur une liste qui n'était pas RPR.

3) Chargé de mission au groupe Front national-RN depuis mars 1985, et effectivement proche collaborateur de M. Jean-Pierre Sturbols, c'est Jean-Marie Le Pen lui-même qui m'a attribué le bureau que j'occupe actuellement à l'Assemblée.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : le désert est aux portes de nos villes

L'Assemblée nationale a examiné, le mercredi 4 novembre, les crédits de l'aménagement du territoire. D'un montant de 1 801,8 millions de francs, ils sont en diminution de 13,6 % par rapport à l'an dernier et représentent 0,15 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat. Le vote sur ce budget doit avoir lieu le 6 novembre.

Le désert est aux portes des villes françaises. Ce véritable cri d'alarme est lancé par des élus de tous bords qui s'inquiètent d'une sévère tendance au dépeuplement des campagnes et même des petites villes qui constituent l'ossature. Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M. Pierre Méhaignerie, partage cette inquiétude. Mais les réponses qu'il apporte — au moins pour l'immédiat — sont d'un autre ordre : quand on lui parle animation du milieu rural, soutien à ces initiatives, aides, le ministre répond création de grandes infrastructures, dont les députés ruraux craignent justement qu'elles ne favorisent que les grandes métropoles déjà largement dotées.

« S'il est un domaine qui s'accommode mal du libéralisme à tout va, c'est l'aménagement du territoire », cette déclaration péremptoire n'émane pas d'un homme de gauche, mais de M. Francis Gasp, député UDF de l'Orne, membre du CDS comme M. Méhaignerie. Pour lui, « si l'on continue à ne rien faire, dans dix ans on aura affaire à un véritable désert français » ; l'aménagement du territoire, « ardente obligation », ne doit donc pas « se cantonner au développement des grands centres ».

M. Maurice Ligot, lui aussi député UDF, mais de Maine-et-Loire, ne dit pas autre chose quand il demande un effort tout particulier pour les villes moyennes, ou, tout au moins, pour les cent quatre-vingts à deux cents d'entre elles qui sont « autonomes », c'est-à-dire qui ne « s'inscrivent pas dans la banlieue d'une grande agglomération ».

Haro sur le libéralisme

Les socialistes sont sur la même longueur d'onde, même si, bien entendu, ils disent les choses plus brutalement. Ainsi M. Robert Chapuis (PS, Ardèche) souligne que « l'effort national est le seul moyen d'assurer la péréquation nécessaire entre les secteurs défavorisés et les secteurs les mieux pourvus ».

Mais c'est M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) qui va le plus loin dans l'analyse et la critique : « La communauté nationale est-elle prête à accepter que la France se réduise à un réseau de grandes villes dynamiques, à une région parisienne hypertrophiée et à de l'agro-business dans quelques zones compétitives ? (...) Pour la première fois de son histoire, la communauté nationale doit décider si elle veut ou non garder un monde rural vivant ».

Reconnaissant que pour faire face à « l'ampleur et à la complexité des phénomènes » il faut une politique « articulée qui sera longue, difficile et électoralement peu rentable », il insiste : « La faible marge de manœuvre dont disposent encore les pouvoirs publics doit être utilisée au profit des petites villes ».

car les grandes n'en ont plus besoin ».

Sauver le monde rural, le ministre, maire d'une petite ville au cœur d'un « pays », en est tout à fait d'accord. Pour le futur, il reconnaît qu'il faut revoir la fiscalité locale, notamment le coût de l'impôt sur le foncier non bâti pour éviter les friches, voire prévoir une péréquation de la taxe professionnelle « au niveau des bassins d'emplois » pour obtenir un meilleur équilibre des activités. Il demande même aux « maires des grandes villes d'accepter que le développement ne se fasse par concentration sur un pôle principal ». Mais dans l'immédiat il se satisfait du soutien apporté aux grands équipements « structurants » : TGV, autoroute, voie rapide « afin de désenclaver » toutes les régions. Pour lui, cela a apporté « plus aux zones rurales que tous les crédits d'animation dépensés depuis dix ans ».

N'est-ce pas d'abord pourtant les grandes métropoles d'équilibre qui vont en profiter ? En fait, après la décentralisation et la réduction, voire la suppression, des aides à l'implantation des entreprises pour cause de « libéralisme », c'est toute la politique d'aménagement du territoire qui est à revoir. M. Jean Royer (CNI, Indre-et-Loire), rapporteur de la commission de la production, l'a demandé et a même proposé « un plan de réaménagement complet du territoire français sur quinze ans ». M. Méhaignerie ne dit pas non, mais pour plus tard : « Pour aller plus loin, une réflexion approfondie du Parlement est nécessaire ». Les députés l'ont déjà commencée en commission. Pour aller au-delà, il leur faut l'accord du gouvernement.

THIERRY BRÉHIER.

● Réunion des parlementaires du PR. — Désireux de calmer les esprits après sa décision de reprendre à M. Michel d'Ornano le dossier des élections et répondre au souhait de plusieurs parlementaires du groupe, le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, a décidé de réunir députés et sénateurs de sa formation le mardi 10 novembre au siège du PR.

URBANISME ET LOGEMENT : le « social » en question

L'Assemblée nationale a débattu, le mercredi 4 novembre, des crédits du ministère de l'urbanisme et du logement. D'un montant de 52 908,9 millions de francs, ils sont en augmentation de 7,98 % sur le budget de 1987 et représentent 4,4 % des dépenses de l'Etat. Le vote doit intervenir le vendredi 6 après la discussion des sommes allouées aux transports.

M. Pierre Méhaignerie a voulu attacher son nom à un plan mettant fin à la pénurie de logements. La relance du bâtiment, l'accroissement très sensible du nombre de logements mis en chantier, lui confirment qu'il est dans la bonne voie. Aussi son budget de cette année n'apporte guère d'éléments nouveaux à un dispositif décidé, pour l'essentiel, l'an passé.

Le ministre a simplement annoncé que le collectif de fin d'année contiendrait diverses mesures fiscales et budgétaires, « la moindre imposition des plus-values, la création d'un fonds pour relancer l'offre foncière, seul gisement d'étrangement, notamment en Ile-de-France ».

L'essentiel de la discussion a donc porté sur l'aide aux logements sociaux, et plus particulièrement sur l'article du projet de loi de finances qui modifie, pour les conventions signées après le 1^{er} janvier 1987, les règles de calcul de l'allocation personnalisée au logement (APL). Pour permettre que ceux qui, jusqu'alors, n'ont pas droit à une aide au logement malgré une situation financière difficile (cent quarante mille familles d'après le ministre) y aient accès, les occupants des habitations « conventionnées » depuis le début de l'année ne percevront qu'une APL réduite calculée par référence à l'actuelle « allocation-logement », inférieure à l'APL.

La gauche, qui avait pourtant durement critiqué l'APL en 1977, lors de sa création par M. Michel d'Ornano, et qui, au moins dans le cas des communistes, continue à le faire, n'en a pas moins séchement contesté ce nouveau mode de calcul.

« Cette APL au rabais », a dit M. Paul Chomst (PC, Loire), « a tous les inconvénients de l'APL sans en avoir les avantages ». « Nous sommes d'accord avec l'extension de l'aide », a expliqué M. Jacques Badet (PS, Loire), responsable national du mouvement HLM, mais diminuer l'aide en cas de nouvelle convention entre l'Etat et les organismes HLM va freiner la politique d'amélioration du parc HLM ».

M. Tibéri : « une erreur »

« Notre système est le plus social qui puisse exister », a répliqué M. Méhaignerie, en expliquant que la « responsabilisation » implique que les locataires cessent de payer un loyer diminué alors que la qualité de leur logement est améliorée par des travaux et que la « solidarité » impose un effort afin que les plus démunis privés de toute aide puissent dorénavant bénéficier d'un soutien.

Mais cette réforme inquiète une partie de sa majorité. Ainsi, M. Jean Tibéri (RPR, Paris), grand patron du logement dans la capitale, estime que le calcul de la « petite APL » par référence à l'actuelle allocation-logement constitue « une erreur sociale, économique et politique » car « le taux d'effort imposé aux ménages deviendrait excessif », et « l'amélioration de l'habitat social s'en trouverait freinée ». Le ministre n'a pu lui donner satisfaction.

Th. B.

600 PRIZ
2.000.000 F A GAGNER

GRAND CONCOURS

Pour commander vos numéros manquants voir page 26

LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 35

Les vins d'appellation Bourguel ne peuvent provenir que d'un nombre limité de communes. Combien ?

QUESTION N° 36

Le viognier est un cépage aussi prestigieux que rare. On peut (ou on doit) le trouver dans les vins d'appellation :

- Château-Grillet
- Château-Chalon
- Coulée de Serrant
- Condrieu
- Château d'Yquem
- Côte-Rotie
- Noble-Joué

POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LES GRANDS VINS DE FRANCE PRÉSENTÉS

du 13 au 16 novembre 1987
AU XIII^e CARREFOUR DU

CLUB DES VIGNERONS LAUREATS

Par 60 d'entre eux parmi les meilleurs de France, sélectionnés par

le CONCOURS GÉNÉRAL AGRICOLE DES VINS



Concours Annuel du Ministère de l'Agriculture organisé au Salon International de l'Agriculture



Bateau-mouche « La Gabarre » — Pont de l'Alma

PRÉSENTATION DES VINS

du Vendredi 13 à 14 heures au Lundi 16 à 21 heures

Dîners-croisières les Samedi 14 et Dimanche 15 novembre

Renseignements : CLUB DES LAUREATS : 42-88-18-18

Palmiers détaillés des lauréats 1987 sur Minitel 3615 code CENCA

Dialogue de sourds sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Pons oppose ses « convictions » aux « intuitions » de M. Mitterrand

MM. François Mitterrand et Bernard Pons poursuivent depuis le 16 mars 1986, au sujet de la Nouvelle-Calédonie, un imperturbable dialogue de sourds. Le président de la République est revenu à la charge, le mercredi 4 novembre, devant le conseil des ministres, en critiquant le nouveau projet de statut du territoire présenté par le ministre des DOM-TOM.

Selon son porte-parole, M. Michèle Gendreau-Massaloux, M. Mitterrand a estimé qu'un tel projet d'autonomie « serait plus utile dans un climat d'apaisement, ce qui n'est pas le cas ». Il a également exprimé la crainte que « les nouvelles discutables contenues dans ce projet ne deviennent vite intolérables pour une large fraction de la population ».

Au même moment, à Nouméa, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, déclarait : « Pour nous, c'est le même mépris qui continue. Ce statut est le ramassis de textes antérieurs. Il va dans le sens de la négation de notre peuple. Nous ne participerons pas à ce vote. La participation des minorités à ce statut, c'est des carottes pour faire avaler la grenouille ».

Le ministre des DOM-TOM, par le canal de RFO, a regretté que M. Mitterrand n'ait pas précisé sa pensée. « Le président de la République a dit que son intuition lui permettait de penser que les résultats ne seraient pas à la hauteur des ambitions du gouvernement », a souligné M. Pons. Je pense qu'en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie il vaut mieux avoir des convictions que des intuitions.

Le ministre des DOM-TOM, qui pense que son projet constitue « un élément essentiel de la réconciliation » des communautés du territoire, a d'autre part répondu à M. Tjibaou en disant : « Tous ceux qui veulent se situer dans une position extrémiste ne sont pas satisfaits par ce projet. Si les minorités veulent la politique du pire, elles le refuseront. Mais si leur objectif est le développement économique et le progrès social du territoire, elles ne peuvent que l'approuver ».

La tactique du caméléon

M. PONS applique en Nouvelle-Calédonie la tactique du caméléon. Il adapte son comportement et son discours aux besoins du moment.

Il y a deux mois, il lui fallait à n'importe quel prix remporter le référendum d'autodétermination. Il s'est donc comporté en chef de campagne du courant conservateur. Aujourd'hui, il doit essayer de convaincre de la bonne foi du gouvernement qui affiche sa volonté de « dialogue » et de « réconciliation », à l'égard de la minorité indépendantiste.

Cet impératif le conduit à préconiser un nouveau système institutionnel qui consiste en un mélange baroque, combinant certains éléments du dispositif conçu en 1984 par le secrétaire d'Etat socialiste de l'époque, M. Georges Lemoine, aux structures régionales mises en place en 1985 par le ministre socialiste alors en charge des territoires, M. Edgard Pisani. Le tout agrémenté de retouches personnelles.

Il en résulte un projet de statut hybride dans lequel le postulat de la régionalisation s'accompagne d'un retour déguisé à la pratique coloniale de l'administration directe par le renforcement des pouvoirs du haut commissaire.

Pour M. Pons, il s'agit d'un édifice équilibré. Le fait qu'il soit actuellement critiqué par tout le monde sur le territoire, y compris par les dirigeants du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), renforce même le ministre dans sa conviction de tenir le bon bout.

Il faut rendre cette justice à M. Pons que la nouvelle répartition des pouvoirs politiques qu'il propose donne au premier abord l'impression d'un changement radical de politique. Comme si l'Etat, par l'intermédiaire de son délégué local, le haut commissaire, voulait à l'avenir se comporter en juge de paix, arbitrant tantôt en faveur des calédois, tantôt en faveur des Français.

Si tel devait être le cas, cette option aurait au moins le mérite du courage, tant il est vrai qu'au point de rupture où sont parvenues les relations entre les uns et les autres, surtout après l'acquiescement des auteurs de l'embuscade meurtrière de Hienghène, seul l'arbitrage réolu de l'Etat pourrait espérer maintenir un semblant de paix civile sur le territoire.

Un « casus belli »

Cette impression est malheureusement démentie à la fois par la nouvelle répartition des compétences respectives du territoire et des régions et par le nouveau découpage régional lui-même.

On voit mal comment, par exemple, la question foncière pourrait être réglée de façon équitable, dès lors qu'elle serait confiée au territoire, c'est-à-dire à la majorité conservatrice dont les actions sont souvent incoordonnées en ce domaine depuis mars 1986 ont suscité tant de critiques, à l'intérieur même de son camp, le Front national rejoint.

BON ANNIVERSAIRE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !

En ce jour anniversaire de votre première élection dans la Nièvre, n'oubliez pas que nous sommes très nombreux à compter sur vous pour 89 et 92.

Merci.
Jean-Louis BERNARD.

gnant sur ce terrain les indépendantistes pour dénoncer « les copains et les coquins ». Cette orientation constitue au contraire un casus belli non seulement avec le FLNKS, mais aussi avec les broussards des comités d'action patriotique.

De même, les rectifications de frontières apportées par M. Pons au découpage régional de M. Pisani, sans aucune concertation véritable avec quiconque, vont à l'encontre du souci officiel de réduire les inégalités.

Tel qu'il est conçu, ce redécoupage donnerait au RPCR, en l'état actuel des forces politiques, le contrôle de près des trois quarts de la Grande Terre, à l'exception d'une partie de la côte est, de Thio à Pucier, qui demeurerait sous le pouvoir du FLNKS. Toutes les meilleures terres agricoles ainsi que les principales ressources minières, hydrauliques et touristiques de Nouvelle-Calédonie tomberaient sous le coup de la majorité locale. Le clivage entre régions riches du territoire et zones sous-

développées, « réservées » aux Canaques, serait aggravé.

A six mois de l'élection présidentielle dont les résultats peuvent modifier ces perspectives, faut-il considérer ce projet comme autre chose qu'une construction théorique ? M. Pons déclare que sa mise en œuvre donnerait enfin une stabilité au territoire. Il tient toujours pour sans importance les menaces proférées par le FLNKS, qui a déjà fait savoir qu'il s'opposerait peut-être par la force à ce nouveau statut. En est-il vraiment convaincu ?

L'expérience du passé invite pourtant à la circonspection. Le statut de M. Lemoine en 1984 est mort-né. Celui de M. Pisani, en 1985, n'a pas eu le temps de voir réellement le jour. Jamais deux sans trois ? Sans doute est-ce donc par pure superstition que M. Pons a prévu que les élections régionales qui conditionneront l'entrée en vigueur de son propre plan, auront lieu « dans un délai d'un an, à compter de la promulgation de la loi ». Sage précaution.

ALAIN ROLLAT.

En Haute-Vienne

M. Rigout et une trentaine de dirigeants donnent leur démission du comité fédéral du PCF

La fédération de Haute-Vienne du Parti communiste n'a plus de direction. Le premier secrétaire, M. Eric Fabre, le secrétaire dans sa quasi-totalité, M. Marcel Rigout, ancien ministre, et une trentaine de militants, soit la majorité (60 % environ) du comité fédéral, ont donné leur démission de cette instance, le mercredi 4 novembre. Cette démarche collective a été faite dans la soirée, au cours d'une réunion du comité fédéral à laquelle assistait M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, chargé de suivre cette fédération, majoritairement « rénovatrice ». Ces départs sont l'aboutissement d'un processus entamé lors d'une réunion du comité fédéral, le 27 octobre, au cours de laquelle une dizaine de dirigeants semblent avoir donné leur démission de cette instance. Les minoritaires, organisés par M. Bio-

tin, avaient sévèrement attaqué la direction fédérale qui aurait été accusée de jouer un double jeu, et des attaques personnelles auraient été lancées contre M. Rigout par les « orthodoxes ». Au cours de la seconde réunion, la direction aurait demandé à M. Blotin de condamner ces attaques, sans succès apparentement. Un dirigeant local estime qu'« une marque indélébile entache, d'ores et déjà, le vingt-cinquième congrès ».

Lors du vingt-cinquième congrès du PCF, en février 1985, la conférence fédérale de la Haute-Vienne avait rejeté le projet de résolution élaboré par la direction du parti. Au début de 1987, M. Rigout avait donné sa démission du comité central du parti en signe de protestation contre l'utilisation du mot « liquidateur » par M. Marchais,

pour qualifier les « rénovateurs ». Au cours de la conférence nationale de désignation du candidat à l'élection présidentielle, en juin, M. Fabre avait apporté son soutien à M. Lajoinie, tout en soulignant que les deux tiers des communistes de la Haute-Vienne étaient contre ce choix. Selon un dirigeant du parti, l'équipe du secrétaire général « ne pouvait plus supporter la différence linéaire ».

Cette démission en bloc soulève plusieurs questions. Comment expliquer qu'une direction locale majoritaire abandonne une fédération qui obtient encore de bons résultats électoraux ? Si la direction nationale veut un congrès unanime, n'est-ce pas lui rendre un fameux service ? Que pourrait faire, désormais, ces derniers « rénovateurs » qui restent dans le parti ?

O. B.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 4 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici des extraits :

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi de modernisation de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire (...). Il comprend trois grands projets :

1) Un volet économique. — Le projet de loi vise à promouvoir une entreprise agricole moderne. Les règles concernant les entreprises agricoles à responsabilité limitée seront améliorées pour faciliter le choix de cette forme sociale d'exploitation. Le développement du fermage sera favorisé par la recherche d'un meilleur équilibre entre les intérêts du bailleur et ceux du fermier. La restructuration des exploi-

tations sera facilitée : la création d'une prime d'orientation des terres isolées, par une dotation en capital, les agriculteurs âgés à louer leurs terres à des jeunes qui s'installent ou à des agriculteurs qui agrandissent leur exploitation. Les procédures de règlement amiable et de liquidation judiciaire seront adaptées à l'entreprise agricole. Un fonds d'aide à la reconversion professionnelle sera mis en place. Enfin, sera créé, sur le modèle du répertoire des métiers, un registre de l'agriculture.

Le contrôle des structures sera allégé. Il sera dorénavant fondé sur des critères plus économiques ; la notion de superficie de référence économique remplacera celle de superficie minimum d'exploitation. L'établissement des schémas départementaux des structures sera déconcentré.

Le droit de l'alimentation sera réformé pour permettre aux entreprises de profiter pleinement des perspectives offertes par l'achèvement du marché intérieur communautaire. Les dispositions trop restrictives seront assouplies. Une nouvelle certification, complétant le système des labels agricoles, sera mise en place. Dans le même temps, la protection de la santé du consommateur et son information seront renforcées, notamment par la création d'un observatoire de la consommation alimentaire.

2) Un volet social. — Le régime des cotisations sociales agricoles sera rendu plus équitable par la prise en compte des capacités contributives des assurés. Dans les entreprises agricoles à responsabilité limitée, les époux co-exploitants ou associés bénéficieront de droits à retraite majorés. Désormais, les mesures relatives aux prestations sociales du régime général de la Sécurité sociale seront automatiquement appliquées aux salariés agricoles. En outre, les dispositions de la loi du 17 juin 1987 sur la durée et l'aménagement du temps de travail seront étendues au secteur agricole.

3) Un volet relatif à l'enseignement et à la formation. — La réussite économique des agriculteurs passe par un niveau de formation accru. Ainsi, à partir de 1992, le niveau de brevet de technicien agricole, assorti d'un stage en entreprise, sera exigé des jeunes qui s'installent pour bénéficier des aides de l'Etat. Les missions de l'enseignement supérieur agricole, public ou privé, seront élargies.

ESPACE RURAL

Le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres une communication sur l'évolution économique et sociale des espaces ruraux les plus fragiles. Ces espaces représentent près de la moitié du territoire et se situent pour l'essentiel sur une diagonale nord-est-sud-ouest allant des Ardennes aux Pyrénées. Ils sont confrontés au vieillissement de leurs populations et à l'appauvrissement de leurs collectivités. Ils connaissent des difficultés en matière de développement économique, de maintien des services publics et privés et de gestion des terres agricoles et forestières, avec les risques naturels que pourrait entraîner l'abandon de celles-ci.

1) Conscient de ces difficultés, le gouvernement a décidé de renforcer la politique de l'espace rural. Des types plus diversifiés d'exploitation agricole et forestière seront développés. La pluriactivité des exploitants agricoles et les modes extensifs de production seront encouragés. Les possibilités qu'offre le tourisme en milieu rural seront utilisées. Mais le succès de cette politique suppose le maintien dans les régions fragiles d'un réseau de services publics et privés indispensables au développe-

ment. De même, les ressources des collectivités locales dont le potentiel fiscal est le plus faible doivent être amplifiées.

2) A cet effet, les mesures suivantes seront appliquées :

— Les charges fixes qui pèsent sur les exploitants agricoles seront allégées grâce à la réforme du calcul des cotisations sociales agricoles, prévue dans le projet de loi de modernisation agricole, et à la limitation des augmentations de la taxe sur le foncier non bâti, inscrite dans le projet de loi de finances pour 1988.

— Les moyens du fonds national pour le développement des adductions d'eau et du fonds d'amortissement des charges d'électrification seront réorientés pour accroître la solidarité entre les zones développées et celles qui sont les plus fragiles.

— Des programmes de développement coordonnés, portant à la fois sur les équipements collectifs et les actions économiques, seront négociés avec les collectivités rurales situées dans les zones les plus sensibles.

— Grâce au projet de loi d'aménagement de la décentralisation en cours de discussion au Parlement, le cadre institutionnel de la coopération intercommunale sera adapté et la solidarité financière avec les collectivités locales les plus pauvres sera renforcée.

Plus généralement, le premier ministre a demandé à chaque ministre de contribuer, dans son domaine de responsabilité, à la recherche des mesures propres à favoriser l'équilibre des espaces ruraux.

Nominations

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 4 novembre, les mesures individuelles suivantes :

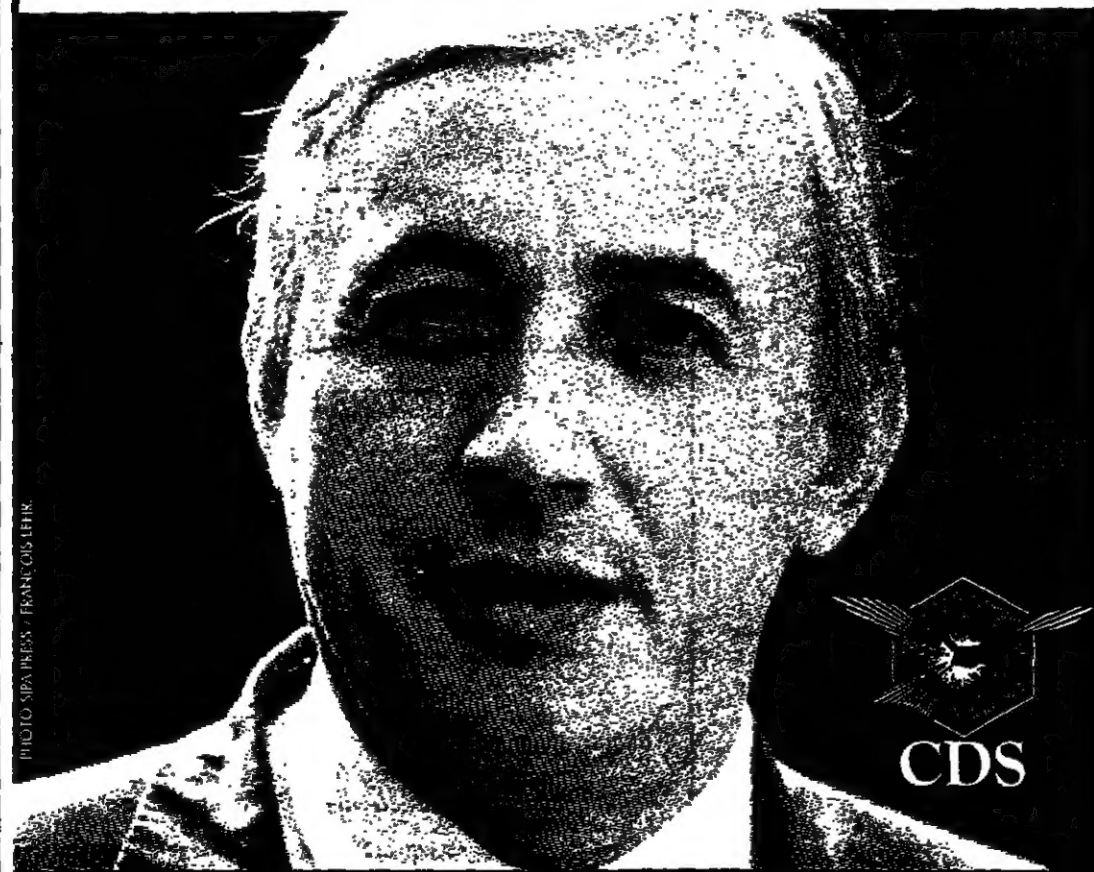
Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Jean-Pierre Aubert a été nommé conseiller d'Etat ; M. Michel Franc, conseiller d'Etat, a été placé en position de détachement de longue durée pour exercer les fonctions de directeur de l'Institut international d'administration publique ; M. Jacques Pélissier, conseiller à la Cour de cassation, a été nommé membre suppléant de la commission des sondages.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Christian Marie, inspecteur général adjoint de la santé et de la population, a été nommé directeur de la Caisse nationale des allocations familiales en remplacement de M. Bertrand Fragonard, nommé commissaire au Plan le semaine dernière (Le Monde du 28 octobre).

[Né le 4 décembre 1944 à La Brianne (Alpes de Haute-Provence), Christian Marie, diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, est entré à l'Ecole nationale d'administration en 1972. A sa sortie de l'ENA, il a été chargé d'élaborer le schéma informatique du ministère du travail. Il est devenu ensuite conseiller technique au cabinet de M. Michel Durafour, en janvier 1976, puis de M. Christian Bessière à ce même ministère en avril 1977. Chargé de mission au cabinet de M. Lucien Hoeffel, secrétaire d'Etat à l'action sociale en avril 1978, puis ministre des transports en janvier 1981, il est entré en mai 1981 à l'Inspection générale des affaires sociales. Il a notamment contrôlé l'information des caisses d'allocations familiales et des caisses primaires d'assurance-maladie. Il était directeur du cabinet de M. Zeller depuis mars 1986.]

Sur proposition du ministre de l'Agriculture, M. Georges Touzet, inspecteur général du corps autonome des eaux et forêts, a été nommé directeur général de l'Office national des forêts.

BATIR L'AVENIR AVEC LE CDS.



LES GRANDS RENDEZ-VOUS DU CDS

PARLONS VRAI: PARLONS FAMILLE
13 NOVEMBRE 1987. NANTES

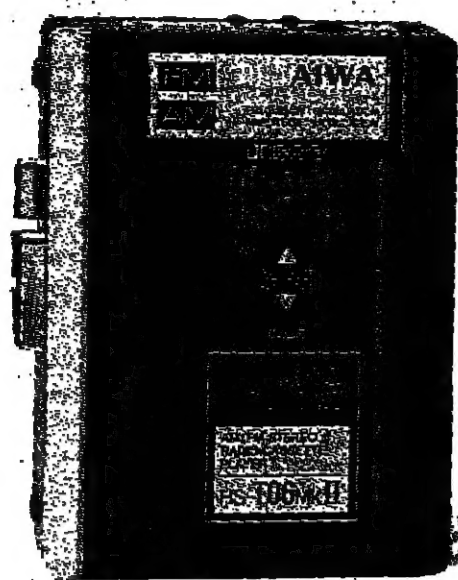
PARLONS CLAIR: PARLONS PERFORMANCE
27 NOVEMBRE 1987. TOULOUSE

PARLONS CONCRET: PARLONS SOLIDARITÉ
4 DÉCEMBRE 1987. LILLE

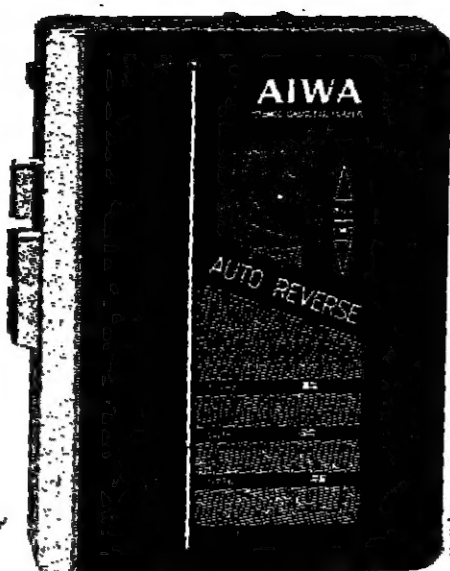
Avec Pierre Méhaignerie. Président du CDS.
et Jacques Barrot. Secrétaire général du CDS.

مكتبة الشارقة

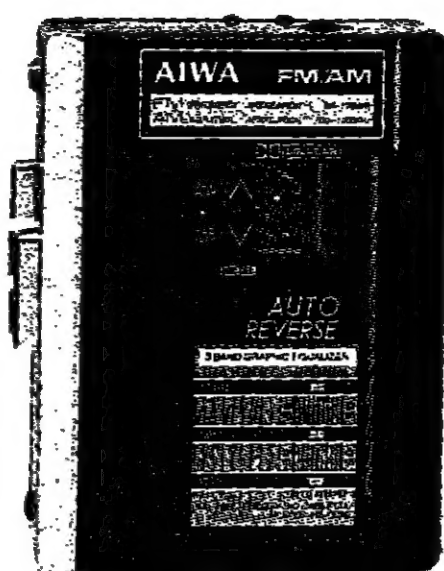
LES NOUVEAUX AIWA...



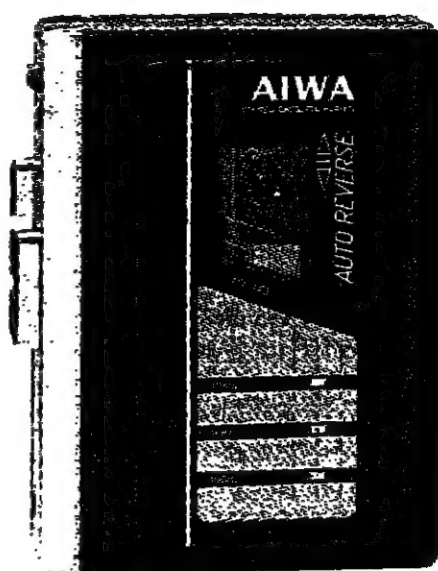
HS - T06 MK II
Lecteur/Radio AM-FM, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent/Rouge.
899 F



HS - G36
Lecteur avec égaliseur graphique 3 bandes, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent/Rouge.
499 F



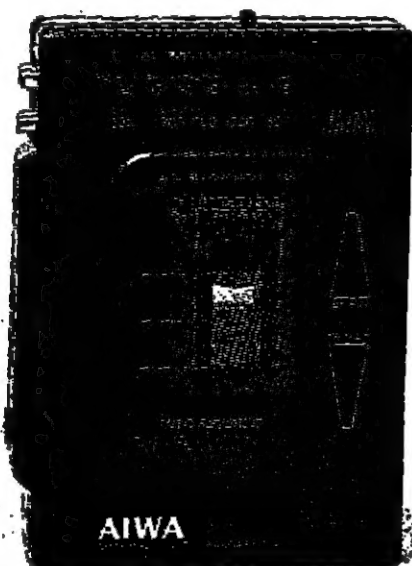
HS - T36
Lecteur/Radio AM-FM, Egaliseur graphique 3 bandes, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent/Rouge.
999 F



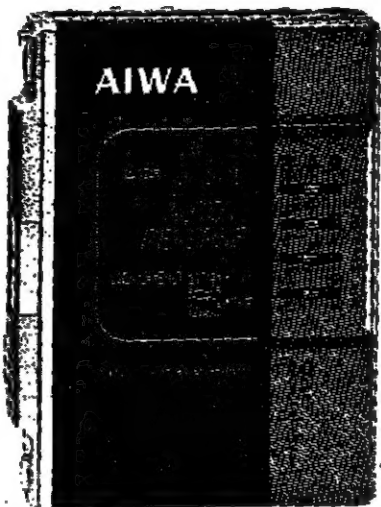
HS - G35 MK II
Lecteur avec égaliseur graphique 3 bandes, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent/Rouge.
399 F



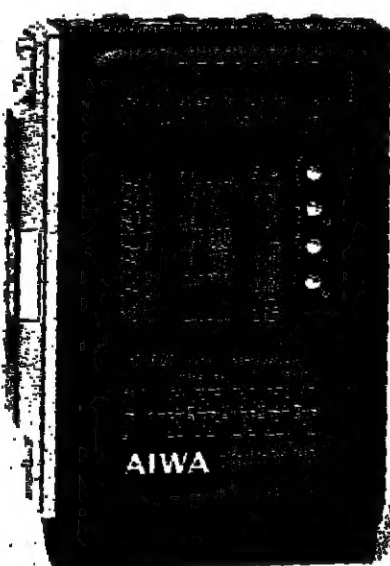
HS - PX 101
Lecteur ultra-compact, "Le plus petit système Hi-Fi au monde", Dolby B/C, Variateur d'égalisation DSL-EX avec réglages graves/aigus séparés. Commande à distance. Métal/CrO², Noir.
1890 F



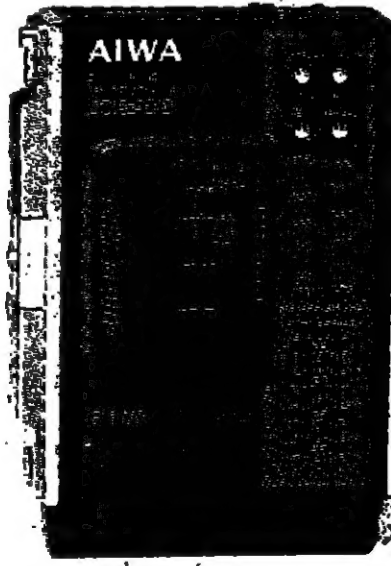
HS - J36
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM, Stéréo à l'enregistrement, Enregistrement mono pour micro incorporé, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent/Rouge.
1290 F



HS - G101
Lecteur avec égaliseur graphique 4 bandes, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent/Rouge.
1090 F



HS - J101
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM, Stéréo/Auto-Reverse à l'enregistrement, 3 stations FM pré-réglables, Egaliseur graphique 4 bandes, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent.
1990 F



HS - T101
Lecteur/Radio AM-FM, 3 stations FM pré-réglables, Egaliseur graphique 4 bandes, Dolby B, Normal/CrO²/Métal, Noir/Argent.
1690 F

*Prix généralement pratiqué, casque inclus.

... nouveaux...
... les ingénieurs...
... AIWA s'attachent ensuite à...
... intégrer les tout derniers dé-
... veloppements technologiques...
... compatibles avec les notions...
... de coût et de performances...
... Tant au plan du design que de...
... la maniabilité, tous les moindres...
... détails sont étudiés avec...
... attention afin de marier harmonieusement...
... l'esthétique et la fonctionnalité de chaque...
... appareil...
... Désormais, la cassette est...
... universellement reconnue...
... comme partie intégrante du...
... monde du Son Hi-Fi...
... Prenant en compte cette réalité...
... AIWA propose des appareils...
... capables d'offrir de hautes...
... performances à des prix...
... abordables...
... C'est un des points fondateurs...
... de sa politique industrielle...
... Grâce à sa confiance inébranlable...
... dans l'avenir de la cassette...
... Audio depuis sa conception...
... AIWA se retrouve aujourd'hui...
... dans la position de leader...
... incontesté de la technologie...
... des appareils à cassettes...
... tant au niveau de l'électronique...
... que du mécanisme...
... AIWA est une entreprise...
... constante...
... industrielle...
... dans le monde...
... Elle répond à leurs nouvelles...
... attentes, AIWA s'oriente...
... vers la très haute technologie...
... La nouvelle ère des systèmes...
... audiovisuels intégrés arrive...
... AIWA, d'ores et déjà prêt...
... pour ce nouveau challenge...
... propose dès maintenant une...
... gamme complète de matériel...
... audio et audio/vidéo numérique...
... Ainsi, AIWA acquiert la...
... réputation de faire immédiatement...
... profiter les amateurs des...
... tout derniers progrès technologiques...

AIWA®

le miracle japonais

AIWA FRANCE S.A. : 117, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE. Tél. (1) 46.04.81.90.

Tous les nouveaux Aiwa sont
AUTO REVERSE et munis d'un
dispositif anti-rouls.

A l'Assemblée nationale

M. Giraud annonce que le rapport Barba est « déclassifié »

A trois reprises, le ministre de la défense, M. André Giraud, a répondu, le mercredi 4 novembre, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, à des députés qui l'interrogeaient sur l'affaire Luchaire.

Premier intervenant, M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine) a voulu obtenir des éclaircissements sur les « zones d'ombres » mises en évidence dans le rapport Barba.

« Dès ma prise de fonction, a-t-il indiqué, j'ai eu connaissance de l'affaire Luchaire, sur laquelle mon prédécesseur ne m'a d'ailleurs laissé aucun dossier spécifique, je me suis préoccupé d'agir en sorte que le ministre de la défense assume au mieux ses responsabilités quant aux exportations d'armements. Tout d'abord, pour assurer la clarté des circuits de décision, les rôles respectifs du cabinet ministériel et des services administratifs ont été redéfinis. Le rôle du cabinet a été ramené à celui qui doit être le sien, c'est-à-dire la liaison avec les autres cabinets ministériels, l'expression de la politique du gouvernement auprès des services, la coordination entre l'état-major et la délégation générale pour l'armement.

« Seuls détenteurs de la compétence technique et administrative, les services doivent exercer une responsabilité pleine et entière dans les domaines qui leur sont confiés.

« En ce qui concerne la délégation générale pour l'armement, il m'a paru nécessaire de séparer les fonctions : une délégation aux programmes et une délégation aux relations internationales ont été créées en son sein, réforme qui a été approuvée par le conseil des ministres du 7 mai 1986. La délégation aux relations internationales a reçu pour consigne de bien distinguer son rôle de celui des industries concernées pour permettre à l'administration d'exercer sa responsabilité de garantie des lois et règlements.

« Soucieux de tirer tous les enseignements de l'affaire Luchaire, j'ai demandé au contrôleur général des armées, le 9 mai 1986, un rapport administratif décrivant les mécanismes des décisions prises, les questions de M. Joxe.

M. Joxe, président du groupe socialiste, a posé une série de questions à M. Giraud : « Est-il exact, a-t-il demandé, que ce rapport secret comprenne neuf pages d'annexes ? Si oui, pouvez-vous les rendre publiques ? Sinon, pouvez-vous au moins rendre publique celle qui donne le texte des personnes entendues par le contrôleur ? Si vous ne pouvez pas le rendre public, pouvez-vous au moins nous dire s'il est exact que certaines personnes citées dans le rapport n'ont même pas été entendues ?

« Si vous pensez, comme nous, que justice doit être faite, permettez-vous au juge d'instruction de faire usage d'un rapport qui est désormais entièrement contenu du public, mais qui reste pour lui sous le secret défense ?

« Enfin, est-il exact que, malgré les mesures de réorganisation que vous avez prises, a eu lieu récemment, en décembre dernier, selon la Presse de la Manche, un trafic d'armes et d'explosifs au départ de Cherbourg et à destination de l'Iran ?

« M. Giraud a répondu que les renseignements qu'il avait obtenus de son prédécesseur, M. Pierre Joxe (PS, Seine-et-Marne), qui a posé la dernière question de la séance sur l'affaire Luchaire, l'ancien ministre de l'Industrie, a demandé au ministre s'il avait l'intention de déclassifier le rapport Barba frappé du secret confidentiel défense.

« La justice passera »

« Je puis d'ores et déjà vous annoncer que le document auquel vous faites allusion est déclassifié », lui a répondu M. Giraud. Ce dernier s'est élevé contre la publication par la presse de ce rapport : « Toute divulgation est inadmissible, du point de vue des règles de fonctionnement de l'Etat », a souligné le ministre.

« Mais, s'il était clair que ce document n'avait pas à être divulgué, a poursuivi M. Giraud, il n'était pas non plus anormal que le juge chargé d'instruire l'affaire en soit saisi. La justice a été saisie le 13 mars 1986 et j'ai exposé les raisons pour lesquelles j'ai maintenu cette plainte. Le 14 octobre dernier, le juge d'instruction m'a demandé par écrit de lui communiquer le rapport, et j'ai satisfait sa demande dès le lendemain. Le 23, il m'a de nouveau écrit pour évoquer la possibilité d'un déclassé, mais cette grave affaire relève de la seule responsabilité du ministre ou

« Sans tapage »

« J'ai donc maintenu la plainte déposée par mon prédécesseur. A la justice d'y donner suite, selon ses procédures à elle. L'enquête administrative correspond à un autre type d'études et de recherches.

« Le gouvernement a pris avec rapidité les décisions nécessaires pour que des services rénovés dans leurs structures puissent désormais selon des instructions claires et dénuées de toute ambiguïté. Cette réforme a été menée sans tapage et sans faire peser de suspicion sur quelque fonctionnaire que ce soit, mais avec le souci permanent du service public et de l'intérêt de la France.

« Pour le reste, la justice est saisie. Nous avons toute confiance en son fonctionnement et le plus élémentaire de nos devoirs est de la laisser fonctionner.

M. Bruno Mégret (FN, Isère) a demandé « le ping-pong » des affaires que, selon lui, majorité et opposition échangeaient. « Triste spectacle », triste palabre, triste classe politique », a dit le bras droit de M. Jean-Marie Le Pen avant d'évoquer la mémoire de l'ingénieur général Audran, assassiné dans un attentat revendiqué par l'Action directe.

Cette évocation a soulevé l'indignation de M. Giraud. « Elle est triste, votre question », Monsieur le député, a répondu le ministre de la défense. D'autant plus triste que votre commentaire démagogique mélange des affaires qui n'ont rien à voir les unes avec les autres. Si je voulais vous dire mon indignation de vous avoir entendu parler de la mort du général Audran, qu'est-ce que vous en donnez le droit ?

« Il est facile de décrier la démocratie, comme chacun le sait, c'est le plus mauvais régime... à l'exception de tous les autres, mais peut-être est-ce justement celui dont vous ne voulez pas ? La démocratie permet au débat de se dérouler et à la vérité de se faire

jour. La vérité sera faite, nous ne vous aurons pas attendu pour cela !

« Que puis-je ajouter ? Rien, car ce genre de questions n'a, je crois, vraiment pas sa place au Parlement.

Cette deuxième intervention de M. Giraud a provoqué un tollé sur les bancs de l'extrême droite et a entraîné des applaudissements dans les rangs socialistes dont ceux de M. Pierre Joxe (PS, Seine-et-Marne), qui a posé la dernière question de la séance sur l'affaire Luchaire. L'ancien ministre de l'Industrie a demandé au ministre s'il avait l'intention de déclassifier le rapport Barba frappé du secret confidentiel défense.

« La justice passera »

« Je puis d'ores et déjà vous annoncer que le document auquel vous faites allusion est déclassifié », lui a répondu M. Giraud. Ce dernier s'est élevé contre la publication par la presse de ce rapport : « Toute divulgation est inadmissible, du point de vue des règles de fonctionnement de l'Etat », a souligné le ministre.

« Mais, s'il était clair que ce document n'avait pas à être divulgué, a poursuivi M. Giraud, il n'était pas non plus anormal que le juge chargé d'instruire l'affaire en soit saisi. La justice a été saisie le 13 mars 1986 et j'ai exposé les raisons pour lesquelles j'ai maintenu cette plainte. Le 14 octobre dernier, le juge d'instruction m'a demandé par écrit de lui communiquer le rapport, et j'ai satisfait sa demande dès le lendemain. Le 23, il m'a de nouveau écrit pour évoquer la possibilité d'un déclassé, mais cette grave affaire relève de la seule responsabilité du ministre ou

« Sans tapage »

« J'ai donc maintenu la plainte déposée par mon prédécesseur. A la justice d'y donner suite, selon ses procédures à elle. L'enquête administrative correspond à un autre type d'études et de recherches.

« Le gouvernement a pris avec rapidité les décisions nécessaires pour que des services rénovés dans leurs structures puissent désormais selon des instructions claires et dénuées de toute ambiguïté. Cette réforme a été menée sans tapage et sans faire peser de suspicion sur quelque fonctionnaire que ce soit, mais avec le souci permanent du service public et de l'intérêt de la France.

« Pour le reste, la justice est saisie. Nous avons toute confiance en son fonctionnement et le plus élémentaire de nos devoirs est de la laisser fonctionner.

M. Bruno Mégret (FN, Isère) a demandé « le ping-pong » des affaires que, selon lui, majorité et opposition échangeaient. « Triste spectacle », triste palabre, triste classe politique », a dit le bras droit de M. Jean-Marie Le Pen avant d'évoquer la mémoire de l'ingénieur général Audran, assassiné dans un attentat revendiqué par l'Action directe.

Cette évocation a soulevé l'indignation de M. Giraud. « Elle est triste, votre question », Monsieur le député, a répondu le ministre de la défense. D'autant plus triste que votre commentaire démagogique mélange des affaires qui n'ont rien à voir les unes avec les autres. Si je voulais vous dire mon indignation de vous avoir entendu parler de la mort du général Audran, qu'est-ce que vous en donnez le droit ?

« Il est facile de décrier la démocratie, comme chacun le sait, c'est le plus mauvais régime... à l'exception de tous les autres, mais peut-être est-ce justement celui dont vous ne voulez pas ? La démocratie permet au débat de se dérouler et à la vérité de se faire

de l'autorité des tribunaux, — et je lui ai répondu le 30 que cela ne me paraissait pas indispensable. Il m'a fait savoir, le 3 novembre — c'est-à-dire hier — qu'il ne lui était pas possible de poursuivre l'information judiciaire ouverte sans déclassification totale du rapport. J'ai estimé ne pas pouvoir m'y opposer. Ainsi devra cesser cette situation, qui voit les divulgations se succéder de jour en jour, comme devant empêcher la diversion qui consiste à focaliser l'attention sur ces faits, dès lors que sa substance plus que le fond.

« Car les faits précédents graves, extrêmement graves. Le rapport est entre les mains de l'autorité judiciaire, et d'elle seule. Il ne m'appartient donc ni de confirmer ni d'infirmer les éléments qu'il contient. Une enquête administrative est un document destiné à voir plus clair dans une situation afin de la réformer éventuellement. C'est bien à quel nous devons nous attacher, sans aucun soupçon polémique extérieur au sujet. Responsable du bon fonctionnement de l'administration de la défense, je fais de mon mieux pour l'assurer, et si certains cherchaient à faire adosser par des fonctionnaires la responsabilité d'actes répréhensibles qui leur auraient été prescrits, je demanderais à ces fonctionnaires les moyens de rétablir les faits !

« Le rapport qui se trouve maintenant entre les mains du juge est une pièce, une pièce seulement du dossier, et non sa conclusion. La justice passera, et j'espère, Monsieur le député, que vous serez d'accord avec moi pour approuver à l'avance les décisions qu'elle prendra ! »

« Le rapport qui se trouve maintenant entre les mains du juge est une pièce, une pièce seulement du dossier, et non sa conclusion. La justice passera, et j'espère, Monsieur le député, que vous serez d'accord avec moi pour approuver à l'avance les décisions qu'elle prendra ! »

« Sans tapage »

« J'ai donc maintenu la plainte déposée par mon prédécesseur. A la justice d'y donner suite, selon ses procédures à elle. L'enquête administrative correspond à un autre type d'études et de recherches.

« Le gouvernement a pris avec rapidité les décisions nécessaires pour que des services rénovés dans leurs structures puissent désormais selon des instructions claires et dénuées de toute ambiguïté. Cette réforme a été menée sans tapage et sans faire peser de suspicion sur quelque fonctionnaire que ce soit, mais avec le souci permanent du service public et de l'intérêt de la France.

« Pour le reste, la justice est saisie. Nous avons toute confiance en son fonctionnement et le plus élémentaire de nos devoirs est de la laisser fonctionner.

M. Bruno Mégret (FN, Isère) a demandé « le ping-pong » des affaires que, selon lui, majorité et opposition échangeaient. « Triste spectacle », triste palabre, triste classe politique », a dit le bras droit de M. Jean-Marie Le Pen avant d'évoquer la mémoire de l'ingénieur général Audran, assassiné dans un attentat revendiqué par l'Action directe.

Cette évocation a soulevé l'indignation de M. Giraud. « Elle est triste, votre question », Monsieur le député, a répondu le ministre de la défense. D'autant plus triste que votre commentaire démagogique mélange des affaires qui n'ont rien à voir les unes avec les autres. Si je voulais vous dire mon indignation de vous avoir entendu parler de la mort du général Audran, qu'est-ce que vous en donnez le droit ?

« Il est facile de décrier la démocratie, comme chacun le sait, c'est le plus mauvais régime... à l'exception de tous les autres, mais peut-être est-ce justement celui dont vous ne voulez pas ? La démocratie permet au débat de se dérouler et à la vérité de se faire

Drôle de drame !

Drôle de drame, le mercredi 4 décembre, à l'Assemblée nationale. Drôle de drame autour d'un rapport « confidentiel défense » qui s'étale dans tous les journaux et d'un faux-vrai trafic d'armes qui mine le champ de manœuvres préélectorales. Les acteurs ne sont pas à contre-pied les uns les autres. Seul le Front national, fidèle au rôle qui lui est assigné dans le casting, a réussi à se mettre sur le dos tous les autres figurants en faisant une bien étrange — et inopportune — référence au général Audran, tombé sous les balles assassines des terroristes d'Action directe.

Interrogé par M. Labbé, économiste de mots, M. Giraud a fait une longue réponse technique et trite en retrait par rapport aux propos de M. Juppé sur les « affaires d'Etat ». A l'évidence, le ministre de la défense ne voulait pas faire monter inutilement la mayonnaise. A part une allusion à l'absence d'explication de la part de son prédécesseur, M. Paul Châtelier, sur l'affaire Luchaire, M. Giraud s'est refusé à entrer dans la polémique.

Cette attitude a manifestement troublé les têtes pensantes du PS, qui, mises en porte-faux, se sont redressées en cordes pour ajuster la question de M. Pierre Joxe sur l'affaire. Pendant ce temps, M. Bruno Mégret n'a pas fait dans la « déstabilisation » pour dénoncer le jeu des affaires pratiqué, selon lui, par la majorité et par les socialistes.

Isolé, le Front ? Oui, mais des affaires, à en croire M. Mégret, qui, par une malheureuse allusion au général Audran, a fait dégringoler les foudres de M. Giraud. Le ministre s'est presque égaré d'indignation devant l'évocation de la mort du général Audran. « Un héros », hurlait M. Le Pen à l'adresse de M. Giraud, que tous les députés d'extrême droite tentent, en la circonstance, pour « complaire » des socialistes. Ceux-ci applaudissent le ministre.

Enfin, M. Pierre Joxe est monté, pour la troisième fois de la séance, au créneau. Et, cette fois, ce sont les députés de la majorité que M. Giraud, dans sa réponse, a pris à contre-pied. Après un historique des faits, le ministre leur a tout de même arrosé soulagement et applaudissements en lançant aux socialistes qu'ils approuveraient certainement « à l'avance les décisions » que la justice, qui est saisie, pourrait prendre. Out !

Les uns et les autres avaient émité la Berezina sous les feux des caméras de FR 3. Dans les coulisses, un autre général à la tête de tous les petits gens de France et de Navarre, le général Biquard, donnait sa conclusion. « Biquard, c'est propre, c'est net, c'est pas de ce milieu-là. Biquard, c'est le drapeau tricolore », a-t-il dit au feu. Rompez.

OLIVIER BIFFAUD.

Une relance de l'instruction judiciaire

Annoncée à l'Assemblée nationale par M. André Giraud, la décision de déclassification du rapport du contrôleur général Barba, qui évalue, entre autres, de devoir poursuivre, pour violation du « secret défense », les journaux qui ont publié le document, — permettra à M. Michel Lègros, juge d'instruction, chargé de l'affaire Luchaire de verser cette pièce à son dossier. Plusieurs actes de procédures ont permis la poursuite de l'information par le magistrat.

Mis en cause par le rapport, M. Jean-François Dubois, ancien proche collaborateur de M. Henu au ministère de la défense, est juridiquement « protégé » par son statut de conseiller d'Etat. Si l'on doit être inculpé, il ne peut l'être qu'après décision de la chambre criminelle de la cour de cassation appelée à désigner la juridiction à laquelle le dossier doit être transmis dans cette perspective. Selon toute vraisemblance, M. Michel Lègros devrait rester en charge de l'affaire.

D'autres inculpés potentiels — au premier rang desquels M. Daniel Dewarvin, PDG de la société Luchaire — devront attendre la même décision, bien que n'étant pas dans la même situation juridique que M. Dubois. Au palais de justice, on s'attend à ce que le parquet saisisse rapidement le cœur de cassation à ce sujet. Celle-ci se décidera, elle non plus, tarder avant de statuer.

Le juge d'instruction n'est pour le moment saisi que d'un affaire de

ventes d'armes, illégales par la société Luchaire. Pour instruire sur d'éventuels faits de corruption à la lumière de certains passages imprimés du rapport Barba il lui faut obtenir du parquet une réquisition suppléant ce qui lui permettrait d'étendre le champ de ses investigations. Cette « rallonge », elle aussi ne devrait pas tarder.

Autant que le contenu du rapport lui-même la position hiérarchique de son auteur a grandement contribué à rendre crédible les déclarations des différents protagonistes interrogés au cours de l'enquête administrative. D'un point de vue judiciaire, toutes ces investigations sont pourtant à recommencer et à compléter. Industriels, hauts fonctionnaires et officiers devront tous être entendus par le magistrat instructeur avant que soit ensuite individuellement menées des confrontations inévitables. Des investigations financières devraient aussi être entreprises en France comme en Suisse où auraient été versées des commissions.

Il n'est pas certain qu'un bout du compte le dossier Luchaire garde le même caractère que celui donné par le rapport Barba. Cela vaut particulièrement pour le chapitre des 100 millions de francs commerciaux à l'exportation, dont le rapport Barba ne dit pas si ils sont allés à des intermédiaires, « professionnels » du milieu des ventes d'armes, ou si une partie d'entre eux ont dérivé vers les caisses du parti socialiste.

G. M.

Le CDS veut obtenir une réglementation du financement des partis

Ainsi que leur président M. Pierre Méhaignerie l'avait annoncé à « l'Heure de vérité » du lundi 2 novembre, les centristes ont la ferme intention d'exploiter à leur manière les affaires du moment, qui doivent être considérées, selon eux, comme un véritable « électrochoc » pour tous les dirigeants politiques. Réclamant depuis des mois une loi sur la transparence des financements des partis politiques, les dirigeants du CDS désirent que le débat soit au moins franchement ouvert sans attendre l'élection présidentielle.

« Il est hors de question », a expliqué M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, mercredi matin au cours de son point de presse hebdomadaire, de bécoter un texte de circonstance, mais il ne faut pas trouver le moyen pour que ce débat puisse s'ouvrir dès cette législature.

Lors du déjeuner hebdomadaire des responsables de la majorité de Matignon, qui avait été reporté exceptionnellement du mardi au mercredi du fait du voyage du premier ministre en Israël, M. Méhaignerie a mis à son tour les pieds dans

le plat. Alors qu'il était question des récents développements de l'affaire Luchaire, M. Méhaignerie a clairement expliqué à ses partenaires de la majorité qu'« ils ne pouvaient plus laisser ainsi passer les mois sans rien faire » et qu'il était devenu urgent « de sortir de ce brouillard ».

Concrètement, M. Méhaignerie a préconisé la mise en place d'une commission spéciale regroupant députés et sénateurs de toutes tendances avant le 15 février les nombreux projets et propositions de loi, qui ont été en vain élaborés ces dernières années sur le sujet, et aussi toutes les expériences menées à l'étranger et, particulièrement, chez les partenaires européens. M. Méhaignerie a mis M. Chirac en pied du mur : « Le moyen pour que ce débat puisse s'ouvrir dès cette législature. »

Lors du déjeuner hebdomadaire des responsables de la majorité de Matignon, qui avait été reporté exceptionnellement du mardi au mercredi du fait du voyage du premier ministre en Israël, M. Méhaignerie a mis à son tour les pieds dans

Le ministre de la défense a réorganisé les procédures d'exportation de l'armement français

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a confié, le mercredi 4 novembre, aux députés, sa décision, qui remonte en réalité à l'été dernier, de mieux distinguer désormais entre les responsabilités de chacun — cabinet ministériel, états-majors, délégation générale pour l'armement et industries concernées — pour tout ce qui touche aux exportations d'armes par la France.

C'est à la suite d'un séminaire, à Maisons-Laffitte (Yvelines), en juin dernier, qu'une série de dispositions ont été prises (Le Monde du 6 juin). Outre les hauts fonctionnaires intéressés, ce séminaire a réuni, autour de M. Giraud, plusieurs industriels.

A l'Assemblée nationale, le ministre de la défense a apporté des précisions sur cette réforme des circuits administratifs des ventes d'armes par la France. Il a été créé, à la délégation générale pour l'armement, une sous-délégation chargée des relations internationales (exportation et coopération), qui est séparée de la direction des programmes d'armement, plus spécialement orientée désormais vers les besoins nationaux. Cette sous-délégation a été invitée à se démarquer des industriels, pour mieux se porter garante de l'observation des lois et règlements.

D'autre part, le mécanisme de contrôle des exportations a été renforcé et renouveau. Ainsi, on en est revenu à une pratique antérieure, et abandonnée, qui veut que les ambassadeurs des consulats français à l'étranger aillent vérifier auprès des gouvernements-clients les besoins exprimés, surtout lorsque la destination réelle d'une exportation apparaît douteuse. Autrefois, l'exportateur fournissait lui-même le certificat d'origine du matériel (end user) chez son client.

M. Giraud a assuré, au Palais-Bourbon, que d'autres mesures techniques, qu'il n'a pas détaillées, avaient été prises pour empêcher le détournement d'un contrat ou le contournement d'un contrat par le biais d'éventuelles réexportations qui seraient surveillées.

Enfin, le ministre de la défense a révélé qu'il avait adressé, le 20 août dernier, une lettre aux industriels concernés par la rupture des relations diplomatiques de la France avec l'Iran. Cette lettre réaffirme, au-delà des décisions prises au cas par cas par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEBMG), l'interdiction d'exporter des armements complets, des recharges et des pièces de réparation en direction de Téhéran.

1983, l'année du déclin des ventes d'armes

Dans son rapport, le contrôleur général Barba tire, de ses auditions de responsables impliqués dans les exportations d'armes, le sentiment que l'année 1983 — celle où va se développer la vente de munitions françaises à l'Iran — est probablement l'occasion d'une brutale prise de conscience, au cabinet de ministres de la défense, M. Charles Hernu, de la gravité de la crise dans l'industrie nationale de l'armement, faite de contrats insuffisants avec les clients étrangers.

C'est, en effet, l'époque où les résultats du premier semestre de 1983 (une chute de près de 30 % des exportations d'armements) laissent prévoir, pour l'ensemble de l'année 1983, un chiffre d'affaires inférieur de deux tiers à celui de 1982. Cette analyse, faite à mi-parcours, se vérifiera en fin d'année.

En 1981, la France avait reçu pour 37,5 milliards de francs de commandes militaires à l'exportation. En 1982, les résultats sont montés à 41,6 milliards de francs, soit une hausse de 11 %. En 1983, la chute est effective sur l'ensemble de l'année, avec un chiffre d'affaires de 29,1 milliards de francs. Au cabinet de M. Hernu, les sombres prévisions du premier semestre 1983 se sont donc révélées justifiées sur l'année.

C'est le moment que choisit le député général pour l'armement de

l'époque, M. Emile Blanc, aujourd'hui l'un des responsables des filiales de la SNECMA, pour lancer un appel à la direction des affaires internationales (chargée de l'exportation et de la coopération au ministère de la défense) dans une note classée « confidentiel-défense » du 28 octobre 1983.

Dans ce texte, M. Blanc, après avoir affirmé ses craintes d'un déclin des ventes d'armes françaises, invite ses collaborateurs à « rechercher les mesures propres à redresser la tendance constatée », compte tenu de l'importance des exportations militaires pour l'équilibre de la balance du commerce extérieur français. Entre autres mesures, il suggère d'accroître la prospection dans les pays du Golfe et du Maghreb.

Un tel contexte explique sans doute, sans la justifier totalement, l'attitude, à l'époque, de nombreux industriels français de l'armement qui s'activèrent auprès de clients éventuels mais non traditionnels ou qui cherchèrent à exporter des technologies « sensibles ». A l'époque, comme des moyens de guerre électronique, Luchaire, qui a reconnu depuis avoir fait usage de faux documents pour l'Iran, a pu se croire encouragé.

J. L.

STAND 618

A L'OCCASION D'AMSTRAD EXPO GRANDE PROMOTION

PACKSTRAD

9990 F TTC AU LIEU DE 22678 F TTC

* Crédit : 30 F au comptant et 500 F par mois pendant 24 mois (après acceptation par CLEFSA, TEG 10,00% assurances MDI comprises)

1 PC 1512 AMSTRAD Double disque - Monochrome Graphique - 512 KO

1 IMPRIMANTE AMSTRAD DMP 5160

1 OPEN ACCESS Le must des logiciels intégrés

2 JOURS DE FORMATION assurés par Attitude XXI

Possibilité d'embarquement sur le stand

Possibilité de livraison

Le Packstrad existe également en version couleur et/ou avec disque dur 20 Mo.

AMSTRAD Du 6 au 9 Novembre Porte de Versailles PARIS

GERPI

21, 7, rue Marcellin Berthelot - 92161 ANTOY (FRANCE)

46.66.21.81 +

مكتبة القرآن

مكتبة المرحوم

françaises à l'Iran

Les socialistes veulent contre-attaquer sur les plans politique et judiciaire

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 4 novembre, a décidé à l'unanimité de « porter plainte contre ceux qui l'ont publiquement diffamé » dans l'affaire Luchaire.

Le bureau exécutif dénonce une « scandaleuse campagne (...) menée contre lui » et réaffirme que « pas un seul centime en provenance d'un quelconque trafic d'armes n'a été perçu par lui ». Pour le bureau exécutif, le PS « ne peut en aucun cas être mis en cause dans cette affaire ». Cette campagne, ajoute la direction socialiste, « manifestement orchestrée par la droite et sans doute facilitée par le pouvoir », est le fait d'une droite qui, « incapable de maîtriser les grands et vrais problèmes qui se posent à la France, cherche, dans la diffamation contre le PS, une diversion à ses difficultés ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, le jeudi 5 novembre, sur France-Inter, qu'il n'avait jamais entendu parler de cette affaire avant 1986. Dans un entretien publié par Paris-Match, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations, affirme que, « si

certaines milieux politiques essaient de développer la calomnie de bas étage contre les socialistes, c'est pour empêcher la candidature du président de la République à l'élection présidentielle ».

Les membres du bureau exécutif ont mis l'accent sur la nécessité de « répliquer fortement » par une « contre-offensive politique et judiciaire », selon l'expression de l'un d'eux, à une attaque qu'il convient de résister dans un terrain « les qui survient sur un terrain » les ventes d'armes — auquel les militants socialistes sont très sensibles. Mais certains dirigeants ont souligné que, « s'il est bien d'attaquer, il faut savoir où l'on met les pieds ».

Les deux anciens premiers ministres, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, ont rappelé qu'ils ont tous deux donné des instructions formelles pour interdire ces ventes d'armes à l'Iran. Mais M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a fait observer que ces ventes de munitions ont bien eu lieu, en contradiction avec la position socialiste, et qu'il n'est pas possible de faire l'impasse sur cette réalité.

Si tout le monde est d'accord pour porter plainte, la question se pose de savoir contre qui et à propos de quoi. Certains socialistes sont visiblement scandalisés par l'affaire Greempence. M. Jean-Pierre Chevènement, notamment, a remarqué qu'il est nécessaire de savoir exactement ce qui s'est passé. « On ne va pas connaître une nouvelle affaire Greempence », a-t-il lancé, tandis que d'autres dirigeants recherchaient en affirmant en substance : attention, on va tenter de nous faire monter l'échelle marche par marche.

MM. Pierre Mauroy et Bernard Roman ont ajouté, de façon très « dure », selon l'un des membres du bureau exécutif, que si certains ont

commis une faute il ne sera pas possible de les sauver. Aucun nom n'a été prononcé. Néanmoins, M. Pierre Joux a évoqué l'affaire des « fuites » montées en 1954 contre M. Mitterrand, qui était innocent (1), pour mettre ses camarades en garde contre les risques d'auto-intoxication. M. Pierre Bergé, qui a souligné que ceux qui ont été mis en cause directement portent plainte.

A ceux qui ont affirmé qu'il s'agit d'un « abus d'une attaque contre le président de la République », M. Jospin a rétorqué, comme il l'a fait de nouveau sur France-Inter, que le PS est tout autant visé, et qu'il convient de la défendre. M. André Laignel, trésorier du parti, a réaffirmé de la façon la plus formelle que le PS n'a pas touché une centime des sommes en jeu.

Le premier secrétaire du PS a, semble-t-il, voulu indiquer que les socialistes ne doivent s'engager que sur le terrain où ils sont sûrs de ce qui s'est passé (ou plutôt de ce qui ne s'est pas passé). M. Jospin a souligné, jeudi, sur France-Inter qu'il ignorait tout de cette affaire pendant la législature socialiste. « Au niveau de contacts avec le président et ses deux premiers ministres auxquels j'ai été, a précisé M. Jospin, le refus absolu de ventes d'armes à l'Iran a toujours été non seulement la politique officielle, mais ce qui était dit dans les conversations privées. A aucun moment, je n'ai entendu parler, moi, de cette affaire Luchaire ».

J.-L. A.

(1) Alors ministre de l'Intérieur du gouvernement de Pierre Mendès France, M. Mitterrand avait été soupçonné d'avoir permis au PCF d'obtenir les comptes-rendus du Conseil supérieur de la défense nationale, auquel il participait. Il ne s'agissait, en fait, que d'une machination.

En décembre 1986

Un cargo chypriote a chargé à Cherbourg des armes belges à destination de l'Iran

Citant un article de la Presse de la Manche, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Pierre Joux, a demandé, mercredi 4 novembre, au ministre de la défense, M. André Giraud, s'il était exact qu'un cargo d'armes et d'explosifs au départ de Cherbourg et à destination de l'Iran avait eu lieu en décembre 1986. M. Giraud a répondu que cette question du député du PS.

Dans ses éditions du mardi 3 novembre, la Presse de la Manche rapportait qu'un cargo chypriote de 320 tonnes, l'« Agos », avait fait escale, le 10 décembre 1986, à Cherbourg, où il a chargé une cargaison venant de Belgique par chemin de fer et composée, selon un rapport des douanes belges, de plus de 222 000 amorces d'obus belges représentant une somme de 56 millions de francs belges (environ 9 millions de francs français). Le transporteur avait affirmé aux douanes belges que le chargement était destiné à l'Iran.

« Dans cette affaire, relevait la Presse de la Manche, et jusqu'à preuve du contraire, le rôle de la France se serait limité à un transit et une manutention. Le port commercial de Cherbourg est, en effet, outillé pour de telles opérations qui nécessitent une main-d'œuvre spécialisée et, surtout, une manipulation respectant des règles de sécurité ».

Les autorités françaises n'ont, a priori, aucune raison de s'opposer à une telle escale. Sauf si elles sont informées au préalable de la réelle destination finale du chargement, qui a eu lieu sur le territoire national, et si cette destination concerne un pays qu'elles ne souhaitent pas aider. Mais, très souvent, les transporteurs n'indiquent à la France que la ou les destinations intermédiaires.

C'est le cas pour l'« Agos », il en croit la Presse de la Manche. Le cargo a repris sa route pour Santander, en Espagne, et de là vers la côte adriatique de la Yougoslavie et, plus tard encore, le Pakistan, via le canal de Suez. La Presse de la Manche indique qu'il est possible que la Yougoslavie ait fourni le certificat dit « end user », qui sert d'accusé de réception pour le destinataire. C'est probablement à la fin de janvier 1987 que l'Iran a reçu le matériel.

● PRÉCISION. — Dans le portrait de M. Falcoz (Le Monde du 5 novembre, page 12) dénotait par une erreur de transcription il fallait lire : « M. Falcoz, à la différence de Charles Hernu, n'est en rien séduit par de Gaulle et il refuse l'élection du président de la République au suffrage universel. De même, contrairement à M. Hernu, il n'adhère pas à la Convention des institutions républicaines que présidaient M. Mitterrand. Avec quelques autres, il restera d'un « méridionalisme intrinsèque ». Dès lors sa route politique se perd. M. Hernu nous a indiqué mardi 3 novembre : « Nous n'avons pas suivi le même chemin politique ; je ne l'ai pas revu depuis des années, et en tout cas je ne l'ai jamais revu au ministère de la défense. »

(Suite de la première page.)

Il existe d'ailleurs, au ministère de l'Intérieur, un groupe spécialisé — une « cellule affaires » — en quelque sorte — chargé de le nourrir. Elle est animée par M. Guérin, conseiller technique auprès du ministre de l'Intérieur, et par M. Delebois, conseiller technique auprès du directeur général de la police nationale. L'« Agos » n'est pas pour autant démenti, grâce aux renseignements qu'il déplaça, en ce domaine, M. Michel Roussin, chef de cabinet de M. Chirac, ancien haut fonctionnaire des services secrets français.

Peut-être existe-t-il, de l'autre côté, un contreprogramme. M. Mitterrand en a vu d'autres. Dans les années 50, il avait affronté deux machinations, l'affaire des fuites et celle de l'Observatoire. « La droite, explique-t-il volontiers aujourd'hui, c'est la chasse à l'homme. Politiquement, ils n'ont pas de prise sur moi. Alors, que leur reste-t-il ? L'argent et les mensures. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours méfié, chacun le sait. Quant à mes mensures, elles sont ordinaires. Ils cherchent autre chose. Il leur faut des diamants. » Ce sont aujourd'hui des obus gros comme l'Élysée.

C'est été tout bénéfique pour M. Chirac si M. André Giraud, ministre de la défense, décidément ingouvernable, n'avait été doté d'un si mauvais caractère. On, plutôt, il n'avait pas, comme on dit, du caractère. Car M. Giraud ne déçoit pas. Le rapport Barba a été utilisé, semble-t-il, à son insu, divulgation jugée « déplorable » par son directeur de cabinet. Il a laissé paraître son désaccord mercredi à l'Assemblée nationale, en regretant qu'à partir d'un simple rapport administratif, une polémique ait été montée, et en déplorant que les procédures judiciaires n'aient pas été respectées. Il en a fait part, plus brutalement, à quelques députés amis, qui en ont tiré la conclusion suivante : « Quand on est dans un gouvernement, on est d'abord solidaire des camarades ».

Un démenti de M. P.-A. Falcoz

M. Serge Chouarqui, avocat de M. Paul-André Falcoz, mis en cause dans l'affaire Luchaire, a adressé à l'AFP le communiqué suivant :

« M. Paul-André Falcoz dément formellement avoir eu directement ou indirectement un quelconque rôle d'intermédiaire financier entre d'une part la société Luchaire et d'autre part des responsables politiques ou administratifs français. A cet égard, il dénonce l' amalgame qui tend à confondre, de façon malveillante, ses activités purement professionnelles avec d'anciennes activités politiques, dans le but évident d'une exploitation politicienne. »

ment, à quelques députés amis, qui en ont tiré la conclusion suivante : « Quand on est dans un gouvernement, on est d'abord solidaire des camarades ».

Cette prise de distance n'annonce pas, pour autant, une nouvelle occasion d'être perçu au PCF d'obtenir les comptes-rendus du Conseil supérieur de la défense nationale, auquel il participait. Il ne s'agissait, en fait, que d'une machination.

Il n'est pas indifférent non plus de remarquer que l'Amiral Lacoste, ancien chef des services secrets de l'État au moment de l'affaire Greempence, a accusé indirectement le rapport Barba, à sa juste mesure, ses sympathies barbares. Il a, cependant, à Matignon, un cabinet militaire de M. Barre.

La société ouest-allemande Dynamit Nobel aurait vendu illégalement du matériel militaire à l'Iran en 1984

L'entreprise ouest-allemande Dynamit Nobel AG aurait fourni illégalement à l'Iran quelques dizaines de milliers de détonateurs en 1984, par l'intermédiaire d'une société d'import-export suédoise, Scandinavien Commodity. C'est ce qu'affirme l'agence de presse SAD du groupe Springer en République fédérale.

L'agence indique avoir en sa possession une série de documents commerciaux, photocopies de télégrammes de police, établissant que le matériel militaire a été livré aux autorités iraniennes en décembre 1984. Comme pays d'origine et lieu de fabrication des détonateurs, les documents portaient les mentions « RFA » et « Nobel ». Pour le quotidien Die Welt, il ne peut s'agir que du principal fabricant d'explosifs d'Allemagne de l'Ouest, Dynamit Nobel AG. Les responsables de la firme se refusent à tout commentaire sur cette affaire.

L'acheteur de la marchandise, selon ces documents, était l'Organisation nationale iranienne des industries armées et des approvisionnements (SSDRI) dont le siège est à Téhéran.

Dynamit Nobel est une filiale du groupe Feldmühle, un des piliers de l'ancienne empire industriel de Friedrich Karl Flick, disparu en bonne l'année dernière.

Une « machine à répétition »

Tout avait déjà été dit sur l'affaire Luchaire et sur le rôle attribué à M. Jean-François Dubois, le chargé de mission du ministre de la défense de l'époque, M. Charles Hernu. Tout, déjà, depuis le début de cette année. A une seule exception près. Il manquait le nom de l'intermédiaire, M. François Diaz, à qui le président-directeur général de Luchaire, M. Daniel Dewez, affirme avoir versé une commission si l'on en croit ses propos au contrôleur général des armées Jean-François Barba.

C'est l'hebdomadaire l'Express, dans ses éditions des 16-22 janvier, qui, sur six pages, avait rendu compte, avec une précision exceptionnelle, du contenu du rapport Barba (Le Monde du 17 janvier). Sur le moment, les révélations de l'Express ne suscitaient pas grand écho dans la classe politique et, probablement, dans l'opinion comme à l'étranger. Pourtant, tout était dit, y compris le nombre des obus livrés par des pays tiers à l'Iran, les soupçons à l'encontre de M. Dubois, les interventions des services de renseignement et, même, le montant supposé de la commission donnée.

A la fin de la semaine dernière, l'Express et le Point renouvellent leurs informations, le premier avec une constance éprouvée et le second en y ajoutant un élément (la fourniture à Téhéran d'un explosif plus spécial que les autres) mais sans grand écho dans la classe politique et, même, le montant supposé de la commission donnée.

Une bombe politique

Mardi 3 novembre, soit neuf mois et demi après la première révélation de l'Express, l'AFP, le Point, et le Figaro qui semble donner le coup de grâce.

Même M. Giraud s'en étonne à l'Assemblée nationale, où l'on

voit le ministre de la défense, pourtant garant du respect du « confidentiel-défense », faire remarquer aux députés que le Figaro arrive bon dernier dans les révélations, loin derrière l'Express de la mi-janvier, qui avait déjà tout dit avant lui.

Que s'est-il passé entre le début de cette année, quand les réactions aux informations de l'Express tardent à venir, et les premiers jours de novembre, lorsque le Figaro met le feu aux poudres en authentifiant un rapport administratif, qui a été démenti bien avant lui ?

A la mi-janvier dernier, la France était plongée dans l'une de ses plus longues et plus sauvages grèves des services publics dont elle a le secret. Train, métro parisien, électricité. Les usagers avaient, alors, d'autres soucis que le scandale des ventes d'armes françaises à l'Iran signalé par l'Express.

Neuf mois et demi plus tard, changement de décor. Les Français sont régulièrement abreuvés, depuis de révolutions d'affaires : Carrefour du développement, Chaumat-Chalandon, CNCL, triad de Vincennes, etc. D'un rebondissement à l'autre, les affaires ne chôment pas. Dans ce climat-là, le rapport Barba sur les ventes illégales de Luchaire remonte le bout de son nez. Il tombe même à pic, après, dans l'ordre, le nouveau l'Express, puis le Point, l'AFP, et le Figaro qui semble donner le coup de grâce.

Même M. Giraud s'en étonne à l'Assemblée nationale, où l'on

voit le ministre de la défense, pourtant garant du respect du « confidentiel-défense », faire remarquer aux députés que le Figaro arrive bon dernier dans les révélations, loin derrière l'Express de la mi-janvier, qui avait déjà tout dit avant lui.

Le complexe militaro-industriel

En privé, l'homme par qui le scandale est arrivé, M. Dubois, ne dit pas autre chose quand, à son tour, il constate que les affaires sont une « machine à répétition » parfaitement huilées et, donc, organisées en période de pré-campagne électorale pour distribuer des bons points au pouvoir en place.

Tout est plausible dans cette mortelle parodie où chaque joueur cherche à « tuer » politiquement son adversaire, c'est-à-dire à l'éliminer au jeu du discrédit. Ce faisant, qui a remarqué que, curieusement, le rapport Barba fait, avec un air de ne pas y toucher, des discriminations entre des responsables civils, montrés du doigt pour cause d'irrégularités, et des exécutants militaires, censés n'être pas leurs complices ?

A cette hiérarchie militaire qui s'implique dans les ventes d'armes, le rapport du contrôleur général des armées ne trouve pas grand mot à redire. Certes, l'épée cède à la toge, et il y aurait, d'un côté, des inspirateurs, civils, du trafic et, de l'autre, des exécutants, militaires, impuissants à limiter les dégâts. D'un côté, la « tête ». De l'autre, de simples « rouages ». C'est une vision simpliste des choses, qui nie l'existence, en France, d'un vrai « complexe » militaro-industriel.

JACQUES ISHARD.

Le siège de l'Élysée

L'Amiral Lacoste dit qu'il a prévenu, le 21 mai 1984, le président de la République de l'existence de trafics de munitions. C'est vrai. Il ajoute que M. Mitterrand lui a demandé d'en parler à M. Charles Hernu, alors ministre de la défense. C'est aussi vrai. Mais le rapport Barba ne précise pas que l'Amiral Lacoste a été lui-même, un peu plus tard, favorable à des livraisons d'armes et qu'il l'a fait connaître.

M. Giraud considère le rapport Barba — et pour cause — comme un simple rapport administratif, qui ne préjuge pas des suites que la justice pourrait donner à cette affaire. Ladite justice a été une nouvelle fois malmenée par le pouvoir politique.

Les premières fuites à partir du rapport Barba étaient destinées à forcer la main du juge d'instruction afin qu'il accélère la procédure, à six mois de l'élection présidentielle, ce qui n'était ni dans l'intention de

magistrat ni dans celle du ministre de la défense.

Il existe aujourd'hui en France une justice à deux vitesses. Le « secret de défense » couvre une longue histoire de faux passeports fournis à M. Yves Chailier, inculpé dans l'affaire de Carrefour du développement, qui, à l'évidence, ne touche que de très loin, ce pas du tout, aux intérêts de l'État. Le « confidentiel défense » est levé pour un trafic d'armes avec l'Iran. Chacun se félicite, à l'exception de M. Giraud, de cette déclassification, mais nul ne parle plus du vrai-faux passeport ultra-secret.

La réalité scandaleuse du trafic vers l'Iran demeure. Elle atteint la gauche, au cœur, surtout après ses protestations indignées contre les ventes d'armes. Mais l'affaire avait déjà été dévoilée par la Presse de la Manche, puis, en détail, par l'Express, au mois de janvier der-

nier, sans que cela fasse l'effet d'une bombe. Il a fallu, pour que son impact satisfasse les auteurs des nouvelles fuites, qu'elle soit manipulée, déformée, amalgamée à deux énormes affirmations, non étayées par l'enquête de M. Barba : le Parti socialiste alimente ses caisses avec le produit des munitions destinées à l'Iran même si le rapport sur ce sujet reste vague ; des explosifs livrés à ce pays en guerre ont pu être utilisés lors des attentats de septembre 1986 à Paris ce qui figurait dans certaines indiscrétions publiées mais pas dans le rapport.

C'est là qu'est la manipulation politique, et là seulement. Le groupe constitué par M. Giraud pour étudier les phénomènes de désinformation dispose enfin d'un beau cas d'école.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

BIBLIOGRAPHIE

« Des principes et des mobiles secrets d'un illustre président » de... « Plutarque »

L'éditeur de l'ouvrage intitulé « Des principes et des mobiles secrets d'un illustre président » affirme que l'auteur appartient à la petite équipe des collaborateurs directs de M. François Mitterrand. S'il en était ainsi, M. Mitterrand aurait sûrement une vipère en son sein. De portrait intime de lui dressé, il ressort que cet « illustre président » n'a guère de principes et que ses mobiles secrets le sont tant qu'il le resteront.

L'auteur en tout cas connaît fort bien, et sans doute les fréquente-t-il de tout près, la troupe déprimante des courtisans, celle réduite des amis réels, celle enfin des journalistes séduits, comblés ou ignorés, toujours méprisés. Peut-être l'auteur est-il d'ailleurs journaliste. Peu importe. Il joue de l'anonymat pour agiter les appétits de la galerie. Ce n'est jamais glorieux. Ce ne serait sérieux que s'il s'agissait d'une farce à la Coton-Beroff.

Or ce livre est sérieux, en cela qu'il décrit la République mitterrandienne comme l'histoire d'une relation entre un monstre énigmatique (le président), une bande de larbins (ses collaborateurs), quelques fidèles sujets au rire naïf et aux séductions courbées, un Parti socialiste qui n'a jamais servi à rien, des adversaires politiques plus ou moins usés que les autres, de braves paysans de fin fond de la France que le roi — quelle simplicité ! — s'en va visiter parfois. Sans compter les femmes, omniprésentes magiques,

auvers lesquelles ledit monstre se comportait, nous explique-t-on, comme un Julio Iglesias de la presse du cœur.

L'ouvrage n'a rien d'un ensemble d'histoires croustillantes. Aucun nom n'est cité. L'auteur analyse, décrit des ressorts de comportement plus qu'il ne raconte. Quelques-uns et quelques-uns pourtant s'y reconnaîtront. Chacun en sera blessé.

« Un homme d'État forge ses règles morales. Il est, pour la durée de son mandat, le seul juge de ses actions et de ses choix » : voilà l'une des perles de la pensée présidentielle prêtée au héros par l'auteur. On se demande quel collaborateur de M. Mitterrand a bien pu supporter auprès de lui plus d'une demi-seconde une telle vision de la démocratie.

Le plus beau dans l'affaire est que l'ouvrage est présenté comme une « hagiographie ». L'auteur aurait alors une telle idée du pouvoir, de son exercice et de la démocratie, qu'il conviendrait de l'expédier au plus tôt exercer ses talents dans une République bananière.

Le style est exact, propre, soigné en quelque sorte, et le rythme de la phrase compassé. Cela se lit vite. Ce monsieur ou cette dame du goût pour la belle écriture, même si elle est dissimulée.

J.-Y. L.

* Des principes et des mobiles secrets d'un illustre président, de D. Plutarque, Albin Michel, 190 p., 79 F.

JUSTICE

Vingt-deux crimes et délits en un mois

« El Bandido » ou « l'orgueil de créer la peur »

NICE
de notre correspondant
régional

Depuis le 2 novembre, un mal-faiteur argentin, Fernando Alonso de Celada, trente-trois ans, surnommé « El Bandido », comparait devant le cour d'assises des Alpes-Maritimes, accusé de vingt-deux crimes et délits — meurtres, tentatives de meurtres, séquestrations, prise d'otages, extorsions de fonds, coups et blessures volontaires — commis entre le 18 février et le 17 mars 1983 dans la région Rhône-Alpes, à Marseille, sur la Côte d'Azur.

Ce procès au cours duquel doivent être entendus une soixantaine de témoins doit se poursuivre pendant une dizaine de jours. Alonso de Celada a d'abord refusé de comparaître pour protester contre ses conditions de détention, avant d'obtempérer à une sommation du président, M. Antoine Pancrazi. Décrit par les psychiatres comme un sujet présentant de graves troubles de la personnalité, mais responsable de ses actes, il ne reconnaît qu'une partie des faits qui lui sont reprochés.

En se surnommant lui-même « El Bandido » devant l'une de ses victimes, Alonso de Celada entendait assurément se poser en malin, l'homme d'exception, sorte de hors-la-loi moderne, agissant en solitaire et inspirant l'effroi et suscitant aussi une certaine fascination. « Ici, lui dira d'emblée le président Pancrazi, vous ne faites pas à personne », même si la présence de

quatre membres du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) témoigne à l'évidence que sa dangerosité n'a pas été sous-estimée. Petit, mince, cheveux et moustache noirs, le regard perçant et expressif, Alonso de Celada paraît habité d'une extrême nervosité. Il s'est pourtant mué en Voltaire, ergotant, parfois menaçant certes, mais aussi conciliant, voire docile, il est même capable de sourire.

Dangereux
et intelligent

Son histoire ? C'est celle d'un marginal et d'un rebelle-né, issu d'une famille aisée de Buenos Aires. Le père, décorateur, sera humilié pour son infidélité à l'égard d'une mère affectueuse et protectrice en dépit des fuites répétées de l'enfant, de ses larcins, qui lui vaudront plusieurs internements dans des maisons de correction. Le recours à la drogue suivra, accompagné d'actes de délinquance de plus en plus graves. La justice s'en mêle, ordonne un placement dans un centre psychiatrique. Alonso connaît la prison, se marie avec une Uruguayenne dont il aura une fille, après son éviction. Une vie d'errance, jalonnée d'agressions, le conduira au Brésil, en Espagne. De nouveau, il se retrouve en prison, s'en évade et, par les Canaries, arrive en France pour une équipée sanglante, terminée par son arrestation à Saint-Raphaël (Var), le 18 mars 1983.

Le bilan des crimes qu'on lui reproche est aujourd'hui dressé. En

un mois, Alonso de Celada a commis deux meurtres de vieillards de nuit à Lyon et à Nice, quatre tentatives de meurtre, dont l'une encore contre un vieillard de nuit à Cannes et les trois autres contre un Toulonnais et un couple de retraités marseillais. A ces crimes s'ajoutent un vol dans une armurerie d'Antony (Haut-Seine) qui lui permettra de s'approprier des fusils, une carabine et un colt 38 spécial, plusieurs séquestrations et un viol, accompagnant ou précédant des vols d'argent ou de bijoux, ainsi qu'une extorsion de fonds auprès d'un couple de Cannes. Après avoir reconnu ces faits devant les policiers — sans toutefois signer les procès-verbaux d'audition — « El Bandido » a contesté la plupart durant l'instruction. A l'heure du procès, son attitude n'a pas changé.

Il n'est à l'évidence ni un simple et habile cambrioleur, ni un spécialiste de « braquage » solitaire, ni un tueur professionnel mû par le seul appât du gain. Les psychiatres qui l'ont examiné ne le tiennent pas non plus pour un malade mental mais ils le décrivent comme un sujet présentant de graves troubles de la personnalité. Malheureux, dangereux et intelligent, il apparaît en fait comme un personnage ambivalent. Cet impulsif dont les experts ont souligné l'extrême facilité de passage à l'acte a toujours ainsi fait preuve d'organisation et de lucidité. Il n'a, semble-t-il, préparé aucune de ses agressions. Il n'a pas davantage supporté le butin possible — et somme toute, meagre en regard des risques encourus. Il a constam-

ment agi en revanche selon le même mode opératoire. Il n'a pas non plus, ont expliqué les psychiatres, été de façon délibérée, mais « seulement dans les cas où la résistance de la victime ne lui a pas laissé d'autre solution pratique [pour assurer sa fuite] ou psychologique [ne pas perdre la face] ». Le personnage d'Alonso de Celada, a expliqué le docteur Jacques Leyrie, psychiatre, « n'est pas à rechercher dans ses pulsions criminelles, ni dans ses actes de violence, mais dans son orgueil à créer la peur chez autrui ». L'expert a conclu toutefois à la défense — assurée avec acharnement par deux avocats nîçois, M^{rs} Angélique Mistravira et Michel Cordis — que la responsabilité pénale de l'accusé pouvait être atténuée — « dans une proportion qui n'appartient pas aux psychiatres de déterminer ». L'évocation des faits a montré ensuite que « El Bandido » savait fort bien jouer des faiblesses et des lacunes de l'accusation. Il a nié le meurtre de Lyon dont l'enquête a d'abord été faussée par un témoignage fantaisiste. Il s'est défendu d'une agression à Valence et d'un vol à Cannes. Mais il a reconnu le crime de Nice et une autre agression à Cannes contre des vieillards de nuit. L'un de ces-ci, M. Robert Bergel, 56 ans, âgé de soixante-dix ans, a été blessé de deux coups de couteau. « La vie est pleine de cruauté » a simplement dit Alonso de Celada, sans obtenir pour autant de M. Bergel le pardon qu'il lui demandait.

GUY PORTE.

Attentat au palais de justice
et agitation à la prison de Bastia

Une charge de dynamite évaluée à 600 grammes a explosé dans la cour du palais de justice de Bastia, mercredi 4 novembre vers 13 h 15. L'engin, qui avait été jeté par-dessus le mur d'enceinte, a endommagé trois voitures particulières dont celle de M. Frédéric Nguyen, juge d'instruction. Il n'y a pas eu de blessés, mais que l'explosion s'est produite à une heure où les employés et les magistrats du palais ont pour habitude de regagner leur véhicule.

Mercredi soir, l'attentat n'avait pas été revendiqué. Mais les enquêteurs n'excluaient pas la possibilité d'une « riposte » à l'agitation qui avait régné mardi à la maison d'arrêt Saint-Claire de Bastia. Dès l'après-midi, des détenus avaient refusé de regagner leur cellule après la promenade, pour réclamer de meilleures conditions de vie dans cet établissement vétuste et surpeuplé. Après le retour des manifestants dans leur cellule, l'agitation a repris en début de soirée, et des détenus ont demandé à rencontrer le procureur de la République, M. Yves Bot. Le calme n'est revenu qu'après l'intervention d'une vingtaine de CRS en armes, qui ont maîtrisé les détenus mécontents. L'un d'eux a été

légèrement blessé au cuir chevelu. Quatre manifestants ont été extraits de leur cellule pour interrogatoire ; parmi eux, un militant nationaliste incarcéré il y a un mois. Ils ont été entendus au commissariat de la ville. Mercredi soir, trois de ces détenus ont été transférés sur le continent.

En plus des mauvaises conditions de détention, certains manifestants protestaient aussi contre le dessaisissement de juridictions corse au profit de juridictions continentales en reprenant les arguments des avocats du barreau bastiais, qui dénoncent « une atteinte aux droits de la défense ».

● L'auteur du livre sur « l'affaire Nut » condamné. — Le frère du colonel Bernard Nut, ancien officier de la DGSE tué par balle sur une route des Alpes-Maritimes le 15 février 1983, a obtenu, mercredi 4 novembre devant la première chambre du tribunal civil de Paris, la condamnation de M. Bernard Violet, auteur du livre « l'affaire Nut », mort d'un agent secret, qui devra lui verser un total de 70 000 francs de dommages et intérêts.

La revue
« Notaires Connection » condamnée

Le Conseil supérieur du notariat et la Caisse centrale de garantie de la responsabilité professionnelle des notaires ont obtenu chacun 150 000 francs de dommages et intérêts par un jugement de la première chambre du tribunal civil de Paris, mercredi 4 novembre, qui condamne le directeur de la revue « Notaires Connection », M. André Néron, et l'imprimerie saint-amandaise (Saint-Amand-Montrond, Cher), à réparer le préjudice créé par des propos diffamatoires.

Le premier numéro de la revue trimestrielle « Notaires Connection », publié au début de l'année 1987 par M. Néron, fondateur de l'Association nationale de défense des victimes des notaires, évoquait des affaires concernant le notariat en utilisant, selon les magistrats, « un amalgame visant non seulement à exagérer l'importance, mais surtout à généraliser la portée ». Aussi, le tribunal, présidé par M^{re} Huguette Le Foyer de Costil, déclare : « La légitimité du ressentiment éprouvé par les victimes des agissements de certains notaires ne saurait, en aucun cas, autoriser

l'attaque globale et sans nuances d'un corps d'officiers publics et ministériels... », et souligne que les propos incriminés « portent atteinte à l'honneur et à la considération du notariat ».

Le jugement interdit l'utilisation du titre « Notaires Connection » dans d'éventuelles nouvelles publications et associe l'imprimeur dans la réparation du préjudice.

● La situation de Serge Mitolo. — M. Jean-Claude Givélet, secrétaire du comité central du PCF, a annoncé, le 4 novembre, que la situation de Serge Mitolo, Congolais menacé d'expulsion, avait été « régularisée » à la suite du « mouvement de solidarité qui s'était développé » autour de lui. Serge Mitolo a obtenu un visa de long séjour. Le 14 octobre dernier, deux cents personnes — principalement des adhérents du Mouvement de la jeunesse communiste — avaient « libéré » Serge Mitolo alors que des policiers l'amenèrent à Brazzaville. Agé de dix-sept ans, Serge Mitolo était arrivé en France il y a six ans. Il désirait préparer un baccalauréat technique au lycée Jean-Jaurès de Montreuil.

REPÈRES

Drogue

Saisie record
aux Etats-Unis

Les autorités américaines ont annoncé le 4 novembre le démantèlement du plus important réseau d'importation de drogue jamais découvert aux Etats-Unis. Dix tonnes de cocaïne ont pénétré en effet dans le pays, entre 1982 et 1986, par l'intermédiaire d'une organisation colombienne, considérée comme le plus gros fournisseur de cocaïne des Etats-Unis. Trente personnes ont été inculpées, parmi lesquelles dix-huit sont déjà sous les verrous. D'autre part, des policiers mexicains ont arrêté, dans le nord du pays, deux hommes qui transportaient 6 kilos d'héroïne pure. — (AFP, AP.)

Espace

Kourou accueille
Ariane-4

Le premier étage du lanceur lourd européen Ariane-4 a été placé, mercredi 4 novembre, dans un conteneur pour être acheminé vers le centre spatial guyanais de Kourou. Cette nouvelle fusée qui doit être, pour les quinze prochaines années, le cheval de bataille de l'Europe dans le marché des services de lancement de satellite devrait effectuer son premier vol en mars de l'année prochaine. Une cinquantaine de ces lanceurs, capables de mettre sur orbite de transfert (2 000 kilomètres par 36 000 kilomètres d'altitude) une charge utile de 4,3 tonnes — contre 2,7 tonnes pour Ariane-3 — sont sur le point d'être commandés par Ariane.

Tempête

Les marins bretons
seront indemnisés

Les patrons des trente-trois bateaux de pêche détruits par la tempête du 15 octobre dernier sur les côtes ouest de la France et ceux des 238 unités endommagées seront normalement indemnisés par les

assurances. De même les éleveurs d'huîtres et de moules seront couverts, soit par leur compagnie d'assurance au titre des catastrophes naturelles, soit par le fonds de garantie des calamités agricoles. C'est ce qu'a annoncé, mercredi 4 novembre, M. Ambroise Guénel, secrétaire d'Etat à la mer. En outre, les marins pêcheurs pourront se faire rembourser — sur facture — la moitié des caennais et filets emportés par le mauvais temps. Pour leur période d'immobilisation forcée, ils touchent un salaire forfaitaire.

Au moins douze morts
en Espagne

Douze personnes au moins ont trouvé la mort à la suite des pluies très violentes qui sont tombées depuis le 3 novembre sur la côte est de l'Espagne. L'état d'alerte « moudun » a été décrété dans les provinces de Valence, d'Alicante et de Murcie où des milliers de personnes ont dû être évacuées. Les rivières en crue ont coupé des routes et de nombreux endroits ont fait s'effondrer un pont ferroviaire. — (AFP, Reuters.)

Religions

Un prêtre intégriste
devant les tribunaux

Mgr Pierre Patazo, archevêque de Bourges, a introduit, le mercredi 4 novembre, une demande en référé auprès du tribunal de grande instance de Châteauroux (Indre) contre un prêtre intégriste de son diocèse, l'abbé Bernard Lacazeux. Celui-ci est accusé d'occupation illégale de lieux de culte et d'un presbytère. Ancien curé des paroisses de Mérygnac, Ingrandes et Sausseilles, fondateur de la communauté traditionaliste La Fraternité de la transfiguration, l'abbé Lacazeux s'était vu retirer, le 6 janvier 1986, son ministère, confié par l'évêque au Père Joseph Evain. Malgré la suspension de ses fonctions, le prêtre intégriste continue à célébrer des offices dans les trois communes. Jugement le 16 novembre.

Un nouveau PDG pour Chaumet

M. Jean Bergeron, président délégué du Comité Colbert, a été nommé, mardi 3 novembre, PDG de la joaillerie Chaumet. M. Jean Bergeron, cinquante et un ans, est depuis 1983 président délégué du Comité Colbert, qui regroupe la plupart des grandes firmes françaises de la joaillerie, de la couture, des parfums, de la porcelaine, de la décoration et des métiers d'art en général. Ancien d'HEC, il a travaillé notamment au sein du groupe Essilor,

dont il a été membre du conseil de direction, puis, de 1981 à 1983, directeur général de CODEC-UNA.

La société Investcorp, qui a proposé la direction de Chaumet à M. Bergeron, s'était vu accorder en juillet, par le tribunal de commerce de Paris la reprise de la joaillerie. Le nouveau PDG s'est fixé trois buts : « redonner à Chaumet un crédit, une image de création et une âme ».



**CHOISIR UN
TRAITEMENT
DE TEXTE
SUR ATARI ST**
Tout ce qu'il faut savoir

On vous dit.

Faites des projets.

**PRÊTS
A LA CONSOMMATION**

*sous réserve d'acceptation du dossier.

Nous disons.

Réalisez vos projets.

Une occasion en or. L'affaire du siècle. Un projet caressé depuis longtemps...

Ou même une tuile, ou un petit coup dur. Bref, il vous faut de l'argent, tout de suite, là maintenant. Nos prêts à la consommation sont là pour ça.

Avec leur taux modéré et leur remboursement sur mesure, ils peuvent financer* vos besoins et vos rêves jusqu'à 100 %.

Posez-nous la question, la décision sera prise en quelques minutes. C'est cela le bon sens en action.



Le bon sens en action.

مكتبة الطفل

مكتبة المجلد

Le Monde DES LIVRES

Le Monde • Vendredi 6 novembre 1987 13

Juan Carlos Onetti lecteur inlassable

Deux muses ont veillé
sur l'œuvre de ce grand romancier
né à Montevideo en 1909 :
le remords et la nostalgie.

par Hector BIANCIOTTI

JUAN CARLOS ONETTI est né en 1909 à Montevideo, capitale de l'Uruguay, ce pays à l'identité fluide, sur-nommé à juste titre, pendant des décennies, la Suisse de l'Amérique du Sud, où déjà Laforgue, Lautréamont et Supervielle avaient en la hardiesse de naître. Depuis 1974, il vit à Madrid, où il s'est exilé après avoir été jeté en prison par les militaires, sous prétexte d'avoir contribué au lancement d'une œuvre de fiction bafouant la morale — celle des dictateurs, bien sûr.

L'homme reste conforme à sa légende : un solitaire aussi peu enclin aux confidences concernant sa vie qu'indifférent aux questions que suscitent ses livres. Jadis, à Montevideo ou à Buenos-Aires, sa terre à lui, c'était le pavage des trottoirs ; ses étoiles, les réverbères ; ses héros, les passants, l'inconnu au bord du suicide, ou encore la prostituée qu'il avait confessée au bordel. Maintenant, à soixante-dix-huit ans, il ne fait même plus de voyages autour de sa chambre ; la machine à écrire à portée de la main, il lit inlassablement, les livres s'entassent sur les étagères, dans des caisses, sous le lit. Ses amis racontent que sa femme, pour l'inciter à sortir, lui acheta naguère un chien : c'est elle qui, en définitive, le promène.

Pour ce qui est des célébrations en son honneur, même le roi d'Espagne ne le ferait pas s'y rendre : en 1980, lorsqu'il reçut le prix Cervantès, la plus haute distinction littéraire de langue espagnole, un convive manqua au dîner que le souverain offrit pour fêter l'événement. Et ce fut, naturellement, lui, Onetti.

Avec un chat et un livre

Mais d'abord : Onetti, ou O'Netty ? D'origine italienne sans doute, mais descendant très probablement d'une famille génoise installée au début du dix-neuvième siècle à Gibraltar, possession britannique, son bisainseul ayant émigré en Uruguay avec des papiers où le nom avait été anglicisé.

De son enfance, les souvenirs indélébiles restent la lecture faite à la famille par son grand-père, après le dîner, Alexandre Dumas alternant avec Éça de Queiroz et Camille Flammarion. Et aussi cette grande armoire qui occupait tout un pan de mur, où il s'enfermait, des journées entières, avec un chat et un livre, laissant juste entrouverte la porte afin de pouvoir lire. En été, c'est au fond du puits-à-ciel du patio que le lecteur s'isolait, à cause de la fraîcheur.



Juan Carlos Onetti : une multiplicité de vies fictives.

Il avait deux cousines qui étaient sœurs : à vingt et un ans, il épousa l'une d'elles, s'installa à Buenos-Aires, devint serveur dans un bar. Trois ans plus tard, il divorça pour épouser l'autre. Ce mariage allait durer vingt ans, au bout desquels il épousa une femme n'appartenant pas au cercle familial. Dix ans plus tard, elle le présenta à l'une de ses amies, Dorotea : Muhr. D'où un quatrième mariage, qui dura toujours.

Depuis son plus jeune âge, Onetti n'avait entrevu d'autre avenir que celui de romancier. Et comme il avait une sorte d'impudence, qui perdure, à être Onetti,

il se consacra à multiplier ces vies fictives qu'il portait en lui. Aussi, malgré des emplois divers qui lui assuraient des moyens de subsistance, écrivait-il sans cesse, ne publiant pas, égarant ses manuscrits, les retrouvant, parfois amputés. Et ce n'est qu'à la quarantaine qu'il fit paraître un premier roman, *Le Puits* (1), que suivirent immédiatement, un chaque année, trois autres, parmi lesquels *Une nuit de chien*, qui date de 1943 et qui est son seul roman politique.

(Lire la suite page 20.)

(1) Éditions Christian Bourgois.

La conspiration du silence

Peter Sichrovsky a fait parler des enfants
de nazis et des enfants de déportés :
surgissent des mots douloureux,
jusqu'alors enfouis.

A treize ans, au sortir d'une enfance « sans histoire », Anna apprend que son père a été gardien de camp de concentration. A ses questions pressantes, pas de réponse, sinon l'indignation et les larmes de ses parents. Mais il n'y aura pas de rupture entre elle et eux : « Ma vie n'a pas été aussi trépidante qu'un roman de Dostoïevski », dit-elle. Ses parents lui sont simplement devenus lointains, comme étrangers. Une question l'obsède : qu'aurait-elle fait à la place de son père ? Aurais-je fermé les yeux sur la promotion de mon mari et continué, le soir, à servir la soupe à ce bon père de famille, lorsqu'il rentrait de son « travail » ? Ainsi s'interroge cette « femme honnête », comme l'appelle Peter Sichrovsky, dont le livre *Naître coupable, naître victime* vient de sortir en France.

Chez les autres enfants de nazis que l'auteur a interrogés — ils ont tous aujourd'hui entre dix-huit et quarante-cinq ans, — le rapport au père est quelquefois plus dramatique : culpabilité d'emprunt à la place d'un père qui n'a jamais reconnu sa faute, identification aux victimes (« J'étais le juif de ma famille », dit l'un d'entre eux. Un autre : « Je suis la victime

d'une éducation fasciste... »), délinquance, homosexualité provocante, itinéraires gauchistes divers, mariage avec un juif, recherche éperdue d'un modèle d'Allemand respectable (un lumineux grand-père communiste par exemple), ou bien encore identification désespérée au père et à son idéal fasciste que, pourtant, il n'a jamais cherché à transmettre.

Les mères complices

Curieusement, les mères sont faibles, décrites comme protégeant les pères des questions de leurs enfants, complices de la conspiration du silence. La seule qui s'oppose idéologiquement à son fils est accusée par lui de trahir le père et de le faire mourir une deuxième fois. Lui seul, l'étudiant berlinois d'aujourd'hui, âgé de vingt-six ans, est fidèle à l'ancien médecin d'Auschwitz. Il reprend pleinement à son compte la métaphore médicale qui nourrit la conception nazie du monde : « Sauver le corps (social), même s'il faut pour cela sacrifier des vies humaines. »

FRANÇOISE ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 18.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Correspondances : Gide-Copeau-Martin du Gard-Duhamel

Seconde famille

LES Français sont bizarres. Ils ne se marient plus, à ce qu'on dit ; ils préfèrent la bronzette lointaine à la lecture, toujours à ce qu'il semble ; ils poussent même à l'hopital et parlent de l'aider à mourir dès que possible... Mais en même temps, ils n'ont jamais tant fouillé les greniers, gratté les poutres, reculé les photos jaunies, ramassé les vieux papiers, fleuri les tombes, commémoré. En pleine crise de la famille et de la librairie, quatre pavés de correspondances variées attestent notre piété indestructible pour ces parents putatifs, cette seconde famille que forment les écrivains bourgeois de l'entre-deux-guerres, surpris dans leur quotidien.

En majeure partie, ces recueils contiennent des billets sans intérêt comme on s'en postait avant les progrès du téléphone, du style « A mardi donc, je vous serre les mains » ; il s'en vendra au mieux quelques centaines aux candidats biographes et aux maniaques, qui pourraient aussi bien consulter ces petits papiers en archives ou auprès des « sociétés d'amis ». Mais les éditeurs continuent imperturbablement leurs recensions, très coûteuses malgré l'aide de la Caisse des lettres, comme on s'acquitte d'un devoir filial.

Tout Français imprégné des auteurs du début du siècle, si éloigné qu'il soit de leur monde, garde dans sa mémoire imaginaire l'illusion d'avoir fait la tournée des écrivains-châtelains des années 30 : Gide à Cuverville, Martin du Gard à Bellême, Duhamel à Valmondois, Mauriac à Malagar, avec escale obligée aux décades de Pontigny. On croit entendre les vieilles « Citrons » d'alors crisser dans les allées, pépier les épouses aux chapeaux-casques, et les maris en knickers de bon tweed s'échangeant autour des pelouses, entre deux propos navrés sur la guerre montante, des nouvelles de leurs chers manuscrits...

A quintessence d'onde adoptif, c'est l'Édouard des *Faux-Monnayeurs*, c'est Gide. Avec le *Journal*, les lettres innombrables, les indiscrétions minutieuses de la « petite Dame » et les biographies collatérales, nous connaissons à l'heure près l'emploi du temps du « byspeed », ses moindres rhumes et sautes d'humeur, cela sur plus de quatre-vingts ans. Et pourtant, on ne se lasse pas de voir combler les rares lacunes qui demeurent. Parce que Gide s'est ménagé, au fond, une existence de rêve ! C'est assurément l'écrivain qui, par son genre de vie autant que par ses œuvres, a suscité, et éveillé encore, le plus de vocations littéraires.

Le premier à le prendre pour modèle, avant Malraux et Sartre, et à le lui dire, c'est Jacques Copeau. Les *Registres* de ce dernier ont laissé inédits de longs échanges avec le maître. En voici un premier lot de plus de cinq cents lettres. Trois cent cinquante autres suivront, dans un deuxième tome.

Lorsque Copeau écrit son admiration à l'auteur des *Nourritures*, en 1902, et qu'il lui propose un article sur l'imoralisme, il n'a pas vingt ans. C'est l'âge des insolences ou des prosternements. Le futur animateur du Vieux-Colombier et de la NRF est plutôt du genre transi. Il aime aimer. Un peu trop, peut-être. Et il s'en aperçoit tard. Quand il craint d'avoir été « agacé » — à Pontigny, par exemple, — on devine entre les lignes doucereuses des réponses que Gide fut effectivement irrité.

Mais Copeau fait passer de l'enthousiasme sur un petit monde caillouté dans ses cache-nez et ses liottes. Chemin faisant, les érudits glaneront des miris-perles : sur l'origine juive de Montaigne vue par Barrès, les souvenirs de Gide, juré d'essais, avant leur exploitation littéraire, les modifications envisagées pour le plan des *Caves du Vatican*, et finalement abandonnées.

ON connaît le *Voyage au Congo*, son pittoresque dix-neuvième siècle et son antiracisme, fracassant pour l'époque ; on sait moins ce qu'il fut exactement la randonnée de Gide avec le jeune Marc Allégret. Celui-ci ne s'est pas contenté de prendre des photos et des films. Il a tenu des *Carnets* que publient aujourd'hui les Presses du CNRS.

Daniel Durossey, dans sa préface, tire au clair les motivations des deux voyageurs. La rédaction des *Faux-Monnayeurs* était au point mort. Les rapports du ménage Gide étaient tendus. Parmi les initiateurs du projet, l'écrivain a omis de rendre justice à son ami Elie Allégret, père de Marc et bon connaisseur du Congo. C'est seulement en cours de route qu'a germé l'idée d'un devoir politique de témoignage et de protestation contre le travail forcé en AEF. Le projet de départ était plus vague et hédoniste.

La passion de l'enquête, c'est plutôt Allégret qui l'a nourrie ; et son style a du nerf, de la couleur. On en vient à regretter qu'il n'ait pas donné suite à sa vocation de témoin, sans avoir développé pour autant son talent de cinéaste, mal illustré par *Mam'zelle Nitouche* (1931).

S l'époque porte aux amitiés proclamées et aux épanchements épistolaires, il arrive que ce soit entre des êtres peu faits pour s'entendre.

Ainsi de Roger Martin du Gard et de Georges Duhamel, dont les courriers se retrouvent à la fois dans la *Correspondance générale* de Gallimard, et dans une édition qui leur est spécialement consacrée par Arlette Lafay. Les deux hommes sont inégalement meurtris par les combats de 1914-1918 et par la crise morale de l'après-guerre. Martin du Gard revendique l'influence de Tolstoï, Duhamel celle de Dostoïevski.

(Lire la suite page 16.)

Grand Prix de l'humour noir 1987

Fiction & Cie

Maurice Roche
Je ne vais pas bien,
mais il faut que j'y aille

roman

Seuil

Collection Fiction & Cie dirigée par D. Roche, 72 F

Editions du Seuil

A PARTIR DU 6 NOVEMBRE

Conversations conjugales

de Danièle SALLENAVE
par Jean-Louis JACOPIN
avec
Alain LIBOLT et Nada STANCAR

JARDIN D'HIVER / THÉÂTRE OUVERT LOC 42 62 59 49

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris
Tel. : 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

LIANA LEVI

PESSIN

TOUT FOUT LE TRAC !

UN LIVRE OPTIMISTE

ÉDITIONS LIANA LEVI
11 RUE DE L'ARBE ORÈGNE 75006 PARIS

146 pages de dessins, 57 F.

une référence politique pour notre temps

EDMOND MICHELET

par Jean Charbonnel

Politiques & Chrétiens - 1 BEAUCHESNE

VIENT DE PARAÎTRE

ROBERT BORDAZ

POUR DONNER À VOIR

Souvenirs et réflexions de l'un des hommes clés de nos institutions culturelles.

316 pages illustrées, 94 F.

Préface de Pierre Boulez

DIAGONALES / CERCLE D'ART

BOURSE GONCOURT DU RÉCIT HISTORIQUE

Prix : 99F

RAMSAY

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ART

« Donner à voir »

en « Diagonales »

Quels qu'ils soient — essais, traités, Mémoires, pamphlets, correspondances, manifestes... — les écrits sur l'art sont, en France, singulièrement négligés par l'édition. Traductions qu'il faut attendre des années, tirages épuisés, diffusion incertaine. Pourquoi cette indigence qui ressemble à de l'indifférence, à du mépris ? Dans la préface aux « Frères voyants », Paul Eluard écrit que « du fond des âges, monte la nécessité irrépressible de voir, de montrer ce qui vaut la peine d'être vu ». N'aurait-on rien à faire de cette nécessité-là ? L'art ne serait-il plus considéré que comme un marché ? Le regard se satisfait-il de ce qui passe sur les écrans ?

Nouvelle collection, « Diagonales » entame ce cercle vicieux. Dirigée par Serge Fauchereau, elle vient de publier quatre titres : *Anthologie des écrits sur l'art*, de Paul Eluard, *Écrits sur l'art*, de Severini, *Donner à voir*, de Robert BORDAZ et de la *Querelle du réalisme*, réunion des interventions du débat organisé au printemps de 1936 à Paris, auquel participèrent Léger, La Corbière, Aragon, Crévet, Cassou, Derain, Ernst, Giacometti, etc. Textes dont les éditions antérieures sont depuis longtemps introuvables ou textes inédits. La diversité de ces titres montre l'enjeu de la collection. Ce n'est pas un hasard, semble-t-il, si, réunis, les trois tomes de l'anthologie d'Eluard ouvrent cette collection, si Robert BORDAZ reprend pour titre l'expression du poète : « Donner à voir ».

Ces textes d'esthétique, de parti pris, de commentaire ou de mode d'emploi ont cette volonté commune. Ils relèvent la même défi : ils sont, de manière différentes, en butte à la même difficulté : forcer le silence, les silences (celui des conditions régaliennes dans lesquelles se décide la création d'un musée — le Centre Pompidou par exemple, — celui des volontés criées sur leurs prérogatives qui veulent le serrer, celui de repères et de critères séculaires qui refusent que changent les formes, celui enfin, singulier, de l'œuvre même, silence nécessaire dont seule la langue du poète peut être le contrepoint). Ce

EN POCHES

● Francis Lacassin a exhumé, pour la collection « Bouquins » chez Laffont, les écrits du grand folkloriste Pierre Saintyves (1870-1935) qui a étudié l'univers des contes de Perrault, celui de la Légende dorée et du merveilleux chrétien : une somme impressionnante.

● Dans la même collection, Claude Gély présente un nouveau volume des œuvres de Victor Hugo, celui consacré aux *Voyages*. Du Rhin aux Alpes, des Pyrénées à la Belgique, les « excursions » de celui qui souscrivait : « On ne voyage pas, on erre... » Ce volume comprend notamment des *Contes de la guerre et de la Commune*, « complémentaires à Choses vues ».

● Beaucoup moins « coquin », Cioran a ciselé quelques *Syllabaires de l'amertume*. Par exemple : « Dans le pessimisme se concentrent une bonté inefficace et une méchanceté inessoufflée. » (Folio-Essais, n° 79).

● Toujours en Folio, sont publiées plusieurs œuvres pour le théâtre de Jean Tardieu, qui a lui-même composé et préfacé le volume ; il porte comme titre : la *Comédie du langage*, suivi de *la Triple Mort du client* (n° 1881). La collection « J'ai lu » réédite deux romans parus en 1986 et qui ont connu un certain succès : *la Bataille de Wagram*, de Gilles Lapouge (n° 2269), et *les Heures Jours de M. Ghichis*, d'Alain Gerber (n° 2252).

● Un grand succès récent également, dans le Livre de poche, *le Paroquet de Flaubert*, de Julien Barnes. Traduit de l'anglais par Jean Guillemin (n° 6382).

● Toujours dans le domaine étranger, mais venant de l'autre côté de l'Atlantique cette fois, de l'Amérique profonde, celle du Sud, Kentucky et Louisiane : la collection « Bilibio » du Livre de poche publie les *Fous du roi*, un gros roman de Robert Penn Warren sorti aux États-Unis en 1945. Traduit de l'anglais par Pierre Singer. Préface de Michel Mohrt (n° 3087).

● De Norvège enfin, un court roman de jeunesse de Sigrid Undset, *Vigdis la Farouche*. Traduit par M. Metzger, dans l'agréable « Bibliothèque cosmopolite » de Stock.

sont ces silences que « Diagonales » commence d'entamer.

PASCAL BONAFOLX.

★ **COLLECTION « DIAGONALES »**, Ed. Cercle d'art : *Anthologie des écrits sur l'art* de Paul Eluard, 464 p., 149 F ; *Écrits sur l'art* de Gino Severini, 414 p., 135 F ; la *Querelle du réalisme*, ouvrage collectif, préface de S. Fauchereau, 294 p., 94 F ; *Donner à voir* de Robert BORDAZ, 308 p., 94 F.

BIOGRAPHIE

Lenau

le poète libertaire

En 1831, Nikolaus Lenau (1802-1850) grand congé de l'Autriche : comme bon nombre de poètes de langue allemande, il est fasciné par la lointaine Amérique. « Même si l'Europe devenait un cachot, note-t-il, il existerait encore un trou pour s'enfuir, c'est l'Amérique... » Son

enthousiasme fut de courte durée : les Américains ont une âme d'épicière, et une véritable malédiction poétique pèse sur ce peuple mort à toute vie spirituelle.

Adversaire résolu de Metternich et du pouvoir papal, libertaire dans l'âme, proche, par bien des aspects, de Heine, Lenau chante, dans une forme classique, l'existence sans entraves des Tsiganes et des Indiens ; le romantisme, avec son symbolisme diffus, était trop germanique à son goût.

Né en Hongrie, il mourut syphilitique dans un asile d'aliénés à Vienne. Pris d'un accès de folie, il s'était jeté par la fenêtre en criant : « Je veux aller là où se trouve la liberté ! » L'excellente biographie de Jean-Pierre Hammer rend justice à l'un des plus grands poètes autrichiens, dont l'histoire n'a longtemps retenu que le nom et que l'on commence maintenant à redécouvrir.

R.J.

★ **LENAU, POÈTE REBELLE ET LIBERTAIRE**, de Jean-Pierre Hammer, Aubier, 193 p., 90 F.

ROMAN

Le pari tenu

d'Alexis Salatkio

Le temps d'un voyage qui la conduit à Fontainebleau, Kathleen se raconte. Elle est née en 1898, en Nouvelle-Zélande ; jeune, elle est venue à Londres puis à Canterbury avec « deux souhaits : écrire et m'enrichir » ; John l'aime jusqu'à la suivre au plus loin de ses fantasmies ; elle le quitte pour Paris qu'elle voit comme une « fin qui est un commencement ». Son passé — l'océanien comme l'euro-péen — hante ses récits, beaux, tristes et oppressants ; elle tient son journal ; elle mourra en France, en 1923.

S'il vous semble avoir déjà lu ce roman original, vous ne vous trompez pas. Cette vie qui révoitait D.H. Lawrence (« Vous vous complaissez dans votre consommation ») et cette œuvre qui enchantait Virginia Woolf (« Ses livres et son regard incarnaient la jeunesse ») sont celles de Kathleen Mansfield, pseudonyme de Kathleen Beauchamp-Murry. L'originalité du récit d'Alexis Salatkio est de nous assécher dans le train du dernier voyage en nous mettant à l'écoute de Beauchamp pour nous faire entendre Mansfield... et Salatkio. Tout y est, de la jeunesse où « père et Diabla ne font qu'un » à la rage de vivre et aux amours tumultueuses que domine John Middleton-Murry, biographe de l'auteur de la *Maison de poupée* et second mari de Kathleen, amie de Carco et célébrée dans le milieu littéraire parisien qu'elle confondit peu avant sa mort, à trente-cinq ans. Tout y est, ainsi que la vaine et sérieuse biographie, et cependant il s'agit de l'avant-garde. En écrivant le roman d'une femme qui écrit, Salatkio écrit aussi Salatkio, l'héroïne étant à la fois son porte-parole et un témoin, au-delà du temps et des sexes, des angoisses et ambiguïtés de quiconque doit passer par les mots pour vivre.

Difficile part que ce triptyque, où l'imaginaire et le réel se fondent dans un « faux-vrai » personnage qui en incarne trois authentiques. Mais pari tenu. En donnant sa voix à Kathleen pour que nous les entendions, elle et lui, Salatkio, dans un style d'une impeccable netteté, comble notre plaisir d'indiscrétion et de lecture.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ **STYL PLEUR, IL PLEUVRA**, d'Alexis Salatkio, Presses de la Renaissance, 200 p., 89 F.

EN BREF

● **LA FOIRE DU LIVRE DE BRIVE**, sixième du nom, se tiendra cette année les 6, 7 et 8 novembre. Parmi les nombreuses manifestations régionales qui se déroulent autour du livre, celle de Brive reste l'une des plus courues : en 1986, quelque 70 000 visiteurs se pressaient dans le grand marché Georges-Brunas. Une exposition consacrée aux « 78 ans d'édition » de Gallimard se tiendra dans le cadre de la Foire.

● Les éditions de la Réunion des musées nationaux et les éditions Gallimard se sont associées pour publier les œuvres poétiques complètes de PABLO PICASSO. En espagnol, en français, le poète n'a en effet jamais cessé d'écrire des poèmes — et de les disperser comme il le faisait également de ses dessins et de ses toiles au gré de ses amis et de ses correspondants. Les éditions sont donc à la recherche de tout document susceptible de les aider à compléter leur ouvrage. On peut adresser les informations avant le 30 novembre prochain à Marie-Laure Bernadac, Musée Picasso, 5, rue de Thorigny, 75003 Paris. Tél. : 42-71-25-21.

● **ATLAS**, les *Années de l'Association des traducteurs littéraires de France* ont lieu du samedi 7 au lundi 9 novembre au Palais de la Péninsule Mario Vargas Llosa et l'Espagnol Juan Goytisolo, avec leurs traducteurs Anne Scholman et Albert Besançon traducteur de « L'Espagne, une langue sur deux continents » (samedi, 17 h). Trois ateliers sur la traduction seront liés à propos de Pessoa, Melville, Fontaine (dimanche 8, 10 h). Les traducteurs du monde entier confronteront leurs travaux sur Marguerite Duras avec « Les infidélités de l'Amant » (dimanche 8, à 15 h 30). Enfin une table (lundi 9, 10 h) sera consacrée à « L'informant », un nouvel outil pour les traducteurs. (Séance sociale : 18 h, rue de la Calade, 13200 Arles).

● **RECTIFICATIF**. — La biographie de Laval, de Fred Kupferman, qui vient d'obtenir le Grand Prix de l'histoire, n'a pas été publiée chez Belfond, comme « Le Monde des livres » du 30 octobre l'indiquait par erreur, mais aux éditions Belfond.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● **JACQUES CHABAN-DELMAS** : *la Dame d'Aquitaine*. Ses fonctions de président de l'Assemblée nationale ont laissé à Jacques Chaban-Delmas le loisir de se pencher sur la belle Aléonore, qui lui a fait cohabiter en sa personne la reine, l'amoureuse et la mère (RMC-Edition, 200 p., 89 F).

HISTOIRE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *Droit, histoire et sexualité*. Sous la direction de Jacques Pomeroy et de Jean-Pierre Royer, une trentaine d'universitaires français ont dressé une véritable somme historique des rapports entre la loi et le sexe, des « coconnaies » médiévales jusqu'au droit civil actuel, en passant par l'homosexualité, l'adultère en droit canonique et autres thèmes peu communs traités avec une rare érudition (Publications de l'Espace juridique, diffusion Diétique, 460 p., 190 F).

LITTÉRATURE

● **GEORGES BERNANOS** : *le Chemin de la Croix-des-Ames*. Préparée par Brigitte et Jean-Loup Bernanos, cette édition se propose de « rassembler en un seul volume, dans l'ordre de composition, la totalité connue à ce jour des articles de guerre et des conférences rédigés par Bernanos au Brésil, entre septembre 1938 et mai 1945 ». De nombreux textes inédits, ou jusqu'alors dispersés, apportent une contribution importante à la connaissance de l'itinéraire politique et moral de Bernanos. (Le Rocher, 904 p., 295 F.). Par ailleurs, la *Revue des sciences humaines*, publiée par l'université de Lille-II, consacre un numéro à l'auteur de *Monsieur Ouine* (université de Lille-III, Dujvè, BP 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq, 77 F).

● **ARTHUR RIMBAUD** : *Une saison en enfer*. « Encore tout enfant, j'admirais le forçat intraitable sur qui se referme toujours le bagne ; je visitais les auberges et les garnis qu'il aurait sacrés par son séjour... » De ce texte qui conserve son admirable jeunesse Pierre Brunel donne ici une savante édition critique (José Corti, 358 p., 150 F).

● **ANATOLE FRANCE** : *Œuvres*, tome II. Ce deuxième des quatre volumes que comptera cette édition préparée par Marie-Claire Bancquart couvre la période allant de 1892 à 1897. De la *Rôtisserie de la reine Pédauque* au *Mannequin d'osier*, France « est passé de la notoriété à la célébrité ». Ces années ont également été « capitales pour l'évolution intérieure et pour la vie publique » de l'écrivain

(Gallimard, « Pléiade », 1 604 p., 320 F jusqu'au 31 décembre, ensuite 360 F).

PHILOSOPHIE

● **RAYMOND ARON** : *la Philosophie critique de l'histoire*. Avec l'introduction à la philosophie de l'histoire, rééditée l'an dernier chez Gallimard, cet ouvrage est l'aboutissement universitaire de la réflexion menée par Aron sur les théories de l'histoire. *La Philosophie critique de l'histoire* se préoccupe plus particulièrement de la tradition allemande en ce domaine. Édition revue et annotée par Sylvie Mesure (Julliard, 378 p., 188 F).

Également de Raymond Aron, dans la collection de Poche Folio-Essais, signalons la réédition de *Démocratie et totalitarisme* (n° 69).

POLITIQUE

● **PHILIPPE BRILLARD** : *Mythe et réalité du non-alignement*. Par un professeur de science politique à Genève, auteur déjà de plusieurs ouvrages jettant un regard non conformiste sur les relations internationales, un essai bref et brillant sur le « mythe » économique du non-alignement et sur sa « légitimité » politico-culturelle (PUF, pour le compte de l'Institut des hautes études internationales de Genève, 132 p., 100 F).

RÉGIONALISME

● **YVON LAMY** : *Hommes de fer en Périgord du XIX^e siècle*. L'histoire industrielle du Périgord, les forges, ses maîtres et ses ouvriers, sont le sujet de cet album aussi bien documenté qu'illustré. Témoins anonymes d'une culture vivante, les « hommes de fer » méritent amplement cet hommage (La Manufacture, volume relié et illustré, 316 p., 193 F).

● **MAURICE PEZET** : *Rancontres...* Marie Maunon, Jean Giono, Henri Bosco, André Chamson aimaient Maurice Pezet, chanteur de la Provence, où il vit entre « Saint-Rémy-le-Patricien, Eyglarès-des-Eaux-Sacrées et Romanin-des-Cours-d'Amour ». Dans ce livre de fidélité, Maurice Pezet parle de ses rencontres et de son attachement au Félibrige. (Éditions A. Barthélemy, BP 842, 84032 Avignon CEDEX).

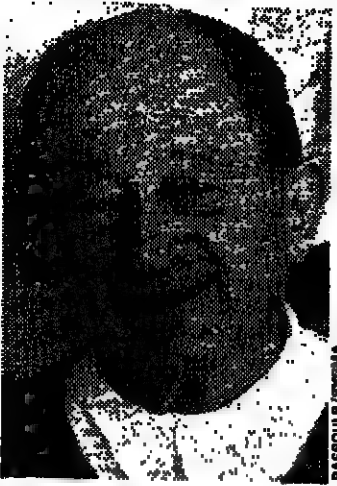
VOYAGES

● **JULES CREVAUX** : *le Mendiant d'El Dorado*. « De Cayenne aux Andes » de 1876 à 1879, Crevaux, médecin, militaire et explorateur, a parcouru l'« enter vert » amazonien, à une époque où ces lieux n'étaient guère fréquentés... Préface de Jacques Meunier (Phébus, 414 p., 139 F).

مكتبة الأنجلو

LA MORT DE PIERRE SEGHERS

« Gagnant ou perdant, on est quitte »



Né à Paris le 5 janvier 1906, Pierre Seghers a fait ses études secondaires au lycée de Carpentras (Vaucluse), puis a passé une partie de sa jeunesse en Haute-Provence, où il a exercé divers métiers, avant de se consacrer à partir de 1938 à sa seule vraie passion, la poésie. A trente-deux ans, il publie lui-même son premier recueil, *Bonne Espérance*, à Villeneuve-les-Avignon.

En septembre 1939, il est mobilisé et fonde immédiatement une revue, *Poètes casqués*, qui veut donner la parole aux poètes engagés dans les combats. Mais c'est surtout dans *Poésie 40* (puis 41, 42...) que s'exprimeront, jusqu'en 1944, les poètes de la Résistance, dont certains, vivant en zone libre comme Seghers, deviennent ses propres amis : Ar-

gon et Elsa Triolet, Paul Eluard, Pierre Emmanuel notamment. Dans le même temps, Pierre Seghers participe aux publications clandestines (Editions de Minuit, Cahiers de la Libération, etc.). En 1944, il crée la collection « Poètes d'aujourd'hui », des petits livres qui affirment sa volonté, plus encore que de faire son œuvre propre, de faire connaître la poésie à tous. Le premier de ces courts ouvrages (brèves études biographiques et littéraires d'un poète, suivies de textes) est consacré à Paul Eluard. Quelque deux cent cinquante volumes suivront, réunissant, en plus de quarante ans, tous les grands noms de la poésie mondiale, et faisant découvrir de nombreux poètes.

Parallèlement à ses activités d'éditeur (1), d'animateur de spectacles poétiques, et, depuis quelques années, de vice-président de la Maison de la poésie à Paris, Pierre Seghers, prix Apollinaire 1959, n'a pas cessé d'écrire. Il est l'auteur de nombreux recueils, traduits dans plusieurs langues. Citons *Racines* (1956), *Pierres* (1958), *Piranèse* (1960), *Dialogue* (1966), *Dis-moi, Ma vie* (1973). Il a, en outre, soutenu en 1976, à soixante-neuf ans, une thèse de doctorat à l'université Paris-X sur « La poésie en France et la culture populaire ». L'essentiel de son

œuvre poétique est rassemblé dans le n° 184 de la collection « Poètes d'aujourd'hui ». Pierre Seghers aimait aussi beaucoup écrire des chansons. Il a publié quatre volumes de *Chansons et complaintes* : *Léo Ferré a chanté son fameux Mère de Vauban*. Et Juliette Gréco a interprété les plus beaux de ses textes, du fil des ans, enregistrant notamment, à la fin des années 70, *les Amours de fumée*, *les Voyous*, *la Rose et l'Ancofite*, et, en 1983, le très délicat *La vie s'évite*, que Seghers terminait par un placide « Gagnant ou perdant, on est quitte... »

Entre autres anthologies, destinées à pérenniser la vie, ou au moins la mémoire de la poésie tout entière, Pierre Seghers a publié un *Livre d'or de la poésie française* (éditions Marabout, volume premier : *Des origines à 1940* ; volume 2 : *De 1940 à 1980*), un ouvrage sur les *Poètes maudits du vingtième siècle* (Belfond, 1985), ainsi qu'un gros volume de près de sept cents pages, *la Résistance et ses poètes (France, 1940-1946)* (éditions Seghers, 1974).

(1) Pierre Seghers avait abandonné la gestion de sa maison d'édition en 1969, et les ouvrages portant le label « Seghers » étaient désormais publiés chez Robert Laffont.

Les réactions de MM. Chirac et Léotard

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a adressé, mercredi soir, une lettre de condoléances à M^{me} Colette Seghers. « En tant que maître de Paris, écrit notamment M. Chirac, je sais tout ce que la capitale doit à Pierre Seghers, sa contribution à la Maison de la poésie qui porte désormais son nom a été décisive ; la revue *Poésie* 87 qu'il dirigeait personnellement est unanimement appréciée et le festival qu'il a conçu regretté par beaucoup. A l'éditeur des poètes, à l'animateur infatigable, au grand résis-

tant, je voudrais pouvoir redire encore mon admiration et ma reconnaissance. » Quant à M. François Léotard, ministre de la culture, il a souligné le courage de Pierre Seghers, en particulier pendant la dernière guerre, et a ajouté : « Pierre Seghers a tout donné à la poésie, a vécu à travers elle, pour elle, les grands moments de notre temps. Jamais la poésie n'a été plus moderne, plus urgente qu'avec Pierre Seghers. »

L'homme de Babel

(Suite de la première page.) Que celui-là soit architecte ou baignard, emette ou capiteux au long cours, qu'importe s'il avait des rêves à bâtir, des rêves plus hauts que lui. Premier éditeur de Pessoa, de Rilke, de Neruda, de Jabès et de cent autres, Pierre Seghers révèle les plus grands : nous lui devons la part originale de notre mémoire, nous lui devons notre éveil à l'espace d'une poésie sans limite. Il disait : « Tout poète est un Magellan qui souhaite ouvrir aux autres comme à lui-même de vastes et d'étranges domaines, un aventurier qui fore en lui pour que jaillissent la beauté, la vérité, la vie, l'insombrable du monde. » Et lui, le poète Pierre Seghers, parlait à l'aventure, du cap de Bonne-Espérance aux prisons de Piranèse et jusqu'aux brisants de l'île de Ré. Car c'est lui qui composa cette chanson révoltée qu'interprète Léo Ferré : *Mère de Vauban*. Et c'est lui qui édifie d'autres murailles de mots en attente de miracles.

« Je vous écris avec une encre [sans pardon Pour la mémoire et le styliste. Une colonne et puis une autre] »

Prix d'automne :

dernière ligne droite

Voici les dernières allocations du Fémina, de l'Académie française et du Médicis et la première de l'Interallié.

Pour le Fémina français, qui sera attribué le 23 novembre, restent en course : *l'Egal de Dieu*, d'Alain Absire (Calmann-Lévy) ; *le Cri*, de Chochana Boukhouba (Belfond) ; *l'Insomnie*, d'Anne-Marie Garat (Fleury) ; *la Traversée du dimanche*, de Boris Schreiber (Luneau-Ascot) ; et pour le Fémina étranger : *la Première Extase*, d'Elisabetta Rasy (Rivages) ; *l'Ancofite*, de Juan José Saer (Fleury) ; *Harlem Quartet*, de James Baldwin (Stock) ; *Mouffette*, de Susan Minot (Gallimard).

Pour le Grand Prix du roman de l'Académie française, qui sera décerné le 5 novembre, les dernières sélectionnées sont : *Haren*, de Frédéric Hérard (Fleury) ; *les Roses de Pline*, d'Angelo Rinaldi (Gallimard) ; et les Trois Françaises, de René Swennen (Grasset).

Le jury du Médicis a retenu de son côté : *le Navire Argo*, de Richard Joffé (François Bourin) ; *les Eblouissements*, de Pierre Mertens (La Seuil) ; *Cris étouffées de Tad-jours*, de Michel Sauquet (Loris Taitel) ; *Rose Mérie Rose*, de Marie Redonnet (Minuit) ; *l'Enlèvement d'Hortense*, de Jacques Roubaud (Ramsay) ; pour le Médicis étranger : *Nocturne indien*, d'Antonio Tabucchi (Bourgeois) ; *la Chevelure sacrifiée*, de Bohumil Hrabal (Gallimard) ; *Liaisons étrangères*, d'Alison Lurie (Rivages) ; *Des arbres à abozes*, de Thomas Bernhard (Gallimard) ; *Au vent brulant du sud*, de Vladimir Goussav (Grasset) ; et pour le Médicis essai : *le Défi de la pensée*, d'Alain Finkielkraut (Gallimard) ; *le Français et les siècles*, de Claude Hagège (Odile Jacob) ; *les Assassins de la mémoire*, de Pierre Vidal-Naquet (Ed. de la Découverte) ; *le Soleil sur Aubiac*, de Georges Borgeaud (Grasset) ; *Descartes c'est la France*, d'André Glucksmann (Fleury).

Enfin, dix titres ont été retenus par le jury de l'Interallié, dont le lauréat sera proclamé le 25 novembre : *l'Après-midi*, de Jacques-

Pierre Amette (Gallimard) ; *le Lydien*, de Bayon (Quai Voltaire) ; *le Tracé aux esclaves*, d'Alain Gerber (Grasset) ; *Eva*, de Guy Hocquenghem (Albin Michel) ; *l'Héritage de tante Charlotte*, de Paula Jacques (Mercure de France) ; *La mer est large*, de Jean-François Josselin (Gallimard) ; *les Eblouissements*, de Pierre Mertens (La Seuil) ; *les Armes du paradis*, de Raoul Milie (Grasset) ; *le Voyage de Clémentine*, de Gilles Pudlowski (Fleury) ; *Maison de famille*, de Denis Tillinac (Laffont).

Les dix ans de « Champs »

Pas besoin d'utiliser des balances subtiles pour mesurer le poids d'une collection d'essais au format de poche lancée voilà dix ans. Il suffit d'aligner les titres et les auteurs pour souligner les points forts et en déceler les éventuels faiblesses.

En histoire, par exemple, « Champs » rassemble à n'en pas douter la dessus du panier : de Braudel à Duby, de Carrère d'Encausse à Lucien Febvre, de

Norbert Elias à Pierre Goubert et de Marc Ferro à Carlos Ginzburg. Excellente note encore en littérature avec la reprise de la collection « Sentiers de la création », créée par Albert Skira, ou en réédition de grands classiques avec Hegel, Machiavel, Marx ou le *Logique de Port-Royal*. Encore un peu « tendre » en biologie, physique ou mathématiques malgré Louis de Broglie ou Jacques Ruffié.

Maie Louis Audibert, le responsable de « Champs » chez Flammarion a réussi quelque chose de plus audacieux que d'exploiter judicieusement la richesse d'un catalogue d'éditeur : en pleine période de crise des sciences humaines, quand la psychanalyse, l'ethnologie, la linguistique et autres sciences de la théorie s'effondrent, dans l'édition, avec l'arrogance d'empereurs déchu, il a réaffirmé l'existence d'un socle, solide, indépendant des modes et des foucades idéologiques, comme des obscures batailles de clan. Ce faisant, il a aidé les bons esprits à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain et à ne pas se décourager de disciplines auxquelles le succès avait tourné la tête comme à des jeunes filles au sortir de leur premier bal.

Le Goncourt ? Et après...

A l'approche de la proclamation des prix littéraires, les deux éditeurs qui, ces dernières années, ont mené la plus vive campagne contre la « foire aux prix », ses méthodes et ses manœuvres ont décidé de poursuivre, — comme on dit en langage syndical, — leur action sous d'autres formes. L'un et l'autre publient un livre qui est, directement ou indirectement un pied de nez à l'institution.

Jean Carrière, au cas où les lecteurs l'auraient oublié, a obtenu le prix Goncourt en 1973 pour *l'Eparvier de Maheux* (Jean-Jacques Pauvert). Succès énorme, 700 000 exemplaires vendus ; et pour l'écrivain, dont le premier livre avait touché quelques centaines de personnes, une gloire si brutale, si pesante qu'elle l'a, bel et bien, écrasé. *Le Prix d'un Goncourt* raconte, sans fard, sans complaisance, comment le rêve de tout écrivain professionnel —

toucher des centaines de milliers de lecteurs — s'est mué en cauchemar et comment la gloire médiatisée a rompu l'homme après avoir effacé l'écrivain. Un témoignage dont on sent d'autant plus l'amertume qu'il est évident à la lire que Jean Carrière n'a pas retrouvé les qualités littéraires qui nous enchantèrent dans *l'Eparvier de Maheux*.

Francis Walder, lui, a quarante ans. Il en avait déjà cinquante lorsque le jury Goncourt lui décerna son prix en 1958 pour son premier roman, *Saint-Germain ou la négociation* (Gallimard). Les académiciens Goncourt, faute de récompenser un jeune talent, avaient-ils senti dans le roman historique de Francis Walder l'étincelle d'un brasier futur ? Francis Walder écrit deux gentils petits livres en 1959 et en 1962, accueillis avec la politesse que méritaient

leurs qualités courtoises, puis plus rien. Il revient aujourd'hui avec un roman dont le titre lui-même singe celui qui lui valut, pendant quelques mois, d'être considéré comme un grand écrivain : *Chaillot ou la coexistence*, un entrelacs élégant de considérations politico-historiques sur les relations entre Louis XIII, Richelieu, Gaston d'Orléans et la reine-mère. Un petit rien pas désagréable dans lequel on joue avec les mots de coexistence et de cohabitation. Ni meilleur ni pire que ce *Saint-Germain*, si curieusement promu et si vite oublié.

P.L.

★ LE PRIX D'UN GONCOURT, de Jean Carrière, Robert Laffont, 236 p., 75 F.

★ CHAILLOT OU LA COEXISTENCE, de Francis Walder, éd. Belfond, 158 p., 89 F.

VIENT DE PARAITRE

ERNST, CREVEL, LURCAT, LEGER, LE CORBUSIER, ARAGON, DERAIN, LHOTE.

Les débats des années trente

Le réalisme, art abstrait/art figuratif, le rôle de l'artiste dans une société en crise.

300 pages illustrées, 94 F

Présentation : Serge Fauchereau

DIAGONALES / CERCLE D'ART

Patrick DREVET



Le visiteur de hasard

ROMAN

"Patrick Drevet livre avec cette méditation autre chose qu'un roman sur l'amour : une fiction poignante sur l'impossibilité, la qualité absolument tragique du regard humain." Patrick Mauriès / Libération

GALLIMARD

LUXE CALME & VOLUPTE



Le nouvel album de Sempé

Denoël

PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS 1987

Claude SANTELLI pour son œuvre et son action en faveur d'une télévision de qualité

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.



LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Seconde famille

(Suite de la page 15.)

Tout en se sentant « du même côté de la grande barrière morale », et en se rejoignant aujourd'hui dans une certaine indifférence du public, ils divergent profondément au sujet de la religion, de la pudeur, de l'engagement, des honneurs.

Quand Martin du Gard obtient le Nobel, le 11 novembre 1937 — Belzème fête, samedi prochain, le cinquantenaire de l'événement — il prend les choses avec philosophie et humilité, alors que Duhamel, cité parmi les possibles lauréats l'année d'avant, mesure ses félicitations et note dans son *Journal* qu'il aurait mieux vu le prix aller à Bergson ; tant il est vrai que l'amitié entre auteurs ne peut éclipser la réalité d'une compétition continue dans la faveur des critiques et du public. Mais les jalousies de collègues qui s'ensuivent laissent subsister une vraie complicité de techniciens du roman, et de « vivantes querelles » entre les créateurs des *Pasquier* et des *Thibault*.

Le tome IV de la *Correspondance générale*, qui va de 1926 à 1929, donne des exemples d'affections moins connues mais plus senties de la part de Martin du Gard. C'est le cas avec Louis Jourvet et avec le colonel Meyer.

On a envie de mieux connaître ce brillant officier, rencontré dans presque toutes les biographies de la période, à commencer par celle de de Gaulle, qui l'estimait au point de lui envoyer ses conférences de l'Ecole de guerre. Meyer se pique de grammairien autant que de stratège, tout en balçant ses textes sans chercher, dit-il, à toucher le public exigeant. Martin du Gard lui reproche très plaisamment cet élitisme à rebours.

Les relations les plus touchantes s'établissent avec Eugène Dabit, qui — chose rare dans ce milieu — s'avoue novice et réclame des conseils. Martin du Gard se montre d'une attention exceptionnelle de la part d'un ancien aussi chevronné. Il suggère au débutant de méditer la « lanture » de Tolstoï. Il fit les brouillons d'*Hôtel du Nord*, propose des améliorations, sans concessions ni brusquerie inutile. Il écrit aux éditeurs, salue la sortie du livre avec autant de jubilation que s'il publiait lui-même, il le recommande à Adrienne Monnier.

Dans ce petit monde hâlé de plâtres perfides, Martin du Gard fait contraste, et mérite l'hommage d'Albert Camus : « un homme de pardon et de justice ».

★ **CORRESPONDANCE ANDRÉ GIDE-JACQUES COPEAU**, 1902-1913, texte et notes de Jean-Claude Albani, introduction de Claude Sarrailh, Calves, André Gide, n° 12, Gallimard, 712 p., 298 F.

★ **CARNETS DU CONGO**, de Mire Allégret, Presses du CNRS, 298 p., 98 F.

★ **CORRESPONDANCE ROGER MARTIN DU GARD-GEORGES DUHAMEL** (1919-1958), présentation et notes d'Ariette Lefay, Lettres modernes-Minard, 482 p., 336 F.

★ **CORRESPONDANCE GÉNÉRALE**, de Roger Martin du Gard, tome IV (1926-1929), texte et notes de Jean-Claude Albani et Mireille Rimeux, Gallimard, 606 p., 280 F.

Des professionnels de l'écriture à votre service pour rédiger, remanier, enregistrer le livre que vous portez en vous.

S.O.S. Manuscrits
11, rue Boyer Barret
75014 PARIS

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
46-20-87-12

ROMANS

Portrait de l'artiste en vieil homme

Un écrivain au terme de sa vie est le héros du deuxième roman d'un jeune homme, Jean-Philippe Arrou-Vignod.

APRÈS vingt ans de silence, un vieil écrivain américain, Philip Fowler, entreprend de retracer, à travers ses Mémoires, le chemin de sa vie, et, de plus, il se réécrit lui-même, sans pourtant se reconnaître dans la « petite silhouette scintillante qui se traverse les pages ». Ce qu'il cherche, lui, à affruster, c'est le récit d'un souvenir douloureux : un cortège funéraire, sur une route écorchée de chaleur, en Toscane. De là date la révélation qui éclaire rétrospectivement son existence.

On peut s'étonner qu'un romancier de vingt-neuf ans choisisse de faire parler à la première personne un vieil homme parvenu au terme de sa vie, et, de plus, situe sa naissance à Columbus, Mississippi. Déjà, dans *Le Rideau sur la nuit* (1), Jean-Philippe Arrou-Vignod avait choisi une certaine mise à distance en situant son roman dans une famille anglaise, les Finney. Ici, Fowler, par sa double ascendance (un père américain, une mère italienne qui a rompu avec ses parents pour se marier), est toujours absent à une part de lui-même.

Entre l'art et la vie

Comme dans *Le Rideau sur la nuit*, le personnage principal est un universitaire, dont la « vocation » est d'écrire. Tandis qu'on voyait Paul Finney, fraîchement diplômé, à l'orée du premier livre qu'il ne parvenait pas à commencer, Fowler a conscience d'entreprendre un récit qui sera le dernier d'une œuvre abondante. On retrouve chez l'un et l'autre le même « solipsisme narquois » de personnages tiraillés, comme s'il s'agissait d'un choix radical à faire, entre l'art et la vie. Fowler est fasciné par l'abstraction, voyant dans son travail d'écri-

vain, comme dans le jeu d'échecs, qui le passionne, une même « arithmétique du songe ».

Ainsi loin que remonte le narrateur dans ses souvenirs d'enfant à la santé fragile, il retrouve le plaisir des mots, des histoires racontées par une mère neur-

ces « rapports amoureux, ombreux et passionnés » qu'il entretient avec les livres. De plus en plus, Fowler s'éloigne des autres, qu'il choisit peut-être par crainte d'être « trop peu doué pour l'existence ». Il traverse trois quarts de siècle avec la plus

phale, sa seconde épouse. Victoire, élégante et frivole, fait resurgir dans sa vie « l'hypothèse du bonheur ». Mais ce bonheur, il s'acharne à le détruire par la jalousie et la suspicion, pour n'en conserver, après leur rupture, que sa forme amoindrie, abstraite : le regret.

La vraie vie de Fowler, c'est sans doute avec ses livres qu'elle se confond. Le premier, *Ténébreux*, fruit d'un travail rigoureux et frénétique ; *Ransom's End*, son livre préféré, présentant un héros cynique et désespéré, et qui reçoit un accueil glacial ; *Morning Glory*, portrait d'un artiste malade au déclin de ses forces créatrices, dont le succès de scandale est le résultat d'un malentendu ; enfin *Le Magicien*, histoire d'un illusionniste de renom, dont il accueille l'échec avec une sorte de soulagement : comme si se défilait à la fois la répression qui lui valait l'amour de Victoire et l'imposture sur laquelle reposait son succès d'écrivain.

Dans ce roman que l'auteur a placé sous le signe de Benjamin Constant et de Henry James, la sècheresse un peu didactique de la démonstration tend à l'emporter sur l'émotion, et peut-être était-il hardi, mais périlleux, de dépeindre un « amateur en sentiments » qui ne semble jamais si sincère que dans son dédain du lecteur. Mais on peut admirer la souffrance, la parfaite maîtrise de la construction romanesque et la sobriété classique de l'écriture, qui permettent d'attendre beaucoup de Jean-Philippe Arrou-Vignod.

MONIQUE PÉTILLON.

★ **UN AMATEUR EN SENTIMENTS**, de Jean-Philippe Arrou-Vignod, Gallimard, 234 p., 85 F.

(1) Gallimard, prix du premier roman 1984.



BERNARD CLÉRY.

thénique. Entre eux s'établit un lien étrange, comme si à travers la lecture elle l'avait « préparé à l'avance aux distillations du monde ». Plus tard, une éducation solitaire, donnée par une préceptrice française, puis le mort prématuré de sa mère, renforcent sa sauvagerie et favorisent

grande indifférence possible aux gens et au monde extérieur. Malgré quelques indications de dates, à peine quelques allusions nous permettent de savoir de quelle époque il s'agit.

Celle qui pourrait changer la vie de Fowler est Victoire, une jeune actrice à la beauté triom-

Verve orientale

Paula Jacques et sa tante Carlotta nous font apprécier toutes les saveurs de l'exotisme.

SE RÉJOIR de la mort de son prochain, c'est pêcher devant l'Éternel. Plaise donc au Très-Haut d'accorder, par avance, circonstances atténuantes et pardon au lecteur qui, tombant dans les rets de Paula Jacques, ne manquera pas de succomber à cette tentation. En effet, comment ne pas jubiler quand la mort d'une tante Carlotta (créature fictive, à Ségneur !) donne à l'auteur liberté et, prétexte d'une quête nostalgique mi-burlesque, et d'un dépaysement qui tient autant à sa verve qu'à l'exotisme « des situations et des lieux » ?

Tante Carlotta était l'une des cinq sœurs Sosniao. Avant d'échouer dans cet hospice de vieillards du Caire où elle vient de mourir, elle a connu son heure de gloire, défrayant la chronique caennaise et attirant, du même coup, l'opprobre sur sa famille. Danscuse du ventre, elle s'était fait à la force du gombri une existence destinée que les hommes adulaient et que sa nièce, Camélia, la narratrice, admirait en secret. Nées au Caire, comme Carlotta, ses quatre sœurs, numériquement vaines et s'accommodant fort bien de cet état, ont émigré à Paris dans les années 50. L'annonce de la mort de Carlotta va les jeter dans le désarroi et les ratiocinations de marchands de tapis. L'Égypte est loin, et la mort coïncide, comment faire face à la situation ? Femmes du Sud, les sœurs Sosniao ont conservé sur la langue, malgré l'exil, toutes les épices de l'Orient. Chacune de leurs réunions donne lieu à des morceaux de virtuosité verbale, où se mêlent

querelles, crieries, renversements d'alliances et réconciliations. Or donc, Carlotta est morte, et l'on débat de son sort post-mortem dans le petit appartement qu'occupe à Viroflay la mère de Camélia. Le ton monte, on s'acharne dans la perfidie quand, pour couper court, Camélia propose obligamment d'aller s'enquérir sur place des circonstances du décès et, le cas échéant, de veiller au bon ordonnancement de la sépulture.

La « demoiselle du dérangement »

Lorsqu'elle débarque enfin au Caire, qu'elle a quitté vingt ans plus tôt, c'est une ville surpeuplée, crasseuse, bruyante qui saute aux yeux de Camélia. L'Égypte de Sadate n'est plus celle de l'enfance, le passé a bel et bien trépassé. Elle y vivra, cependant,

quelques semaines fertiles en péripéties et devra endurer les appels téléphoniques intempestifs de sa mère qui, là-bas, à Paris, s'inquiète : « Mais que se passe-t-il au Caire ? (...) J'ai appelé la demoiselle du dérangement et je lui ai dit : Mademoiselle, c'est une mère qui vous parle. On vous m'arrange le téléphone, on vous préserve les pompes funèbres qu'une cliente les attend à Viroflay. » Ces délectables interventions de la mère, qui monologues à longueur de mianthes taxées, s'épanche, profite, exaspère Camélia, ont la saveur des pâtisseries orientales.

Roman débridé, et prospérant paradoxalement, les vertes de l'authenticité, l'héritage de tante Carlotta. Bénédiction ! vraiment, d'une langue pleine de faconde et de force gégénère. Une réussite.

ANNE BRASANCE.
★ **L'HÉRITAGE DE TANTE CARLOTTA**, de Paula Jacques, Mercure de France, 343 p., 98 F.

la documentation catholique

Les textes essentiels émanant du
SYNODE DES LAÏCS DE ROME
sont publiés dans
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
N° 1949 - 1950 et 1951.
LE N° 22 F - LES 3 N° 50 F

Commander les 3 volumes à : La Documentation Catholique
5, rue Bayard, 75008 Paris 8e - Tél. (1) 46-62-51-51
ou à votre libraire habituel par envoi à : Librairie de Bayard Presse

XX^e SIECLE

Michel Winock a choisi de ficeler ses quarante chroniques avec une sorte d'autobiographie intellectuelle, aussi fine, aussi passionnante que celles-ci. Les historiens ne sont plus obligés de s'effacer au nom de l'impartialité : leur vie est une partie de l'histoire qu'ils racontent, qu'ils concourent.

Théodore Zeldin / Le Monde

Chronique des années soixante

Jean-Noël Jeanneney, corsuscant, amusant, subtil, met divers sujets d'actualité (comme le SIDA, les prisons privées, les émeutes estudiantines, etc.) côte à côte avec des événements tirés d'un passé oublié. La surprise, c'est qu'il le fait non pour dire : rien n'est nouveau, mais pour révéler l'ambiguïté des enjeux contemporains.

Théodore Zeldin / Le Monde

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Jean-Noël Jeanneney

Editions du Seuil

مكتبة

حکومت ازاد

Les dimanches amers de Boris Schreiber

Une comédie cruelle à l'italienne : la vie très ordinaire d'un homme très gris.

BÉATOR, l'anti-héros de la *Traversée du dimanche* (1), est un petit homme gris qui, grâce à un dosage complexe de gouttes et de pilules, a réussi à vaincre l'angoisse et l'insomnie. Né vieux, il a vu avec soulagement son âge rattraper son esprit et a franchi, sans se poser de questions inutiles, le cap de la cinquantaine.

Ce végétarien considère la sécheresse de son existence comme une espèce de miracle, parfaitement accordé au désert des heures et des rues. Son petit studio, dans un quartier résidentiel de Paris, lui ressemble. Les meubles y sentent l'encastrement et l'épargne.

Boris Schreiber ne force jamais le trait et le moindre détail sonne si juste que la lecture de son roman inspire une sorte de malaise. Ce Béator, après tout, n'est ni pire ni meilleur que nombre de personnes que nous connaissons ou fréquentons, et certaines de ses manies nous rappellent même quelques-unes de nos habitudes. Les dimanches représentent le seul Eldorado à la portée de cet homme ordinaire. Le temps lui semble alors avancer par reptation, et il savoure chaque minute passée en pantoufles devant son poste de télévision. Béator serait le plus heureux des solitaires s'il ne devait rendre périodiquement des visites à sa

mère, qui, pour ne pas le gêner, a eu la délicatesse de se placer dans une maison de retraite, en banlieue.

Béator évite, dans la mesure du possible, de souhaiter son anniversaire à la vieille dame, car il n'aime guère les dépenses inutiles. Mais, comble de malheur, l'anniversaire tombe, cette fois, un dimanche et notre héros ne sait comment échapper à cette corvée qui lui gâchera sa journée de repos et lui coûtera quelque argent. Béator hésite tant et si bien que les heures passent et que, bientôt, il se demande si cela vaut encore la peine qu'il accomplisse un tel trajet pour ne rester que quelques instants auprès de sa mère.

Boris Schreiber peint les traits et les mœurs de Béator avec une sombre jubilation, en accentuant le ridicule et la petitesse d'âme de ce personnage. Aussi, son roman ressemble très vite à l'une de ces comédies cruelles dont le cinéma italien a le secret. Alfredo Sordi ferait un Béator plus vrai que nature.

PIERRE DRACHLINE.

★ LA TRAVERSÉE DU DIMANCHE, de Boris Schreiber, Lemaire Asco, 199 p., 72 F.

(1) Pour cet ouvrage, Boris Schreiber vient d'obtenir le prix Sainte-Beuve 1987.

La chanson de Roland

L'Ombre d'une frange, ou le journal d'un dilettante provocateur.

ON est dur avec lui. On le traite de muscadin, d'esthète et de dandy amer. Si on lui accorde volontiers le charme des enfants quand ils sont terribles, on lui fait procès de sa légèreté et de son cynisme. On dit : ce cavalier ne songe qu'à moitié à l'au-delà. Ou bien : ce galopin de Vénus joue les danseurs d'abîme.

Bref, on connaît la chanson de Roland. Au tribunal des pulsions, cet éternel soupireur ne cesse de plaider sa cause : auprès du lecteur, des femmes, de l'avenir, de lui-même. Dans *L'Ombre d'une frange*, la dernière page arrachée au journal de sa vie, et sous la frivolité du titre, Roland se réitère, tente de se ressembler : il se palpe le cœur, il se frotte les yeux, il aggrave son cas. Qu'importe le fond de la doctrine, c'est l'élan qu'il goûte comme le jeune Barres, qui sut avant lui accueillir tous les frissons de l'univers. Dans l'arrière-saison du siècle, il s'exerce comme Barbey, dans les salons glacés de Mme du Fayet ou de la marquise du Valion, à « l'ascendant inouï de la plus complète indifférence ». Cuirassé dans ses ardeurs de sceptique, il passe aux aveux afin de mieux publier ses émois. Il résiste. Il continue le combat. Seul, dans un théâtre vide où ne résonnent plus depuis longtemps les soubres d'Adolphe et les plaintes d'Amiel.

Pour un peu, il serait démodé. Bravo.

Toujours obsédé par la perfection et tenté par la dernière extrémité, il caresse ses démons familiers (Orson Welles, Kierkegaard, Billy Wilder, Louise Brooks, Nietzsche), auprès de qui il polit inlassablement la juste diction du désastre. Il taquine mollement le destin, et songe à se tuer en relisant par exemple une lettre de Sénèque, mais il a peur de se faire mal.

Comme il est obstiné à régir ses sensations et à jouer scientifiquement, on ne sait pas s'il est dilettante ou fanatique. On ne sait pas non plus s'il est extrémiste ou sentimental : dans *Le Bal des maudits*, d'Edward Dmytryk, il s'identifie à Monty Clift et avoue plus loin : « Ce n'est qu'au cinéma que les deux nous accordent de retrouver la petite fille de huit ans aimée d'un amour sauvage, atroce, éternel. » Oh l'on voit que, sous le détachement souverain du dandy, se cache une sensibilité. D'accord, il est aimé, il est bon, il va bien, mais il ne connaît pas le (son) bonheur. Il se lamente. Il geint. (C'est la faute à Freud.) Il savoure de haut, en blasé, les maigres joies, les insipides décamétons que notre temps lui inflige.

Ce pessimisme doit lui venir de nature. En fait, il le sait bien, c'est un système où il peut prêcher à son aise, s'acharner à convaincre sans renoncer à séduire, et qui abonde en preuves. Les raisons de s'affliger ne manquent pas, mais, bon, pas de panique, ce sera bientôt « l'heure sacrée de [son] thé chez Dalloyau ».

« Nevermore !... Et puis zut ! »

Chez Roland, un caprice peut devenir un axiome et un axiome une sensation. Seul compte l'instant : tout le passé est dénué de charme, de substance, de réalité, jusqu'au souvenir de ce père qui lui écrivait, autrefois, des lettres de reproche dignes d'être lues par un jeune poète. La nostalgie n'est pas son fort. Il préfère le culot, la vitesse, le luxe, la détente, les femmes. A part cela, — est-il ingénu ou roublard ? — il ne craindrait pas de faire l'amour en écoutant *Only You*, des Platters ; avouez qu'il faut être un intellectuel d'origine suisse pour concevoir sans rire une chose pareille.

D'ailleurs, il y a chez ce bel affranchi, cet irrégulier, ce viveur plus de prude timidité qu'on ne pense. Ce dragueur de minettes est un Helvétie. Cet amateur de Lolita conserve dans le style une allure un peu raide de clergymen calviniste. Et s'il feint, en athée accompli, de s'amuser de tous ses nerfs, il redoute un peu de recevoir un jour la facture de ses frasques. Il se sent très partagé à son propre endroit : il se dégoûte parfois, pas souvent du reste, mais sans jamais se perdre de vue. D'ancien et douillet, il se répuge, il s'aime, il se félicite, il s'adore comme s'il était le cigare de Freud ou le monocle de Fritz Lang, mais, rien n'est simple, il voudrait sévir.

Au fond, faut-il se tuer à composer une œuvre ? Non, ça, c'est ballot. Il y a sans doute mieux à faire : vivre, vadrouiller, séduire, éventuellement, même, en écrivant des livres. Sa devise : en pure perte et à tiro-larigot. Le talent — il en est pourri — ne suffit pas à tromper l'ennui, le spleen et le *taedium vitae*. Son épitaphe, ce pourrait être une petite phrase de son cousin en désespoir, Archibald Olson Barnabooth : « Nevermore !... Et puis zut ! », l'ultime pirouette du dédain. A la dernière page, agacé et vaincu, on est bien forcé d'admettre qu'on a trouvé chez Roland cette modestie, cette saveur qu'on ne trouve qu'à soi.

FRÉDÉRIC FERNET.

★ L'OMBRE D'UNE FRANGE, de Roland Jaccard, Grasset, 183 p., 68 F.

UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ
THOMAS MORE : SON SECRÉT :

L'UTOPIE

ORIGINAL INTÉGRAL élucidé et traduit par André Prévost, docteur ès lettres, lauréat de l'Académie française. Biographie. Tables, index, 790 pages, format 18 x 24.
UN PRESTIGIEUX VOLUME : papier à l'antique, reliure de luxe, titres or, toile de lin chiffrée, signets, sous écrit.
Portraits de MORE en couleurs par Hans Holbein.
LE LIVRE A OFFRIER : livré par retour. Emballage à toute épreuve : *L'Utopie de Thomas More* : 210 F. franco.
COMMANDES : Professeur A. Prévost, C.C.P. 1482-61 Z Lille. Chèque ou Eurochèque en francs français à A. Prévost, 16, avenue des Fleurs, 59110 La Madeleine, France.
Pour envoi recommandé ajouter 20 F. Tél. 20 55 29 16

la vision de l'Europe



KONRAD ADENAUER

JOSEPH ROVAN

KONRAD ADENAUER
par Joseph Rovan

Politiques & Chrétiens - 2 BEAUCHESNE

UN BEAU TEMOIGNAGE SUR LA

Jacques Dupuy

Le voyage Marine



PATERNITÉ

« Elle ne courrait pas, Marine, ne nait pas, ne serait pas. Tantôt, parmi d'autres, Elle n'entendrait jamais les rires de ses frères. Marine ne verrait pas la mer. »

Aubier

DU MONDE ENTIER

PARUTIONS D'OCTOBRE 1987

Ferdinando CAMON

La femme aux liens. Roman.

Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro et Danièle Dubroca.

Mary GORDON

Des hommes et des anges.

Roman. Traduit de l'anglais par Elisabeth Gille.

Margarita KARAPANOU

Le Somnambule. Roman.

Version française de l'auteur.

Mario VARGAS LLOSA

Qui a tué Palomino Molero ?

Roman. Traduit de l'espagnol.

par Albert Bensoussan.

GALLIMARD

CATHERINE CLÉMENT



Le goût du miel

L'invitation au voyage : les "tropiques" ne sont pas toujours tristes

Collection "Figures" dirigée par Bernard-Henri Lévy

GRASSET



18 octobre 1977

mort d'Andréas
BAADER,
Jan Carl RASPE
et Gudrun ENSSLIN.
Dix ans plus tard,
l'analyse des
faits...

268 pages, 115 F

MERIDIENS KLINGENBERG
Tél. 42 61 64 60

magazine
littéraire

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées ;
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

NOVEMBRE 1987 - N° 247

CINQUANTE ANS
DE POÉSIE
FRANÇAISE

Claudel, Apollinaire,
Saint-John Perse, Jouve,
Aragon, Supervielle, Genet,
Michaux, Char, Ponge.
Un dictionnaire des poètes
contemporains.
Les poètes fondateurs :
Rimbaud, Lautréamont,
Léonard, Valéry...

Entretien : Pierre Vidal-Naquet

Cinq autres numéros de journaux : 24 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 84 F

Cocher sur la liste ci-après

les numéros que vous choisissez :

- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Raymond Braudel
- ☐ 80 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécial Japon
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'œil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckwith
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Malraux
- ☐ Heidegger
- ☐ Torgueville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire

ou postal.

magazine
littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris
Tél. 45-44-14-51

● HISTOIRE

Etre juif et résistant pendant la dernière guerre

La Résistance juive en France, de Lucien Lazare : un tableau détaillé... mais déformé

LUCIEN LAZARE dresse le premier tableau d'ensemble, très détaillé, de l'activité des organisations juives pendant les années tragiques de 1940 à 1944, mais, ne parvenant pas à maîtriser une définition de la « résistance juive », il en présente une version idyllique, fortement mythique, selon laquelle toutes les organisations juives auraient été résistantes.

Il eût été plus simple de revenir à ce qu'avait écrit, dès 1947, un résistant juif et sioniste éminent, David Knout : « Nous ne suivons pas ceux qui ont quelque peu cultivé le terme de résistance en l'appliquant aux diverses manifestations d'opposition ou de défense. Replaçant ce mot dans son contexte historique, nous n'appellerons « résistance » que l'action dirigée par un organisme clandestin et hiérarchisé, dont les membres, liés par la discipline, se sont engagés, au mépris de leur vie, à la lutte défensive et offensive contre l'ennemi nazi » (1).

Au contraire de cette définition, Lucien Lazare assimile à la Résistance des organisations qui, de 1940 à 1942, ont vécu légalement, parfois subventionnées et encouragées par le gouvernement de Vichy, et pour certaines d'entre elles considérées par la police, au début de 1942, comme inoffensives. Ainsi des Eclaireurs israélites de France, qui privilégiaient le retour à la terre, l'étude de la culture juive et la préparation de cadres pour la Palestine ; ou de l'Armée juive, dont l'objectif principal était de participer à la création d'un Etat juif en Palestine et de préparer, à cet effet, des cadres destinés, par la force des choses, à combattre un jour... les Anglais ; ou, encore, de ce mouvement Yechouvoun, qui se consacrait à l'enseignement de l'hébreu. Toutes activités parfaitement honorables, mais sans rapport direct avec la lutte contre l'occupant nazi.

Les internements arbitraires

Lucien Lazare passe la mesure lorsqu'il place l'Union générale des Israélites de France (UGIF) parmi les organisations de résistance juive. L'UGIF a été créée par le gouvernement de Vichy sur pression du SS Dannecker, l'homme d'Hitler en France. L'UGIF était destinée à remplir un rôle analogue à celui des Judenräte, nommés par les nazis dans les ghettos de l'est de l'Europe. Organisme juif entièrement contrôlé par les nazis et dont la fonction était de soumettre les juifs aux injonctions nazies.

La conspiration du silence

(Suite de la page 13.)

Tous sont nés pendant la guerre ou après, ont été engendrés et élevés par d'anciens nazis, obscurs ou hauts dignitaires ; ils ont connu, aussi, des décennies de démocratie allemande. Permettent-ils de mieux comprendre l'Allemagne d'aujourd'hui ? de reconnaître, de craindre une filiation, ou au contraire de la refuser ? Dites-nous que vos parents étaient des monstres, demandez en quelque sorte l'auteur. Et les enfants de répondre : je les aime, ou il ne m'aime pas assez, ou je le hais aujourd'hui, ce monstre muet qui ne m'a jamais rien dit ni transmis.

Le silence, voilà ce dont se plaignent les enfants de nazis. Pas d'explication, pas de regret, pas d'autocritique, pas de deuil. A ce silence de leurs parents correspond le bavardage de l'école et des médias sur Hitler et le III^e Reich.

Le silence, c'est ce qui habite aussi les familles juives survivantes, dont les enfants allemands ou autrichiens sont interviewés en alternance avec les premiers dans la version française. Ce silence-là, sur les camps, sur les souffrances et les douleurs, sur la perte des

êtres chers, les enfants ne veulent pas le rompre. Mais il les hante, les maintient en alerte, prêts à partir, valise faite à l'avance. « Je ne me ferai pas surprendre une deuxième fois. » L'attachement méfiant à cette Allemagne où les parents sont revenus après guerre, l'attachement à la jiddishité, quel que soit l'engagement religieux, se combinent de manière complexe.

Une terrible logique

Hélène, seize ans, Autrichienne, revendique hautement, avec sa copine Ruth, la foi juive retrouvée ; Turi, trente-huit ans, est devenu policier en Allemagne ; David, quinze ans, voudrait bien être comme les autres et cesserait d'aller à la synagogue « s'il arrivait quelque chose, de nouveau ». Tous s'interrogent : qu'est-ce qui m'a été transmis ? Qu'est-ce que je dois transmettre ? La logique de Martha est terrible. Elle a vingt-huit ans, elle est journaliste. Ses parents se sont connus au sanatorium, en sortant des camps. La scène de leur rencontre est tellement belle, aveuglante. Elle

l'automne 1942, ont commencé à informer massivement sur la destination des déportations et sur l'extermination ? Comment mettre sur le même pied une organisation dont les dirigeants « négociaient » avec les SS ou avec les responsables du Commissariat aux questions juives et d'autres - le deuxième détachement FTP-MOI, l'OJC - qui combattait les nazis les armes à la main ?

« Appartenir au système du Conseil juif équivalait à devenir une pièce de l'engrenage subtil et invisible faisant tourner la machine de l'extermination », observe pourtant lui-même Lucien Lazare. De nombreux responsables juifs, en toute bonne foi et bien inconsciemment, se sont soumis et ont été utilisés dans l'engrenage de l'extermination. Trop de ces dirigeants, dont la détermination était inspirée par les meilleures intentions, n'ont pas compris qu'ils vivaient une situation exceptionnelle, exigeant des décisions exceptionnelles, et que, face à la guerre totale engagée par Hitler contre les juifs, les demi-mesures n'étaient pas de mise.

Si les nazis n'avaient pas été vaincus, particulièrement grâce à

l'action de la Résistance, tous les juifs d'Europe auraient été exterminés et jamais un Etat juif n'aurait vu le jour en Palestine. Il est donc vain de vouloir opposer une résistance « spécifiquement juive » à la Résistance en général. La survie des juifs passait par la défaite de Hitler. C'est d'ailleurs ce qu'ont bien compris des milliers de juifs français, qui ont été souvent parmi les premiers à entrer en résistance, dans des organisations non spécifiquement juives, de Daniel Mayer à Pierre Mendès France ou Léo Hamon, du général Bloch au grand historien Marc Bloch. Leur combat

dans ces organisations ne les a pas empêchés de préserver leur sensibilité juive. Bref, on regrette que le gros travail d'information accompli par Lucien Lazare s'accompagne d'une analyse qui s'éloigne par trop de l'histoire.

On retrouve ce même débat dans la dernière livraison de la revue *Paroles* (2), spécialisée dans les études juives. Dans une communauté traversée de conflits idéologiques et politiques, il serait très dommage que l'histoire des juifs au cours des années noires, traitée comme un enjeu, en soit déformée au point de devenir méconnaissable.

STÉPHANE COURTOT.
Auteur, avec Jean Raynal, de *Qui avait quoi ? L'extermination des Juifs, 1941-1946, La Découverte*. (Voir la chronique de Jean-Pierre Rioux dans « Le Monde des Livres » du 9 octobre.)

★ LA RÉSISTANCE JUIVE EN FRANCE, de Lucien Lazare, Stock, 424 p., 139 F.

(1) Contribution à l'histoire de la résistance juive en France, 1940-1944, de David Knout, éditions du CNJC, Paris, 1947.

(2) *Paroles*, numéro 6 (novembre 1987), éditions J.-C. Lattès, 75 F.

conclut : « Un amour comme celui-là, cela ne peut plus exister aujourd'hui... Je crois que je ne me marierai jamais ».

Ce livre, oppressant parfois, entrouvre les abîmes des tragédies familiales. Il est d'autant plus important qu'il vient en contrepoint d'autres ouvrages, fort savants et documentés, qui analysent avec les méthodes de la critique historique le fonctionnement de la machine nazie. Le silence de la table familiale était aussi indispensable à la mise en œuvre du projet du « Reich de mille ans » que les bataillons de SS. De ce secret dépendait aussi l'un des secrets les plus terribles du fonctionnement de cette machine de mort : l'effacement total de la parole devant les actes. Peter Sichrovsky, qui vit et travaille dans l'Autriche de Kurt Waldheim, a su faire surgir, à force d'insistance, ces mots douloureux que beaucoup de ses compatriotes préféreraient voir à jamais enfouis.

FRANÇOISE ROSENZWEIG.
★ NAÏVE COUPABLE, NAÏVE VICTIME, de Peter Sichrovsky, traduit de l'allemand par Klaus Schöffels et Alain Brossat, préface de Gilles Perrault, éd. Maren Sell et Cie, 322 p., 110 F.

● PHILOSOPHIE

Les mathématiques comme une grammaire

Wittgenstein commenté par Bouveresse : rigueur, exactitude et abstinence

DE tous les philosophes postérieurs à Nietzsche, Wittgenstein (1889-1951) est l'un des plus importants et, sans doute, le plus original. En France, Jacques Bouveresse est son interprète le plus autorisé (1). C'est dire si la parution de *La Force de la règle*, le troisième livre de Bouveresse et le troisième qu'il ait intégralement consacré à Wittgenstein, devrait intéresser la communauté philosophique.

Malheureusement, les progrès des études wittgensteiniennes en France sont encore lents. Le public spécialisé s'intéresse peu, chez nous, à cette forme de pratique philosophique qui privilégie la rigueur, conseille l'exactitude et débouche sur l'abstinence. Je le déplore une fois de plus : en matière de philosophie des sciences comme de philosophie du langage (2), les chercheurs français ont pris beaucoup de retard. Qu'ils s'accrochent donc, pendant qu'il en est encore temps, au dernier livre de Bouveresse !

Réalisme contre nominalisme

Livre difficile, il est vrai. Le problème qu'il aborde n'est pourtant pas nouveau : toute la philosophie classique, déjà, s'était intéressée au statut des vérités dites « nécessaires », vérités d'ordre logique ou mathématiques. A travers lui, c'est la question du fondement même des mathématiques qui est en cause. Question cruciale, sur laquelle deux grandes écoles s'opposent.

La première, d'origine platonicienne et globalement suivie par Frege et Gödel, affirme que les vérités nécessaires ne sont qu'expériences de relations idéales d'un certain type, des relations objectivement nécessaires. Les mathématiciens ne feraient donc que décrire les propriétés d'objets idéaux, existant réellement dans l'univers intelligible. C'est ce qu'on pourrait appeler l'école réaliste. La seconde tendance, nettement moins représentée dans l'histoire, prône au contraire un nominalisme prudent. Pour elle, les entités mathématiques ne sont que des mots (des noms) ; les propositions de la logique ne sont que des tautologies ; l'édifice tout entier de la science n'est donc qu'un jeu de langage, et nous n'acceptons ce jeu que parce qu'il se révèle commode à l'heure d'agir sur le réel.

Mais le nominalisme ne parvient pas à dire pourquoi ce langage-là, et non un autre, est le plus approprié pour transformer le réel. C'est là que Wittgenstein intervient par une remarque qui, en déplaçant le problème, l'éclaire d'un jour nouveau. Si les vérités mathématiques, dit-il, sont aussi opérationnelles dans la réalité, c'est justement parce qu'il ne s'agit ni de vérités ni de propositions décrivant des objets - mais tout simplement de règles, de même nature que celles de la syntaxe. La mathématique n'est donc qu'une grammaire. Et cette grammaire est autonome par rapport à toute espèce de réalité dans la mesure où c'est elle qui nous

contraint à nous représenter le monde de telle ou telle façon.

La validité d'un tel point de vue se justifie par ses applications. Considérer les vérités mathématiques comme des normes définissant ce qu'il est ou non permis de faire permet d'abord de reconstruire l'édifice de la science avec une remarquable économie de moyens. Quant aux objets théoriques forgés par celle-ci, leur nature n'est plus mystérieuse. Un concept n'a pas d'autre signification, selon Wittgenstein, que celle que lui assignent les règles de la grammaire qui le régissent. Des parallèles ne sont, par exemple, que des droites auxquelles il est interdit de se rejoindre. Enfin, cette vision grammaticale de la réalité scientifique ne présente pas, comme le nominalisme traditionnel, l'inconvénient d'abandonner la théorie à l'arbitraire. Que les règles de syntaxe soient des conventions ne veut pas dire, en effet, qu'elles soient gratuites : bien des raisons d'ordre pratique doivent au contraire avoir motivé le mathématicien à adopter ces conventions-là plutôt que d'autres.

Bref, la conception que Wittgenstein s'est faite du fondement des mathématiques débouche sur un conventionnalisme modéré, susceptible de rendre les meilleurs services au savoir sans lui donner trop de maux de tête métaphysiques. Éliminer la confusion, faire le ménage dans cette maison mal rangée qu'est notre cerveau : on retrouve ici l'inspiration première qui n'a cessé d'animer, jusqu'à la fin, la philosophie wittgensteinienne.

Mauvaise humeur

On ne peut donc que remercier Jacques Bouveresse d'avoir traité à fond ce problème sur lequel bien des interprètes de Wittgenstein avaient avoué leur perplexité, tant la pensée du maître est parfois difficile à capter. On lui pardonne même, à ce titre, certaines pages dictées par une mauvaise humeur fort peu philosophique et dans lesquelles Bouveresse, à son habitude, se fâche tout rouge, non seulement contre ceux qui ne s'intéressent pas à Wittgenstein, mais aussi (et surtout) contre ceux qui s'y intéressent... d'une autre façon que lui ! Il s'agit là, heureusement, d'une polémique très secondaire, qui n'empêche rien à l'intérêt du livre.

CH. DELACAMPAGNE.

★ LA FORCE DE LA RÈGLE, de Jacques Bouveresse, Ed. de Minuit, coll. « Critique », 178 p. Minuit réédite en même temps le *Mythe de l'intermédiaire* (1976), un ouvrage de Bouveresse également consacré à Wittgenstein.

(1) Gallimard réédite dans la collection « Tel » l'essai de Wittgenstein : *De la certitude*.

(2) A propos de philosophie du langage, je tiens à signaler ici un ouvrage consacré au père de cette dernière, l'Américain Charles S. Peirce. Ce livre réunit des textes de Peirce et de ses disciples, traduits et présentés par John Deely, éd. John Benjamin Publishing Company, Amsterdam.

— LA VIE DU LIVRE —

VENDEZ
TOUT L'ANNÉE
LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat
de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'École-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-43, 75006 Paris
M. Odéon - RER Luxembourg

Inauguration
le 7 novembre 1987
DU MARCHÉ DU LIVRE
ANCIEN ET D'OCCASION
au Parc Georges-Brassens
rue Brancion, Paris 15^e
Tous les samedis et dimanches
CPE, 20, rue de Solferino, 75015 Paris
Tél. : 47-53-51-51

مكتبة الزهر

● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

Georges Vallin et les lumières de l'Orient

Le nom de Georges Vallin demeure inconnu de la plupart — même parmi les philosophes dits « professionnels ». En fréquentant son œuvre, on devine que l'homme ne prêtait guère les compromissions, la publicité, ni les à-peu-près qu'elles engendrent. A force de préférer l'Absolu au cinquant, il a fini par n'avoir que quelques lecteurs. Leur indéfectible fidélité ne compense pas l'ignorance des autres — laquelle fait, en un sens, injure à la pensée.

Il est vrai que ce philosophe avait accoutumé, aux yeux de l'époque, beaucoup de handicaps. Vouloir saisir les limites de la métaphysique occidentale à la lumière des modèles spéculatifs de l'hindouisme et du bouddhisme : le geste suscitait des résistances, voire des surdités incurables. S'attacher avec rigueur à dégager les perspectives communes à des pensées aussi diverses apparemment que celles de Platon, de Plotin, de Maître Eckhart pour l'Occident et de Nāgārjuna, de Shankara, de Lao-Tseu pour l'Orient, voilà qui éveille la méfiance des trois philosophiques de l'expérience spirituelle qui constituent le fondement de cette « perspective » traversant l'histoire et les cultures, n'est pas trop. C'est plus que la frivolité du temps et la rigidité des chercheurs « sérieux » n'en peuvent supporter.

Cela n'a pas empêché Georges Vallin de poursuivre, solitairement, une œuvre aussi exigeante que discrète. Docteur d'Etat en 1956, il publie, en 1959, son œuvre majeure, la *Perspective métaphysique* (PUF, rééd. 1977-Dervy-Livres), et une volumineuse application de ses analyses à une question-clé : *Etre et individualité* (PUF, 1959). Mis à part *Voie de gnose et voie d'amour* (Présence, 1980), la liste de ses livres s'arrête là. L'essentiel du temps de Georges Vallin fut consacré à son enseignement, à l'université de Nancy, à partir de 1964, à celle de Lyon-III, après 1968. Il est mort prématurément, à soixante-deux ans, en 1983.

L'ESSENTIEL des articles qu'il a publiés entre 1965 et 1982 vient d'être regroupé dans un recueil intitulé *Lumières du non-dualisme*, où aux soins de Mme Madeleine Vallin et publiés par les Presses universitaires de Nancy. Bref et dense, l'ouvrage constitue une excellente voie d'accès à la pensée de ce philosophe. Plus fondamentalement, puisque toute conception d'une pensée « personnelle », individualisée et singulière leur est étrangère, ces textes sont une invitation à lire de manière authentiquement philosophique les œuvres les plus spéculatives du brahmanisme et du bouddhisme.

Ce que Georges Vallin trouve dans ces traditions, ce n'est pas un refuge contre le réel. Son Orient n'est pas un lieu de fuite ou d'évasion — pas plus que celui d'Henry Corbin, dont il fut proche. C'est, au contraire, un lieu d'engagement et, surtout, d'intégration. Dans les commentaires de Shankara sur les Vedānta-Sūtra, le philosophe découvre l'approche intellectuelle la plus rigoureuse de l'Absolu dans sa réalité. Par définition, celle-ci ne peut être limitée par rien. Toute forme de dualité, d'opposition ou de dichotomie s'y résorbe. Le divin n'y est plus séparé de la chair, ni l'esprit de la matière ou un Dieu cré-



teur de sa création. Cette « affirmation intégrative », comme dit Georges Vallin, réinsère dans l'Absolu la Nature, mais aussi le négatif, le fini, le relatif, voire le mal et la destruction — car rien ne saurait subsister en dehors, ou séparément.

Contrairement à des courants courants, cette perspective ne doit pas être confondue avec un panthéisme ou un naturalisme moniste. « Le caractère fondamental des modèles théoriques que nous offrent les diverses formulations du Non-dualisme oriental, souligne Georges Vallin, consiste dans l'affirmation simultanée et paradoxale de son immanence intégrale au monde ou à la manifestation. » C'est pourquoi les pratiques méthodiques du yoga n'ont rien à voir avec une « extase » : il ne s'agit pas de sortir de soi-même. Il s'agit plutôt de saisir qu'on n'y est jamais vraiment entré, que l'ego n'est qu'une clôture illusoire.

Ce qui est intéressant, dans la démarche de Vallin, c'est que la puissance théorique du non-dualisme oriental lui sert à déceler les limitations et les impasses de la métaphysique et de la théologie occidentales. Cette lumière lui permet de repenser de façon critique le Dieu « unidimensionnel » du monothéisme, qui abandonne « l'intégration du féminin » dans l'être même de l'Absolu. La « première mort de Dieu » serait à dater de « l'avènement du Dieu personnel, éthique et créateur du judéo-christianisme ».

C'est aussi l'histoire de la philosophie qui serait à récrire : son déclin commencerait avec la révolte d'Aristote contre Platon et la réduction de la métaphysique à l'ontologie. Toute l'aventure de la pensée occidentale pourrait se lire comme une fascination insurmontable pour l'ego. Du Dieu personnel au néant serait, en passant par la question de la substance ou celle de la mort de l'homme, la tragédie propre à l'Occident serait la longue exploration du fait que « l'enfer, c'est l'ego ». Bien d'autres thèmes se greffent sur cette vaste perspective, ici à peine esquissée.

La démarche de Georges Vallin prête cependant la fièvre à de multiples critiques possibles. On peut lui faire grief de ne pas toujours évaluer suffisamment ses analyses sur l'étude ponctuelle et serrée de textes précis — travail qui infléchirait peut-être certaines de ses affirmations. Rien chez lui ne correspond à la minutie d'un Corbin, d'un Lacombe ou d'un Puech, accomplissant des tâches de philologues sans cesser d'être philosophes. On peut également penser que, à vouloir tout embrasser des hauteurs, il perd parfois de vue l'exact relief des massifs. Il n'aurait, par exemple, des divergences difficilement réductibles entre l'Advaita-Vedānta shankarien et l'Ecole du Milieu du bouddhisme Nāgārjuna. Il ne se défait pas d'une séparation discutable envers l'œuvre de René Guénon. Il paraît souvent entravé, à son insu, par l'image d'une pensée « originaire », lointain héritage, à travers Guénon, du romantisme allemand.

Qu'importe ! Sans souscrire — de très loin — à toutes ses formulations, il convient de rendre un hommage appuyé à Georges Vallin. Parmi les philosophes, il fut, et demeure, l'un des très rares, en France, qui ait pris mesure de « la véritable révolution copernicienne » que constitue la découverte de ces zones métaphysiques au-delà des limites que l'Occident traditionnel ou classique assignait à son ontologie et à sa théologie. Il en a tenté l'exploration, sans exotisme comme sans vertige. On ressasse aujourd'hui qu'il n'y a de philosophie qu'euro-péenne, que la métaphysique parle exclusivement grec et allemand, etc. Georges Vallin a tenté de nous délivrer de notre intantation, de nous débarrasser de notre provincialisme et de notre impérialisme, puisque évidemment les deux font système. Ce n'est pas une mince affaire. Rien qu'à ce titre — il en a d'autres — il vaut la peine.

TOUTEFOIS, « ceux dont l'ignorance est encore intacte, ces lectures ne font qu'ajouter à la confusion intérieure ». Cette belle maxime figure dans l'un des *Sept Réécits initiatiques du yoga Vasistha*, traduits du sanskrit par Michel Hulin, professeur de philosophie comparée à l'université Paris-IV. Plutôt qu'un fort traité sur le Vedānta, il faut vivement conseiller à ceux qui « n'y connaissent rien » — et bien sûr aux autres — de commencer par la lecture de ces réécits. Outre leur étonnante et vigoureuse beauté littéraire, qui transparaît dans l'élégante traduction française, ces histoires font entrevoir, sur le mode de la « métaphysique-fiction », des souffrances spéculatives que le discours logique s'efforce à vouloir séparer. A côté de ces réécits, destinés à « faire comprendre l'énorme diversité des visages de l'illusion », les nouvelles de Borges ont l'air de jouets d'enfant. L'introduction de Michel Hulin est un modèle de savoir et de clarté.

★ **LUMIÈRES DU NON-DUALISME**, de Georges Vallin, traduit par Jean Boudier, Presses universitaires de Nancy, 166 p., 128 F.

★ **SEPT RÉCITS INITIATIQUES** tirés du YOGA VASISTHA, traduits du sanskrit avec introduction et notes par Michel Hulin, Berg International, coll. « L'autre rive », 196 p., 95 F.

Entre Boltzmann et Schopenhauer, la barbe...

Les deux philosophes ne s'aimaient pas : histoires piquantes.

Le physicien autrichien Ludwig Boltzmann (1844-1906) était un catholique fervent, un virtuose des mathématiques, un universitaire barbu et un esprit positiviste. Bref, tout ce que détestait Schopenhauer.

Arthur Schopenhauer (1788-1860), qui jeta un pont entre la métaphysique kantienne et le bouddhisme, était un philosophe des larmes et de l'invective, du dégoût et du néant, doublé d'un misogyne carabiné et d'un réactionnaire invétéré. Bref, tout ce que détestait Boltzmann.

Le premier, contre toute attente, se suicida le 5 septembre 1906, à Quino, près de Trieste. Et toute la communauté scientifique jugea scandaleux qu'un de ses plus éminents représentants se donne la mort. Ce qui n'empêcha pas, bien au contraire, Ludwig Boltzmann de devenir une des figures tutélaires du Cercle de Vienne, dont il fut le précurseur.

Le second mourut dans son lit, le 11 avril 1860, à Francfort. Quelques jours auparavant, pressant sa fin, il avait écrit : « Eh bien ! nous nous en sommes bien tiré. Le soir de ma vie est le jour de ma gloire, et je dis, en empruntant les mots de Shakespeare : « Messieurs, bonjour ! Éteignez ces flambeaux, le brigandage des loupes est terminé. »

Ludwig Boltzmann considérait la philosophie comme une discipline analogue aux mathématiques. Arthur Schopenhauer estimait que seuls les esprits vulgaires s'adonnaient aux chiffres et à l'histoire. Les deux hommes, manifestement, n'appartenaient pas à la même paroisse.

Aussi n'est-on guère surpris de lire sous la plume du savant viennois, qui a réuni une amitié avant sa mort diverses conférences, ainsi que ses souvenirs d'Amérique, sous le titre : *Voyage d'un professeur allemand en Eldorado*, un réquisitoire foudroyant contre le « fauteur d'inepties ». « Schopenhauer, écrit-il, manifeste son extravagance non seulement dans les questions supérieures, mais aussi dans les plus petits détails. Il a par exemple

une profonde antipathie pour les barbus. La barbe est quelque chose de mauvais et cela pour des raisons philosophiques... »

Après avoir énuméré les raisons données par Schopenhauer pour fustiger les barbus — elles se résument en l'idée que, la pilosité évoquant le monde animal, il faut que l'homme s'en débarrasse —, Ludwig Boltzmann appelle à la rescousse la psychologie : « Il serait plus vraisemblable d'expliquer qu'un professeur portant une longue barbe s'est opposé à la nomination de Schopenhauer à une chaire professorale. » Ludwig Boltzmann aspirait à libérer l'humanité de cette « migraine mentale, la métaphysique » : peut-être n'a-t-il contribué, à l'instar de Freud, qui poursuivait le même objectif, qu'à lui substituer d'autres préjugés. Dénoncer une

imposture sans devenir soi-même un imposteur n'est sans doute pas à la portée des humains.

Quant à Schopenhauer, incomparablement plus sarcastique et plus inquiet que Boltzmann, on s'en voudrait de ne pas signaler la réédition de son *Essai sur les femmes*. Pas plus que les barbes, elles ne trouvent grâce à ses yeux : perrilles, futilités, bornées et dissimulatoires, elles sont à tous égards le sexe second : « Il ne devrait y avoir au monde que des femmes d'intérieur, appliquées au ménage, et des jeunes filles aspirant à le devenir, et que l'on formerait non à l'érudition, mais au travail et à la soumission. »

S'il avait eu à commenter ce texte, Ludwig Boltzmann n'aurait pas manqué de faire remarquer que la mère de Schopenhauer devait être une féministe frivole, coquette et insupportable.

LE TALMUD DE JERUSALEM
Traduit de l'hébreu et annoté par M. SCHWAB
Édition intégrale en six volumes reliés (4.200 pages) contenant, en parallèle, le *Traité des Bérakoth* du Talmud de Babylone et des *Appendices sur la Mishna*. 2.355 F
Maisonnette & Larose

Claude DELAGE



Le moine partisan

roman

« Claude Delage raconte avec finesse cette amitié qui désagrége... Conjuguant action et réflexion, il nous offre un beau roman d'initiation. »
Olivier Mauraisin / L'Express

GALLINARD *urf*

APPEL EN FAVEUR DES ÉDITEURS CLANDESTINS POLONAIS

Vous écrivains, éditeurs, lecteurs, êtes hostiles à l'idée d'une censure étatique, dont les effets destructeurs sur la culture sont évidents.

Il y a dix ans, en Pologne, naissait un mouvement d'édition indépendant et clandestin, dont l'ampleur et la qualité rappellent plus les éditions occidentales que le fameux « samizdat » des autres pays de l'Est.

Malgré les poursuites policières, ce mouvement s'est maintenu et a grandi. Les éditeurs clandestins polonais ont rendu accessibles les œuvres d'auteurs tels que George Orwell, Simone Weil, Czesław Miłosz, Milan Kundera, Alexandre Soljenitsyne.

Votre soutien est essentiel pour que cet espace fertile reste ouvert. Aidez-nous à le garder ainsi !

Le comité de patronage du 10^e anniversaire des éditions clandestines polonaises se solidarise avec cet appel : Kingsley Amis, Alain Besançon, Maurice Blanchot, Jerzy Giedroyc, William Golding, Gustav Herling-Grudziński, Eugène Ionesco, Doris Lessing, Vladimir Maximov, Iris Murdoch, Paul Ricœur, George Theiner, Ernesto Sabato.

Vous pouvez adresser vos dons à l'association NOWA, CCP Paris 675 26 D, 42, rue Raymond-Marchand, 92170 Nanterre.

Vu à "Apostrophes"

JEAN DELUMEAU / YVES LEQUIN

les Malheurs des temps

HISTOIRE DES FLEAUX ET DES CALAMITÉS EN FRANCE



Les calamités d'autrefois, telles qu'elles ont été vécues et représentées, conditionnent aujourd'hui notre mémoire collective.

Larousse

ASSIMIL

Le don des langues

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME

ENVOYEZ-MOI UNE CASSETTE ET UNE BROCHURE D'ESSAI (sans engagement ni coût)

ASSIMIL B.P. 25 94431 CHENNEVIÈRES-sur-M. Cedex

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE COMPLÈTE : _____

LANGUE CHOISIE : _____

(Je joins 3 timbres à 220 F pour participation aux frais d'envoi)

LM 7

• LETTRES ÉTRANGÈRES

Mario Vargas Llosa et le rêve de la liberté

Qui a tué Palomino Molero ? : un « polar » désabusé, un roman social impitoyable, une fable politique.

MARIO VARGAS LLOSA est une vedette de la littérature internationale. Un nom que l'on murmure régulièrement à Stockholm d'ici que revient la saison du Nobel ; un écrivain que l'on s'arrache dans les universités et les comités de patronage huppés. Il est aussi l'un des porte-parole les plus écoutés de ce continent, l'expression de la conscience de toute une humanité souffrante, déchirée, méprisée, écrasée, révoltée. Quoi qu'il dise, c'est un ambassadeur des peuples du tiers-monde qui parle.

En Amérique du Sud, peut-être plus qu'ailleurs encore, il est difficile de séparer la littérature de l'engagement politique et social. Même Borges, sur les hauteurs métaphysiques où il préférerait se réfugier, n'a pas réussi à se maintenir au sec lorsque les militaires argentins entreprirent de remettre

liste, avec la farce, avec le roman historique ou la comédie de mœurs. Des personnages dont toute l'épaisseur, toute l'ambiguïté est saisie en trois lignes de dialogue, une écriture d'une étonnante simplicité qui parvient à ramasser dans les mailles de son filet les éléments les plus disparates du réel — la musique d'une voix, la désolation d'un paysage, le trouble d'un corps, la misère d'une famille — pour en rendre la vérité à la fois essentielle et anecdotique, une verve satirique d'autant plus efficace qu'elle se trouve immédiatement contrebalancée par des sentiments de tendresse et d'humanité.

Qui a tué Palomino Molero ? fait partie de ces livres dont on sait qu'ils livreront encore des surprises et des trésors à la troisième ou à la quatrième lecture. C'est un « polar » désabusé, un roman social impitoyable, une histoire

leur Company. Il apparaît bien vite aux deux gendarmes de la bourgade que Molero a été massacré parce qu'il avait fait la cour à une femme blanche.

La réalité politique du Pérou est là tout entière schématisée : une population pauvre, désordonnée, apeurée, persuadée que le pouvoir est entre les mains d'assassins cupides et intouchables ; une armée qui a tous les droits et qui voudrait façonner la société civile à son image : castes, ordre, silence ; une présence étrangère à la fois impavide et oppressante, la violence, l'injustice, le mépris pesant sur l'existence quotidienne du peuple. Comme ses deux gendarmes de héros, Vargas Llosa se bat pour la justice : les coupables doivent être punis, les préjugés de caste doivent tomber, la pitié et l'humanité doivent remplacer la haine, brutale ou glacée, l'armée ne doit plus bénéficier de privilèges exorbitants.

La folie totalitaire

Mais pour parvenir à ce résultat, on ne doit compter que sur le sens de la vérité, l'obstination, le courage, la solidarité. Les deux gendarmes n'affrontent jamais vraiment le système assassin : ils n'ignorent pas qu'ils s'y briseraient. De même, à la fin du roman, alors que l'affaire est résolue, que les meurtriers sont ou vont être châtiés, le peuple de Talara refuse d'accepter la conclusion de l'enquête et fantasme jusqu'au ridicule pour y voir un complot des « gros bonnets », de ces forces occultes qui dirigent la société et saignent la population. Or nous savons bien, nous, que Palomino Molero, figure emblématique du Pérou torturé, n'a pas été victime d'un complot de banquiers, mais de la folie totalitaire. Tout autre rêve que celui de la liberté débouche sur des élucubrations absurdes et dangereuses, affirme en filigrane Vargas Llosa.

La dérive dictatoriale des régimes « progressistes » latino-américains a transformé le révolutionnaire en libéral. Mais s'il se bat pour ses idées, s'il fait semblant de négier les nouveaux amis un peu encombrants qui le soutiennent, Vargas Llosa n'en reste pas moins prémué contre les illusions. Les deux gendarmes qui ont établi la vérité sur l'affaire Molero sont muets, loin de leur village, dans un poste fantôme de la sierra.

PIERRE LEPAPE.

★ QUI A TUÉ PALOMINO MOLERO ?, de Mario Vargas Llosa, traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan, Gallimard, 164 p., 75 F.



Mario Vargas Llosa : une vedette littéraire internationale, mais aussi un ambassadeur des peuples du tiers-monde.

de l'ordre en tranchant tout ce qui dépassait. Dès les premiers romans de Vargas Llosa, alors même qu'il parlait de maisons closes ou inventait de microbolantes histoires bouffonnes, il n'a jamais cessé de dénoncer sous toutes les formes — la violence, la vénalité, le rire de la farce, l'hallucination, le grotesque, l'omnipotence — l'insoutenable réalité de son pays, l'abrutissement de la faim qui entraîne inévitablement la corruption des âmes et l'aveuglement des esprits, la cruauté des classes dirigeantes, la brutalité bornée des militaires, l'exploitation étrangère.

Or aujourd'hui, Mario Vargas Llosa, ancien communiste, ancien partisan de la lutte armée, a pris, au Pérou, la tête d'une croisade contre le président de la République, Alan García, un homme de centre gauche, démocratiquement élu en 1985. Transformé en tribun, il a réuni plus de cent mille personnes sur la plaza San-Martin de Lima pour dénoncer... une loi de nationalisation des banques qui menacerait la liberté. La bourgeoisie péruvienne veut aujourd'hui faire de lui le candidat de la droite aux prochaines élections présidentielles.

Pour expliquer cette évolution politique et intellectuelle, on peut lire le long entretien qu'accorde Vargas Llosa à Pierre Boncompagni dans le dernier numéro de Lire. Mais une analyse attentive de son dernier roman, Qui a tué Palomino Molero ? apporte des réponses qui vont plus loin que les inévitables simplifications médiatiques.

Rassurons d'abord les admirateurs de l'écrivain Vargas Llosa : son livre est une petite merveille. Le romancier joue sur les registres de l'histoire policière avec autant de maîtrise et de brio qu'il l'a fait hier avec la tragédie réa-

d'amour à chialer, un récit d'horreur, un conte populaire, tous ces livres écrits par un stylistique flaubertien. C'est aussi une fable politique.

Palomino Molero est découvert un matin crucifié, empalé à un arbre. Avant de mourir, il a été atrocement torturé. Palomino est un très jeune homme, un métis d'un petit village situé près d'une base militaire et d'un quartier résidentiel réservé aux officiers et à leurs familles. Un autre quartier résidentiel de Talara, tout aussi interdit aux villageois, abrite les gringos de l'International Petro-

Reinaldo Arenas, le réfractaire

Le Palais des très blanches mouffettes — l'un des derniers romans de Reinaldo Arenas, qui vit exilé à New-York depuis son départ de Cuba en 1980 — s'organise en six « agonies » : celles d'une famille que la misère et la haine déchiraient. Dans ce nouveau livre, c'est sur une plage sauvage, loin du « sarcophage » de La Havane, que se déroulent les six chants. Ils correspondent, cette fois, aux six jours de vacances prises par un couple d'ouvriers.

Arenas confie la première partie à la femme narratrice qui se voue à l'exaltation sensuelle de la nature : une houle de sensations se déploie au gré du mouvement des mouettes, du balancement des lauriers-roses et des feuilles humides qui, au soleil, se transforment en « perruches vertes ». Puis résonnent, chez cette femme, des voix incon-

nues, porteuses de prophéties alarmantes et d'un délire d'amiété. Elle s'étonne, elle-même, de « ces sentiments d'impuissance et de solitude » qu'elle éprouve aux côtés d'Hector, son compagnon, et des bouffées de haine qui l'éloignent de son propre enfant. Elle prend peu à peu conscience que la terreur régnant sur l'île la contamine et menace de la démanteler. La dictature de l'Etat asphyxie, en effet, le plaisir, exproprie les rêves et empoisonne le corps, puisque tout, « même se peindre les ongles ou se couper les cheveux », est directement lié au système.

Le lyrisme d'Arenas — ces admirables stances adressées aux arbres, au sable et à la lumière — revêt un sens précis : il est le seul moyen de lutter contre la rhétorique du régime, qui s'incarne dans les peintures

mureles, les pancartes et les slogans diffusés par la radio.

Entraîné par une « soif furieuse, divine et persistante de vengeance », Arenas tente de prêter la parole aux exclus de la société castriste : les poètes emprisonnés et les naufragés dérivant vers l'atome du Gulf Stream. Il s'affirme, ici, comme l'un des grands réfractaires de la littérature latino-américaine. Il n'a pas besoin de faire appel à la théorie — qui alourdit parfois inutilement le récit —, ses images sont assez fortes pour nous laisser espérer que les bastions des idéologies meurtrières s'effriteront un jour devant le silence radieux de la mer.

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ ENCORE UNE FOIS LA MER, de Reinaldo Arenas, traduit de l'espagnol par Gérard Pina et Flora Compagne, Le Seuil, 278 p., 99 F.

Juan Carlos Onetti lecteur inlassable

(Suite de la page 13.)

Toute une histoire, ce roman : au début de la guerre, Onetti était en train d'écrire un roman surréaliste lorsqu'il rencontra, dans un bar de Montevideo, deux anarchistes, l'un espagnol, l'autre italien, tous les deux rescapés de la guerre civile. En 1936, il avait essayé, sans succès, de se rendre en Espagne pour combattre aux côtés des républicains. Maintenant, ces deux réfugiés lui rappelaient ce qui était en train d'arriver dans le monde, et, du coup, il changea de cap : un roman sud-américain surréaliste lui sembla soudain du pur byzantinisme. A Buenos-Aires, la vie était agitée, confuse, la grande ombre du pouvoir militaire se profilait à l'horizon : deux ans plus tard, le colonel Peron, qui était allé à bonne école dans l'Italie fasciste, se trouvait à la tête du gouvernement. Le roman annonce l'avenir immédiat, et le titre, *Le chien aura son jour*, fait peur à l'éditeur argentin, qui le changera. Pour prémonitoire, car le chien aura eu son jour, en effet.

Peron a joué, sans le savoir, un rôle très important dans la production littéraire d'Onetti. Journaliste à *Marcha* depuis la fondation du célèbre journal uruguayen, en 1939, puis secrétaire de rédaction de l'agence Reuter à Buenos-Aires, Onetti interviewe, en 1945, le colonel Peron, qui le reçoit avec un autre journaliste et qui, d'entrée de jeu, le laisse interloqué : « Écoutez, mes enfants : pour vous mettre à l'aise, je vais vous dire que, en ce

qui me concerne, les opinions, ici, en Argentine, sont partagées : je suis pour tous un fils de pute, mais les uns s'en prennent à ma mère, et les autres à mon père. »

Dictateur confirmé, Peron décide un jour d'interdire cette chose qu'on appelle « Montevideo-Uruguay », où les Argentins aiment plus que jamais se rendre pour retrouver la saveur de la liberté. De sa ville natale, Onetti avait dit, avant de devenir romancier, qu'elle n'aurait de vie véritable que si des écrivains se décidaient à dire ce qu'elle était : « Il est certain que s'ils le font avec talent, bientôt Montevideo et sa population rassembleront de manière étonnante à leur littérature. »

Ces grands enfants fous

Lorsque cette mesure gouvernementale insensée, privant les Argentins rien moins que d'un pays, devient effective, Onetti est justement en train de concevoir un roman, celui-là même — il ne le sait pas encore — qui sera le cœur de son œuvre : *La vie brève*.

Et les créatures de son imagination, ces grands enfants fous capables de lui démolir son roman, exigent d'habiter Montevideo. Il faut donc qu'il reprenne contact. En faisant un très long détour, il réussit à pénétrer dans sa patrie, mais pour constater que Montevideo ne ressemble plus à la ville où ses personnages aimeraient se promener. C'est alors que, ne pouvant plus les loger ni à Montevideo ni à Buenos-Aires, où la police en civil les aurait arrêtés à chaque page, il conçoit la ville de Santa-Maria, qu'il imagine, comme les deux autres, longée par un fleuve, et faite de banlieues agglutinées autour d'un centre purement virtuel.

La Vie brève commence, en fait, à Buenos-Aires, où le protagoniste, un homme dans la quarantaine, modeste employé menacé de licenciement, voudrait, sans trop y croire, rédiger le scénario que des amis bienveillants lui ont commandé. Il s'appelle Brausen. Il ne s'aime pas, il rêve d'une amicale obscurité où il pourrait s'allonger, sombrer dans quelque noire bêtitude. Il écoute une voisine de palier, la Queca, une prostituée à domicile qui délire solitairement. Tout en songeant à son scénario, en cherchant un point de départ, Brausen entrevoit un personnage, un médecin qu'il baptise Diaz Grey. Et soudain, il sait que Diaz Grey habite Santa-Maria.

Brausen, le scénariste, s'identifie à son personnage, et, ce faisant, le narrateur passe de l'autre

côté du miroir. Jusqu'à ce que, à son tour, Diaz Grey imagine Brausen, son créateur, le désignant comme le fondateur de Santa-Maria, où une statue perpétuera son souvenir... C'est un peu comme si l'Alice de Lewis Carroll avait pénétré dans son univers à la Zola et que, de même qu'Alice rêve du Roi rouge qui rêve d'elle, Onetti rêvait de personnages qui sont en train de le rêver, tout en sachant que s'ils se réveillent, lui s'éteindra comme une bougie, car il n'est que leur rêve. Le romancier qui, quatre ans plus tard, écrira le plus parfait de ses romans, le laconique *Les Adieux* (2), sait ici, dans la formidable explosion de *La Vie brève*, véritable big-bang romanesque, que le roman ne doit pas avoir comme but la beauté, mais que le lecteur ne pardonnera pas à l'auteur de ne pas y atteindre. On peut dire qu'Onetti a couru le risque et qu'il s'est donné tout entier, avec ce pessimisme farouche qui est sa seule conviction, et qui lui permet la compassion, lui accorde le regret de la pureté ; car le pessimiste sait se révolter contre le mal, alors que l'optimiste ne fait que s'en étonner.

Désespéré, résident volontaire des bas-fonds, Onetti ? « Tandis que je reste adolescent, paisible, gentil, dit-il, mon visage, lui, a vieilli, il est devenu amer et peut-être est-ce lui qui est en train de raconter ou d'inventer des histoires qui ne sont pas à moi, mais à lui... » (3).

Quoi qu'il en soit, comme chez tout grand romancier, deux muses ont veillé à son labour : le remords, et la nostalgie — qui est toujours celle du paradis perdu. D'où vient que sa vision du monde, aussi noire puisse-t-elle paraître, n'est qu'un cri éperdu pour un peu de solidarité, pour un peu plus de tendresse.

HECTOR BIANCHIOTTI.

★ LA VIE BRÈVE, de Juan Carlos Onetti, traduit de l'espagnol par Claude Couffon et Alice Gasca, Gallimard, 346 pages, 115 F.

★ LA FIANCÉE VIEILLE, de Juan Carlos Onetti, traduit par Albert Bensoussan, Gallimard, 227 pages, 95 F.

★ UNE NUIT DE CHEN, de Juan Carlos Onetti, traduit de l'espagnol par Louis Jolicœur, éditions Christian Bourgois, 302 pages, 106 F.

(2) Éditions Christian Bourgois.

(3) Les renseignements d'ordre biographique et les propos de Juan Carlos Onetti cités dans cette chronique sont tirés du précieux petit ouvrage, *Juan Carlos Onetti*, que le romancier uruguayen Omar Prego a consacré à son illustre compatriote. Il a été publié récemment par les éditions Trilce, fondées à Montevideo par la Française Anne Morvan-Vigietti, traductrice entre autres, de Gabriel García Márquez.

DENIS TILLINAC

Maisons de famille

La description que fait Tillinac de cette bourgeoisie provinciale est remarquable. Il sait de quoi il parle et de qui il parle.

François Nourissier en l'honneur de l'ouvrage LE FIGARO MAGAZINE

Un merveilleux roman, plein de merveilleux souvenirs retrouvés sous prétexte d'invention par Denis Tillinac... Un régal !

François Nourissier/L'EXPRESS PARIS

Plus que l'intrigue, c'est l'atmosphère de ces maisons de famille qui fait le prix du livre...

Sylvie Genevois/L'EXPRESS

ROBERT LAFFONT

مكتبة الشارقة

مكتبة الأمل

Le Canada des anglophones

Des Américains qui ne se prennent pas pour le centre du monde

par John SAUL (*)

LES Anglais et les Américains écrivent sur les Canadiens anglais, les Français écrivent sur les Canadiens français. Cette division du travail est d'une logique parfaite, étant donnée la répartition des empires linguistiques et leur salut. Le Canada, cependant, ne possède pas deux langues, l'une majeure, l'autre mineure, mais deux grands langages occidentaux, avec leurs aspects littéraires, historiques et sociaux mutuellement exclusifs. Il n'existe entre l'un et l'autre aucun autre exemple d'une association durable. Hors du Canada, nulle autre importante minorité française n'a vécu durant deux siècles en coopération complexe, mais pacifique, avec une majorité anglophone; une majorité elle-même minoritaire face aux États-Unis et

de Pierre, de Margaret Laurence, dans *l'Ours*, de Marion Engel — où une femme entretient des relations amoureuses d'ordre physique et métaphysique avec un ours, — dans les *Salem Novels*, de Matt Cohen, ou encore dans *The Scorched-Wood People*, de Rudy Wiebe, la nature n'est ni un décor romantique ni un élément à dompter. Elle ne constitue pas une toile de fond. C'est un des principaux personnages du roman canadien.

Même dans une œuvre de fiction, apparemment urbaine, comme *The Edible Woman* (la femme comestible), de Margaret Atwood, ou dans les nouvelles de Mavis Gallant, où la nature n'est pas directement mentionnée, celle-ci, omniprésente, fait partie de la sensibilité des personnages. On la devine derrière leurs faits et gestes. En ce sens, si le roman canadien est comparable à un autre, c'est au roman russe. Car, dans celui-ci, même si un personnage reste au lit pour se consacrer à l'approfondissement de doute philosophique, sa condition géographique demeure au centre de ses pensées, comme si chacune d'elles était le résultat d'une résistance physique consciente.

Le rejet des révolutions

Cette notion de résistance — morale et physique — court en filigrane dans le roman et la poésie, leur conférant une sorte d'agressivité tiers-mondiste, fort éloignée de la sensibilité américaine ou européenne. Après tout, le Canada est né d'un désir de ne pas être américain, du rejet des révolutions française et américaine et de l'obsession d'éviter toute méthode expéditive ou violente, susceptible de perturber les relations délicates existant entre les minorités. Le philosophe George Woodcock, dans sa biographie de Gabriel Dumont, explique pourquoi ce général mépris rebelle n'est pas devenu le héros mythologique qu'on aurait inmanquablement fait de lui en Europe, ou en Amérique. Les Canadiens se méfient des héros. Ils recherchent, plutôt, des hommes capables de survivre.

Dans *Survival* (1972), qui vient de paraître en français sous le titre *Essai sur la littérature canadienne* — un ouvrage de critique littéraire qui a considérablement influé la conception que se font d'eux-mêmes les Canadiens, — Margaret Atwood (1) parle d'un peuple qui se sent opprimé et qui, se détournant du héros individuel, recherche une sorte d'héroïsme collectif. « La démocratie la plus vraie, écrit Woodcock, est celle dans laquelle les minorités peuvent s'épanouir, fût-ce aux dépens de la patience de la majorité. » Ainsi, l'agressivité dans le roman canadien se conjugue avec un refus obstiné de l'individualisme.

Timothy Finley dans *The Wars (les Guerres)* a créé l'archétype du Canadien inébranlable devant la folie d'un monde incontrôlé qui le détruit. Steph Leacock, avant la deuxième guerre, a traité à peu près le même thème dans des livres comme *Arcadian Adventures with the Idle Rich (Aventures arcadiennes chez les riches oisifs)*; écrasant avec cet humour noir, fréquemment utilisé par les romanciers canadiens pour souli-



Si l'on a prêté un temps quelque attention à la littérature du Québec francophone — attention qui s'est estompée avec la mémoire du « Vive le Québec libre ! » gaulliste, — on ignore à peu près tout en France de la littérature du Canada, qui n'a jamais intéressé les éditeurs français, et les titres traduits et diffusés dans notre pays sont rares.

Ces écrivains franchissent difficilement l'immensité d'un demi-continent : on les confond avec les Américains des États-Unis s'ils sont célèbres ; ou bien on les cantonne dans des collections de nature, de loups et d'Indiens. On ignore que l'auteur d'*Airport*, Arthur Hailey, est Canadien, tout comme Nancy Huston, venue de Calgary pour écrire, en français, les *Variations Goldberg*. On ne se doute pas que Marshall McLuhan et sa « galaxie » ne sont au catalogue d'aucun éditeur français.

On oublie aussi que le Canada, terre d'accueil, revendique des étrangers « canadienisés », comme Malcolm Lowry, qui vécut longtemps à Vancouver avant de se mettre en route vers l'île de Gabriola. On oublie encore que John Irving vit désormais en Ontario et que Toronto est le centre mondial de l'édition en langues tchèque et slovaque — de Kundera à Navrátilová — grâce à Josef Skvorecky, un des plus grands romanciers contemporains, dont six titres ont paru chez Gallimard et qui a reçu en 1984 la consécration canadienne avec le Governor General's Award pour *l'Ingénieur des âmes humaines* (à paraître chez Stock).

L'écrivain John Saul nous présente ces Canadiens, qui sont la majorité, qui parlent anglais et se croient mal aimés.

N. Z.

gnier l'inconfort de leur condition. Le poète et romancier Dennis Lee suit aujourd'hui la même voie, ainsi que William Rowe dans *Clay's Rock*.

Le Canadien est un être obstiné, convaincu de détenir certaines vérités collectives cachées. Sa stabilité bourgeoise, aliée aux exigences de la survie dans un pays implacable, a donné naissance à une forme d'action collective — ce qu'on a appelé un « toryisme rouge » : bourgeois, antirévolutionnaire et socialiste. Cette structure sociale n'a cessé de se développer depuis la moitié du dix-neuvième siècle, sans aucune référence sérieuse à des idées européennes de lutte de classes ou de conflit entre le capitalisme et l'État. Cela a débouché sur une sorte de socialisme conservateur visant d'abord à protéger les minorités anglaises et françaises, puis les innombrables groupes ethniques qui n'ont cessé d'affluer : Ukrainiens, Mormons, Juifs, Espagnols, Italiens, Hongrois et Tchèques.

Ce brassage a fait ressortir la difficulté des relations entre groupes et individus. La vision classique de leur isolement partagé a été donnée par Hugh Mac Lennan dans *Two Solitudes*, un roman écrit en 1945, sur la coexistence franco-anglaise à Montréal.

Les Canadiens sont souvent obsédés par les difficultés qu'ils éprouvent à communiquer. Cela résulte, en partie, de l'éparpillement des populations dans un

espace démesuré. Les gens vivent repliés sur eux-mêmes, avec le fatalisme tobekevien que l'on trouve dans les nouvelles d'Alice Munro ou dans celles de Guy Vanderhaeghe.

Le maître dans l'art des personnages hermétiques est, sans conteste Robertson Davies,

aujourd'hui septuagénaire. Il décrit des êtres apparemment sans détours, qui peu à peu basculent dans un univers mystique, chargé de secrets. Dans sa *Depford Trilogy*, de jeunes provinciaux, dénués de toute originalité, accèdent à un monde de magiciens, de manipulateurs jungiens, d'illuminés. Ce réalisme magique se retrouve dans plusieurs autres romans canadiens — par exemple, *la Résurrection de Joseph Bourne*, de Jack Hodgins, ou le *Mouvement perpétuel*, de Graeme Gibson, — et il n'est pas très éloigné de celui de nombreux écrivains sud-américains. B. W. Powe, le plus intéressant des jeunes critiques, vient de rassembler ces thèmes de l'isolement, du leadership et du secret dans un livre intitulé *The Solitary Outlaw (le Hors-la-loi solitaire)*, qui met sur le même pied Glen Gould, Pierre Trudeau et Marshall McLuhan.

L'audience de la poésie

L'une des forces du roman canadien vient du rôle important qu'il continue de jouer dans la société, contrairement aux fictions des autres pays occidentaux. Un peu partout, le roman a été écarté de la sphère des communications et des échanges d'idées par les diverses techniques relevant de l'électronique. Romanciers et poètes ont fait retraite pour se livrer à une réflexion plus intimiste, dans un langage parfois confidentiel. Ils ont renoncé à traiter la plupart des grands problèmes du domaine public, qui sont désormais l'appartenance des médias. A l'inverse, les Canadiens anglais et français ne découvrent le reflet de leurs soucis quotidiens ni dans les dramatiques télévisées ni dans les films. Le roman et le poème demeurent, par conséquent, les lieux privilégiés du débat public, tout comme en Europe de l'Est ou en Amérique latine.

Cette situation a entraîné des conséquences inattendues. Tout d'abord, il faut remarquer le prestige et le succès de la poésie, qui a tant perdu de son audience partout ailleurs. Earle Birney, E.J. Pratt, F.R. Scott, Irving

Layton, Al Purday, Leonard Cohen, Michael Ondaatje, Margaret Atwood, ont un large public. Au Harbour Front Festival de Toronto, mille à deux mille auditeurs viennent régulièrement écouter les romanciers et les poètes canadiens ou étrangers qui lisent leurs textes. Des rencontres similaires, à Londres, New-York ou Paris, attireraient au plus quelques centaines de personnes...

« L'esprit de la minorité »

L'écrivain canadien se tourne souvent vers l'extérieur, et va se faire publier à Londres ou à New-York. Parce qu'il est plus enclin à éviter un langage difficile, il obtient davantage de succès que les Britanniques et les Américains sur leurs marchés respectifs. Les écrivains canadiens cherchent également des sujets à l'extérieur, si bien qu'un grand nombre de leurs livres ne concernent plus le Canada. Certains sont issus de l'expérience de l'émigration comme *Running in the Family*, de Michael Ondaatje. Beaucoup de romanciers canadiens, anglais écrivent sur la France : Mavis Gallant, qui vit à Paris depuis des années, Matt Cohen, Timothy Findley, Stephen Scobie, qui a consacré l'an dernier un recueil de poèmes à l'affaire Christine Villemin.

Ce phénomène tient, en partie, au fait que l'écrivain anglophone se considère comme un défenseur du Canada français devant la population anglaise. Mais il existe une autre raison qu'on pourrait appeler « l'esprit de la minorité ». Robertson Davies m'a exposé, un jour, le considérable avantage que l'on trouvait à être issu de lointaines provinces, car cette condition permettait à l'écrivain d'évoquer dans son œuvre le monde entier, en échappant à l'idée, étrangement provinciale, qui consiste à se croire au centre du monde.

(Traduit de l'anglais par Henri Robillot.)

(1) Voir la critique de *la Servante écarlate*, par Patricia Highsmith (« Le Monde des livres » du 23 octobre).

Quelques titres en français

- Margaret Atwood : *Faire surface* (Grasset, 1978) ; *la Vie avant l'homme* (Laffont, 1981) ; *la Servante écarlate* (Laffont, 1987) ; *Essai sur la littérature canadienne* (Boréal, Montréal 1987).
- Leonard Cohen : *Poèmes et chansons*, I et II (10/18, 1972 et 1978).
- Matt Cohen : *le Médecin de Toilede* (Payot, 1986).
- Robertson Davies : *l'Objet du scandale*, vol. I de la « Trilogie de Deptford » (Mazarine, 1987).
- Timothy Findley : *Guerres* (Fayard, 1979) ; *le Grand Elysium Hôtel* (Laffont, 1986).
- Mavis Gallant : *Overhead in a balloon. Stories of Paris* (à paraître chez Tierce, 1988) ; *From the fifteenth district* (à paraître chez Fayard, 1988) ; *Horne Truths* (à paraître chez Borel, 1988).
- Graeme Gibson : *Mouvement sans fin* (Gallimard, 1985).
- Arthur Hailey : *le Destin d'une femme* (Belfond, 1985).
- Anthony Hyde : *Red Fox* (Seuil, 1986).
- Michael Ignatieff : *Le libéré d'être humain* (La Découverte, 1986).
- Margaret Laurence : *Ta maison est en feu* (Stock, 1971).
- Marshall McLuhan : *la Galaxie Gutenberg* (1967). Pour comprendre les médias (1968) ; *Du cliché à l'archétype* (1973), chez Hurtubise.
- Teri Mac Luhan : *Pieds nus sur la terre sacrée*. Album (Denon, 1974).
- Lucy Maud Montgomery : *Anna... La maison aux pignons verts* (Un classique pour la jeunesse. Julliard, 1987).
- Brian Moore : *Robe noire* (Payot, 1986).
- Farley Mowat : *Mes amis les loups* (Arthaud, 1974).
- Alice Munro : *The Progress of Love* (à paraître chez Fayard, 1988).
- Michael Ondaatje : *Bleus de Buddy Borden* (vient de paraître chez Borel, Montréal).
- Mordcaï Richier : *le Cavalier de Saint-Urbain* (Bouchet-Chastel, 1976).
- Ruby Wade : *le Trappeur fou* (Pygmalion, 1983).

Signalons également une collection publiée à Montréal dont la vocation est de traduire les principaux auteurs canadiens français : « Les deux solitudes » au Cercle du livre de France. Avec des titres de Atwood, Robertson Davies, Mordcaï Richier (*l'Apprentissage de Buddy Kravitz*), etc.

Classe Affaires sans supplément. Voyager SAS.

On a souvent félicité SAS pour l'excellence de son service. En voici le dernier témoignage : SAS s'est vu décerner par Air Transport World le Prix du Meilleur Service Passagers pour l'année 1986. Ainsi, quelle que soit votre destination, vous voyagez en Classe Affaires. Tout en ne payant que le simple tarif Economie.

SAS
The Businessman's Airline

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

L'Amérique des pionniers

★ PIONNIERS, de Wille Cather, traduit de l'américain par Marc Chénedier, Ramsay, 336 p., 125 F.

★ LE SUCCÈS (The build up), de William Carlos Williams, traduit de l'américain par René Dailly, Flammarion, 402 p., 120 F (tricoté et dévoté tome de la trilogie qui comprend *Male Pasche* - Flammarion, 1981 - et *Le Foraine* - Flammarion, 1984).

COMPLÈTEMENT ignorés en France, reconnus aux États-Unis comme une des « très grandes » de la première moitié du vingtième siècle, Wille Cather (1873-1947) sort, peu à peu, de l'oubli. Courageusement, en sachant bien qu'il n'est absolument pas question d'atteindre des tirages mirobolants, les Éditions Ramsay s'attachent depuis près de deux ans à éditer cette très grande romancière, cette admirable styliste dont Sinclair Lewis, dans son discours de réception du prix Nobel 1930, estimait qu'elle méritait, autant que lui, cette glorieuse distinction. Dans le désordre chronologique, deux titres ont déjà paru, qui retiennent et intriguent : *la Mort et l'Archevêque* - qui date de 1927 - que André La Vot, le biographe de Scott Fitzgerald qualifie de « western scandinave » et *Mor anemi mortel*, une longue nouvelle qui date de 1928. D'autres traductions devraient suivre, parmi les douze romans de Wille Cather, prix Pulitzer pour *One of ours* en 1922, membre de l'Académie des arts et des lettres en 1938... avant que l'oubli ne succède à la gloire.

Pionniers (en anglais : *O Pioneers*, citation de Walt Whitman dans *Fautes d'herbe*), le second roman de Wille Cather, date de 1913. Il vient de paraître dans la belle traduction française de Marc Chénedier. Voilà sans doute la meilleure introduction pour faire connaissance avec Wille Cather, cette Virginienne élevée au Nebraska en un temps où la conquête de l'Ouest appartenait à l'actualité, pas encore à la légende. (1)

La romancière elle-même a toujours considéré Pionniers comme son premier livre important : elle l'avait placé en tête lors d'une édition de ses œuvres complètes, déclarant que là se trouvait la source de tout ce qu'elle était. Ce qu'elle raconte là, c'est la vieille histoire des défricheurs, qui recommencent chaque fois à se récrire plus loin, au fur et à mesure que les terres sont « libérées » (1) et que des immigrants misérables tentent de faire fructifier des espaces encore

vierges, qui feront leur ruine ou leur fortune. Certains s'acharnent, d'autres abandonnent, attirés par l'apparente vie facile de la ville. « Le sentiment lui doit venir que les hommes étaient trop faibles pour laisser en ces lieux une quelconque marque, que la terre désirait qu'on la libère tranquillement, qu'elle voulait préserver sa férocité puissance, sa beauté sauvage et particulière, la désolation de ses espaces immenses », pense Carl, celui qui a décidé de partir. Avec Wille Cather, nous pénétrons dans l'univers des fermiers de la fin du siècle dernier, pour partager le rêve d'une Amérique rurale et simple, sans bornes et sans péchés. L'auteur redécouvre l'État du Nebraska où elle a été élevée, entré dans l'Union six ans seulement avant sa naissance, tout près de ce grand fleuve qu'est le Missouri. Les femmes rares, près des folies, ne semblaient pas construites pour durer, disséminées dans un monde désertique en train de naître, sur une terre sauvage où plusieurs communautés d'immigrants tentent leur chance : Suédois, Norvégiens, Bohémiens, Russes et Français, avec pour seul lien leur église respective. Et la ville où ils viennent pour le marché, Hanover.

JOHN BERGSSON, le fermier venu de Suède à y a onze ans, est en train de mourir. Agé de quarante-deux ans, il a « cette croyance propre à l'ancien monde que la terre, en elle-même, est chose délectable », et il va faire promettre à ses enfants de garder la terre pour laquelle il a passé ses cinq premières années à s'endettar et les six dernières années à rembourser, mais sur laquelle il n'a guère imprimé sa marque : « Elle demeurait créature sauvage, animée de méchantes humeurs. Le malheur planait sur elle. (...) Un hiver, son bétail avait péri dans un blizzard. L'été d'après, l'un de ses chevaux de labour s'était brisé la jambe dans un sillon de charr et il avait fallu l'abattre. Un été, la charrue avait emporté ses cochons et un précieux étalon avait été victime d'une morsure de serpent à sonnette. Ses



Les deux visages de Wille-William Cather.



ricoltes avaient été dévastées. Il avait perdu deux enfants, deux garçons. » à lui resta trois garçons, le dernier, Emil, a cinq ans. Et une fille, l'aînée de tous, Alexandra, à qui revient la tâche d'approprier cette terre indomptée, de la garder, de l'accroître.

Superbe Alexandra aux deux nattes épaisses d'un blond tirant sur le rose - on pense parfois à la Helga du peintre Wyeth - superbe Alexandra qui saura faire fructifier ce maigre capital. Elle a toujours considéré les hommes comme des simples compagnons de labour sans se laisser aller à des révoltes sentimentales. Elle n'a jamais été amoureuse. Maîtrise de la maison, après d'une mère qui n'a jamais pardonné tout à fait à son mari de l'avoir emmenée au bout du monde, commandant à ses frères Lou et Oscar qui ne pensent qu'à démanteler le domaine, elle a gardé un faible pour Emil, le cadet, qui va étudier le droit à Omaha, mais qui sera fauché dans la fleur de son âge par un jaloux pour avoir voulu épouser Marie la bohémienne, la mal mariée. Tendre Emil qui, à cinq ans, assis sur le trottoir, pleurait à chaudes larmes parce que son chaton ne pouvait redescendre du poteau électrique où il s'était réfugié.

Wille Cather a quarante ans quand elle écrit ce livre, de retour au pays où la Bible paraît plus vraie, parmi ces habitants qui ont encore le souvenir vivant du Vieux Monde qu'ils ont quitté, et qui doivent affronter des orages psycho-

logiques à la mesure du Nouveau Monde. Journaliste à Pittsburgh, puis rédactrice en chef de McClure's Magazine jusqu'en 1912, menant une carrière d'homme, elle a été considérée bien plus tard, et sans l'avoir voulu, comme une féministe. Une femme forte. Une pionnière : Wille-William Cather - le pseudonyme masculin qu'elle avait choisi dans son adolescence. Alexandra, son héroïne, est elle aussi une femme tout à la fois, mariée à jamais à ce pays où elle perpète les frémissements de l'avènement de la féminité.

Les maîtres de Wille Cather - Emerson, Whitman, Thoreau Henry James - semblent veiller sur ces Pionniers, qui se trouvent à mille lieues de la Petite Maison dans la prairie ou de la Route du tabac. A des espaces infinis des romans paysans et des épopées de la frontière. Pionniers, c'est une histoire pleine de sang et de douleur, où les fous sont peut-être les plus sages. Une histoire qu'on pourrait se contenter à la veille avec des diapositives d'Andrew Wyeth et de Georgia O'Keeffe, mise en mots par une grande artiste hantée pour toujours par la nostalgie des déserts indomptés.

WILLIAM CARLOS WILLIAMS (1893-1963), autre écrivain considérable de la littérature américaine, à peu près injustement méconnu en France, surtout poète, avait fait paraître entre 1946 et 1958 un grand poème épique, didactique et autobiographique *Pateron*, son maître livre (2), qui mêlait l'histoire d'une terre et l'histoire de l'homme qui y habite, dans une langue spécifique, celle de l'Amérique. « Nous sommes encore une colonie en ce qui concerne nos esprits entièrement dévoués. Nous n'osons pas, n'est-ce pas, dire que nous avons une langue qui nous est propre, écrit-il dans un essai. Le pire de tout est d'imaginer, comme nous le faisons, que

nous parlons anglais - et d'en être fiers ! »

Premier écrivain délibérément américain, ce pédagogue recherche dans ses écrits les origines de l'Amérique, comme de sa famille. « Ce qu'il advient de moi ne m'a jamais semblé important, mais le destin des idées vivant à rebours dans un monde chaotique m'a toujours tenu en haleine », prévenait William Carlos Williams dans son Autobiographie (Gallimard, 1973), document sur la société et la vie littéraire à New-York entre 1910 et 1950. Dans *Mule blanche*, la Foraine et le Succès, trilogie d'une communauté d'immigrants à la veille de la première guerre mondiale, William Carlos Williams retrace l'histoire de sa famille, en partant de la naissance de Florence, dite Flossie, le 18 avril 1893... Poète-médecin-accoucheur, il raconte l'histoire de Flossie, celle qui sera sa femme, qui acceptera de partager sa vie et son désespoir à partir de 1912.

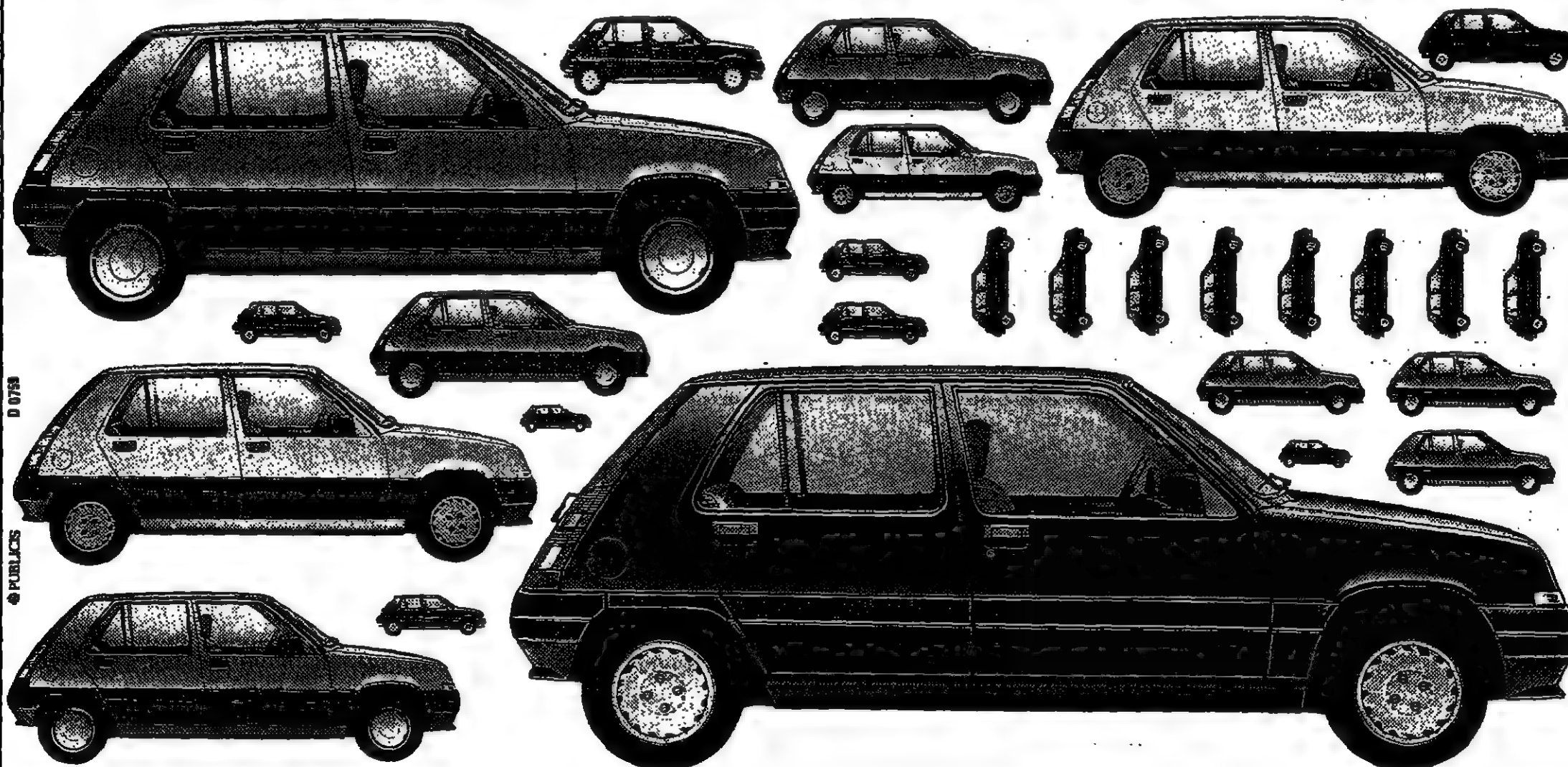
Immigrants des villes, ou plutôt des banlieues, les Stocher, pas plus que Gurle et Joe Stecher, nostalgiques de l'Europe allemande, ne se prennent pour des pionniers. Publié pour la première fois en 1946, enfin traduit en français, le Succès clôt cette saga poétique d'une Amérique adolescente. On s'attendait devant cette demande en mariage sans romantisme faite par Charlie : « Florence, voulez-vous être ma femme ? - Vous ne m'aimez pas, c'est ma sœur que vous aimez. Il baisse les yeux. Puis il les relève, droit dans les yeux. - Je n'aime personne, dit-il, mais je veux vous épouser. Je crois que nous pourrions être heureux. »

Le style, presque entièrement dialogué, exclut volontairement toute synthèse pour nous conter, pas à pas, l'évolution, le mariage de Flossie et le succès de la carotte anglaise, ces Allemands, ces Norvégiens qui commentent, tant bien que mal, à s'enraciner dans le *maïling-pot*, le creuset utopique du pays neuf. Tandis que là-bas, d'où ils sont venus, a déjà commencé la Première Guerre mondiale.

(1) Vient de paraître une biographie : *Wille Cather: The Emerging Voice*, premier volume qui va jusqu'à *O Pioneers*, par Sharon O'Brien (Oxford University Press, New York, 450 p., 24,95 dollars).

(2) *Guire Pateron* (trad. Yves de Maistre, Flammarion, 1981), signifiant d'autres titres de William Carlos Williams en français : *Filles de fermiers* (trad. André Simon, Christian Bourgois, 1980) et *Le grain d'Amérique* (trad. Jacques Desros, Bourgois, 1980), ainsi qu'un recueil (bilingue) de Poèmes (Aubier-Montaigne, 1981).

27 VERSIONS A PARTIR DE 43872F



LA VIE ÇA ROULE EN SUPERCINQ

Supercinq! Quelle est la vôtre? La réponse est chez le concessionnaire Renault le plus proche! Prix au 17/09/87. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC votre financement.

3 ou 5 portes, essence ou Diesel, avec ou sans turbo, boîte automatique ou mécanique; il y a 27 façons de vivre en

RENAULT propose EIF

RENAULT DES VOTURES A VIRE

مكتبة الزمان

Médecine

Un entretien avec le président de l'Académie soviétique de médecine

La transparence de l'information en URSS doit s'appliquer au SIDA

L'URSS a institué un dépistage systématique et obligatoire du SIDA pour tous les citoyens soviétiques séjournant plus d'un mois à l'étranger, pour les étrangers travaillant dans les pays, ainsi que pour les toxicomanes, les homosexuels et les prostituées. Commentant ces mesures dans l'interview qu'il nous a accordée, le docteur Valentin Polrovski, président de l'Académie de médecine de l'URSS, affirme que la transparence de l'information dans son pays doit s'appliquer au SIDA.

« Combien de cas de SIDA y a-t-il en URSS ? »

« Il y a actuellement une seule personne de nationalité soviétique atteinte du SIDA en Union soviétique. En outre, on a recensé pour le moment vingt-cinq Soviétiques séropositifs, auxquels il faut ajouter un peu plus de cent cinquante ressortissants étrangers eux aussi séropositifs. Ces données ont été établies le 18 octobre. »

« Étant donné le très faible nombre de cas de SIDA recensés dans votre pays, n'est-il pas paradoxal que vous ayez adopté des mesures aussi draconiennes ? »

« Au contraire, c'est maintenant la maladie étant encore peu répandue - qu'il faut adapter de telles mesures. »

« Selon vous, doit-on, à terme, envisager un dépistage systématique de toute la population ? »

« Oui. Nous nous orientons vers un dépistage de plus en plus systématique. Mais contrairement à ce qui avait été annoncé précédemment, je voudrais préciser que les mesures que nous avons prises ne concernent pas les diplomates en poste en URSS. »

« A plusieurs reprises, la presse soviétique a affirmé que l'épidémie

de SIDA avait été créée artificiellement par le Pentagone américain. Que pensez-vous de ces thèses ? »

« J'ai déjà exprimé à plusieurs reprises quelle était mon opinion sur ce sujet. Aucun chercheur soviétique n'a jamais parlé de fabrication artificielle du virus. Comme tous les scientifiques de mon pays, j'estime que le virus a une origine naturelle. Cela est confirmé par le fait que l'on a retrouvé des rétrovirus dans de nombreuses espèces animales. Il y a eu vraisemblablement dans le passé, à une date impossible à déterminer, une dissémination du virus sur des espèces biologiques différentes. Ce que l'on n'arrive pas à comprendre, c'est comment se sont déroulées les mutations qui ont fait que le virus est devenu pathogène. Mais je ne suis pas virologue et je ne prétends pas avoir une grande compétence sur ces questions. »

« Êtes-vous en faveur d'un renforcement de la coopération internationale sur le SIDA ? Seriez-vous prêt à envoyer des chercheurs travailler dans des instituts de recherches étrangers, aux États-Unis ou en France par exemple ? »

« Nous le faisons déjà. Nous participons, de façon systématique, à tous les forums internationaux. Le 30 octobre, j'ai signé, au nom de l'URSS, un document portant sur la coopération scientifique entre mon pays et la France. Un des chapitres de ce document porte sur la coopération en matière de recherche sur le SIDA. Vouloir lutter contre le SIDA dans un seul pays est complètement voué à l'échec. Il est impossible de rester isolé. Pour autant, chaque pays a ses propres traditions, ses propres habitudes culturelles, ses propres lois et, de ce fait, il sera impossible de définir des mesures qui puissent être communes à tous les pays. »

« Ce qu'il faut arriver à établir, c'est une certaine harmonie entre les

mesures, de façon à dresser une barrière contre la propagation de la maladie. Nous-mêmes, nous nous heurtons à un certain nombre d'obstacles. Par exemple, dans les républiques d'Asie centrale, il est très difficile d'obtenir l'emploi de préservatifs. Ce sont des populations musulmanes, et la loi coranique interdit d'immiser dans les processus naturels de la procréation. Ces populations ne connaissent pas et ne veulent pas connaître le préservatif. »

« Allez-vous organiser - comme cela s'est fait ici - des campagnes télévisées ou autres présentant l'utilisation des préservatifs ? »

« Ce type de publicité existe déjà, mais cela me semble malheureusement tout à fait insuffisant. Nous allons donc nous efforcer de développer ces campagnes de publicité. »

« Selon un récent sondage, 39 % des Français estiment que le SIDA est le problème de santé numéro un, loin devant les maladies cardiovasculaires et l'alcoolisme. Qu'en pensez-vous ? »

« Je ne peux pas encore vous fournir de données précises sur ce sujet. Des sondages sont en cours de réalisation. Nous aurons les résultats à la fin de l'année. Nous avons seulement fait un mini-sondage par téléphone, qui a montré que si, il y a six mois, 33 % de la population estimait que le SIDA n'était pas un problème et qu'il n'y avait donc pas à s'en occuper, aujourd'hui cette opinion est partagée par seulement 10 % de la population. »

« Mon opinion personnelle est que le problème actuel le plus important est celui des maladies cardio-vasculaires. Viennent ensuite le cancer et le SIDA. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'autres problèmes, notamment celui posé par les maladies de l'appareil digestif, qui, chez nous, pose une bonne part, proviennent de raisons alimentaires. Chacun sait en effet que, dans notre pays, une partie importante de la population présente un surpoids qui provient d'une alimentation déficiente et déséquilibrée. »

« Comment jugez-vous la situation provoquée par le SIDA en Afrique ? Diriez-vous, comme certains spécialistes, qu'elle est catastrophique ? »

« Je suis tout à fait d'accord avec cette opinion. Je pense que, pour l'Afrique, le SIDA est une préoccupation bien plus grave et bien plus angoissante que les autres problèmes auxquels cette région du globe se trouve confrontée. Le problème posé est celui de la survie de peuples entiers. »

« Au début de l'épidémie de SIDA, il était très difficile d'avoir des informations en provenance d'URSS. Aujourd'hui, cela est devenu beaucoup plus facile. Pour quelles raisons ? »

« Je suis tout à fait d'accord avec vous. Il y a eu un changement qui s'explique par deux raisons. Tout d'abord, par la politique erronée menée par le parti et le gouvernement ; on ne présentait que ce qui était bon et on ne parlait pas de ce qui n'allait pas. Comme vous le savez, à l'heure actuelle, nous sommes entrés dans une période de reconstruction et de transparence. Nous parlons non seulement de ce qui va bien, mais aussi de ce qui va mal, de tout ce qui se rapporte à la vie en général. Cette transparence de l'information s'applique au SIDA. Je dois ajouter qu'en ce qui concerne des anciennes instances du ministère de la santé et des différents organismes de santé, régnait auparavant une certaine tranquillité d'esprit que nous nous sommes efforcés de balayer. »

Propos recueillis par FRANK NOUCHI

Sports

FOOTBALL : Bordeaux qualifié en Coupe d'Europe

Des Girondins fatigués

En battant les Norvégiens de Lillestrøm (1-0), le mercredi 4 novembre à Bordeaux, en match retour du deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs champions, les Girondins de Bordeaux se sont qualifiés pour les quarts de finale de la compétition. En revanche, le Toulouse football club, battu par les Allemands du Bayer Leverkusen (1-0), est éliminé de la Coupe de l'UEFA.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Le ciel resplendissait au-dessus de la tribune d'honneur du stade bordelais. Avancé à 18 heures pour les besoins de la télévision, le match commençait donc dans une lumière rasante d'été norvégien. Les joueurs de Lillestrøm pouvaient-ils attendre autre chose de leur voyage que ce supplément de belle saison ? Ils avaient débarqué en Aquitaine en bus de chemise et pantalon de toile, manifestement plus optimistes pour le couloir du temps que pour leurs propres couleurs. Malgré le résultat nul du match aller (0-0), le petit club amateur n'avait pas la moindre chance de s'en tirer sur l'immense et belle pelouse du parc Lescure.

Le match a d'ailleurs confirmé l'insigne faiblesse de l'équipe norvégienne. Pourtant, son entraîneur, Tom Lund, affirmait au coup de sifflet final : « Nos chances de qualification n'ont cessé d'augmenter tout au long de la rencontre. » Elles étaient encore intactes à la dernière minute, car les Girondins n'ont jamais réussi à se garder d'une éventuelle égalisation.

Le but marqué par Jean-Marc Ferreri avec l'aide de son avant-bras (41') aurait mérité une confirmation, vierge de toute irrégularité. En dépit de plusieurs tentatives de Touré, Bijotat et Ferreri, les 20 000 supporters bordelais attendaient encore ce second but. Ils sont repartis soulagés par la qualification, mais perplexes sur l'état de

santé de leur équipe, dominée par Monaco en championnat et contre-mur mercredi par une modeste formation amateur en coupe d'Europe.

« Notre mal chronique, c'est le manque de percussion, de concentration au moment de marquer, constate Aimé Jacquet. Pour le reste, nous alternons des périodes extrêmement bonnes et des périodes de relâchement. » Il est dommage pour Bordeaux et pour la beauté du spectacle que la répartition se fasse selon les proportions du fameux pâté d'aloette. « Quelques rares actions savoureuses à l'intérieur de quatre-vingt-dix minutes peu digestes. »

L'entraîneur reconnaît volontiers que « Bordeaux est actuellement en grande difficulté ». Selon lui, les héros sont fatigués. « C'est la dette à payer à l'Europe. L'an dernier, nous avons enchaîné un match tous les trois jours, pendant trois mois. Entre les deux saisons, nous n'avons presque pas eu de vacances. Nous payons aujourd'hui, malgré un calendrier plus favorable, ces dépenses physiques. »

Le pâté d'aloette

Plutôt rares naguère, les blessures déciment aujourd'hui l'effectif girondin. Tignani et Fargnon n'ont pas joué contre Lillestrøm, et Touré, victime d'un coup au-dessus du genou, ne pourra pas participer, samedi 7 novembre, à la rencontre au sommet du championnat de France contre Nantes. Le cas de ce dernier joueur est exemplaire de la situation de l'équipe qui, selon Aimé Jacquet, « conserve une marge de progression, mais ne parvenant pas à concrétiser ses initiatives, éprouve un certain doute ».

José Touré a fait les frais, mercredi soir, de l'impatience du public. Ce n'est pas la première fois que l'ex-Nantais est ainsi pris à parti, par les supporters bordelais. Gravement blessé il y a deux ans, José, le Brésilien, n'a pas retrouvé toute la flexibilité de son genou. Ses prestations inégales lui sapent le moral, malgré la confiance que lui témoigne l'entraîneur. « Ses copains l'entourent de chaleur et de compréhension. Ils le couvrent, car ils savent combien il est indispensable à l'équipe », confie Aimé Jacquet. Pour l'instant le coach bordelais tente de le ménager physiquement. Car « il éprouve des difficultés à enchaîner deux bons matchs consécutifs », et il attend que se produise « le déclic ».

Lorsqu'il jouait à Saint-Etienne, Aimé Jacquet avait été éloigné pendant vingt mois des terrains par une vilaine blessure. « Pour revenir à son meilleur niveau, il faut surtout retrouver ses sensations. Cela peut se produire d'un moment à l'autre. » Pour Touré comme pour Bordeaux, le plus tôt sera le mieux. Certes, le prochain tour de la Coupe d'Europe aura lieu au mois de mars, après une trêve bienfaisante. Mais d'ici là, tout nouveau retard accumulé en championnat de France pourrait être fatal aux ambitions du club.

JEAN-JACQUES BOZOMNET.

Coupe des clubs champions

(Résultats de l'étape, matches retour)

« BORDEAUX (Fr.) b. Lillestrøm (Norvège) 1-0 (0-0) ; « Gornik Zabrze (Pol.) et GLASGOW RANGERS (Écosse) 1-1 (1-3) ; « STEAU BUCAREST (Roum.) b. « Omónia Nicosia (Chypre) 2-0 (3-1) ; « PSV EINDHOVEN (Pb) b. Rapid Vienne (Autr.) 2-0 (1-2) ; « BAYERN MUNICH (RFA) b. Neuchâtel (Suisse) 2-0 (1-2) ; « ANDERLECHT (Belg.) b. Sparta Prague (Tch.) 1-0 (2-1) ; « REAL MADRID (Esp.) b. « Porto (Port.) 2-1 (2-1) ; « BENFICA LISBONNE (Port.) b. Aarhus (Dan.) 1-0 (0-0). »

Les clubs qualifiés sont en lettre majuscules. Entre parenthèses, les résultats des matches aller.

« TENNIS : Tournoi de Paris-Bercy. — Henri Lacoste s'est qualifié, mercredi 4 novembre, pour les quarts de finale du Tournoi de Paris-Bercy, doté de 815 000 dollars, en battant l'Argentin Eduardo Bengoechea 6-2, 6-2. En revanche, Guy Forget et Thierry Champion ont été éliminés respectivement par la Tchèque Miloslav Mečíř, 3-6, 6-3, 6-4, et par l'Allemand Armin Mennsдорف, 6-2, 6-3.

SCIENCES

Chinon A-3 va fonctionner à nouveau

La résurrection d'une centrale nucléaire

Le vieux réacteur graphite-gaz uranium naturel de la centrale de Chinon (Chinon A-3), dont l'arrêt avait été décidé en 1984 en raison de la corrosion importante de certaines de ses structures, va démonter à nouveau dans les prochains jours. Les autorités de sûreté ont donné, lundi 2 novembre, leur accord à la remise en route pour six mois de cette modeste tranchée de 400 mégawatts qui avait divergé pour la première fois en mars 1966. En dix-huit ans, ce réacteur, qui a fonctionné pendant 93 000 heures, a fourni au réseau quelque 26,6 milliards de kilowatts-heures.

La machine a vieilli et les structures métalliques ont montré récemment leurs faiblesses. Preuve s'il en faut que la technologie de l'époque n'avait pas pris suffisamment en compte certains problèmes de corrosion. Il faut ralentir l'évolution du phénomène en réduisant notamment la puissance (400 mégawatts au lieu de 480) des réacteurs du Chinon A-3 et de Saint-Laurent A-1, et apporter des modifications aux réacteurs en construction de même type. Reste que ce qui fut en son temps « une réalisation remarquable » dut être arrêté faute de pouvoir répondre plus longtemps aux normes de sûreté.

Deux solutions s'offraient à Electricité de France. Déclencher le réacteur ou sa lancer dans une délicate opération de réparation dont « on savait », dit M. Lucien Bertron, chef adjoint de la production thermique à EDF, qu'elle pouvait coûter cher. La première fut vite écartée et la seconde retenue en dépit de l'âge avancé de Chinon-3, promis, au mieux, à une dizaine d'années de production supplémentaire. Pourquoi ? D'abord parce que le réacteur, en dépit de sa faible puissance, est situé dans la région ouest, fortement déficitaire, selon EDF, en production d'énergie électrique. Dans ces conditions, 400 mégawatts ne sont pas à négliger. Ensuite, parce qu'une telle opération « représentait la totalité des difficultés que les ingénieurs et techniciens peuvent rencontrer lors de la réparation de réacteur ».

Réussir l'opération pouvait changer le sort du parc électronucléaire français. Cela signifiait qu'une intervention était également possible sur les réacteurs à eau pressurisée, plus faciles d'accès à un robot. Et, par conséquent, qu'on pouvait sans doute prolonger la vie de certains de leurs équipements.

La tâche n'était cependant pas aisée. Comme dans tous les réacteurs, le milieu est hostile car fortement radioactif et la conception même de la centrale ne facilitait pas les manœuvres. Les seules voies possibles sont des puits de plusieurs mètres de long, des boyaux de 24 centimètres de diamètre.

C'est pourquoi, au début des années 80, EDF a passé commande à Hispano-Saiza d'un modèle de robot (ISIS) capable de se faufiler, tel un furet, dans ces conduits peu pratiques. Un robot intelligent et multifonctionnel pouvant bouter dans six directions différentes. Car, contrairement à ce que les Britanniques ont pu faire dans leurs réacteurs graphite-gaz, « il n'était pas possible, faute de place dans Chinon A-3, de faire intervenir successivement différents robots mono-fonction assurant soit le découpage, soit le vissage, soit enfin le soudage », note M. Bertron.

Des milliers d'heures ont été nécessaires pour remplacer et renforcer quinze des dix-neuf structures retenues au départ. Ce programme de 250 millions de francs a duré trois ans, soit deux fois plus de temps que prévu. Il a fallu construire six exemplaires du robot, lui apprendre à trouver son chemin, se faufiler au millimètre près, et connaître avec précision les gestes à accomplir sur une maquette grandeur nature avant que ne puissent être utilisés des systèmes de simulation informatique en trois dimensions.

Les résultats ont été si encourageants qu'EDF s'est engagé à passer un nouveau contrat d'une dizaine de millions de francs avec Hispano-Saiza pour un prototype de robot plus évolué, destiné à d'autres tâches (intervention sur les générateurs de vapeur des réacteurs), dont les essais auront lieu à la fin de 1988.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

DÉFENSE

Nominations militaires

- Le général Schmitt, chef d'état-major des armées
- Le général Forray, chef d'état-major de l'armée de terre

Sur la proposition du ministre de la défense, André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 4 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

Est nommé chef d'état-major des armées, à compter du 16 novembre, le général d'armée Maurice Schmitt, en remplacement du général d'armée aérienne Jean Sautier qui a atteint la limite d'âge de son rang (le Monde du vendredi 30 octobre).

[Né le 23 janvier 1930 à Marseille et ancien sous-officier, Maurice Schmitt appartient aux troupes de marine (ex-armée coloniale). Il a servi en Indochine et en Algérie avant d'occuper plusieurs postes d'état-major, dont celui de chef d'état-major au commandement supérieur des forces armées en Antilles-Guyane. En 1975, il commande le 9^e régiment parachutiste d'infanterie de marine. En 1980, il est adjoint au général commandant la 1^{re} armée et, en 1981, il commande le 11^e division parachutiste et le 44^e division territoriale à Toulouse. Major général de l'armée de terre en 1983, il est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée en septembre 1985 et devient chef d'état-major de l'armée de terre.]

● TERRE. — Est nommé chef d'état-major de l'armée de terre, à compter du 16 novembre, le général d'armée Gilbert Forray, en remplacement du général Schmitt (le Monde du vendredi 30 octobre).

[Né le 16 février 1930 à Paris et ancien sous-officier, Gilbert Forray sert en Extrême-Orient et en Algérie avant d'être versé, en 1957, à la mission militaire française au Laos. Après plusieurs postes d'état-major en France, il commande, en 1972, le 5^e régiment interarmes d'outre-mer à Djibouti et, en 1974, il devient directeur de service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). En 1977, il commande la 3^e brigade et, en 1979, il est sous-chef d'état-major de l'armée de terre. En 1980, il commande l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Chargé ensuite d'organiser la Force d'action

rapide (FAR), il devient, en mai 1985, chef d'état-major particulier de la présidence de la République et, en juillet de cette année, il est nommé secrétaire général de la défense nationale (SGDN).

● AIR. — Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès des forces aériennes alliées Centre-Europe, le général de brigade aérienne Denis Letty ; directeur adjoint du personnel militaire de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Gérard Baratte ; commandant les éléments « air » français en République fédérale d'Allemagne, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Gellibert ; adjoint opérationnel au général commandant la 2^e région aérienne nord, le général de brigade aérienne Jean Menu ; adjoint au général commandant les écoles de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Bernard Bayle.

● MARINE. — Sont promus contre-amiral, les capitaines de vaisseau Marcel Le Clec'h et Félix Pellard.

● ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Proust ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef François Chappuis et Jacques Grossi.

Est nommé adjoint au directeur des recherches, études et techniques d'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Alain Crémieux.

● CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Alain Sizemont.

Le Monde
sur minitel
VVF : PARTIR DEMAIN
136 destinations pour vos loisirs
36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis VVF

Meyrowitz
OPTICIEN
NINA RICCI
YVES SAINT LAURENT
Christian Dior
mut de Cartier
LES COLLECTIONS DE LUNETTES
MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 42.61.40.67

CINÉMA

« Les Lunettes d'or », de Giuliano Montaldo

Zuppa inglese

Beaucoup de pesanteur pour un sujet qui exigeait beaucoup de finesse. Restent le talent de Philippe Noiret et le charme de Ferrare.

La zuppa inglese est un dessert indigeste. D'origine italienne, comme son nom l'indique, mais avec une spongieuse touche anglaise qui le rend vaguement écœurant. Les Lunettes d'or, de Giuliano Montaldo, s'apparente assez à une zuppa inglese. Avec un auteur transalpin, Giorgio Bassani, à qui l'on doit le très beau *Jardin des Fizz-Contini*, un comédien français (Philippe Noiret), une vedette britannique (Rupert Everett), le metteur en scène a concocté un produit luxueux, qui vise le succès international, qui l'obtiendra peut-être, mais souffre d'une pesanteur de buffet, là où il est fallu la légèreté de l'olouette.

Ferrare 1938. Le bon docteur Fadigati ne fait pas parler de lui. Notable discret, il soulève son front grisé au passage d'autres notables aussi discrets que lui. Jusqu'à un jour où la rumeur bourdonne, volée de bouche en bouche, de la mort de son fils, le bon docteur pourrait bien être, serait même, en fait, en serait...

Senclenche alors la spirale de l'exclusion, le docteur n'a plus que ses yeux pour pleurer derrière ses lunettes d'or. Parallèlement, on nous explique, avec de gros sabots pleins de bonnes intentions, que le racisme, en ces temps de fascisme ordinaire, sévissait aussi contre les juifs. C'est une information.

David, l'érudit exclus de l'Université et Fadigati, l'homosexuel exclus de la société, sympathisent un moment. Mais tandis que le jeune homme fait front contre l'adversité, le médecin, abandonné de tous, y compris de son dernier ami, un chien trouvé à un vilain se noyer.

Philippe Noiret (Fadigati) assume son contre-emploi avec une application mélancolique, une len-

teur douloureuse, le regard humide d'un épalement bête. Il est délicieux. Rupert Everett (David) confirme, impavide, son statut de beau ténébreux. Il est ténébreux. Ennio Morricone dispense des flots de musique sucrée, tricotée au piano par les doigts suaves de Richard Clayderman. Il y a dans les images soignées le charme éteint des langoureux balnéaires.

Mais si la forme finalement est acceptable, quoique poussee, le fond pèche. L'auteur n'y est pour rien. Ses *Histoires de Ferrare* étaient d'une sensibilité et d'une finesse rares. C'est Montaldo le coupable, qui signe le besogneux *Sacco et Vanzetti* ; il ne raconte pas, il démontre. Ce faisant, il lance le pavé de l'ours sur un sujet délicat. Le résultat va à l'encontre de ses vœux. Il voulait lutter contre l'intolérance, il aboutit à laisser entendre que juifs et homos sont à mettre dans le même panier, pas très catholique, tout ça... En gros, comme en détail, c'est ce qu'un appelle un effet pervers.

DANIELE HEYMANN.

« Mort de la comédienne belge Liliane Vincent. — Liliane Vincent, l'une des comédiennes belges les plus réputées, est décédée le dimanche 1^{er} novembre, à Bruxelles, à l'âge de cinquante-deux ans, des suites d'un cancer.

La comédienne, dont le vrai nom est Liliane Witterberg, s'illustra à Paris en étant, pendant un an, la partenaire de François Perier dans *Bobosse*, d'André Roussin, ce qui lui valut de tourner dans un feuilleton radiophonique, « Les enquêtes du commissaire François », et d'être la partenaire de Robert Hossein et d'Eddy Constantine dans *Le ruffi* chez les femmes. Elle fut désignée meilleure comédienne de théâtre en 1967 pour la Charte sur un toit brûlant, et fut aussi l'interprète du *Rouge et le Noir*, le *Journal d'une femme de chambre* et le *Mépris* approuvés.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 84, rue La Boétie, 45-83-12-86

Via 10/11, Palais Just. Crivelli (94) Jeudi 19 novembre 1987 à 9 h 30
PAVILLON à THIAIS (94320)
24, rue de Villiers - 3 à 84 m², 4 pces, puits, eau, gaz, w.c., grand jardin
M. à P. : 200 000 F
S'adr. M^{rs} Maudou-Dugot avocats 38, rue d'Alma
Lorient 33000 (01 70) 24 10 00 - Tél. : 68-77-56-16

Via 10/11, Palais Just. Paris - Jeudi 19 novembre 1987 à 14 h 30
APARTEMENT A PARIS 16^e
3, rue Jules-Guesde et 4, rue Octave-Fuad, 3 étages
3 pces. Entrée coin, dégât, 3 dégarres, 1 b., w.c., cave
M. à P. : 300 000 F
Tél. : 42-72-07-43 (avant 16 h)
23, boulevard Henri-IV - Paris 4^e

Cabinet de la SCP GARDIERA JOUBERT DARTIGUELOUQUE, avocats 9, rue des Gouverneurs, Bayonne (P.A.). Tél. : 59-59-00-96. Vente sur saisie immobilière du tribunal de grande instance de Bayonne, le lundi 16 novembre 1987 à 14 h 30
PROPRIÉTÉ BATIE à JAXU (64)
dénommée « MAISON SALLABERRIA » avec diverses parcelles de terre en dépendant
Visite assurée par M^{rs} Desclaux, huiss. à Bayonne le 9 novembre de 14 h 30 à 15 h 30
MISE A PRIX : 200 000 F outre les charges
Note : seuls les avocats au barreau de Bayonne peuvent pousser les enchères. Consignation de garantie obligatoire.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Versailles
le MERCREDI 25 NOVEMBRE 1987, à 9 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT à RAMBOUILLET (78)
Immeuble « La Graciosa » - avec C.V.E. et PARKING
16, rue Hoche, Versailles
M. à P. : 150 000 F
S'adr. cabinets de M^{rs} Moreau, avocats
Tél. : 39-51-56-70 et 39-50-03-47 - SCP d'avocats Gauthier, Mahéssien et
Maudou-Dugot, 29, rue des Pyrénées, Paris (17). Tél. : 40-60-66-79.
Greffe du TGI Versailles - S'inscrire pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Paris
le JEUDI 12 NOVEMBRE 1987, à 14 h 30 - EN 22 LOTS
22 APPARTEMENTS à PARIS (13^e)
8, RUE DE LA REINE-BLANCHE
M. à P. : 1 lot à 30 000 F - 11 lots à 50 000 F 6 lots
à 70 000 F - S'adr. M^{rs} C. Martheau, avocats,
9, rue Lagrange, Paris (5^e). Tél. : 43-54-31-75 - M^{rs} Rocher, avocats à Paris (6^e),
40, rue de Liège. Tél. : 42-93-50-40

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 17 nov. 1987 à 13 h 30
UN PAVILLON à SAINT-DENIS (93)
N° 7 Les Cottages de Saint-Denis - avenue Léonine
composant rez-de-chaussée : entrée, cuisine, séjour
1^{er} étage : dégagement, deux chambres, salle de bain, w.c.
2^e étage : dégagement, deux chambres, salle d'eau, w.c.
(lot n° 7 de la copropriété) - UN GARAGE n° 33 (lot n° 51 de la copropriété)
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adresser à M^{rs} Benard Edouard, avocats au barreau de Seine-Saint-Denis
Membre de la S.C.P.A. Edouard, Wurtz-Edouard, 11, rue du Général-Leclerc
à 93110 Reuilly-sous-Bois. Tél. : 48-34-00-57

Vente sur saisie au Palais de Justice d'Evry
le MARDI 17 NOVEMBRE 1987 à 14 heures
APARTEMENT EN DUPLEX à EVRY (91)
type F 6, bte. B, comp. au 2^e étage droite : entrée, séjour et salle à manger, cuisine, w.c.
et à l'étage supérieur par escalier particulier intérieur quatre chambres, salle de bain
avec w.c. EMPLACEMENT DE PARKING
MISE A PRIX : 50 000 F
Pour tous renseignements s'adresser à M^{rs} Jean-Claude Benard,
avocat à Evry (seine) - 3, place du Rouillon - Tél. : 60-77-51-00

Le documentaire balte à Nyon

De jeunes soldats soviétiques revenus d'Afghanistan

Erika et Moritz de Hadeln viennent de réaliser sur les rives du Léman le miracle attendu depuis des décennies : prouver qu'en URSS le documentaire est possible.

Il a fallu pour publier un catalogue sur le *Documentaire balte*, (112 pages, illustré, 18 francs suisses), conjuguer les forces du Festival de Nyon et celles du Festival de Berlin où, en février prochain, le programme sera répété. Au total quarante-sept films. Une préparation minutieuse qui, au moment du dernier Festival de Moscou, cet été, a conduit Erika et Moritz de Hadeln et leur collaborateur, l'historien et critique allemand Hans Joachim Schlegel, au cours d'une randonnée de deux jours à travers les trois capitales baltes, Tallin, Riga et Vilnius. Disons qu'un certain génie de l'organisation prussienne allemand n'a pas pu contribuer à mettre sur pied ce qui au départ aurait semblé impossible en si peu de temps. Ajoutez-y l'art de la diplomatie, le flair évident des trois complices, le sentiment, pour la première fois dans l'histoire, de lever le voile sur un domaine inconnu, et tout, sinon l'explique, du moins trouve sa place.

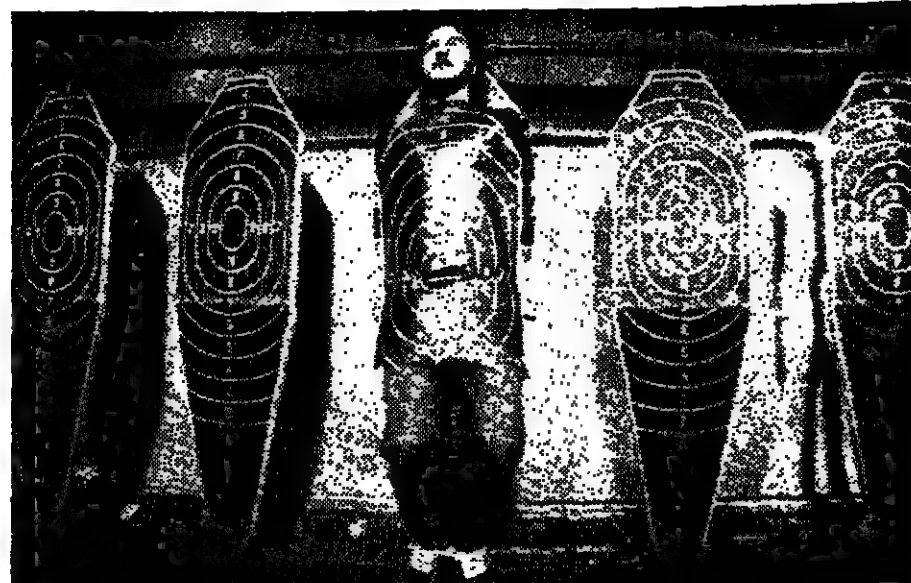
Avec *Revenir*, de Tengiz Abouladze, sorti récemment sur nos écrans, un film a résumé la volonté d'ouverture de l'ère Gorbatchev. *Est-il facile d'être jeune ?* de Juris Podniek, qu'on hésite à montrer à Paris. Podniek - trente-six ans, visage juvénile, yeux clairs, caméra vidéo Sony 8 toujours en bandoulière - était à Nyon avec onze membres de la délégation soviétique. Comme Lescaud, Rouch, les Caudés, Albert Mayes et D. A. Penabaker (l'auteur de *Monterey Pop*), il prouve le mouvement en marchant, et de sa caméra, comme aimait à le rappeler M. Luban, il a fait son sixième sens.

L'originalité, dans son cas, c'est d'avoir dû tourner en 35 millimètres. Car, en URSS, on n'a pas à ce jour développé comme il convient la technique du 16 millimètres. Au VGK, l'école de cinéma de Moscou, où il se trouvait en 1975, pratiquaient tout le travail se faisant en 35 millimètres, le format de cinéma de fiction standard. « Tout notre

réseau de cinéma, explique l'intéressé, est fondé sur ce format. Et toute notre technique à la télévision est aussi fondée sur ce format. En est en train à la télévision de faire la transition avec le 16 millimètres. » Le 16 millimètres, qu'il utilise pour

teckeur Hertz Frank, qui, de son séjour au VGK, lui a fait confiance, et, plus tard, lui conseille de se lancer dans la mise en scène. Deux antérieures œuvres, de Podniek, constituent pour lui les deux premiers volets de ce qu'il considère

monument, pour qu'ils ne bougent pas, qu'ils ne pensent pas. On ne les regardait pas comme des êtres humains. On prétendait qu'ils n'existaient plus. Je trouve qu'en général, dans notre société, on devient sans pitié pour les gens,



« Est-il facile d'être jeune ? » de Juris Podniek

la première fois à l'occasion d'une commande de Channel Four, lui apporte une plus grande liberté pour l'enregistrement du son.

Est-il facile d'être jeune ? Podniek a entrepris dès 1984, avant d'avoir une quelconque garantie que le film sortirait. Le moment-clé en est la présentation de jeunes soldats revenus d'Afghanistan. Sujet tabou, abordé pour la première fois avec une extraordinaire franchise. Juris Podniek a suivi le film à travers l'URSS. D'autres jeunes, anciens d'Afghanistan, lui ont reproché de s'être pas allé assez loin, de ne pas avoir dit : « J'ai entendu des histoires beaucoup plus tragiques que celles rapportées dans le film. Aujourd'hui, j'aurais une tout autre optique. » *Est-il facile d'être jeune ?* quand il aura achevé sa carrière, aura été vu par vingt millions de spectateurs à travers l'URSS.

Juris Podniek était présent au générique de cinq ou six films vas à Nyon, certains tournés avec son pro-

comme une sorte de série : la *Constellation du Sagittaire* (1982) et *le Rocher de Sisyphe* (1985). Dans le premier, les grands-parents parlent ; dans le deuxième, leurs enfants ; dans *Est-il facile d'être jeune ?* les enfants des enfants.

La *Constellation du Sagittaire*, projetée dans sa version originale lettonne, étonnait. De vieux bonhommes, survivants du bataillon chargé de protéger Léningrad aux heures de la révolution, jettent leur dernier cri et rappellent ce qu'ils furent, l'enthousiasme passé, la honte subie du temps de Staline. « Ils voulaient raconter leur histoire à quelqu'un », dit Podniek. Ils ne faisaient confiance, parce que la mort était proche. Il y eut une époque où, si on savait que vous étiez un ancien combattant de cette division du *Sagittaire*, on vous déportait en Sibérie tout simplement. On vous liquidait. On n'a recommencé à parler d'eux qu'en 1990, en les décrivant comme des « révolutionnaires rouges ». On en a fait un gigantesque

donc aussi pour les personnes âgées. Et le film traite également de ce sujet. »

Hertz Frank traitait dans *Zone interdite* de la frontière qui sépare la vie dite normale et celle vécue en prison par de jeunes délinquants. Hertz Frank nous ramène à l'univers soviétique. Cette fois, un adulte, avec qui il poursuit un long monologue, est accablé à la dernière extrémité. Un être soudain explosé, resté en jeu sa vie, sans qu'il ait dans sa démarche rien de sensationnel. On se refuse le cinéma en tant qu'outil d'enregistrement du réel, on doit reconnaître que Dostoevski, ces paroles à nouveau par cette voix qui nous parvient d'un point où tout s'égale, quand on reste au face au interrogations dernières.

LOUIS MARCORRELLES.

MUSIQUES

Cock Robin à l'Elysée-Montmartre

En 1986, le premier album de Cock Robin devait se révéler un véritable réservoir à tubes : *When Your Heart Is Weak*, puis *The Promise* qui avait occupé avec succès les sommets des hit-parades européens. Il y avait dans les chansons de ce groupe californien de quoi satisfaire l'appétit des programmeurs de radio en leur fournissant leur pain quotidien de mélodies instantanées et de rythmes calibrés. Mais pas seulement : la sophistication de l'inspiration, une certaine finesse d'exécution plus proches d'une sensibilité européenne s'échappaient aux standards américains de la FM. A cela s'ajoutaient des vidéo-clips bien ficelés, qui mettaient en exergue le caractère pimpant de la chanteuse Anna La Casio.

En choisissant pour le second album, *After Here Through Midland*, de réduire le groupe à la formule du duo, avec des musiciens additionnels, Peter Kingsberry et Anna La Casio affichent désormais clairement leur principal atout : c'est dans le mélange de leurs voix - lui, le grain légèrement voilé dans les graves, elle, le timbre un brin écorché dans les aigus - que s'inscrit l'identité du groupe. Une griffe douce-amère que l'on reconnaît dans l'instant.

ALAIN WAIS.

★ Les 5 et 6 novembre, à l'Elysée-Montmartre, les 9 et 10 novembre, à la Cigale. Disques chez CBS.

Eddie Palmieri au New-Morning

Le patron de la salsa

Avec Palmieri, la musique du « barrio » est devenue le trait d'union entre les Hispaniques du continent latino-américain.

Pianiste, compositeur, chef d'orchestre et chanteur, Eddie Palmieri est l'un des plus fortes personnalités portoricaines qui ont surgi avec la salsa des années 60 et 70, et ont imposé leur force et leur énergie à une musique fortement enracinée dans la culture latino-américaine.

La salsa d'Eddie Palmieri est née dans le « barrio », le quartier portoricain de New-York. Très jeune pourtant, Palmieri ne jouait pratiquement que du jazz. Et puis il a découvert les traditions de son pays, la joie de sa musique, ce que l'Afrique a légué aux Portoricains, ce que leur reste des Indiens et aussi de l'Espagne. Dès lors, il a mêlé les influences de la tradition caribéenne et du jazz, les rythmes africains et latino-américains. Il a mis en place des arrangements sophistiqués et extrêmement rigoureux, il a ajouté à l'orchestre des trombones et des cuivres inusités, il a multiplié les recherches et les expériences et a imposé un son original et authentique qui doit sa première justification aux habitants du « barrio ».

Avec Eddie Palmieri, la salsa est sortie du cadre un peu figé dans lequel elle évoluait auparavant. Elle a explosé littéralement et elle est apparue aussi ouverte et multiforme que le rock. Il y a le métrique, la bomba et le cha-cha-cha qui y a le hardrock. Sous des couleurs différentes mais toujours chaleureuses, la salsa a renforcé l'orgueil d'être portoricain, plus le sentiment d'unité entre tous les Hispaniques du continent latino-américain et bien sûr la fierté de l'héritage africain.

Eddie Palmieri a publié de nombreux disques (*La Libertad-Logica*, *Superimposition*, *Samadai*, *El sol de*

la musica latina), qui ont eu d'autant plus d'influence chez les musiciens portoricains, et plus généralement latino-américains, que d'album en album s'est poursuivie une volonté intransigeante de développer de nouvelles combinaisons sonores et rythmiques.

Personnage hors du show-biz new-yorkais, solitaire et incontrôlable, Eddie Palmieri était déçoué ces dernières années de la scène active. Son retour redonne de la vigueur à la salsa.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Jeudi 5 novembre, 21 h 30, au New-Morning.

Printemps de Bourges

Après l'euphorie, la survie

En voulant chanter trop haut et trop fort le Printemps de Bourges s'est quelque peu cassé la voix.

Le déficit de la dernière édition du Printemps de Bourges s'élève à 6 672 215 F. Cette annonce a été faite en fin de semaine dernière, par l'un des responsables du festival, Daniel Colling. Un changement de direction et de politique explique la défection du sponsor principal, la Caisse nationale de prévoyance qui s'étant engagée à verser 1 500 000 F, ramena la somme à 500 000 F. Second imprévu : la chute de la vente des billets. Les prévisions tablèrent sur une recette de 12 470 000 F, elle ne fut que de 10 241 000 F. « On n'avait pas prévu », reconnaît Daniel Colling, « que la crise allait limiter le budget des jeunes à ce point ». Enfin, la sous-estimation par l'équipe technique des travaux, le surcoût de personnel pour leur réalisation, la maintenance et la sécurité ont alourdi la facture de

1 million de francs. A l'heure du bilan, il faut sponger plus d'un demi-milliard de centimes de déficit.

Les responsables ont envisagé le dépôt de bilan. Un plan de redressement a finalement été proposé par la SARL « Printemps de Bourges » en juillet, plan qui passe bien évidemment par des mesures de rigueur. Les premières coupes claires visent la programmation qui, de cent douze spectacles affichés cette année, se réduira à soixante-douze pour 1988. Plus de 1 700 personnes avaient œuvré à la préparation du Printemps 1987. Une sévère réduction de personnel est prévue.

La SARL qui a sollicité un emprunt de 4 500 000 F sur trois ans auprès de la Caisse des dépôts et consignations, emprunt garanti par la ville de Bourges, s'engage à résorber son déficit. L'objectif du printemps prochain est de dégager un excédent budgétaire minimum de 1 million de francs. La raison l'emporte ainsi sur la passion. Mais c'était une question de survie.

PATRICK MARTINAT.

Paris vaut bien 60f.

256 pages d'adresses rares et de rendez-vous inattendus pour 60 F c'est donné.

Le fameux guide de Télérama chez votre marchand de journaux.



مكتبة الأمل

Culture

ARTS

Un quatrième Corot retrouvé au Japon

Tokyo Connection (suite)

Un quatrième tableau de Corot volé à Semur-en-Auxois vient d'être retrouvé au Japon.

Le cinquième est localisé. On commence à mieux cerner cette filière franco-japonaise qui a peut-être organisé le vol des toiles impressionnistes du Musée Marmottan. Ces dernières sont toujours introuvables.

TOKYO de notre correspondant

La police japonaise a annoncé, mercredi 4 novembre, avoir retrouvé à Osaka le quatrième tableau de Corot, volé en 1984 au Musée de Semur-en-Auxois. Il s'agit de *l'Enfant au chapeau*. La cinquième toile, *M^e Boni*, a également été localisée et la police négocie sa récupération avec la personne qui l'a en sa possession. La police a d'autre part établi que le réseau franco-japonais de voleurs de tableaux impliqués dans l'affaire des Corot a également écoulé sur le marché japonais des toiles d'Utrillo (notamment *le Quai de l'Horloge* et *Montmartre sous la neige*, confirmant l'existence d'une sérieuse piste menant au Japon. Le 9 novembre, sont attendus à Tokyo deux inspecteurs de la police française.

La police japonaise semble avoir à peu près reconstitué la filière, mais les tableaux de Monet, de grande

valeur, dérobés au Musée Marmottan restent, pour l'instant, introuvables. S'il semble qu'ils soient entre les mains du même réseau, certains d'entre eux pourraient se trouver encore en Europe, estimant des sources proches des voleurs.

L'un des maillons principaux de la Tokyo Connection est Shinichi Fujikuma, petit truand arrêté le 18 septembre dernier. Il a rencontré entre 1978 et 1982 une peine de prison pour trafic d'héroïne, deux reprises de justice française. Philippe Jamin et Youssef Khimoun (contre lesquels la police japonaise a lancé des mandats d'arrêt internationaux pour un hold-up commis à Tokyo, voir *le Monde* du 4 novembre). Ces deux hommes sont impliqués dans le vol des cinq Corot au Musée de Semur-en-Auxois en octobre 1984 et, semble-t-il, dans celui des Monet en octobre 1985 au Musée Marmottan.

Grâce et expulsé de France, Fujikuma retourne au Japon en 1982. Jamin s'y rend une première fois en janvier 1983 puis il y retourne en avril avec trois Corot et en octobre de la même année avec les deux autres toiles. Les cinq tableaux seront vendus à des galeries japonaises au cours de 1986. La même année (en novembre), les Français et deux autres complices commentent un hold-up à Tokyo, avec l'appui de Fujikuma (apparemment parce qu'ils étaient à court d'argent).

Etant donné qu'il était impossible aux voleurs de transporter avec eux 318 millions de yens (soit 34 kilos),

il est vraisemblable que cet argent est resté au Japon, et qu'il a été transféré par virement bancaire sur un compte en Asie du Sud-Est.

Photographies Polaroid

Parallèlement, Fujikuma avait entrepris d'écouler sur le marché japonais les Monet. Un mois après le vol, il se présentait déjà à des galeries japonaises pour les leur proposer. Entre alors en scène un nouveau personnage : chef d'un petit gang, dont le siège est dans le quartier de Roppongi, à Tokyo, appartenant à une plus grande organisation (Towa Yui Jigyo Kumiai). Mis sur l'affaire par Fujikuma, celui-ci se rend à Paris en mars 1986 pour y photographier au Polaroid les tableaux volés dans un entrepôt.

Ces photographies seront présentées à l'ambassade de France à Tokyo par un intermédiaire qui transmettra une offre de la part des voleurs. Cette personne a rencontré à trois reprises un représentant de l'ambassade dans des hôtels à Tokyo, puis des acquéreurs français à Genève : il semble qu'il n'ait pas souhaité se rendre à Paris, de peur d'y être appréhendé.

En juillet, on lui fit savoir que le Musée Marmottan avait refusé les offres des voleurs. Cet intermédiaire nous avait dit il y a une semaine qu'il partait pour l'Europe, où il doit se trouver actuellement : ce qui tendrait à confirmer qu'une partie de l'affaire se joue aussi hors du Japon.

PHILIPPE PONS.

« Octobre des arts » à Lyon

Hors norme

Les gravures de Matta, Jean Raine, entre surréalisme et Cobra et Arnulf Rainer le sacrilège. Trois peintres pour Lyon.

Le Besque Matta, pelotonné dans un fauteuil, monologue, aiguillonné par quelques interrogations timides, sur l'engagement, sur l'art en général. Il dira qu'il n'est d'aucun parti, ce qui ne l'empêche pas d'avoir pris parti. C'est au poète indépendant qu'il appartient d'exprimer pleinement devant l'histoire. Un peu plus tard, dans l'intimité, il précisera qu'il est « du côté de ceux qui sont dans la merde ». Sur l'art en général, sa philosophie se colore de bonhomie : « Il faut bien connaître son fonds de commerce et aller jusqu'au bout. Un boulanger qui a la science de ses farines peut être plus fort qu'un intellectuel ».

Entouré de jeunes admirateurs, Matta est une des vedettes de l'« Octobre des arts » à Lyon. Il ne commente pas ses gravures suspendues aux murs de l'Artothèque, une institution municipale qui loue des estampes, il parle « autour » à la manière socratique. L'animatrice du lieu, Jeanne Marguerite Holvoet, a présenté antérieurement l'ensemble des gravures de Matta réalisées entre 1969 et 1987 en séries d'images serrées les unes contre les autres, si bien que le visiteur peut les percevoir comme des bandes dessinées de science-fiction. Mais c'est l'exploration de l'espace mental par un esprit ludique et par une main qui capte, relâche et maîtrise les hasards. Les titres que Matta affecte à ces navigations aussi fantasques que savantes ajoutent au plaisir d'égarement du spectateur par l'ambiguïté des jeux de mots.

A la limite du pathologique

Quelques créatures de Matta et ses titres stimulants trouvent une parenté, sur le fil de l'imaginaire, avec ce qui gronde et risque dans l'œuvre du Belge Jean Raine, mort à Rochefort-sur-Mer les bords de la Seine, en juin 1986. En plusieurs lieux, hommage est rendu à cet artiste singulier d'entre Cobra et le surréalisme, animateur d'une kermesse où le vieux fonds flamand s'écrit l'angoisse d'un esprit possédant le risque jusqu'à sa propre débâcle. Peintre dont l'expression est parfois à la limite du pathologique, organisateur de grandes surfaces où il projetait jusqu'à l'épuisement ses délires sardoniques, Raine était aussi un cinéaste, un poète aux trouvailles fulgurantes.

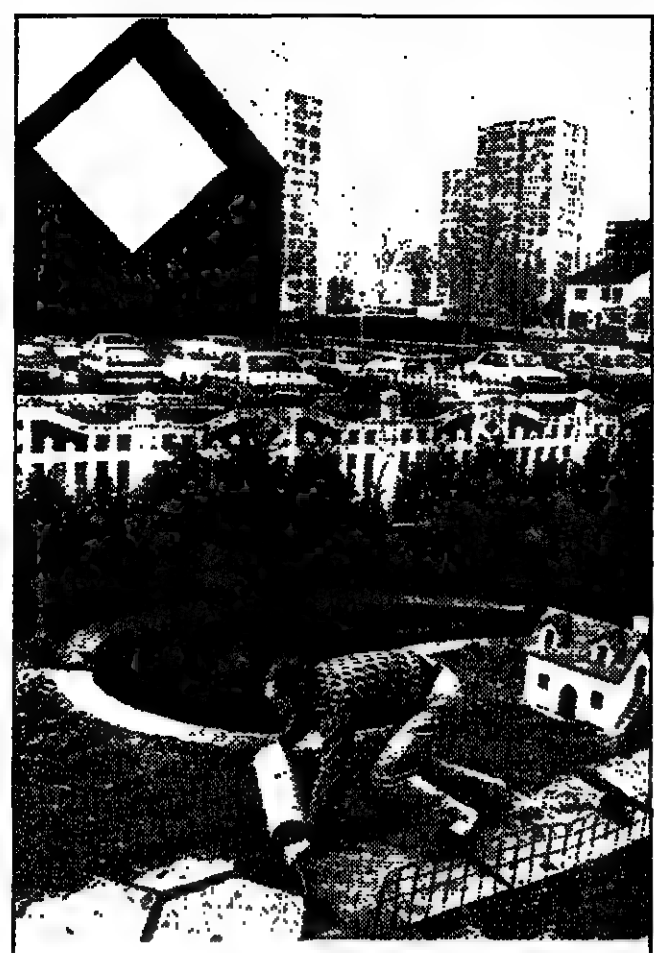
Quelque chose, dans son œuvre, d'une fête qui tourne trop vite, éclate. Et c'est bien pire qu'un feu d'artifice.

Autre artiste hors les normes, l'Autrichien Arnulf Rainer, dont le Centre culturel de Saint-Priest accueille ce qu'on pourrait appeler les obliterations mystiques. Sur des lithographies de Michaux — qui sont déjà écritures énigmatiques, emblèmes indéchiffrables — sur des photographies de Christ en agonie, de masques mortuaires célèbres ou anonymes, il écrase des noirs d'encre, de craie grasse ou d'huile qui soulèvent et, espandant, ramment, ressassent. Des crachats d'amour sur la Sainte Face.

JEAN-JACQUES LERRANT.
★ Matta : Artothèque, jusqu'au 21 novembre. Jean Raine : galerie Verrière, Lyon, jusqu'au 3 novembre et à l'Urdin (Villeneuve), jusqu'au 7 novembre. Arnulf Rainer : galerie municipale d'art contemporain (Saint-Priest), jusqu'au 8 novembre.

PHOTOGRAPHIE

Le piéton de Saint-Denis



« Le Gazon » cité Allende, Robert Doisneau, 1987

En acceptant d'exposer au musée de Saint-Denis, Robert Doisneau n'a pas voulu que soient seulement présentées les images du passé. Il a tenu aussi à en faire de nouvelles.

Guidé par l'intelligence de l'émotion, Robert Doisneau, s'est donc remis en route sans crainte d'aviver sa mémoire. Il a ainsi recroisé, à plus de quarante années d'intervalle, les trois bombes glanées du charbon le long du canal, et revu presque intact Au bon coin, le bistroit qui semble un pur décor de Trautner.

A la fois dépaycé et en pays de connaissance, posant un regard merveilleusement inchoatif, sur tout ce qui l'entoure, sans honte de l'association, du pittoresque, c'est du même œil espérant et réceptif, en déclinant toutes les nuances du gris, qu'il observe les mœurs insolites des Dyonisiens. A travers le visage des badauds, retraités et petits arti-

sans, il tire avec une tendresse malicieuse le portrait familial et collectif de cette ville qu'il définit lui-même comme un « mélange fabuleux ».

Qu'il pactise avec les mœurs, constate la disparité du paysage ou tombe en pâmoison devant ce chevalier d'un autre âge, Doisneau nous restitue sans une ride son sens de la prouesse, de la désobéissance, du gag sans méchanceté.

Ces cinquante-cinq vues nouvelles permettent d'apprécier l'exceptionnelle unité de vision, ainsi que l'abolie fidélité à soi-même, de ce perpétuel pêcheur d'images qui ne déroge rien aux autres. Muni de sa machine à voir, il porte d'abord en lui le monde à la rencontre duquel il va.

PATRICK ROEGERS.

★ « Saint-Denis par Doisneau », 70 photographies, dont 55 totalement inédites, Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, métro Porte-de-Paris. Catalogue reprenant l'intégralité de l'exposition, 40 F. Jusqu'au 31 janvier 1988.

DANSE

« Eugène Onéguine », par le London Festival Ballet

Un sommeil sans remords

Pousière, poussière. Raconter en trois actes et six tableaux l'histoire de la tendre Tatiana et du cruel Onéguine, cela passe lorsqu'il s'agit d'un opéra né en 1879, sans doute le chef-d'œuvre de Tchaïkovski avec *la Dame de pique*. S'agissant d'un ballet, c'était déjà ringard en 1963, lors de sa création à Stuttgart : aujourd'hui on ricane. L'imaginaire néo-romantique du chorégraphe John Cranko est chichement mesurée ; quant à la musique, rien à voir avec l'opéra, ce sont bien des pages de Tchaïkovski mais tellement « arrangées », comme on dit, qu'on ne les reconnaît pas.

On s'endormirait sans remords, n'étaient deux interprètes. Peter Schaufuss, venu de la belle école danoise et qui donne de l'intérêt à une simple « quatrième position ». Et Natalia Makarova, la plus grande ballerine actuellement au exercice, mais peut-être plus pour très longtemps. Davantage que par son jeu, parfois un peu outré dans les mimiques de la douleur, c'est par sa danse même, par son corps sublimement torturé que la Makarova émeut. Par ses bras de flamme, ses

poignets cassés, ses abandons véhéments, ses talents ravageurs. Pas l'ombre de la trace d'un effort, une respiration ample, généreuse, une « ligne de chant » intérieure toujours mélodieuse. Quand on sort de là, on donnerait dix ans de sa vie pour revoir Makarova... dans *Other Dances*, de Jerome Robbins, par exemple.

Espérons que le deuxième programme du London Festival Ballet (du 7 au 9 novembre) sera plus tonique, avec des ballets de Glenn Tetley, Christopher Bruce, Ben Stevenson, Kevin Haigen et surtout les fameuses et caracolantes *Etudes* de Harald Lander.

S. de N.

★ Au Théâtre des Champs-Élysées, jusqu'au 9 novembre.

● PRÉCISION : C'était hier, spectacle du cycle Pinter, présenté au Petit Montparnasse et interprété par les comédiens-français (Alain Pralon, Claire Vernet et Catherine Ferran) poursuit sa carrière jusqu'au dimanche 22 novembre.

NOVEMBRE 87. LANCEMENT DE LA GRANDE ENQUÊTE NATIONALE DE L'ARC

AIDEZ L'ARC A RELEVER CE DÉFI : AUGMENTER DE 50 % LES GUÉRISONS DES CANCERS

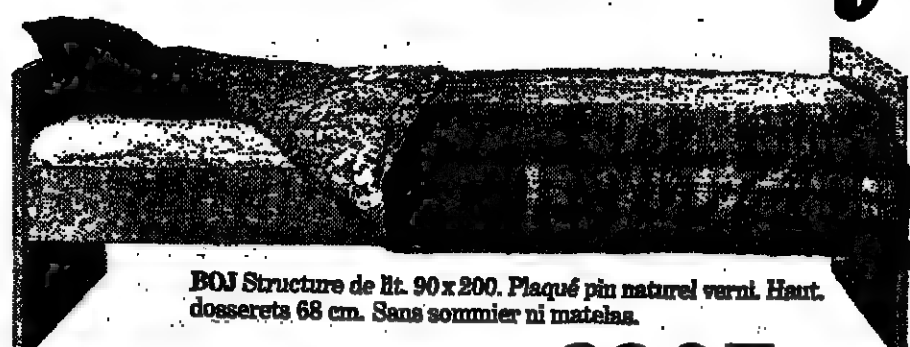
LE CADEAU DE LA VIE 87
LE CADEAU DE LA VIE
DOUBLE ALBUM
DOUBLE CASSETTE

ALLEZ A LA POSTE ET ACHETEZ LE CADEAU DE LA VIE
EN VENTE DU 2 AU 28 NOVEMBRE DANS TOUS LES BUREAUX DE POSTE
ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER
BP 300 - 94803 VILLEJUIF CEDEX
LA POSTE reconnue d'utilité publique

Paris vaut bien 60f.
256 pages d'adresses rares et de rendez-vous inattendus pour 60 F c'est donné
Le fameux guide de Télérama chez votre marchand de journaux.

1300 000 SPECTATEURS
LION D'OR VENISE
SÉLECTION OFFICIELLE OSCARS HOLLYWOOD
Au revoir les enfants
UN FILM DE LOUIS MALLÉ

Pour réaliser tous ses rêves, il faut déjà s'offrir un lit.



BOJ Structure de lit. 90 x 200. Plaqué pin naturel verni. Haut. dossier 68 cm. Sans sommier ni matelas.

690 F

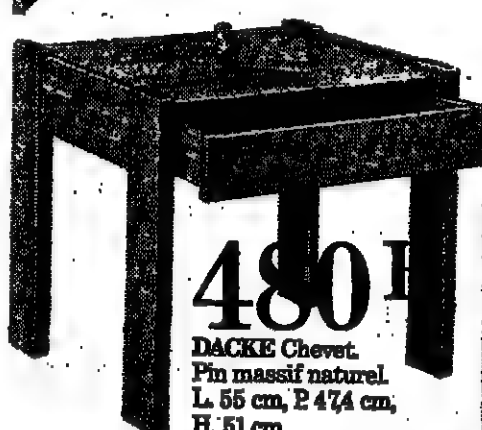


BADDEREN Lit bois massif laqué blanc.

Sommier panneau de fibres. 90 x 200.

PARAS Chevet. Laqué anthracite. Tiror s'ouvrant des 2 côtés avec une face anthracite et l'autre blanche.

950 F



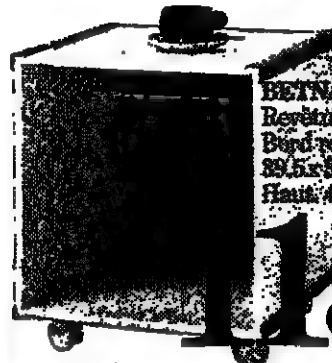
480 F

DACKIE Chevet. Pin massif naturel. L. 55 cm, P. 47,4 cm, H. 51 cm.



980 F

DACKIE Structure de lit. 180 x 200. Pin massif/plaqué, naturel verni. Haut. tête de lit 80 cm, haut. pied 60 cm. Sans sommier ni matelas.



BETNA Chevet. Revêtement décor blanc. Bord rouge. 4 roulettes. 39,5 x 39 cm. Haut. 44,5 cm.

115 F



385 F

EDUGEN Chevet. Pin massif naturel. L. 45 cm, P. 40 cm, H. 60 cm.

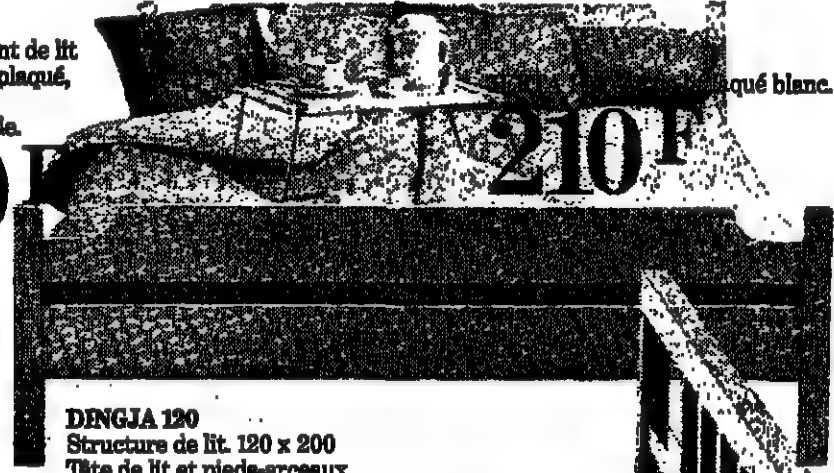


250 F

BAKKEN Coffre à literie. Revêtement décor imitation pin. Haut. 21 cm 94 x 78 cm.

HERVIK Encadrement de lit 180 x 200, pin massif/plaqué, laqué blanc. Sans sommier ni literie.

2400 F



DENGJA 120 Structure de lit. 120 x 200. Tête de lit et pieds-arceaux en bois massif laqué noir. Sans sommier ni matelas.

1280 F



Vous avez vu ? Non, vous n'avez pas vu. Le prix, là, en haut à gauche, il est pas bas ce prix-là ? Parce que plus bas, y a plus de lit. Juste la moquette et la moquette c'est moins confortable que ce lit-là. Bon. Passons en bas à droite. En voilà un autre lit qu'il est pas cher. Et beau avec ça. Et confortable avec ça. Et grand avec ça. Et on ne vous parle pas des draps, des couettes, des oreillers qui vont avec ça et qui ne sont pas plus chers que ça. Des lits, il y en a plein chez IKEA. Dans tous les styles,

pour tous les goûts, à tous les coûts. Des lits à monter avant de monter dessus, pour descendre leurs prix. Si c'est simple ? On fait si vite son lit qu'on est déjà en train de rêver à tout ce qu'on va pouvoir acheter avec tout ce qu'on a économisé avant d'avoir eu le temps de ranger le carton plat (si pratique) dans lequel était justement le lit et qu'on a pu mettre dans sa voiture pour se livrer soi-même parce que ça aussi ça fait descendre les prix et que décidément on va pouvoir s'en acheter des choses avec toutes ces économies (1).

C'est vrai que, chez IKEA, les prix sont d'une grande sagesse. Mais on a encore rien trouvé de mieux pour se permettre quelques folies.

(1) D'accord la phrase est un peu longue mais ça vaut vraiment le coup de la relire deux fois.

Offre valable jusqu'au 15 novembre dans la limite des stocks disponibles chez IKEA LYON.



Ils sont fous ces Suédois

MINITEL 38 15 IKEA

IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.82.20.25 - LUN A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA EVERY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVERY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE JEI JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA LYON : ZAC DU CHAMP DU PONT - 69600 ST-PIERRE TEL. 78.26.45.48 - **IKEA VITROLLES** : RN 118 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants :

BP Chimie			
INGENIEUR GENERALISTE DE HAUT NIVEAU CONFIRME	Paris	réf. 44A 810 - 7 MR	
Ventes et achats de produits pétroliers et de produits chimiques			
INGENIEUR DES VENTES CONFIRME	Paris	réf. 44A 811 - 7 MR	
SPECIALITES CHIMIQUES			
INGENIEUR APPLICATIONS POLYOLEFINES	Laviers	réf. 44A 812 - 7 MR	
INGENIEUR APPLICATIONS PRODUITS ANTIGEL ET FLUIDES HYDRAULIQUES	Laviers	réf. 44A 813 - 7 MR	
INGENIEUR DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE	Laviers	réf. 44A 814 - 7 MR	
Chef de leader mondial DIRIGER UNE DIVISION	Paris	réf. 43B 781 - 7 MR	800.000
Biens d'équipement de la maison DIRECTEUR COMMERCIAL	Paris	réf. 44A 778 - 7 MR	400.000
JEUNE DIPLOME FUTUR CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES	Paris	réf. 44B 796 - 7 MR	
Filiale d'un groupe européen (40 000 pers.) JEUNE CHEF DU PERSONNEL	Metz	réf. 44C 882 - 7 MR	

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS

MON EXPERIENCE AU SERVICE DES ACHATS DE VOTRE SOCIÉTÉ

INGENIEUR 20 ans d'expérience de la fonction Achat au plus haut niveau.

EXCELLENT NEGOCIATEUR. Je peux vous être utile. Contactez-moi au 60-14-50-18

Suite développement économique chef de fabrication développeur recherche emploi similaire (ou autre) Paris, Indre-et-Loire, ou prof. M. Conton, 40, rue de la République, 93400 Vincennes. Tél. 47-26-88-57.

Professeur agrégé de lettres, cherche emploi dans le secondaire ou en collaboration à un journal littéraire ou littéraire. Ecrire à M. L. MONDIE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

Une idée et du dynamisme. Jeune femme 25 ans, bilingue, 1 an d'expérience aux Etats-Unis, architecte DPLG, recherche cabinet ou emploi, qui voudrait utiliser ses capacités. Ecrire sous le n° 8888 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

VOUS RECHERCHER UN HOMME DE TERRAIN

reçu à la vente et aux négociations ?

Efficient et moderne, détenteur d'expérience en cours. Grande disponibilité.

Téléphonez-moi au 45-57-08-01.

J. P. 30 ans, maîtrise arts plastiques, détenteur d'expérience en cours. 10 ans de collaboration avec cabinets ou entreprises, qui voudrait utiliser ses capacités. Ecrire sous le n° 8133M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Matinale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

JEUNE CONSULTANT FINANCIER, 26 ans, diplôme école supérieure de commerce, 1 an exp. prof. chez plus grand US broker, anglais, allemand.

RECHERCHE un emploi de marketing officer dans un établissement financier ou bancaire, Paris, Londres, Zurich, Bruxelles. - BCO/MB 1096.

JURISTE D'ENTREPRISE ayant l'exp. du traitement de dossiers de contentieux et de procédures. Familiarité avec terminologie juridique anglo-saxonne, parlant couramment anglais, espagnol.

RECHERCHE un poste de responsabilité couvrant toutes missions y compris lors de France nécessitant le recours à l'approche juridique. - BCO/MB 1097.

DIRECTRICE DE MAGASIN expérimentée. RECHERCHE poste à responsabilité dans un groupe spécialisé dans la vente de produits de luxe (prêt-à-porter, maroquinerie, etc.). - BCO/MB 1098.

INGENIEUR CONSEIL FORMATION, 37 ans, 8 ans exp. de terrain principalement dans les PME en diagnostic organisation ressources humaines propose ses services pour un département ressources humaines ou un cabinet ou une PME. - BCO/CR 1099.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Pat. maison d'édition, Paris-9, recherche pour poste à temps complet, à partir du 4 janvier 1988, clevisse expérimentée pour aide et mise en page directe écran, sur matériel MGS Compagraphe Power View 10, Evident cv, et préférences au n° 6301 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

Joierie

recherche

RESPONSABLE

de son magasin de Megeve (H. J.) spécialiste produits de luxe indispensables. Et recherche aussi pour le compte d'un de ses franchisees des vendeurs ou vendeuses confirmés.

Ecrire sous le n° 135 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

société de conseils financiers

pour société de produits de luxe

RECHERCHE (H. J.)

CONTRÔLEUR DE GESTION

expérimenté possédant une très bonne connaissance de la micro-informatique.

Ecrire sous le n° 140 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

capitales propositions commerciales

J. JUN ECRIVAIN

qui a travaillé pendant 10 ans pour le BOURGONNIS L'EAU (ren. pleins de l'Etat) pour la vente de produits de luxe. Je suis actuellement à la recherche d'un poste de responsable commercial ou de directeur commercial. Je suis ouvert à toutes propositions. Ecrire sous le n° 140 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

PANTHEON ST. 2 ch. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

LUXEMBOURG

bel imm. 2 ch. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

17^e arrdt

PRO SQUARE BATHOLIQUE entrée, 3 p. ch., s. de bain, w.-c., dressing, s/r. sol., 2 ch. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

82

HAUTE-DE-SEINE

3 min RER VAL-FLEURY, 2 ch. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

SÈVRES STANDING

100 m RER, 200 m bus, 3 p. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

Val-de-Marne

900 m RER LE PARG, 4 ch. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

VINCENNES, av. du Château, 100 m RER, 200 m bus, 3 p. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

Charente-Maritime, 120 m RER, 200 m bus, 3 p. et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées offres

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

appartements achats

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations non meublées demandes

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

locations bureaux

Paris

MR SIMPSON, 84000 double + 2 chambres et 1/2, 500 000 F, 45-23-47-18.

Communication

Le sort du satellite de télévision directe

La concurrence entre TDF et la DGT paralyse le gouvernement

De rapports en comités interministériels, le gouvernement n'a toujours pas réussi à trancher entre partisans et adversaires du satellite de télévision directe, TDF 1. Une valse hésitation entamée il y a plus de six ans et qui, au fil des mois, s'enlise dans la complexité technique du dossier et dans les affrontements entre groupes de pression. Le problème du financement du satellite, du choix des programmes qui seront diffusés, est désormais passé au second plan. On se dispute aujourd'hui sur l'avenir des standards de télévision et celui de l'industrie électronique européenne.

D'un côté, Télédiffusion de France (TDF), Thomson, Philips et quelques autres industriels affirment que le satellite de télévision directe est nécessaire pour imposer en Europe le standard D2 MAC (qui doit remplacer le SECAM et le PAL), protéger le marché des téléviseurs de la concurrence japonaise et évoluer vers des images haute définition, sans heurts pour le consommateur. De leur côté, le ministre des P et T, celui de la culture et de la communication, soutiennent que TDF 1 n'est pas compétitif, que les chaînes de télévision trouveront de meilleurs supports sur les satellites légers de la Direction générale des télécommunications et que les problèmes de standards doivent être séparés du sort de TDF 1.

Les deux partis s'affrontent à coups de notes techniques, de démonstrations et de rumeurs. Il y a quelques jours, la DGT marquait un point en réalisant une émission en D2 MAC, avec son propre satellite, Télécom 1, et sur des antennes à peine plus grandes et coûteuses que celle de TDF 1. La fédération des industriels de l'électronique contre-attaquait immédiatement en affirmant que l'expérience, réussie à Paris, serait impossible à Brest! Depuis quelques semaines, les adversaires de TDF 1 faisaient courir le bruit que les équipements de réception du satellite ne seraient pas disponibles à temps, faute de com-

posants électroniques. Intermet, filiale allemande d'ITT, vient de livrer les premiers « puces » pour décoder le D2 MAC et affirme que la fabrication sera lancée d'ici quatre semaines.

Pris entre les feux croisés d'une administration divisée, les pouvoirs publics ne savent plus à quel expert se vouer. Du coup, le gouvernement semble s'en remettre au hasard en attendant le 17 novembre, date à laquelle sera lancé le satellite allemand TV SAT, développé conjointement avec TDF 1. Si Ariane réussit son tir, si TV SAT fonctionne et si le gouvernement allemand impose l'utilisation du D2 MAC, le programme TDF 1 a toutes chances d'être confirmé. Sinon les polémiques reprendront de plus belle. Etrange logique de décision quand il y va de l'avenir de l'électronique grand public!

Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines, si l'on en croit une fort intéressante étude que vient de sortir IDC France sur le marché de la télévision par satellite. Sur le fond du problème, le diagnostic d'IDC est nuancé : certes, le satellite TDF 1, dépassé technologiquement, n'est pas rentable pour la simple diffusion de chaînes de télévision. Mais il reste le meilleur moyen de tirer l'industrie européenne vers la télévision haute définition en passant par le standard D2 MAC.

Télécom 1 s'écroule déjà le marché

L'achèvement du programme TDF 1 paraît donc la condition nécessaire au développement des ambitions industrielles, mais elle est loin d'être suffisante. En effet, le D2 MAC n'attire pas le client. Standard intermédiaire entre le SECAM et la haute définition, son gain en qualité d'image n'est pas très sensible et le double des chaînes étrangères, qu'il rend possible par ses multiples canaux son, est trop coûteux pour être immédiate-

ment utilisable. Le téléspéctateur français n'est pas prêt à consacrer 5 000 F à l'achat d'un décodeur qui doublerait le prix de son antenne de réception. Surcoût s'il en est, avec une installation moins coûteuse, capter d'autres satellites offrant des programmes attrayants.

Le rapport d'IDC révèle que, au premier semestre, plus de deux mille foyers se sont déjà équipés d'une antenne parabolique pour capter Télécom 1, qui transmet les programmes de la Cinq et de M6. Pour 7 000 F environ, d'ingénieurs installateurs, important du matériel japonais, permettant ainsi aux téléspéctateurs de diffusion des deux chaînes de recevoir leurs programmes. Le nombre de ces foyers déjà équipés pourrait atteindre dix mille d'ici à la fin de l'année, et le mouvement risque de s'amplifier car le prix des antennes paraboliques baisse sensiblement. De plus s'ajoutent bientôt à ces antennes individuelles des équipements collectifs pour immeubles que VidéoSpace, une filiale de la DGT et de la Lyonnaise des eaux, commence à commercialiser.

Pour les promoteurs de TDF 1, cela signifie que la DGT et Télécom 1 ont déjà commencé à écorner le marché et tentent de rendre la situation irréversible. Selon IDC, les constructeurs ne peuvent contraindre qu'en changeant totalement leur stratégie de marketing. Il ne s'agit plus de vendre le D2 MAC mais de le faire oublier en intégrant au téléviseur et non à l'antenne de satellite. En espérant que le téléspéctateur, lors du renouvellement de son poste, acceptera de payer un peu plus cher pour s'offrir un récepteur satellite comme il le fait aujourd'hui pour les téléviseurs à câbles coaxiaux. Déjà de surcroît du D2 MAC, TDF 1 pourrait alors tenter à armes égales avec Télécom 1 sur le marché des antennes. Reste à savoir si les industriels acceptent les lourds investissements que suppose cette reconversion.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Après l'inculpation de M. Michel Droit

Le dessaisissement du juge d'instruction est demandé à la Cour de cassation

La Cour de cassation devait se prononcer vendredi 6 novembre sur l'éventuel dessaisissement de M. Claude Grellier, le juge d'instruction parisien qui a inculqué la semaine dernière le journaliste M. Michel Droit, l'un des trois membres de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

L'audience de la chambre criminelle réunie en assemblée plénière n'est que le premier épisode de la querelle judiciaire engagée par M. Jean-Marc Varaut, l'avocat de M. Droit, contre le juge Grellier. La Cour de cassation aura d'autres occasions d'examiner cette affaire, mais cette première audience, tenue à huis clos, est révélatrice de la détermination de M. Droit. Puisque M. Grellier a pas prononcé immédiatement un non-lieu en sa faveur, l'inculpation a décidé d'usage de toutes les armes judiciaires à sa disposition.

M. Varaut ne cachait pas ces jours derniers son espoir que les actions en justice qu'il a engagées contre le magistrat instructeur, deviennent « sans objet ». Sous-entendu : que M. Grellier dispense au plus tôt son client, et nous renvoyons. Ce message avait été relayé auprès du magistrat par des membres de la hiérarchie judiciaire, du siège et du parquet, mais M. Grellier a fait la sourde oreille.

Voilà donc son cas soumis à l'examen de la Cour de cassation. Celle-ci ne doit pas se prononcer vendredi sur le fond, mais décider simplement s'il y a lieu ou non de dessaisir provisoirement M. Grellier. De tels dessaisissements provisoires sont rares. La chambre criminelle ne s'y résout généralement qu'en cas d'urgence, lorsqu'un magistrat s'apprête à prendre une décision déterminante pour la suite de l'instruction. Telle n'est pas apparemment la menace qui pèse sur M. Droit.

Les magistrats de la chambre criminelle auront ultérieurement à se prononcer à titre définitif sur l'éven-

nel dessaisissement de M. Grellier. Ils le feront dans un délai de deux à trois semaines. C'est le temps qu'ils se donnent lorsqu'ils ont à examiner ce genre de requête fondée sur l'article 662 du code de procédure pénale.

Pour l'instant, et toujours parce que M. Grellier s'est refusé à un non-lieu, M. Varaut a décidé de porter plainte avec constitution de partie civile pour violation du secret de l'instruction. Cette plainte n'est pas jusqu'ici au premier stade de la procédure. Mais M. Varaut est résolu à la mener à son terme. Il s'agit d'une plainte contre X pouvant, selon l'avocat de M. Droit, « conduire à l'inculpation du magistrat pour violation du secret de l'instruction ». M. Varaut soupçonne M. Grellier d'avoir « abusé de sa fonction de juge d'instruction pour faire savoir à l'avance que M. Droit allait être inculpé ».

B. L. G.

Démission des trois dirigeants de l'Agence UPI

Nouveau coup d'éclat pour la quatrième agence de presse mondiale, l'agence UPI : les trois principaux dirigeants de sa rédaction ont démissionné mardi 3 novembre, moins d'un an après leur nomination, en indiquant qu'ils « ne pouvaient plus garantir la qualité des informations transmises par UPI ».

Racheteur de l'agence (alors en faillite) en juin 1986 pour 41 millions de dollars, le Mexicain Mario Vazquez Rana devra faire face à cette nouvelle défection, après celle du président Milton Benjamin en avril 1987, et la perte d'abonnés de grands journaux comme le New York Times.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

LE PC PLUS PROCHE DU MAC?

LES NOUVELLES APPLICATIONS SUR PC

EXCEL PC • LOTUS V3 • QUATTRO • DBASE IV • WORD 4...

novembre 87

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الشامل

SOMMAIRE

■ Les milieux financiers s'interrogent sur la nécessité de poursuivre les programmes de privatisation. Au Canada, il semble que plusieurs banques connaissent de graves difficultés à la suite de l'échec de la privatisation de BP (voir ci-contre). ■ La nouvelle chute du dollar, en dépit des interventions massives de la Banque du Japon, illustre l'impatience grandissante des marchés boursiers et des échanges face aux tergiversations de Washington (voir ci-contre). ■ Le paiement différé des actions de Suez semble contraire à la loi des privatisations (voir page 32). ■ Pour financer la construction du tunnel sous la Manche, cent quatre-vingt-dix-huit banques s'engagent à fournir un financement à long terme, mais Eurotunnel doit porter ses fonds propres à 10 milliards de francs en augmentant son capital de 7,5 milliards. Le titre sera proposé à la mi-novembre à Londres et à Paris (voir page 32).

Baisse persistante du dollar

L'impatience gagne les marchés et les partenaires de Washington

Les Bourses et les marchés des changes continuent leur course-poursuite à la baisse dans un climat rendu délétère par les tergiversations américaines sur la réduction du déficit budgétaire. Le ton monte dans les capitales européennes où les dirigeants ne masquent plus leur impatience. Les Japonais pressent les Etats-Unis d'abandonner à un accord permettant la réunion, dès le week-end prochain, d'un « groupe des sept », principales puissances industrielles à la veille de la session mensuelle à Bâle des gouverneurs de Banque centrale prévue pour le lundi 9 novembre.

Cette éventualité n'a pas pour autant calmé les esprits et le dollar s'échangeait dans la matinée du jeudi 5 novembre à Paris à 135,50 francs, 1,6920 mark et 5,7650 FF dans un marché acide et nerveux. La pression sur le franc se tassait vis-à-vis du mark, les échanges se faisaient autour de 3,4050 FF mais le scepticisme l'emportait sur la possibilité d'un retour au calme rapide sur les marchés financiers et monétaires : le billet vert tombait à son niveau le plus bas à Tokyo, Francfort, Zurich.

La Grande-Bretagne, pourtant, avait donné le signal d'une baisse des taux d'intérêt, le mercredi 4 novembre. Peu après que le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, eût affirmé qu'un tel assouplissement de la politique de crédit n'était pas imminente, la Banque d'Angleterre, dans l'après-midi, réduisait d'un demi-point ses taux directeurs ramenant à 9 %. Très rapidement, le Barclays puis les autres grandes banques britanniques suivirent le mouvement et ramenaient à 9 % leur taux de base. Cette réduction, la seconde en quinze jours, n'aura provoqué qu'un apaisement passager à la Bourse de Londres et sur le marché des changes.

A Wall Street, le dollar se stabilisait quelque peu. Mais à l'ouverture des marchés asiatiques, le jeudi 5 novembre, le billet vert reprit sa glissade, entraînant dans son sillage la Bourse de Tokyo puis les places européennes. La seule nouvelle encourageante venue de l'empire du Soleil-Levant était apportée par Washington où l'on estime que les investisseurs japonais ont largement répondu à l'appel d'une réduction, même symbolique, des

américain à dix ans. La solidarité nipponne a une fois de plus joué en dépit de la défiance croissante qu'inspire la situation économique des Etats-Unis. Un répit qui ne saurait durer indéfiniment. Les partenaires de Washington ont multiplié les déclarations pour le souligner.

Dans une intervention très ferme, à l'occasion du dîner du lord maire de Londres, le chancelier de l'Echiquier M. Nigel Lawson s'en est pris à l'absence de volonté politique aux Etats-Unis pour faire des choix, certes difficiles mais indispensables à un retour au calme sur les marchés financiers internationaux. Selon lui, la « nécessité d'une baisse significative du déficit budgétaire américain demeure » pour des raisons de pure logique économique mais aussi comme test majeur de la détermination de la Maison Blanche comme du Congrès. Le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, a pour sa part envoyé, mercredi 4 novembre dans la soirée un message personnel au président Reagan dans lequel elle le « soutient » et l'« encourage » dans ses efforts pour réduire le déficit budgétaire.

La balle dans le camp allemand

De son côté, l'ambassadeur américain à Bonn, M. Richard Burr, a élargi le débat en appelant « les Etats-Unis, la RFA et les grandes puissances économiques mondiales » à répondre « au nationalisme économique et à l'autosatisfaction ». Propos de simple bon sens, qui illustrent les dangers qu'il y aurait à laisser les marchés multiplier les anticipations dans une atmosphère de plus en plus tendue.

La balle aujourd'hui était malgré tout dans le camp allemand. Après la baisse des taux d'intérêt néerlandais puis britanniques et compte tenu des efforts méritoires de la Banque du Japon pour limiter la chute du dollar, la Bundesbank formelle sa part du chemin en annonçant, lors de sa réunion hebdomadaire, une baisse du taux de l'argent ? Les marchés étaient sceptiques tant les déclarations venues de Bonn depuis quarante-huit heures confirment une volonté provisoire d'immobilité. Il est vrai qu'une réduction, même symbolique, des

taux directeurs ou du taux de l'escompte constitue la carte maître de la RFA dans les tractations qui se poursuivent avant la mise en place d'une nouvelle stratégie internationale de réduction des grands déséquilibres mondiaux.

Mais en attendant le verdict de Francfort, où le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, s'est rendu le 5 novembre pour assister aux débats de l'institut d'émission, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour demander aux Etats-Unis de limiter le rôle de juge et arbitre joué par le dollar en émettant des bons libellés en devises étrangères. Le souvenir laissé outre-Atlantique par les « bons Carter » libellés à l'époque en yens ou en marks reste cuisant. Cette diversification avait à ce moment-là été assimilée à une perte inadmissible de suprématie de la devise américaine.

Poussés par la crise actuelle, l'administration Reagan est-elle plus ouverte à l'idée d'une répartition du rôle des monnaies, représentant mieux l'évolution de la réalité économique des dernières années ? La question reste pour l'instant ouverte. Sans attendre de connaître le sort que le gouvernement leur réserve, les Américains semblent décidés à réduire leur train de vie. Selon un sondage publié par le Los Angeles Times, 31 % des personnes interrogées se sont déclarées prêtes à réduire leurs dépenses. Le début de la sagesse et d'une remontée des taux d'épargne, à un niveau historiquement bas, aux Etats-Unis ?

FRANÇOISE CROUGNEAU.

BILLET

Echéances

Les marchés s'impatientent. Désormais, deux échéances pèsent sur le déroulement des événements à venir.

■ La publication, jeudi 12 novembre, du déficit commercial américain du mois de septembre. Le chiffre du mois d'août avait débouché sur le krach du 19 octobre. D'ores et déjà, les opérateurs cherchent à prévoir son ampleur. En tout état de cause, aucune contraction spectaculaire n'est attendue. Dans ces conditions, de très nombreux professionnels des marchés jugent improbable une réunion des ministres des finances le week-end prochain.

■ La confiance retrouvée au lendemain d'une telle rencontre s'effondrerait quelques jours après avec les mauvais chiffres

du commerce extérieur américain, estime un cambés.

■ Une telle réunion est d'autant moins probable que les discussions aux Etats-Unis sur la réduction du déficit budgétaire continuent à traîner. Là encore, une échéance menace de faire durer les choses. Si aucun accord n'est conclu entre M. Reagan et le Congrès avant le vendredi 20 novembre, la loi Gramm-Rudman révisée prévoit une réduction automatique du déficit budgétaire de 23 milliards de dollars. L'impression domine outre-Atlantique que de part et d'autre on est prêt à laisser la négociation s'enliser jusqu'à cette date.

Les marchés acceptent-ils d'attendre jusqu'à là ? Plus le temps passe, plus la confiance sera difficile à restaurer.



« Vendez Reagan... Achetez Gorbatchev... » (International Herald Tribune du 5 novembre)

Les privatisations au Canada

Le secteur public a bien des vertus

Plusieurs grandes banques canadiennes seraient profondément ébranlées par le krach boursier de Wall Street, qui leur aurait fait perdre beaucoup d'argent, mais aussi par le ratage de l'opération de privatisation de British Petroleum, dans laquelle elles étaient profondément engagées. Ces difficultés, qui servaient deux ans après les faillites retentissantes

de deux banques canadiennes (Canadian Commercial Bank, Northland Bank), risquent de retarder considérablement le programme de privatisation des entreprises publiques, dont M. Mulroney et son gouvernement avaient fait depuis 1984 — comme en France, comme en Grande-Bretagne — un cheval de bataille.

OTTAWA de notre envoyé spécial

Bien avant que la crise boursière ait mis en question bon nombre de projets de privatisation dans le monde, le gouvernement canadien avait opéré une pause. Pause significative, l'équipe conservatrice, au pouvoir à Ottawa depuis septembre 1984, ayant été — avec celle de M. Thatcher en Grande-Bretagne — l'une des plus décidées à réduire le rôle du secteur public dans l'économie.

Il y a un an, la privatisation d'Air Canada, la compagnie aérienne publique à faillite d'érable rouge sur fond blanc, était sérieusement envisagée. Une telle opération ne posait pas de problèmes philosophiques au gouvernement et encore moins à Barbara McDougall, ministre de la privatisation, qui avait pris les choses en main avec la poigne qu'on lui connaît. Tout dépendait, à l'en croire, du meilleur moment pour tirer de la vente le plus d'argent possible.

Automne 1987 : Barbara McDougall, que nous avons interviewée à Ottawa, croit toujours possible une telle opération, mais reconnaît qu'elle est « plus difficile à plus complexe » que les précédentes privatisations. En clair, la décision de vendre, fin janvier 1986, de Havilland avait été prise facilement : l'entreprise lourdement déficitaire devant être sortie de l'ornière. Opération réussie malgré les critiques nombreuses qui accueillirent le rachat par Boeing du constructeur du célèbre Mosquito, qui fit tant parler de lui pendant la seconde guerre mondiale. La vente de Canadair à la firme québécoise Bombardier, en décembre 1986, puis celle de Télélobe (télécommunications internationales) à la petite société Memotec Data, en avril dernier, furent, elles aussi, relativement faciles. Au total, onze privatisations sans gros problèmes.

La complexité des opérations n'explique évidemment pas com-

tement les hésitations actuelles concernant Air Canada. Barbara McDougall reconnaît maintenant que certaines sociétés publiques remplissent des tâches que le secteur privé n'assurait pas aussi complètement ni à des prix aussi bas. Il en va ainsi pour les transports dans un pays immense, où une partie de la population serait complètement isolée sans liaisons aériennes à prix abordables. Ce souci de l'unité du pays, de l'aménagement du territoire peut-il être pris en considération par des intérêts privés ?

La privatisation de Petro Canada pose des problèmes un peu semblables, à cela près que la défiance ne s'exerce plus seulement vis-à-vis du secteur privé, mais également vis-à-vis des intérêts étrangers. Petro Canada est une « fenêtre ouverte sur un secteur pétrolier complètement dominé par l'étranger », dit-on à Ottawa. Un moyen aussi de développer à la canadienne — c'est-à-dire sur fonds publics — les régions isolées du pays, une politique qui agace fortement les Etats-Unis, comme on l'a vu lors des récentes négociations sur le traité de libre échange.

Une volonté nationale

Il y a dix ans, l'essentiel de l'industrie pétrolière au Canada était entre des mains étrangères, après l'achat de Gulf aux frères Reichmann de Toronto par la société britannique Ultramar. En quelques années, la politique nationaliste menée par l'ancien gouverneur Trudeau avait hissé à 40 % la part canadienne de ce secteur stratégique dominé par Shell, Esso, Texaco, Ultramar. Même volonté nationaliste au niveau de la distribution : Petro Canada possède maintenant 20 % des stations-service du pays.

Politique très coûteuse pour l'Etat que celle qui fut menée par Petro Canada, sous la houlette de son président Bill Hopper, mais politique finalement populaire comme en témoignent les sondages. L'attachement des Canadiens à un secteur public très étendu (1 300 sociétés et 15 % des actifs des entreprises du pays) s'explique probablement plus par des raisons pratiques que par une idéologie interventionniste. Mais peu importe, les faits sont là : ils pèsent certainement lourd dans la balance des décisions. Assez lourd pour contrecarrer des avis aussi influents que ceux du Conseil économique du Canada qui, en février 1987, s'était prononcé à une très large majorité pour la privatisation d'Air Canada, de Petro Canada et de Canadian National (transport maritime et ferroviaire, hôtels etc.). Pour contrecarrer aussi les souhaits

d'une partie du personnel d'Air Canada et, d'abord, de son président, Claude Taylor.

Il y a un an, quand on posait la question de savoir si les prises de contrôle étrangères ne devaient pas être canalisées, la réponse était presque complètement négative. Pourquoi hésiter à vendre une entreprise publique canadienne à un acheteur américain, par exemple, si celui-ci était « sérieux » et qu'il offrait le meilleur prix ? « Nous avons d'énormes besoins de capitaux étrangers et nous faisons des pieds et des mains pour les attirer », assurait sans complexe Barbara McDougall.

Sa soeur cadette, le Parlement a voté le « National Transportation Act » qui à partir de janvier 1988 limiterait autoritairement à 25 % la propriété étrangère dans le capital des sociétés canadiennes de transport aérien. Cette limite s'appliquerait pour chaque entreprise. On voit le chemin parcouru...

Il est dans les intentions du gouvernement de fixer à 10 % le montant maximal que pourra détenir une personne ou une société dans le capital d'une firme privatisée. Cela, pour éviter que le pouvoir effectif ne se concentre trop entre quelques mains au cas où les sociétés publiques vendues demain au Canada seraient éparpillées dans le public.

On en est là, en cet automne 1987. Les projets d'ouverture de bureaux de poste privés dans des drugstores et autres lieux publics ont déclenché quelques graves, perturbant l'acheminement du courrier. Le gouvernement a assuré qu'il n'était pas question de privatiser les postes, mais seulement d'« accorder quelques franchises ».

Canadian Pacific (privé) attend, quant à lui, que soit prise la décision de vendre au secteur privé les hôtels appartenant à Canadian National, la compagnie publique de chemin de fer. A Ottawa, les fonctionnaires s'inquiètent d'un tel projet : jamais, disent-ils, le magnifique château Laurier — l'un des plus beaux hôtels du Canada et l'une des pages de son histoire architecturale — n'offrira de tels services à des prix aussi bas. Comme on les comprend, Château-Laurier offrira à bon marché des « brunchs » trop appétissants !

Toute forme d'humour mise à part, la préservation d'un magnifique patrimoine historique peut effectivement faire réfléchir. Mais, pour Canadian Pacific, qui gère depuis longtemps d'anciens hôtels historiques à Québec, à Banff, dans les Rocheuses, le problème ne se pose même pas. Le patrimoine canadien peut être préservé par le secteur public. Réponse dans quelques mois.

ALAIN VERNHOLLES.

Dans ses efforts pour ralentir la chute de la monnaie américaine

Le Japon se sent isolé

TOKYO correspondance

La Banque du Japon a la foi du charbonnier. A la spéculation, elle oppose des interventions massives et répétées sur le marché des changes. Aux rumeurs, elle répond par des certitudes. La Banque centrale japonaise est encore intervenue activement, jeudi 5 novembre, sans pouvoir faire mieux que ralentir une glissade qui conduit le billet vert à son plus bas niveau depuis la guerre, face au yen. Le dollar a terminé la journée à 135,95 yens, en recul de 1,30 yen par rapport au cours de la veille.

Au plus bas de la journée, la monnaie américaine a touché 135,35 yens, un nouveau record également. Les transactions au comptant ont dépassé 9,6 milliards de dollars, un volume de jour de crise. Sans vouloir le reconnaître, les autorités monétaires japonaises s'inquiètent de leur isolement. Selon certaines sources, on s'interrogeait, jeudi, à l'institut d'émission, sur un soutien éventuel du dollar, en vendant sur les marchés des changes non seulement des yens, mais également des deutschemarks, une façon de reconnaître que la passivité de la Bundesbank fait problème, alors que c'est la monnaie du mark, encouragée par la rigidité monétaire de Francfort, qui aspire le yen, estime-t-on à Tokyo.

La Banque du Japon aurait, par conséquent, l'intention de demander que les différentes banques centrales, parties prenantes de l'accord du Louvre, procèdent à des échanges de munitions plus substantiels (fourniture de DM à la Banque

du Japon ou de yens à la Banque d'Angleterre, etc.), afin d'accroître et de diversifier leurs moyens de lutter contre la spéculation.

Les banquiers centraux doivent se retrouver, au plus tard, lundi à Bâle pour la réunion mensuelle de la Banque des règlements internationaux, et le Japon sera sans doute représenté par M. Sotetsu Sumita, le gouverneur de la Banque du Japon.

En réalité, le Japon n'a pas d'illusion sur la possibilité de stopper radicalement la baisse du billet vert. « Nous devons éviter une chute libre du dollar, indique un responsable de la banque centrale. Nous pouvons permettre un léger déclin de la monnaie américaine, mais il faut éviter que le marché prenne de l'élan, sinon il sera très difficile de l'arrêter. » Tel est le véritable contenu de l'accord du Louvre, selon le responsable, qui affirme : « Nous ne pouvons jamais passer d'accord sur des taux de change ».

Après plus d'une semaine d'interventions sur le marché des changes, pour des montants qui dépassent 4 milliards de dollars, la détermination des autorités japonaises reste intacte, mais les appels du pied au pouvoir politique américain se multiplient. « Le déficit commercial américain ne peut pas être réduit du jour au lendemain, mais celui du budget peut l'être », affirme un responsable japonais. « Pour rendre confiance aux marchés, l'annonce [d'une réduction du déficit budgétaire] doit être suffisamment convaincante », ajoute-t-il. La Maison Blanche et le Congrès sont priés de remettre leur copie le plus tôt possible, et avant le week-end prochain en tout cas. C'est la condition nécessaire, et suffisante, pour la

tenue d'une réunion du groupe des Sept qui réaffirmerait les engagements pris au Louvre, qui sont toujours en vigueur, répètent à loisir les dirigeants nippons.

Chaque jour qui passe éloigne le moment du retour au calme sur les places boursières ; le jeudi 5 novembre, la Bourse de Tokyo a encore pris froid, l'indice Nikkeï perdant plus de 450 yens, revenant ainsi en dessous du seuil des 23 000 yens.

BERNARD HAMP.

Poursuite de la vente de NTT

Le processus de privatisation du géant des télécommunications japonaises, NTT, ne semble guère affecté par la crise boursière. La seconde tranche d'actions sera mise en vente comme prévu le 10 novembre avec une décote de 3 % par rapport au cours du jour précédent. En fait, les actions NTT sont une valeur très sûre : les premières actions prises sur le marché en février 1987 sont passées de 1,1 million de yens (prix de souscription) à plus de deux millions de yens. Ces titres sont vendus tellement au-dessus de leur valeur d'émission qu'ils ont été faiblement affectés par la chute des cours de ces deux dernières semaines (une action NTT vaut, ce jeudi 5 novembre, 2 077 000 yens). Il est prévu au total cinq tranches de souscription NTT.

Tokyo et Vienne renforcent les contrôles sur les exportations de produits sensibles

Le gouvernement japonais a approuvé, le 4 novembre, de nouveaux règlements, applicables à partir du 10 novembre, prévoyant que l'exportation de cent quatre-vingt-trois produits stratégiques à destination des pays communistes devra obtenir son approbation. Trente-six de ces produits pourront être exportés librement vers la Chine. Ce renforcement des contrôles est destiné à empêcher la répétition de scandales comme celui dans lequel est impliquée la firme Toshiba, accusée d'avoir vendu des équipements de

haute technologie à l'URSS, en violation des règles du Comité de contrôle des exportations de produits stratégiques à destination des pays communistes (COCOM).

L'Australie a fait de même. Toutes les firmes basées dans ce pays devront obtenir désormais une licence d'exportation pour les produits répertoriés par le COCOM. L'Australie a été exclue par les Américains et leurs alliés de la liste des pays auxquels des produits stratégiques peuvent être vendus sans procédure de contrôle spécifique.



Premier essai :
DBASE MAC
Ashton-Tate présente
enfin sa base de données.

Eurotunnel. L'actionnaire va se retrouver en bonne compagnie.

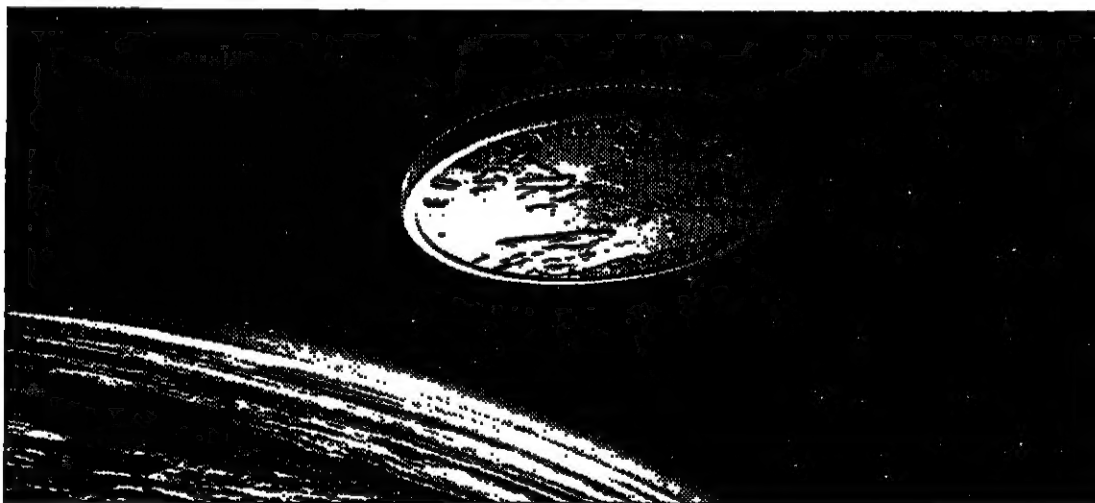
L'un des plus grands projets privés du monde méritait d'être confié à des partenaires exceptionnels. Eurotunnel, le groupe privé franco-britannique chargé de financer, de réaliser et d'exploiter le futur Tunnel sous la Manche, n'a pas failli à cette exigence. Il a su réunir à travers le monde des actionnaires de tout premier ordre, une centaine d'investisseurs institutionnels en particulier, qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

Eurotunnel a également obtenu l'appui d'un syndicat international de 198 banques et de la Banque Européenne d'Investissement, qui participeront au financement du projet à hauteur de 50 milliards de francs.

L'engagement de tous ces partenaires, du monde entier, est un gage de confiance dans la réussite technique et financière d'Eurotunnel.

Il est vrai qu'Eurotunnel offre des perspectives particulièrement prometteuses, avec l'exploitation de ce gisement inépuisable que représentent les dizaines de millions de voyageurs et de tonnes de marchandises qui traversent chaque année la Manche. Un marché en pleine expansion, dont on prévoit le doublement d'ici les premières années 2000.

Dès la première année de service, près de 30 millions de



voyageurs et 15 millions de tonnes de fret devraient emprunter Eurotunnel. Et ce trafic va continuer à se développer.

Nous vous offrons désormais la possibilité de rejoindre Eurotunnel aux côtés de ses grands partenaires financiers. Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire d'Eurotunnel. Vous deviendrez ainsi actionnaire du plus gigantesque péage du monde.

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense. Minitel 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

Marchés financiers

Tuffier et associés
introduit au second marché

La charge d'agents de change Tuffier-Ravien-Py maintient son introduction au second marché de la Bourse de Paris malgré l'effondrement du marché. La date de la cotation reste cependant à déterminer. Prévue en principe pour le 13 novembre, l'opération pourrait être retardée en fonction de la conjoncture boursière. La société introduite sera la holding qui cofinanciera d'entités, dont le fleuron était la charge d'agents de change Tuffier-Ravien-Py. Quelques 10 % du capital de la holding Tuffier et associés seront offerts au public, soit 251 000 certificats d'investissement. Tête de file de Tuffier et associés la charge d'agents de change vient de prendre la première place au classement officiel au regard des transactions sur actions. Dans le domaine

obligataire, Tuffier arrive en quatrième position parmi les autres opérateurs français. La volonté de s'introduire en Bourse correspond à une stratégie défensive. L'attaque étant la meilleure des défenses. M. Thierry Tuffier, président de la holding, prend les devants pour garder son indépendance à l'heure de l'ouverture des marchés financiers.

Jusqu'à présent l'ouverture du capital des charges et son corollaire, la fin du monopole de ces opérateurs sur le marché, ont donné lieu à de nombreuses prises de participation de banques dans le capital des charges d'agents de change. Tuffier est le seul, pour l'instant, à avoir programmé son arrivée en Bourse dans le but de renforcer ses fonds propres sans prendre l'appui d'un autre partenaire financier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
IMMINDO SA

Depuis le début de l'année, l'exploitation de participation d'habitation et de bureaux d'IMMINDO SA a été dévolue de manière satisfaisante. La relocation des logements vacants s'effectue rapidement et dans de bonnes conditions, et les surfaces commerciales sont occupées en totalité.

Suite à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 4 juin 1987, le capital d'IMMINDO SA a été porté de 133 307 800 F à 162 349 300 F par la création de 270 615 actions nouvelles de 100 F nominal entièrement souscrites en numéraire. Le produit brut de l'émission s'est élevé à 127 189 050 F.

Les fonds provenant de cette augmentation de capital et du paiement partiel du dividende de l'exercice 1986, sous forme d'actions, ainsi que le produit des ventes d'appartements de Bagnols et de Sévres-Charville, seront investis dans des immeubles d'habitation et de bureaux situés à Paris ou dans la Région parisienne. Dans le cadre de cette politique, IMMINDO SA devrait acquérir prochainement un immeuble de bureaux, en cours de réhabilitation, à Paris 8^e, et un immeuble d'habitation, à construire, à Paris 12^e.

La situation comptable au 30 juin 1987 fait apparaître une progression des recettes locatives de 6,92 % par rapport à celles du premier semestre 1986, passant de 17 767 000 F à 18 996 000 F. Le bénéfice à cette date s'élève à 20 917 376,80 F dont 5 924 644,62 F de plus-values nettes à long terme, contre un bénéfice de 14 599 897,47 F au 30 juin 1986 dont 645 636,55 F de plus-values nettes à long terme.

Les perspectives de résultats pour l'exercice en cours permettent d'espérer une nouvelle progression du dividende.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA COMPAGNIE DE PRESBOURG ACQUIERT
15 % DU CAPITAL DE LA FINANCIÈRE DANIEL

Parallèlement à la reprise par le Groupe Hachette de la majorité du capital de la Financière Daniel, la Compagnie de Presbourg, gérée par la banque Agly, initiatrice de l'opération, a acquis, auprès de la Financière et Industrielle Gaz et Eau, 15 % du capital de la Financière Daniel. Cette société qui a réalisé un chiffre d'affaires de 640 millions de francs et un bénéfice avant impôt de 22 millions de francs en 1986 est une des plus anciennes et des plus importantes sociétés françaises dans le secteur de l'impression en continu.



UN RÉSULTAT NET DE + 15 %

Le chiffre d'affaires net pour l'exercice 1986/1987 s'est élevé à 336,8 millions de francs contre 313,7 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le résultat net estimé de l'exercice devrait certainement confirmer la prévision d'augmentation de + 15 %.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Pour tenir compte de la reprise de la cotation de la Compagnie financière de Suez qui vient d'être fixée au 9 novembre 1987, la date de clôture des opérations d'échange des certificats d'investissement privilégiés contre des actions ordinaires est reportée du 10 au 16 novembre inclus.

D'autre part, le conseil d'administration de la compagnie a été convoqué le 9 novembre 1987 en vue de reporter également au 16 novembre la date limite d'exercice des bons de souscription attribués aux porteurs de certificats d'investissement privilégiés.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation vient de faire connaître les décisions dans lesquelles va être reprise la cotation des actions de la Compagnie financière de Suez.

Celle-ci interviendra le lundi 9 novembre 1987. Le gouvernement a en outre décidé d'offrir aux souscripteurs à l'offre publique de vente ainsi qu'aux salariés et anciens salariés du Groupe des facilités de paiement sur une période d'un an.

La Compagnie financière de Suez souligne le caractère positif pour les souscripteurs de ces dispositions qui constituent un avantage substantiel de trésorerie ; elle estime que dans les circonstances présentes des marchés, le déroulement de la phase finale de sa privatisation se trouve ainsi facilitée.

L'Etat entrerait
dans le capital
de la Compagnie
nationale du Rhône

M. Jacques Doufflauges, ministre des transports, a installé, le 5 novembre, à Lyon, le nouveau conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), élargi aux représentants des régions situées sur l'axe Rhin-Rhône : Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A cette occasion, M. Paul Granet, président de la CNR, a précisé comment seraient financés les premiers travaux de la future liaison Rhin-Rhône, décidée le 30 juillet par un comité interministériel. Les collectivités territoriales apportent 25 % des sommes à engager, soit 300 millions de francs. L'Etat apporterait 700 millions de francs sous forme d'une dotation en capital. Cet apport, a déclaré M. Granet, « va probablement se concrétiser par une entrée de l'Etat dans le capital de la CNR, capital qui serait porté de 36 millions à 42 millions de francs, et par une avance en compte courant de ce nouvel actionnaire que sera l'Etat ». Mais selon M. Doufflauges, la décision n'est pas prise.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AFFAIRES

NEW-YORK, 4 nov. ↓

Nerveux et toujours assez déprimé

Encore une séance de baisse mercredi à Wall Street. Sur une reprise intervenant à l'approche de la clôture, le mouvement s'est toutefois ralenti. Après avoir perdu cinquante points, l'indice Dow Jones réduisait l'écart à 18,24 points en établissant finalement à 945,29. Le bilan général est resté négatif. Sur 2001 valeurs traitées, 924 se sont encore alourdies, 709 ont progressé et 368 n'ont pas varié.

D'une façon générale, les échanges sont restés très nerveux. Une fois encore, la chute du dollar a exercé un effet dépressif sur le marché. Aussi, l'incapacité de l'administration Reagan et du Congrès de trouver un terrain d'entente pour réduire le déficit budgétaire a continué d'entretenir les conversations et surtout d'empoisonner l'atmosphère. Beaucoup redoutent qu'à repousser les problèmes, les grands responsables des pays vont finir par déclencher un nouveau krach.

La baisse des taux de base en Grande-Bretagne n'a produit aucun effet, les opérations sur le marché des devises et surtout les réactions des autres places.

Notons que le président Reagan a chargé quatre dirigeants d'entreprises d'étudier les causes de la terreur boursière d'octobre. Serait-ce pour vérifier l'hypothèse d'un sabotage financier par l'Iran ? L'activité a porté sur 202,53 millions de titres, contre 229,38 millions.

VALEURS	Cours de 3 nov.	Cours de 4 nov.
Alcoa	42	41 1/2
Allegiant	72 1/2	72
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2
Amstar	28 1/2	28 1/2

LONDRES, 4 nov. ↓

Nouveau repê

Après le recul de la veille, la Bourse de Londres a connu, mercredi, un nouveau repê et ce malgré la reprise enregistrée en fin de séance provoquée par une baisse des taux d'intérêt de deux points à 9 %. L'indice Financial Times des trente vedettes industrielles a accusé une baisse de 30,5 points à 1255,6. En cours de séance, l'indice des cent valeurs industrielles a franchi le seuil des 1 600, soit plus bas encore que le niveau le plus faible enregistré pendant les deux « semaines noires » d'octobre : 1 580,6 points, contre 1 598 le 28 octobre dernier. Il a même franchi le niveau du soir du « big bang », le 27 octobre 1986.

La faiblesse du marché reflète toujours les inquiétudes de baisse du dollar qui pèsent sur le cours des grandes sociétés exportatrices et celles relatives au déficit budgétaire américain. La diminution du taux de base bancaire n'a eu qu'un impact limité. Les opérateurs britanniques commencent à craindre des difficultés en matière de liquidité après une chute supérieure à 35 % depuis l'été.

FAITS ET RÉSULTATS

● Vers une réduction de la TVA sur les cassettes vidéo ? La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 4 novembre, un amendement de M. Gilbert Gauthier (UDF-Paris) à la loi de finances, réduisant de 33,33 % à 18,6 % le taux de TVA sur les cassettes vidéo enregistrées. Le coût de cette mesure (57 millions de francs), précise-t-on, sera gagé sur les œuvres à caractère pornographique ou d'incitation à la violence (cassettes vidéo, vidéodisques...), par le biais d'une taxe de 50 % sur leur prix de vente.

● AKZO : les fibres passent sur les résultats. — Le groupe chimique néerlandais AKZO a enregistré une baisse de 20,2 % de son bénéfice net pour le troisième trimestre, dont le montant revient à 155,8 millions de florins (contre 195,3 millions pour le trimestre correspondant de 1986). Cette baisse est principalement due à la dégradation de l'activité dans la branche des fibres chimiques.

Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net s'élève à 526,9 millions de florins (-16,6 %). En perspective pour le troisième trimestre (+3,2 %), le chiffre d'affaires diminue pour les neuf premiers mois (-2,7 %) pour atteindre 11,52 milliards de florins.

● Merin-Gérin : 21 millions de profits en moins. — Merin-Gérin, premier constructeur français d'appareillage électrique haute et basse tension, a annoncé une baisse de son résultat pour le premier semestre : 230 millions de francs, contre 251 millions par rapport à l'année précédente.

PARIS, 5 novembre ↓

Bonjour tristesse

Manifestement, le marché n'est pas rassasié de baisse. Jeudi, le mouvement de repê s'est poursuivi. Dans la matinée, pourtant, la résistance avait paru s'organiser (-0,36 %). Mais elle a rapidement lâché sur de nouveaux dégonflements de l'étranger et sur des ventes de lassitude aussi. A la clôture de la séance officielle, l'indice instantané s'établissait à 1,44 % en dessous de son niveau précédent, et, pour la deuxième fois en moins de trois semaines, le CAC a enfoncé le plancher des 300 points.

Derechef, la plupart des grandes valeurs se sont dépréciées sensiblement : Peugeot, CSF, Midi, Compagnie bancaire, Lafarge, Paribas, L'Oréal et bien d'autres. Pourtant, les courants d'affaires n'ont pas été très étouffés. Pour certains, la situation devient « dramatique », car des investisseurs, à la fin de la semaine passée, se sont encore laissés prendre au piège de la reprise. « Ce n'est plus sûr mois, mais deux ans dont la Bourse va avoir besoin pour récupérer », assure un gérant de portefeuilles. Et d'ajouter : « Ah ! si on pouvait vendre à découvert les grands dirigeants des pays industrialisés, on gagnerait beaucoup d'argent ».

A Paris comme ailleurs, l'inertie des grands argentiers de ce monde devant le chaos monétaire apparaît presque « criminelle ». Signe des temps : le représentant d'une grande banque, pour tout désemparer, avait un sandwich.

Au premier étage, le marché obligataire a continué de se raffermir. Nouvelle hausse du MATIF, toujours en prévision d'une possible dépréciation du franc dans le SME.

Notons que Total n'a même pas séché son milliard de bénéfice net pour le premier semestre.

TOKYO, 5 nov. ↓

Nouvelle baisse

A l'annonce des autres places financières, le Kabuto-Cho a continué jeudi de s'alourdir très sensiblement. La première partie de la séance n'avait pas été brillante (-484 points). Le marché ne devait pas parvenir ensuite à remonter le cours. En clôture, l'indice Nikkei accusait une baisse de 430,96 points, à 22 629,56, soit 1,9 % environ. De toutes les grandes bourses mondiales, Tokyo reste encore la moins déprimée par la tempête d'octobre, avec un recul moyen des cours de 15 %, alors qu'ailleurs les dégâts se situent entre 25 % et 30 %. Mais le marché n'en est peut-être que plus vulnérable. Les opérateurs restent très sceptiques sur la capacité du président américain Ronald Reagan à trouver une solution à l'épineux problème du déficit budgétaire américain. Là, comme ailleurs, la dégringolade du dollar cause de très vives inquiétudes.

VALEURS	Cours de 4 nov.	Cours de 5 nov.
Alstom	440	445
Bouygues	1 190	1 180
Comau	822	801
Elf	3 082	3 080
Honda Motor	1 280	1 270
Matras	1 880	1 880
Matras	1 880	1 880
Matras	1 880	1 880
Matras	1 880	1 880
Matras	1 880	1 880

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP S.A.	1155		Alcatel, Minirel	119 80	118
Alcatel	248 40	236 60	Alcatel Industrie	276	275
Amstar & Amstar	470	464	Alcatel Industrie	185 50	185
Amstar	334	330	M.M.I.M.	800	800
B.A.C.	380	380	Alcatel Industrie	190	180
B. Dumas & Dumas	501	501	Alcatel Industrie	650	610
B.I.C.M.	720	720	Alcatel Industrie	255	255
B.I.P.	390	395	Alcatel Industrie	375	375
Belloni Technologies	572		Alcatel Industrie	183	183
Belloni	805	800	Alcatel Industrie	398	382
Chânes de Lyon	820	810	Alcatel Industrie	230	218 20
Calsonic	1380	1338	Alcatel Industrie	100	100
C.A.T.E.	731	731	Alcatel Industrie	1115	915
C.N.P. Elec.	285	285	Alcatel Industrie	1000	1000
C.E.S.I.D.	670	643	Alcatel Industrie	149	149
C.E.S.P.	146	148	Alcatel Industrie	218	218 80
C.E.P. Communication	1000	980	S.C.P.M.	325	325
C.I.T. Information	561	561	Alcatel Industrie	441	434
Ciments d'Alsace	471		S.E.P.	1150	1101
C.N.I.M.	272	282 90	S.E.P.	1050	1008
Comptel	200	200	S.E.P.	639	620
Concord	170	160	Sigra	235	230
Dalco	2850	2830	S.M.T. Comptel	790	745
Danahy O.T.A.	1470		Sodilux	355	360
Danahy	701	701	Sodilux	575	578
Danco O.T. France	140	132	Sigra	168	168
Editions Belfrad	157	155	T.F.T.	358	352
Elec. S. Desmaris	372	372	Union Financ. de R.	328	320
Elektron Industrie	22	20 80	Valence de France	328	320
Epiroc	647	675			
Epiroc	380	380			
Euromat	652	613			
Galaxy	880				
Guy Degrange	205	205			
I.C.C.	140	132			
I.D.A.	157	155			
I.R.F.	372	372			
INZ	148				
Ind. Metall. Service	181	180			
La Couronne Electric	610				
La Grille de la Motte	250	238 50			
Leica Investissement	274	270			
Lemonte	180	180			
Lemonte	300	300			
Medi-Image	250	232 40			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ
LEMONDE

Marchés financiers

BOURSE DU 5 NOVEMBRE

Cours relevés
à 14 h 54

[illegible]

Comptant (collection)

SICAV (collection)

4/11

VALEURS	% du total	% de cotation	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Ensemble Fonds incl.	Recher net	VALEURS	Ensemble Fonds incl.	Recher net	VALEURS	Ensemble Fonds incl.	Recher net
Obligations																	
Bsp. 7 % 1979	8028		Comptant (N°)	182		Laurin (N°)	880		Suez (N°) de CP	1520		A.A.A.	687 79	671 01	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
8,00 % 7/77	22 80	1 487	Comptant (N°)	303 40	88 80	Laurin (N°)	1000		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
8,00 % 7/77	38 50	3 132	Comptant (N°)	780		Laurin (N°)	36 70		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	140		Laurin (N°)	180		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)	235		Laurin (N°)	245		Suez (N°) de CP	1520		Action	187 79	187 79	Fond-Aggrég.	590 05	951 50
10,00 % 7/74	249	1 487	Comptant (N°)														

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 M. Carlucci remplace M. Weinberger au Pentagone. 4 Grève générale au Liban. 5 Les référendums italiens du 8 novembre. 6 L'URSS souhaite dix ans après la révolution d'Octobre.	7 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 8 Nouvelle-Calédonie : dialogue de sourds entre M. Pons et M. Mitterrand. 10-11 L'affaire des ventes d'armes françaises à l'Iran.	12 Le procès d'El Bando à Nice. 23 La prévention du SIDA en URSS. — La « résurrection » de la centrale nucléaire de Chinon. — Bordeaux qualifié en Coupe d'Europe de football.	24 « Les lunettes d'or », de Giuliano Montaldo. — Le documentaire balte à Nyon. 25 Tokyo Connection (suite) : un quatrième Corot retrouvé au Japon. — Photographie : le pion de Saint-Denis.	31-32 Les remous sur les marchés financiers et monétaires. — Les privatisations au Canada. 32 L'augmentation de capital de la société du tunnel sous la Manche. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 27 Mots croisés 27 Radio-télévision 28 Cartes, Loterie 28 Annonces classées 30 Echecs 28	• 10 h : le Mini journal JOUR • Bourse : la cote heure par heure. BOURSE • Toute l'actualité. ACTU Actualité, Sports, International, Bourse, Divertissements. 3615 Tapez LEMONDE

Les ventes d'armes françaises à l'Iran

M. Lecannet : des éclaircissements ne pourraient venir que du chef de l'Etat

« C'est une affaire d'Etat », a expliqué à son tour, jeudi 5 novembre au Sénat, M. Jean Lecannet. Rendant compte de l'audition, le matin même, du ministre de la défense, M. André Giraud, le président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a énuméré quatre raisons qui expliquent, selon lui, la gravité de l'affaire Luchaire.

C'est une « affaire d'Etat (...) par l'importance des ventes et la durée du trafic; par l'irrégularité de cette vente, voire même son illégalité; par la contradiction avec la politique étrangère de la France et des gouvernements qui se sont succédés à cette époque sous la direction de MM. Mauroy et Fabius; enfin ces ventes ont été dirigées sur un pays belligérant et suspect d'être complice de prises d'otages et de terrorisme en France ».

En conclusion, M. Lecannet a estimé que cette « affaire d'Etat (...) interpelle les plus hautes autorités de l'Etat. Le président de la République n'est pas responsable devant le Parlement. Nous n'avons pas à le remettre en cause. Mais au regard de la Constitution, il est chef des armées et il remplit un rôle capital dans les affaires diplomatiques. S'il le juge bon, des éclaircissements ne pourraient venir que de lui, puisqu'il assure depuis six ans la responsabilité de l'Etat ».

Légère hausse des taux d'intérêt en France

Alors que le franc français se maintenait, jeudi 5 novembre dans la matinée, à son niveau de la veille (1 mark à 3,40 francs), on enregistrerait sur les marchés financiers français une légère tension sur les taux d'intérêt. Pour le second jour consécutif, le taux de l'argent au jour le jour était en légère progression et approchait dans la journée 9 %, alors que les taux directeurs de la Banque de France se situent actuellement à 7,5 % et 8 %.

Cette petite tension est liée, selon les cambistes, aux perturbations actuelles au sein du système monétaire européen. Les experts estiment cependant que la Banque de France n'utilisera pas l'arme des taux d'intérêt pour défendre le franc.

En ce qui concerne l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui a eu lieu jeudi 5 novembre dans la matinée à Paris, elle fut également marquée par une légère augmentation des taux à long terme. Le Trésor, qui avait annoncé son intention de lever entre 4 et 6 milliards de francs, a finalement émis des OAT pour un montant de 5,75 milliards de francs. Pour la tranche à taux fixe, servie à hauteur de 4,2 milliards de francs, l'Etat doit payer un taux de 9,95 %. Il avait rémunéré l'emprunt équivalent en août dernier à 9,73 %. La hausse est donc de 0,22 %.

Michel Polac inculpé sur plainte de M. Le Pen

Conséquence d'une plainte en diffamation avec constitution de partie civile déposée contre lui par M. Jean-Marie Le Pen, M. Michel Polac a été inculpé de ce délit, jeudi 5 novembre, par M. Claude Grellier, premier juge d'instruction à Paris. Le président du Front national invoque contre M. Polac des propos sur son passé tenus lors de l'émission « Droit de réponse » du 16 mai 1987.

A la sortie du cabinet du magistrat, M. Polac a déclaré : « J'estime que l'on ne peut rien cacher de la vie d'un candidat à la présidence de la République, si ce n'est ses amours ».

Le numéro de « Monde » daté 5 novembre 1987 a été tiré à 531 716 exemplaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

3615 Tapez LEMONDE

A C D E F G H

La mort du cinéaste Georges Franju

Le réalisme fantastique

Le cinéaste Georges Franju est mort le jeudi 5 novembre à 4 heures du matin. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Né le 12 avril 1912 à Fougères, Georges Franju, après quelques études et divers emplois, devient décorateur de théâtre jusqu'à son abaissement de Vaugrand. En passant par la Lorraine (1950), Hôtel des Invalides (1952), visite au Musée de l'Armée et réquisitionnaire contre la guerre, seront remarqués des critiques et des cinéastes, et font de Franju l'un des chefs de file de cette école du court métrage qui préparera la « nouvelle vague ».

La Grand Médias (1952), M. et M. Curia (1953), et toutes les œuvres qui suivent, conduisent Franju, en 1958, à son premier long métrage, *Le Tête contre les murs*, d'après le roman d'Hervé Bazin, plongée dans l'univers d'un hôpital psychiatrique en France et de tendresse. *Les Yeux sans visage* (1959), d'après un roman de Jean Redon, film d'épouvante à la fois réaliste et poétique, affirme l'admiration qu'a toujours eue Franju pour Feuillade. Si *Plein feux sur l'assassin* (1960) dépeint,

dix ans, dont la plupart sont des commandes, mais auxquelles il va donner une esthétique originale avec les contrastes du noir et blanc, un « réalisme poétique » reconstruit par l'attitude surréaliste de la révolte et du fantastique social. *Le Sang des bêtes* (1948), sur les abattoirs de Vaugrand, En passant par la Lorraine (1950), Hôtel des Invalides (1952), visite au Musée de l'Armée et réquisitionnaire contre la guerre, seront remarqués des critiques et des cinéastes, et font de Franju l'un des chefs de file de cette école du court métrage qui préparera la « nouvelle vague ».

La Grand Médias (1952), M. et M. Curia (1953), et toutes les œuvres qui suivent, conduisent Franju, en 1958, à son premier long métrage, *Le Tête contre les murs*, d'après le roman d'Hervé Bazin, plongée dans l'univers d'un hôpital psychiatrique en France et de tendresse. *Les Yeux sans visage* (1959), d'après un roman de Jean Redon, film d'épouvante à la fois réaliste et poétique, affirme l'admiration qu'a toujours eue Franju pour Feuillade. Si *Plein feux sur l'assassin* (1960) dépeint,

l'adaptation du roman de François Mauriac, *Thérèse Desqueroix*, en 1962, est un événement. Franju transcende son réalisme fantastique dans les méandres de la psychologie cinématographique.

Il voudrait réaliser un « Fantomas », n'y parvient pas, mais tourne, en 1963, *Juarez*, superbe hommage à Feuillade. En 1965, il adapte avec un rare bonheur le roman de Jean Cocteau, *Thomas l'imposteur*. *La Fuite de l'abbé Mouret* (1970, d'après Zola), sujet qui semblait fait pour lui, ne lui réussit pas aussi bien. Après une adaptation pour la télévision de *La ligne d'ombre*, de Joseph Conrad (1973), Georges Franju tourne un scénario de Jacques Champreux, petit-fils de Feuillade, un grand feuilleton fantastique, *L'Homme sans visage*, qui retrouve tout le charme des « Fantomas » de judas et dont une version pour le cinéma est présentée sous le titre *Nuits rouges*, en 1974.

Nous perdons aujourd'hui un de nos plus grands cinéastes, qui, tout en se faisant l'héritier d'une tradition, ne fut jamais marqué par les modes.

JACQUES SICLER.

Nominations de préfets

Le conseil des ministres du mercredi 4 novembre a procédé au mouvement préfectoral suivant :

• **BOURGOGNE** : M. Edouard Lacroix, préfet de la région de Bourgogne, est nommé préfet de la Côte-d'Or en remplacement de M. Claudius Brose, nommé préfet hors classe. Ce dernier pourrait être nommé président de la mission interministérielle de lutte contre la zoonose en remplacement de M. Guy Fougère.

[Né le 2 juin 1936 à Perrignier (Haute-Savoie), licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, d'économie politique et de sciences politiques, M. Edouard Lacroix occupe plusieurs postes de chef de cabinet depuis 1959, notamment auprès des préfets des Hautes-Alpes et du Var, avant d'être nommé en 1968 secrétaire général de Lot-et-Garonne, puis, en 1969, sous-préfet de Pontivy (Morbihan) et en 1974, chef de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées; en 1977, secrétaire général des Alpes-Maritimes. En mai 1980, il devient directeur du tourisme au ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs. Le 19 janvier 1983, M. Lacroix est nommé préfet commissaire de la République de l'Aveyron. Depuis le 6 mars 1985, il était préfet de la région et du département de la Martinique.]

• **CHAMPAGNE-ARDENNE** : M. Yves Bonnet, préfet de la région de Guadeloupe, est nommé préfet de la région de Champagne-Ardenne, en remplacement de M. Maurice Theye nommé hors cadres.

[Né le 20 novembre 1935, à Chartres (Eure-et-Loir), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Bonnet a été chef de cabinet du préfet de la Mayenne en 1960, puis du préfet de la Manche en 1963. Après avoir été directeur de cabinet du préfet de la Guyane, il a été nommé en 1968 sous-préfet de La Trinité (Martinique); détaché en 1970 en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur; nommé en 1974 sous-préfet d'Arles (Bouches-du-Rhône); en 1976, sous-préfet de Cherbourg (Manche); en 1978, sous-préfet de Dunkerque (Nord). Représentant du gouvernement à Mayotte en 1982, M. Bonnet fut nommé directeur de la surveillance du territoire au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, le 10 novembre 1982. Le 31 juillet 1985 il devient préfet du Finistère, avant d'être préfet de la Guadeloupe, poste qu'il occupait depuis le 9 avril 1986.]

• **MARTINIQUE** : M. Jean Jouandret, préfet de la Haute-Savoie, est nommé préfet de la région de Martinique en remplacement de M. Lacroix.

[Né le 28 janvier 1938 à Lourdes (Hautes-Pyrénées), M. Jean Jouandret, docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, est nommé chef de cabinet du préfet de la Haute-Savoie (anciennement du département des Alpes-de-Haute-Provence). Nommé chef de cabinet du préfet de la Mayenne en 1964, puis en 1965 directeur du cabinet, M. Jouandret, qui est au sein du conseil régional de la région de la Loire de 1967 à 1970, occupe les fonctions de secrétaire général de l'Etat de la région de 1968 à 1972, puis de la Dérive de 1972 à 1975, et de la Sarthe de 1975 à 1978. Chef de mission auprès du préfet de la région Auvergne de 1978 à 1980, il fut nommé sous-préfet de Montmorancy en octobre 1980, préfet de l'Orne le 1^{er} février 1984; il était préfet de la Haute-Savoie depuis le 5 février 1986.]

• **GUADALOUPPE** : M. Bernard Sarazin, préfet des Hautes-Pyrénées, est nommé préfet de la région de Guadeloupe en remplacement de M. Yves Bonnet.

[Né le 3 août 1929 dans les Vosges, M. Sarazin est licencié de lettres et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Nommé administrateur de la France d'outre-mer en 1951, il part en 1955 au Cameroun, où il exerce successivement les fonctions de chef de subdivision, de sous-préfet de Poli et d'adjoint au chef de région de Maroua.

En janvier 1964, il devient directeur du cabinet du président du conseil du gouvernement des Afars et des Issas. Affecté en 1968 au ministère de l'Intérieur, il est nommé directeur du cabinet du préfet du Finistère. Secrétaire général de la Guadeloupe pour les affaires économiques en juin 1971, il est nommé trois ans plus tard sous-préfet de La Tour-du-Pin (Isère). Sous-préfet de Thionville (Moselle) en février 1982, M. Sarazin était préfet des Hautes-Pyrénées depuis le 6 février 1985.]

• **HAUTE-SAVOIE** : M. Gérard Depierre, préfet hors classe, est nommé préfet de la Haute-Savoie en remplacement de M. Jouandret.

[Né le 1^{er} mars 1935 à Lyon (Rhône), M. Gérard Depierre, nommé commissaire de la République délégué pour la police de la Gironde, est sous-préfet hors classe. Sorti en 1970 de l'Ecole nationale de l'Administration, il

Sur le vif

Secret d'alcôve

Vous avez vu, Hier, à la télé, cette colère qu'il a piquée ! Il aboyait, furax, déchaîné, dans le micro que lui tendait une consœur : « J'en ai marre, vous n'avez rien à faire dans ma maison... Vous faites mal votre métier... Faut vous dire, il sortait de son bureau bras dessus, bras dessous avec son homme d'affaires, son copain Diaz, trésorier régional du PS, soupçonné d'avoir palpité dans l'affaire Luchaire. Et elle essayait de savoir ce qu'ils s'étaient dit, là, tous les deux.

Non, mais de quel droit ? Est-ce qu'il lui demandait, lui, ce qui se passait dans sa vie privée, à cette emmerdeuse ? Il a raison, au fond : le bureau d'un ancien ministre impliqué dans un scandale au canon et la chambre à coucher d'une journaliste, c'est du pareil au même. Elle lui manquait de respect. Il avait son honneur pour lui, et il n'admettait pas ce genre de question... Une question dévastatrice, a-t-il même ajouté, le malheureux ! Il avait complètement perdu la boule.

Tiens, à propos, dire qu'il nous demandait l'autre jour encore s'il avait le titre d'un trait-

quant d'armes ! Qu'est-ce que vous en pensez ? Entre nous, je trouve que oui, à la tête de l'emploi. Une tête à porter le chapeau, à faire la grosse voix et le gros dos pour éviter que son Mini adoré soit déboulonné par le torpillage du Rainbow Warrior, hier, et assourdi aujourd'hui par la détonation à retardement de tous ces obus qui lui pètent à la queue.

Parce qu'après, le chef des armées, c'était pas ce papa Charrier, à l'époque, c'était, c'est toujours, il s'en vante assez, m'sieur le Président soi-même. A sa place, je serais vraiment très embêtée. Il peut pas faire comme Papy Florent : des armes à qui ? A l'Iran ? Ah bon ! Je serais pas... il est coincé à l'écouille qu'il lui avait dit. Enfin, coincé... Façon de parler. L'Elysée, c'est pas la Maison Blanche. Là-bas, il aurait la minute des confessions aux basques. Ici, on se permettrait pas. On est poli, discret, plein de déférence. On pose pas de questions à nos chefs. Et quand par hasard on s'y risque, on se fait immédiatement remettre à notre place : celle de descende de lit.

CLAUDE SARRAUTE.

**VOLER
ÇA COÛTE
MOINS CHER**

NOUVELLES FRONTIÈRES

LE VOL PARIS MARSEILLE ALLER RETOUR 450 F

Micro-ordinateurs :
**LES PORTABLES
LES PLUS
PUISSANTS
AU BANC D'ESSAI**
Compacq Portable 386
contre Toshiba T 5100

Atighetchi
qui a annoncé la cessation de ses activités en raison d'une impossibilité de s'approvisionner selon la tradition du vrai tapis d'Orient, poursuit donc la vente de son stock rassemblé depuis 40 ans, dans lequel il ne reste plus que des
**TAPIS ANCIENS
ET RARES** sur lesquels il vous sera consenti une remise de
50%
4, rue de Penthièvre, 8^e M^e Miramont
10 h à 19 h, sans lundi matin.
42.85.90.43.

Le Monde
sur minitel
PRIVATISÉES
leurs cours au jour le jour
3615 TAPEZ LEMONDE

**PIANO NEUF
147 F PAR MOIS**

• 2.500 m² d'exposition.
• 28 marques.
• Plus de 200 modèles exposés du piano d'étude au piano de concert.
• Service après-vente garanti.

hamm
La Maison de la Musique
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité.

**SOFT
NATURAL**
Novembre - N° 35
**246 PAGES
CONSACRÉES
A LA MICRO**
EN VENTE, 30 F
chez votre
marchand de journaux
**LE PLEIN
D'INFORMATIONS**

مكتبة الأمل